



Government
of Canada

Gouvernement
du Canada

Collecte continue de données qualitatives sur les opinions des Canadiens - décembre 2024 et janvier 2025

Rapport final

Rédigé pour le compte du Bureau du Conseil privé

Fournisseur : The Strategic Counsel

Numéro de contrat : CW2241412

Valeur du contrat : 1 629 482,60 \$

Date d'octroi du contrat : 19 décembre 2022

Date de livraison : 13 mars 2025

Numéro d'enregistrement : POR-053-22

Pour de plus amples renseignements sur ce rapport, prière d'écrire à por-rop@pco-bcp.ca

This report is also available in English.

**Remarque : Dans le présent document, le genre masculin est utilisé comme générique dans le seul but d'alléger le texte.

Canada 

Collecte continue de données qualitatives sur les opinions des Canadiens

Rapport final

Rédigé pour le compte du Bureau du Conseil privé

Fournisseur : The Strategic Counsel

Décembre 2024 et janvier 2025

Le présent rapport de recherche sur l'opinion publique présente les résultats d'une série de groupes de discussion menés par The Strategic Counsel au nom du Bureau du Conseil privé. Les huitième et neuvième cycles de la première année de la présente étude comptaient en tout dix-huit groupes de discussion composés d'adultes canadiens (âgés de 18 ans ou plus) qui ont été menés du 3 décembre 2024 au 28 janvier 2025.

This publication is also available in English under the title: Final Report - Continuous Qualitative Data Collection of Canadian's Views - December 2024 & January 2025.

Cette publication ne peut être reproduite qu'à des fins non commerciales. Une autorisation écrite préalable peut être obtenue du Bureau du Conseil privé. Pour obtenir de plus amples renseignements sur ce rapport, prière d'en faire la demande par courriel à por-rop@pco-bcp.ca, ou par la poste à :

Bureau du Conseil Privé
Édifice Blackburn
85, rue Sparks, local 228
Ottawa, Ontario K1A 0A3

Numéro de catalogue :

CP12-4F-PDF

Identifiant international des publications en série (ISSN) :

ISSN 2816-9379

Publications connexes (numéro d'enregistrement : POR-053-22 :

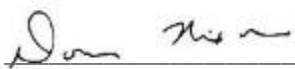
CP12-4E-PDF (Rapport final en anglais)

ISSN 2816-9360

Attestation de neutralité politique

À titre de cadre supérieure du cabinet The Strategic Counsel, j'atteste par la présente que les documents remis sont entièrement conformes aux exigences en matière de neutralité politique du gouvernement du Canada énoncées dans la Politique sur les communications et l'image de marque et dans la Directive sur la gestion des communications – Annexe C – Procédure obligatoire relative à la recherche sur l'opinion publique.

Plus précisément, les documents remis ne contiennent aucune information portant sur les intentions de vote électorales, les préférences quant aux partis politiques, les positions des partis ou l'évaluation de la performance d'un parti politique ou de ses dirigeants.

Signature :  _____

Date: 13 mars 2025

Donna Nixon, associée

The Strategic Counsel

Table des matières

Sommaire	6
Introduction	6
Méthodologie.....	7
Principales constatations	9
Le gouvernement du Canada dans l'actualité (Prairies décembre 2024, provinces de l'Atlantique, Ontario, propriétaires de la région métropolitaine de Vancouver, locataires résidant Colombie-Britannique, femmes en emploi âgées de 24 à 34 ans résidant dans la Municipalité régionale d'Halifax, hommes en emploi âgés de 24 à 34 ans de la région du Grand Toronto, résidents de villes frontalières, sud-ouest de l'Ontario, personnes âgées de 65 ans et plus, Prairies janvier 2025).....	9
Relations entre le Canada et les États-Unis (Prairies décembre 2024, locataires des provinces de l'Atlantique, de l'Ontario et de la Colombie-Britannique, immigrants de la région métropolitaine de Montréal, femmes en emploi de la Municipalité régionale d'Halifax âgées de 24 à 34 ans, hommes en emploi de la région du Grand Toronto âgés de 24 à 34 ans, villes frontalières, sud-ouest de l'Ontario, personnes âgées de 65 et plus du Québec, Prairies janvier 2025).....	11
Le gouvernement du Canada dans l'actualité (Prairies décembre 2024, provinces de l'Atlantique, Ontario, propriétaires de la région métropolitaine de Vancouver, locataires de la Colombie-Britannique, femmes en emploi de la Municipalité régionale d'Halifax âgées de 24 à 34 ans, hommes en emploi de la région du Grand Toronto âgés de 24 à 34 ans, résidents de villes frontalières, sud-ouest de l'Ontario, personnes âgées de 65 ans et plus, Prairies janvier 2025).....	16
Marché de l'emploi (femmes en emploi âgées de 24 à 34 ans résidant dans la Municipalité régionale d'Halifax, hommes en emploi âgés de 24 à 34 ans résidant dans la région du Grand Toronto).....	18
Avis à long terme concernant la qualité de l'eau potable (Colombie-Britannique, Autochtones des Prairies, Québec, Prairies, provinces de l'Atlantique, Ontario).....	18
Immigration (région métropolitaine de Montréal).....	20
Sacs réutilisables (Ontario)	21
MétéoCAN (locataires de la Colombie-Britannique, immigrants de la région métropolitaine de Montréal)	22
Mot-symbole du gouvernement du Canada (Colombie-Britannique, provinces de l'Atlantique)	22
Mise à l'essai de concepts publicitaires de l'Agence du revenu du Canada (Autochtones des Prairies, Québec).....	23
Mise à l'essai de concepts d'étiquettes pour aliments supplémentés (Colombie-Britannique, Autochtones résidant dans les Prairies, Québec, hommes en emploi de la région du Grand Toronto, villes frontalières, personnes âgées de 65 ans et plus résidant au Québec).....	24
Mise à l'essai d'une vidéo sur les soins palliatifs (propriétaires de la région métropolitaine de Vancouver, sud-ouest de l'Ontario, Prairies janvier 2025)	27
Résultats détaillés.....	29

Chronologie des annonces en décembre 2024 et en janvier 2025	30
Le gouvernement du Canada dans l'actualité (Prairies décembre 2024, provinces de l'Atlantique, Ontario, propriétaires de la région métropolitaine de Vancouver, locataires de la Colombie-Britannique, femmes en emploi âgées de 24 à 34 ans de la Municipalité régionale d'Halifax, hommes en emploi âgés de 24 à 34 ans de la région du Grand Toronto, résidents de villes frontalières, sud-ouest de l'Ontario, personnes âgées de 65 ans et plus, Prairies janvier 2025)	35
Indicateurs économiques (propriétaires de la région métropolitaine de Vancouver, locataires de la Colombie-Britannique, femmes en emploi de la Municipalité régionale d'Halifax âgées de 24 à 34 ans)	36
Relations entre le Canada et les États-Unis (Prairies décembre 2024, provinces de l'Atlantique, Ontario, locataires résidant en Colombie-Britannique, immigrants de la région métropolitaine de Montréal, femmes en emploi âgées de 24 à 34 ans résidant dans la Municipalité régionale d'Halifax, hommes en emploi âgés de 24 à 34 ans de la région du Grand Toronto, villes frontalières, sud-ouest de l'Ontario, personnes âgées de 65 et plus du Québec, Prairies janvier 2025)	39
Impressions générales (Prairies décembre 2024, provinces de l'Atlantique, Ontario)	40
Sécurité de la frontière (Prairies décembre 2024, locataires de la Colombie-Britannique, femmes en emploi âgées de 24 à 34 ans de la Municipalité régionale d'Halifax, hommes en emploi âgés de 24 à 34 ans de la région du Grand Toronto, villes frontalières, sud-ouest de l'Ontario, personnes âgées de 65 et plus du Québec, Prairies janvier 2025)	46
Dépenses consacrées à la défense nationale (villes frontalières, sud-ouest de l'Ontario, personnes âgées de 65 ans et plus résidant au Québec, Prairies janvier 2025)	47
Avis à long terme concernant la qualité de l'eau potable (Colombie-Britannique, Autochtones des Prairies, Québec, Prairies, provinces de l'Atlantique, Ontario)	54
Immigration (région métropolitaine de Montréal)	60
Sacs réutilisables (Ontario)	62
MétéoCAN (locataires de la Colombie-Britannique, immigrants de la région métropolitaine de Montréal)	63
Mot-symbole du gouvernement du Canada (Colombie-Britannique, provinces de l'Atlantique)	64
Mise à l'essai de concepts publicitaires de l'Agence du revenu du Canada (Autochtones des Prairies, Québec)	66
Mise à l'essai de concepts d'étiquettes pour aliments supplémentés (Colombie-Britannique, Autochtones résidant dans les Prairies, Québec, hommes en emploi de la région du Grand Toronto, villes frontalières, personnes âgées de 65 ans et plus résidant au Québec)	73
Mise à l'essai de messages sur les aliments supplémentés (Colombie-Britannique, Autochtones résidant dans les Prairies, Québec)	74
Potentiels messages de média social (homme en emploi de la région du Grand Toronto, villes frontalières, personnes âgées de 65 ans et plus résidant au Québec)	78

Mise à l'essai d'une vidéo sur les soins palliatifs (propriétaires de la région métropolitaine de Vancouver, sud-ouest de l'Ontario, Praires janvier 2025)	83
--	----

Annexes 87

Annexe A - Questionnaires de recrutement	88
Questionnaire de recrutement française – décembre.....	89
Questionnaire de recrutement française – janvier.....	97
Questionnaire de recrutement anglais – décembre	106
Questionnaire de recrutement anglais – janvier	116
Annexe B – Guides de discussion.....	127
Guide du modérateur français – décembre.....	128
Guide du modérateur français – janvier.....	139
Guide du modérateur anglais – décembre	157
Guide du modérateur anglais - janvier	167
Annexe C – Mise à l'essai de concepts publicitaires	182
Les avis à long terme concernant la qualité de l'eau potable	183
Mot-symbole du gouvernement du Canada	185
Signature musicale du gouvernement du Canada.....	185
Mise à l'essai de concepts publicitaires de l'Agence du revenu du Canada	186

Sommaire

Introduction

Le Secrétariat des communications et des consultations du Bureau du Conseil privé (BCP) a confié à The Strategic Counsel (TSC) le mandat de mener, auprès de membres du public dans l'ensemble du pays, des cycles continus de recherche par groupe de discussion portant sur des enjeux, des événements et des initiatives stratégiques de premier plan liés au gouvernement du Canada.

L'objectif général de ce programme de recherche qualitative se décline en trois volets : analyser les dimensions et les facteurs d'influence de l'opinion publique sur les plus importants enjeux auxquels le pays est confronté; évaluer les perceptions et les attentes relatives aux mesures et aux priorités du gouvernement fédéral; orienter l'élaboration des communications du gouvernement du Canada pour qu'elles continuent de s'harmoniser aux opinions des Canadiennes et des Canadiens et à leurs besoins en matière d'information, tout en veillant à ce qu'elles demeurent claires et faciles à comprendre.

Les travaux de recherche visent à aider le Secrétariat des communications et des consultations du BCP à remplir son mandat qui consiste à soutenir le bureau du premier ministre dans la coordination des communications du gouvernement. Ces travaux de recherche permettront plus particulièrement de s'assurer que le BCP reste au fait des tendances émergentes et de l'opinion des Canadiens sur les enjeux de macro-niveau qui intéressent le gouvernement du Canada.

Le présent rapport comprend les conclusions qui ressortent de douze (12) groupes de discussion en ligne menés du 3 décembre 2024 au 28 janvier 2025, à différents endroits du pays. Les détails concernant les lieux, le recrutement et la composition des groupes figurent dans la section ci-dessous.

La recherche pour ce cycle s'est centrée sur un éventail de sujets clés se rapportant au gouvernement du Canada, à ses politiques ainsi qu'à des enjeux économiques et sociaux d'actualité. Les participants de nombreux groupes ont pris part à des discussions portant sur l'actualité récente concernant le gouvernement fédéral et notamment sur leurs points de vue concernant les relations actuelles entre le gouvernement du Canada et les États-Unis (É.-U.) Les discussions à ce sujet ont également porté sur les impressions générales des participants concernant les relations entre le Canada et les États-Unis, les tarifs douaniers proposés sur les exportations canadiennes vers les États-Unis, les enjeux liés à la sécurité de la frontière canado-américaine ainsi que sur les sommes que consacre actuellement le gouvernement du Canada à la défense nationale.

Au nombre des autres sujets abordés, citons le coût de la vie, le marché du travail, les avis à long terme concernant la qualité de l'eau potable dans les communautés des Premières Nations ainsi que l'immigration. Les discussions de certains groupes se sont brièvement centrées sur certains sujets, dont les sacs réutilisables, le mot-symbole du gouvernement du Canada, l'application MétéoCAN, tandis que les participants d'autres groupes ont échangé leurs points de vue concernant certains concepts publicitaires en lien avec l'Agence du Revenu du Canada (ARC), des concepts de messages et

d'étiquettes concernant les aliments supplémentés, ainsi que des vidéos liées aux soins palliatifs au Canada.

En guise de mise en garde lors de l'interprétation des résultats de la présente étude, les conclusions de la recherche qualitative sont uniquement de nature indicative et ne peuvent être attribuées quantitativement à l'ensemble de la population étudiée avec un quelconque degré de certitude.

Méthodologie

Aperçu des groupes

Groupes cibles :

- Résidents canadiens âgés de 18 ans et plus;
- Les groupes ont principalement été divisés en fonction de la situation géographique;
- Certains groupes se sont focalisés sur des cohortes précises de la population, dont les Autochtones, les propriétaires, les locataires, les immigrants, les femmes et hommes en emploi âgés de 24 à 34 ans, ainsi que les personnes âgées de plus de 65 ans.

Approche détaillée

- Quinze groupes de discussion ont été menés dans diverses régions du Canada.
- Huit groupes de discussion ont été menés parmi les membres de la population générale résidant en Colombie-Britannique (C.-B.), au Québec, dans les Prairies, dans les provinces de l'Atlantique, en Ontario, dans des villes frontalières ainsi que dans le sud-ouest de l'Ontario.
- Les sept autres groupes de discussion ont été menés parmi des sous-groupes clés de la population, à savoir :
 - Autochtones résidant dans les Prairies;
 - propriétaires résidant dans la région métropolitaine de Vancouver;
 - locataires résidant en C.-B.;
 - immigrants résidant dans la région métropolitaine de Montréal;
 - femmes en emploi âgées de 24 à 34 ans résidant dans la municipalité régionale d'Halifax (MRH);
 - hommes en emploi âgés de 24 à 34 ans résidant dans la région du Grand Toronto (RGT);
 - personnes âgées de 65 ans et plus résidant au Québec;
- Les groupes de discussion organisés au Québec ont été animés en français. Tous les autres groupes de discussion ont été animés en anglais.
- Toutes les discussions de groupe pour ce cycle se sont tenues en ligne.
- Huit participants au total ont été recrutés par groupe, en presumant pouvoir compter sur la présence de six à huit participants.
- Dans tous les lieux, 114 participants au total ont pris part aux discussions. Les détails concernant le nombre de participants par groupe sont fournis ci-dessous.

- Chaque participant a reçu une rétribution de 125 \$.

Localisation et composition des groupes

LIEU	GROUPE	LANGUE	DATE	HEURE (HAE)	COMPOSITION DU GROUPE	NOMBRE DE PARTICIPANTS
Colombie-Britannique	1	ANGLAIS	Mardi 3 décembre	21 h à 23 h	Population générale	8
Prairies	2	ANGLAIS	Mercredi 4 décembre	20 h à 22 h	Autochtones	5
Québec	3	FRANÇAIS	Jeudi 5 décembre	18 h à 20 h	Population générale	8
Prairies	4	ANGLAIS	Mardi 10 décembre	20 h à 22 h	Population générale	7
Canada atlantique	5	ANGLAIS	Mercredi 11 décembre	17 h à 19 h	Population générale	8
Ontario	6	ANGLAIS	Jeudi 12 décembre	18 h à 20 h	Population générale	8
Région métropolitaine de Vancouver	7	ANGLAIS	Mardi 7 janvier	21 h à 23 h	Propriétaires	7
Colombie-Britannique	8	ANGLAIS	Mercredi 8 janvier	21 h à 23 h	Locataires	8
Région métropolitaine de Montréal	9	FRANÇAIS	Jeudi 9 janvier	18 h à 20 h	Immigrants	8
Municipalité régionale d'Halifax	10	ANGLAIS	Mardi 14 janvier	18 h à 20 h	Femmes en emploi âgées de 24 à 34 ans	8
Région du grand Toronto	11	ANGLAIS	Jeudi 16 janvier	18 h à 20 h	Hommes en emploi âgés de 24 à 34 ans	8
Villes frontalières	12	FRANÇAIS	Mardi 21 janvier	19 h à 21 h	Population générale	8
Sud-ouest de l'Ontario	13	ANGLAIS	Mercredi 22 janvier	18 h à 20 h	Population générale	8
Québec	14	FRANÇAIS	Jeudi 23 janvier	18 h à 20 h	Personnes âgées de 65 ans et plus	7
Prairies	15	ANGLAIS	mardi 28 janvier	20 h à 22 h	Population générale	8
Nombre total de participants						114

Principales constatations

Le gouvernement du Canada dans l'actualité (Prairies décembre 2024, provinces de l'Atlantique, Ontario, propriétaires de la région métropolitaine de Vancouver, locataires résidant Colombie-Britannique, femmes en emploi âgées de 24 à 34 ans résidant dans la Municipalité régionale d'Halifax, hommes en emploi âgés de 24 à 34 ans de la région du Grand Toronto, résidents de villes frontalières, sud-ouest de l'Ontario, personnes âgées de 65 ans et plus, Prairies janvier 2025)

Les participants de douze groupes ont été invités à faire part de ce qu'ils avaient vu, lu ou entendu au sujet du gouvernement du Canada au cours des derniers jours. Un vaste éventail d'annonces et d'initiatives ont été rappelées, dont une annonce du gouvernement fédéral selon laquelle ce dernier entendrait temporairement exonérer de la taxe sur les produits et services et de la taxe de vente harmonisée (TPS/TVH) un large éventail d'articles essentiels des Fêtes à compter du 14 décembre 2024, l'annonce de la Banque du Canada selon laquelle celle-ci entendait abaisser son taux d'intérêt directeur à 3,25 % ainsi que le dépôt de l'énoncé économique d'automne (EEA) annuel du gouvernement fédéral.

Les participants se souvenaient également avoir entendu dire que le Syndicat canadien des travailleurs des postes (STTP) mettrait fin à son mouvement de grève à la suite d'une décision du Conseil canadien des relations industrielles (CCRI) enjoignant les employés de Postes Canada de réintégrer leurs fonctions, et qu'Immigration, Réfugiés et Citoyenneté Canada (IRCC) avait annoncé une réduction temporaire de ses objectifs en matière d'immigration pour les années à venir afin de stabiliser à long terme la croissance démographique au Canada.

Parmi les autres annonces et initiatives du gouvernement fédéral qui ont été mentionnées par les participants, citons les discussions entre le premier ministre du Canada et les premiers ministres des provinces et territoires en vue de déterminer quelles étaient les meilleures réponses à apporter à l'imposition d'éventuels tarifs douaniers par les États-Unis, la publication du rapport final de la Commission d'enquête sur l'ingérence étrangère dans les processus électoraux et les institutions démocratiques fédérales, l'annonce de la démission, à compter de mars 2025, du premier ministre ainsi que la prorogation du Parlement jusqu'au 24 mars 2025, période au cours de laquelle un nouveau dirigeant sera nommé.

Indicateurs économiques (propriétaires de la région métropolitaine de Vancouver, locataires de la Colombie-Britannique, femmes en emploi de la Municipalité régionale d'Halifax âgées de 24 à 34 ans)

Les participants de trois groupes ont tenu des discussions approfondies portant sur des questions relatives aux taux d'intérêt, au taux de croissance économique, au taux de chômage ainsi qu'à l'économie canadienne dans son ensemble.

À la question de savoir s'ils estimaient que le gouvernement du Canada était sur la bonne voie en ce qui a trait à sa gestion de l'économie canadienne, la plupart des participants étaient d'avis qu'il faisait fausse route. Plusieurs d'entre eux se disaient préoccupés par le déficit actif du gouvernement fédéral qu'ils considéraient comme ayant été élevés au cours des dernières années et s'inquiétaient de l'impact à long terme que pourrait avoir ce déficit sur la dette nationale. D'autres problèmes économiques ont en outre été mentionnés, dont notamment la valeur actuelle du dollar canadien (CAD), la pénurie de logements abordables dans de nombreuses régions du pays et ce qui était perçu comme une concurrence insuffisante dans des secteurs essentiels comme ceux de l'alimentation et des télécommunications.

Lorsqu'on leur a demandé s'ils avaient récemment vu, lu ou entendu quoi que ce soit concernant la décision de la Banque du Canada de réduire les taux d'intérêt, la plupart des participants ont répondu par l'affirmative, plusieurs d'entre eux disant croire que les taux d'intérêt avaient récemment été abaissés. Dans l'ensemble, la plupart des participants considéraient qu'il s'agissait d'un pas dans la bonne direction, estimant qu'une baisse des taux d'intérêt aurait probablement des répercussions positives sur l'économie canadienne et contribuerait à rendre la vie plus abordable pour un certain nombre de ménages.

En discutant de la question de savoir s'ils avaient récemment entendu quoi que ce soit au sujet du taux d'inflation au Canada, plusieurs d'entre eux ont répondu par l'affirmative, mais peu d'entre eux se souvenaient de détails précis à ce sujet. Après s'être vu informer que le taux d'inflation se situait à 1,9 % en novembre 2024 et que l'objectif que s'était fixé la Banque du Canada avait ainsi été atteint, si quelques participants étaient d'avis que cela pouvait constituer un pas dans la bonne direction pour l'économie en général, la plupart d'entre eux estimaient que leur vie n'était pas devenue plus abordable ces derniers temps. Bon nombre d'entre eux disaient croire que le coût des produits essentiels et notamment des produits d'épicerie, avait continué d'augmenter au cours des derniers mois.

Sur la question de savoir quel était, selon eux, le taux de chômage actuel au Canada, la plupart des participants estimaient qu'il était de 5 à 8 %. Après s'être vu informer qu'en novembre 2024, le taux de chômage était de 6,8 %, contre 5,4 % en 2023, plusieurs participants ont qualifié cette information d'inquiétante et se sont dit préoccupés par les répercussions que cela pourrait avoir sur le bien-être financier des Canadiens. Certains d'entre eux se sont dit plus particulièrement préoccupés par l'impact qu'aurait un taux de chômage croissant sur la capacité des jeunes à acquérir une expérience professionnelle significative et à se constituer une assise financière. Quelques-uns d'entre eux estimaient que le gouvernement du Canada devait en faire davantage pour créer des emplois et aider les travailleurs à acquérir les connaissances et la formation dont ils ont besoin pour exceller sur le marché du travail actuel.

À la question de savoir si leur opinion sur l'orientation de l'économie canadienne et sur leur propre avenir financier était influencée par l'un ou l'autre de ces indicateurs économiques, bon nombre d'entre eux se sont dit plus pessimistes quant à leur propre situation et à l'économie en général. Plusieurs participants ont dit croire que, considérées dans leur ensemble, ces statistiques indiquaient un ralentissement potentiel de l'économie canadienne, et un petit nombre d'entre eux ont dit craindre



que cette situation puisse éventuellement entraîner une récession. Quant à savoir comment ces indicateurs influençaient leurs propres attentes concernant le coût de la vie dans l'avenir, si la plupart d'entre eux espéraient que la vie au Canada deviendrait plus abordable, peu d'entre eux estimaient qu'il y avait raison de croire que cela se produirait dans un avenir proche.

Relations entre le Canada et les États-Unis (Prairies décembre 2024, locataires des provinces de l'Atlantique, de l'Ontario et de la Colombie-Britannique, immigrants de la région métropolitaine de Montréal, femmes en emploi de la Municipalité régionale d'Halifax âgées de 24 à 34 ans, hommes en emploi de la région du Grand Toronto âgés de 24 à 34 ans, villes frontalières, sud-ouest de l'Ontario, personnes âgées de 65 et plus du Québec, Prairies janvier 2025)

Onze groupes ont pris part à des discussions portant sur les relations entre le gouvernement du Canada et les États-Unis (É.-U.). Ces discussions se sont centrées sur les impressions générales des participants concernant les relations entre le Canada et les États-Unis, l'imposition éventuelle de tarifs douaniers par les États-Unis sur des produits canadiens, la sécurité à la frontière canado-américaine, ainsi que les dépenses liées à la défense nationale.

Impressions générales (Prairies décembre 2024, provinces de l'Atlantique, Ontario)

Les participants de trois groupes ont pris part à des discussions portant sur leurs impressions générales concernant les relations Canada-É.-U et les potentiels impacts des dernières élections américaines sur le Canada dans l'avenir. Ces discussions ont été menées en décembre 2024 avant l'investiture du président américain en janvier 2025. Lorsqu'on leur a demandé quelle était leur impression générale des États-Unis, les participants ont fourni une série de réponses diverses et variées. Plusieurs d'entre eux ont déclaré que, s'ils continuaient à avoir des relations positives avec des Américains qu'ils connaissaient personnellement, ils avaient l'impression que la société américaine était de plus en plus divisée concernant un certain nombre de problématiques sociales, ce qui avait par conséquent un impact négatif sur les États-Unis dans leur ensemble. Un certain nombre d'entre eux ont déclaré considérer les États-Unis comme une superpuissance militaire et économique mondiale et estimaient que leurs politiques étaient récemment devenues plus protectionnistes. On était d'avis que cela avait un impact négatif sur leurs relations avec de proches pays alliés comme le Canada.

En discutant de l'impact que les résultats des récentes élections américaines pourraient à l'avenir avoir sur le Canada, plusieurs participants se sont dit préoccupés par les tarifs douaniers que pourraient imposer les États-Unis au Canada. Certains d'entre eux s'attendaient en outre à ce que les États-Unis exercent une pression accrue sur le Canada pour qu'il augmente ses dépenses en matière de défense nationale, étant d'avis que la défense de l'Amérique du Nord constituera une priorité majeure pour la nouvelle administration américaine.

À la question de savoir si des développements positifs pour le Canada pourraient survenir dans le cadre d'une nouvelle administration américaine, un certain nombre de participants ont dit espérer que cela unifierait les Canadiens et les pousserait à unir leurs efforts face à d'éventuels tarifs douaniers et à d'autres défis. Bon nombre d'entre eux estimaient qu'une déstabilisation des relations commerciales entre le Canada et les États-Unis obligerait probablement le gouvernement du Canada à rechercher

de nouveaux partenaires commerciaux étrangers. Certains participants estimaient en outre que l'économie canadienne deviendrait en définitive plus résiliente à long terme.

En recensant les principaux intérêts du gouvernement du Canada dans le cadre de ses relations avec les É.-U., les participants ont fourni une série de réponses, notamment au sujet des politiques commerciales et économiques, de la défense nationale et de l'immigration. Lorsqu'on leur a demandé s'ils étaient d'avis que le gouvernement du Canada en faisait assez pour protéger et promouvoir les intérêts des Canadiens dans le cadre de ses interactions avec les États-Unis, les participants n'étant pas de cet avis étaient à peu près aussi nombreux que ceux qui se disaient plus incertains ou qui estimaient ne pas en savoir assez à ce sujet pour pouvoir fournir une évaluation convenable. Un certain nombre de participants parmi ceux qui estimaient que le gouvernement fédéral pourrait en faire davantage étaient d'avis que le Canada était devenu dépendant des États-Unis en matière de commerce et de défense nationale. Ils estimaient de ce fait qu'au fil du temps, nos économies étaient devenues inextricablement liées. Un certain nombre d'entre eux considéraient que le gouvernement fédéral devait en faire davantage pour permettre à l'économie canadienne de devenir plus autosuffisante, notamment en fabriquant davantage de biens et de produits sur le territoire national et en dépendant moins d'échanges commerciaux avec les États-Unis.

Tarifs douaniers (Prairies décembre 2024, provinces de l'Atlantique, Ontario, locataires de la Colombie-Britannique, immigrants de la région métropolitaine de Montréal, femmes en emploi de la Municipalité régionale d'Halifax âgées de 24 à 34 ans, hommes en emploi de la région du Grand Toronto âgés de 24 à 34 ans, villes frontalières, sud-ouest de l'Ontario, personnes âgées de 65 et plus du Québec, Prairies janvier 2025)

Les participants de tous les onze groupes ont pris part à des discussions portant sur les potentiels tarifs douaniers que pourraient imposer les É.-U. sur des produits canadiens. Le contenu de ces discussions a changé au fur et à mesure que la situation évoluait en temps réel. Lorsqu'on leur a demandé s'ils avaient vu, lu ou entendu quoi que ce soit au sujet de tarifs douaniers que projettent d'imposer les États-Unis sur les produits en provenance du Canada, presque tous les participants ont répondu par l'affirmative, plusieurs se souvenant que les États-Unis prévoyaient d'appliquer un tarif douanier de 25 % sur toutes les importations canadiennes dans un avenir rapproché.

La quasi-totalité d'entre eux s'attendait à ce que les tarifs aient à la fois des impacts négatifs sur l'économie canadienne et sur le bien-être financier d'entreprises et de familles canadiennes. Plusieurs d'entre eux estimaient que si ces tarifs devaient être appliqués, des emplois canadiens et américains seraient menacés, notamment dans les secteurs clés que sont la métallurgie et la construction automobile. Plusieurs participants s'attendaient à ce que les tarifs douaniers américains augmentent le coût des produits fabriqués au Canada et aux États-Unis et entraînent des dépenses supplémentaires pour de nombreuses entreprises canadiennes qui dépendent des produits américains dans leur chaîne d'approvisionnement.

Lorsqu'on leur a demandé s'ils s'attendaient à ce que ces tarifs douaniers les affectent personnellement, la plupart d'entre eux ont répondu par l'affirmative. Bon nombre d'entre eux estimaient que les tarifs douaniers entraîneraient probablement une augmentation du coût de la vie des Canadiens, et un certain nombre d'entre eux craignaient qu'un nombre croissant de ménages ne

se retrouvent en difficulté financièrement. Plusieurs participants se préoccupaient de leur propre situation financière, estimant qu'il était déjà difficile de joindre les deux bouts et que les tarifs douaniers risquaient de l'exacerber encore davantage. Certains d'entre eux étaient plus particulièrement préoccupés par l'impact des tarifs sur le prix des carburants et de l'énergie, notamment en raison de la dépendance réciproque des deux pays à l'égard de leurs besoins énergétiques respectifs.

À la question de savoir comment ils souhaiteraient que réagisse le gouvernement fédéral, bon nombre d'entre eux étaient d'avis que, s'il devait être confronté à de tarifs américains, le Canada devrait imposer des tarifs réciproques équivalents à ceux mis en place par le gouvernement des États-Unis. Un certain nombre de participants estimaient que les contre-mesures tarifaires devaient tout particulièrement viser les exportations de ressources naturelles du Canada (pétrole, gaz naturel, hydroélectricité et bois d'œuvre), dont les États-Unis sont, à leur avis, fortement tributaires à l'heure actuelle. On estimait également que devant le constat d'une certaine détérioration de la confiance du Canada envers les États-Unis en tant que partenaire commercial, le gouvernement du Canada devait diversifier ses partenaires commerciaux.

Quatre groupes, respectivement composés de participants résidant dans des villes frontalières canadiennes, de personnes âgées de 65 ans et plus résidant au Québec, de résidents du sud-ouest de l'Ontario et de membres de la population générale des Prairies (janvier 2025), ont été invités à répondre à des questions complémentaires concernant les tarifs douaniers envisagés et l'éventuelle réponse à y apporter. Quant à savoir ce qu'ils pensaient de la renégociation de l'Accord Canada-États-Unis-Mexique (ACEUM), si un certain nombre de participants étaient favorables à l'idée, plusieurs d'entre eux estimaient que cette démarche pourrait avoir une incidence négative sur les prix à la consommation, tant pour les Canadiens que pour les Américains, et par conséquent entraîner des retombées économiques négatives au Canada, et notamment des pertes d'emplois.

En discutant des réponses potentielles que pourraient apporter les gouvernements fédéral, provinciaux et territoriaux à ces tarifs, il a été demandé aux participants des quatre groupes susmentionnés s'ils préféraient que le gouvernement fédéral prenne les devants, que toutes les provinces et tous les territoires prennent leurs propres initiatives ou que les différents paliers de gouvernement adoptent une approche commune. Dans l'ensemble, la plupart des participants ont indiqué préférer une approche conjointe, nombre d'entre eux estimant qu'il était essentiel que les gouvernements fédéral, provinciaux et territoriaux fassent front commun et travaillent en synergie au moment de se préparer à ces tarifs et d'y répondre.

Les participants de ces quatre groupes se sont livrés à un exercice dans le cadre duquel ils se sont vu présenter une liste de mesures potentielles que le gouvernement du Canada pourrait prendre en réponse à d'éventuels tarifs douaniers américains et ont été invités à sélectionner les mesures qui seraient, à leur avis, les plus efficaces. Dans l'ensemble, les participants se sont dit très favorables à ce que le Canada impose des contre-mesures tarifaires sur les importations américaines. De l'avis général, l'imposition dollar pour dollar de tarifs sur les produits américains constituait la contre-mesure la plus directe que puisse prendre le gouvernement fédéral et que celle-ci aurait probablement un impact tangible sur les consommateurs et l'économie américaines. Un grand nombre de participants étaient



également favorables à la restriction des exportations d'hydroélectricité, de pétrole et de gaz vers les États-Unis, estimant que ces mesures auraient un impact économique négatif immédiat sur les nombreux États américains qui, pour répondre à leurs besoins énergétiques, dépendent actuellement du Canada. Plusieurs participants estimaient également qu'il était important que le gouvernement fédéral encourage les Canadiens à « acheter canadien ». Parmi ces participants, on considérait qu'une plus grande importance accordée par les consommateurs à l'achat de produits d'origine locale contribuerait à revigorer les économies locales dans leur région, tout en stimulant l'économie canadienne dans son ensemble.

Sécurité de la frontière (Prairies décembre 2024, locataires de la Colombie-Britannique, femmes en emploi de la Municipalité régionale d'Halifax âgées de 24 à 34 ans, hommes en emploi de la région du Grand Toronto âgés de 24 à 34 ans, villes frontalières, sud-ouest de l'Ontario, personnes âgées de 65 et plus du Québec, Prairies janvier 2025)

Les participants de sept groupes se sont vu poser quelques questions complémentaires concernant la sécurité à la frontière canado-américaine, en se focalisant plus particulièrement sur des problèmes allégués comme l'entrée aux États-Unis de migrants clandestins en provenance du Canada et le trafic illégal de fentanyl vers les États-Unis depuis la frontière canado-américaine.

À la question de savoir si, à leur connaissance, le passage de migrants du Canada aux États-Unis constituait un problème majeur, un problème mineur ou ne constituait pas du tout un problème, presque tous les participants estimaient qu'il constituait un problème mineur ou qu'il ne constituait pas du tout un problème. Si plusieurs d'entre eux estimaient qu'il ait pu y avoir quelques cas de migrants clandestins franchissant la frontière du Canada vers les États-Unis au cours des dernières années, aucun participant ne considérait qu'il s'agissait d'un problème omniprésent.

En discutant de la question de savoir s'ils estimaient que le fentanyl traversant la frontière du Canada vers les États-Unis constituait un problème majeur, la plupart d'entre eux ont de nouveau indiqué ne pas être d'avis que cela constituait un domaine de préoccupation primordial à l'heure actuelle. Si bon nombre d'entre eux considéraient que le fentanyl constituait un problème majeur pour les communautés canadiennes en raison de la dépendance qu'il crée et du nombre croissant de décès qui lui sont associés, ils se demandaient dans quelle mesure des quantités considérables de fentanyl transitaient vers les États-Unis depuis le Canada.

Les participants des groupes composés de locataires de Colombie-Britannique (C.-B.), de femmes en emploi âgées de 24 à 34 ans dans la Municipalité régionale d'Halifax (MRH) et d'hommes en emploi âgés de 24 à 34 ans résidant dans la région du Grand Toronto (RGT) se sont vu présenter de l'information complémentaire sur les mesures que le gouvernement du Canada avait récemment proposées pour répondre aux préoccupations liées à la sécurité frontalière et à l'immigration. Lorsqu'on leur a demandé s'ils estimaient que ces mesures constituaient un pas dans la bonne direction, un plus grand nombre d'entre eux ont répondu par l'affirmative, comparativement à ceux qui étaient d'un autre avis. Parmi le petit nombre de participants qui se disaient d'un autre avis, plusieurs ont exprimé des préoccupations sur le coût estimatif de 1,3 milliard de dollars (qu'ils considéraient comme étant élevé) que devrait assumer le gouvernement du Canada en prenant ces mesures. Ces participants estiment que ces fonds pourraient être plus utilement affectés à la résolution d'autres

problèmes importants, dont le coût élevé de la vie et la pénurie perçue de logements abordables dans les collectivités canadiennes.

Dépenses consacrées à la défense nationale (villes frontalières, sud-ouest de l'Ontario, personnes âgées de 65 ans et plus résidant au Québec, Prairies janvier 2025)

Les participants de quatre groupes ont tenu des discussions portant sur les sommes que le gouvernement du Canada consacre à la défense nationale ainsi que sur les récents appels lancés par les États-Unis pour encourager le Canada à augmenter ses dépenses dans ce domaine. À la question de savoir s'ils avaient récemment vu, lu ou entendu quoi que ce soit à ce sujet, seul un petit nombre d'entre eux a répondu par l'affirmative. Certains de ceux qui avaient entendu quelque chose à ce sujet disaient croire que le gouvernement fédéral avait récemment pris des mesures visant à affecter davantage de ressources financières à la sécurisation de la frontière canado-américaine, et que des discussions avaient eu lieu sur la question de savoir si le gouvernement fédéral devait augmenter ses dépenses globales en matière de sécurité nationale.

Quant à savoir s'ils estimaient que les dépenses du gouvernement canadien en matière de défense nationale étaient excessives, insuffisantes ou appropriées, la plupart des participants étaient d'avis qu'elles étaient insuffisantes à l'heure actuelle. Plusieurs d'entre eux disaient croire que le gouvernement du Canada dépensait actuellement beaucoup moins en matière de défense nationale que ses alliés (en l'occurrence les États-Unis) et qu'il n'en faisait pas assez pour respecter ses obligations à l'égard d'alliances défensives dont l'Organisation du traité de l'Atlantique Nord (OTAN). Quelques-uns d'entre eux étaient d'avis que, faute d'investissements plus importants en matière de sécurité nationale au cours des dernières décennies, le Canada était devenu trop dépendant de ses alliés, tel que les États-Unis, pour sa protection, et estimaient qu'il fallait prendre des mesures pour accroître l'autonomie du pays à cet égard.

Les participants des groupes situés dans des villes frontalières, dans le sud-ouest de l'Ontario et au Québec se sont vu informer que le gouvernement du Canada s'était engagé à augmenter ses dépenses en matière de défense afin d'atteindre l'objectif fixé par l'OTAN, à savoir 2 % de son produit intérieur brut (PIB) d'ici à 2032. Réagissant à cette information, la quasi-totalité d'entre eux estimait important que le Canada atteigne éventuellement cet objectif. Après s'être vu informer que les États-Unis avaient récemment demandé au Canada d'accélérer son échéancier et d'atteindre l'objectif de dépenses de l'OTAN en matière de défense avant 2032, les participants de ces groupes se sont vu poser la question de savoir s'ils étaient pour ou contre une augmentation plus rapide des dépenses du gouvernement canadien dans le domaine de la défense. Dans l'ensemble, un plus grand nombre de participants étaient d'avis que le gouvernement fédéral devrait maintenir son objectif actuel, comparativement à ceux qui estimaient que cet échéancier devait raccourci.

Les participants résidant dans les Prairies se sont vu présenter de l'information et informer que le gouvernement du Canada avait récemment indiqué qu'il s'efforcerait d'augmenter ses dépenses en matière de défense pour atteindre l'objectif de 2 % du PIB fixé par l'OTAN d'ici 2027, soit cinq ans plus tôt que l'échéancier précédent de 2032. Plusieurs d'entre eux ont positivement réagi à cette information, certains estimant que cet objectif accéléré permettrait de renforcer les FAC dans les années à venir et de consolider le système de défense nationale dans son ensemble. Quelques-uns

étaient d'un avis différent, estimant qu'une augmentation trop rapide des dépenses liées à la défense nationale pourrait mettre à mal les finances du gouvernement fédéral et entraîner une diminution des financements consacrés à d'autres domaines importants, dont le logement, les soins de santé et l'éducation.

En discutant des domaines spécifiques que le gouvernement fédéral devrait, selon eux, privilégier dans le cadre des efforts qu'il consacre à l'augmentation des dépenses en matière de défense nationale, les participants des quatre groupes ont fourni une série de réponses diverses et variées. Au nombre de ces domaines figuraient la sécurité de l'Arctique, la modernisation de l'armement et des équipements essentiels, l'intensification des efforts de recrutement des FAC et la défense des frontières du Canada contre d'éventuelles menaces extérieures. Plusieurs participants ont tout particulièrement mentionné la cybersécurité comme préoccupation émergente et étaient d'avis que davantage devait être fait pour s'assurer que le pays est suffisamment préparé pour contrer les pirates informatiques malveillants et d'autres attaques potentielles contre l'infrastructure numérique du Canada.

Interrogés sur les raisons pour lesquelles les États-Unis avaient, à leur avis, demandé au Canada d'augmenter plus rapidement ses dépenses en matière de défense nationale, plusieurs participants estimaient que cela était principalement dû au fait que le gouvernement américain souhaitait de plus en plus que le Canada soit plus autosuffisant à cet égard. Lorsqu'on leur a demandé si le fait que les États-Unis demandent au Canada de dépenser davantage pour sa défense nationale donnait plus d'importance à cette question, très peu d'entre eux étaient de cet avis. Si bon nombre d'entre eux ont réaffirmé que l'augmentation des dépenses en matière de défense nationale constituait une priorité importante à laquelle il fallait s'attacher, la quasi-totalité des participants estimait que cette décision revenait en définitive au gouvernement du Canada, indépendamment de toute pression extérieure.

Le gouvernement du Canada dans l'actualité (Prairies décembre 2024, provinces de l'Atlantique, Ontario, propriétaires de la région métropolitaine de Vancouver, locataires de la Colombie-Britannique, femmes en emploi de la Municipalité régionale d'Halifax âgées de 24 à 34 ans, hommes en emploi de la région du Grand Toronto âgés de 24 à 34 ans, résidents de villes frontalières, sud-ouest de l'Ontario, personnes âgées de 65 ans et plus, Prairies janvier 2025)

Les participants de neuf groupes ont tenu des discussions portant sur le coût de la vie, ainsi que sur les mesures récentes annoncées par le gouvernement fédéral pour rendre la vie plus abordable dans l'intérêt des Canadiens. À la question de savoir comment ils qualifieraient le coût de la vie actuel, presque tous les participants le considéraient comme étant élevé, et bon nombre d'entre eux étaient d'avis que la vie au Canada était devenue de plus en plus inabordable ces derniers temps. Décrivant l'impact du coût de la vie sur leur propre ménage, nombre d'entre eux ont déclaré avoir commencé à adopter des pratiques visant à réduire les coûts, notamment en étant à l'affût de soldes et de rabais, en achetant des articles sans nom de marque et en réduisant leurs dépenses en produits alimentaires qu'ils considéraient comme étant plus chers, comme le bœuf ainsi que les fruits et les légumes frais. Un certain nombre de participants ont indiqué ne plus s'adonner à des activités comme les sorties au restaurant, les vacances ou d'autres loisirs, parce qu'elles n'étaient désormais plus abordables.

Lorsqu'on leur a demandé comment ils décriraient la performance du gouvernement du Canada en ce qui a trait à la réduction du coût de la vie, bon nombre d'entre eux se sont montrés incertains. Si plusieurs d'entre eux disaient croire que le coût de la vie avait augmenté dans de nombreux pays à la suite de la pandémie de COVID-19, un grand nombre de participants estimaient que le gouvernement fédéral pouvait en faire davantage pour aider les Canadiens en ce sens. On était d'avis que si le gouvernement fédéral avait pris certaines mesures pour réduire le coût de la vie au cours des dernières années, il s'agissait principalement de solutions à court terme et qu'il n'avait pas fait grand-chose pour remédier à ce problème sur le long terme. En discutant de mesures supplémentaires que pourrait prendre le gouvernement fédéral, les participants ont mentionné des initiatives potentielles visant notamment à encourager les employeurs à offrir des salaires plus élevés aux Canadiens, à réduire les dépenses fédérales dans le but d'atteindre un équilibre budgétaire et à diminuer les montants que paient les Canadiens en impôts.

Après s'être vu présenter de l'information sur les mesures que prenait le gouvernement fédéral pour aider les Canadiens à faire face au coût de la vie, y compris la suppression temporaire de la taxe sur les produits et services/taxe de vente harmonisée (TPS/TVH) sur les achats de nombreux biens pendant une période de deux mois et la proposition d'un paiement de 250 \$ aux travailleurs canadiens admissibles, les participants ont fourni un éventail de réponses. Si nombre d'entre eux estimaient que ces mesures constituaient un pas dans la bonne direction et s'attendaient à ce qu'elles apportent un certain répit financier aux Canadiens, la plupart des participants ne les voyaient pas comme une solution à long terme pour lutter contre le coût élevé de la vie. Plusieurs d'entre eux étaient d'avis que, plutôt que de se limiter à deux mois, la suppression de la TPS/TVH devrait être maintenue pendant une plus longue période (p. ex. de six mois à un an) afin que l'aide apportée aux Canadiens ait un impact plus substantiel. Parmi ceux qui se sont vu fournir de l'information sur le versement potentiel d'un montant de 250 \$ aux travailleurs canadiens admissibles, si la plupart des participants étaient d'avis cet argent apporterait un certain soulagement temporaire, il était généralement admis que le montant de 250 \$ ne serait pas suffisant pour avoir un impact tangible sur leur situation financière générale.

À la question de savoir si, en pensant à ces mesures du gouvernement fédéral, ils considéraient que ce dernier était sur la bonne voie ou sur la mauvaise voie en matière de réduction du coût de la vie, une proportion à peu près égale de participants estimait que la voie qu'il avait choisie était la bonne, par rapport à ceux dont l'opinion était plus négative ou plus incertaine. Bon nombre de ceux qui pensaient que le gouvernement fédéral était sur la bonne voie estimaient que toute mesure visant à faire face au coût de la vie constituait un pas dans la bonne direction et serait bénéfique pour les Canadiens. Plusieurs participants parmi ceux qui estimaient que le gouvernement du Canada faisait fausse route ou qui étaient plus indécis étaient d'avis que ces initiatives ne contribueraient que très peu à aider les Canadiens à faire face à la hausse du coût de la vie. Parmi ceux-ci, on estimait que le gouvernement fédéral devait redoubler d'efforts pour réglementer le comportement des grandes sociétés, notamment en imposant des plafonds sur les prix qu'elles peuvent facturer pour certains articles essentiels comme les produits d'épicerie, le loyer et l'essence.

Marché de l'emploi (femmes en emploi âgées de 24 à 34 ans résidant dans la Municipalité régionale d'Halifax, hommes en emploi âgés de 24 à 34 ans résidant dans la région du Grand Toronto)

Les participants de deux groupes, respectivement composés de femmes en emploi âgées de 24 à 34 ans résidant dans la Municipalité régionale d'Halifax (MRH) et d'hommes en emploi âgés de 24 à 34 ans de la région du Grand Toronto, ont pris part à une discussion portant sur le marché de l'emploi dans leur région ainsi qu'au Canada en général. À la question de savoir comment ils qualifieraient la situation actuelle sur le marché de l'emploi, la plupart d'entre eux s'accordaient à dire qu'elle était plutôt déplorable. Plusieurs participants disaient croire que si de nombreux emplois à temps partiel ou contractuels étaient actuellement offerts, les possibilités d'emploi à temps plein offrant à la fois suffisamment d'avantages sociaux et un salaire de subsistance étaient très rares. Un certain nombre d'entre eux disaient croire que le marché de l'emploi était devenu de plus en plus concurrentiel ces dernières années et que même les titulaires d'un diplôme d'études postsecondaires avaient du mal à trouver de l'emploi.

On a demandé aux participants si, en se projetant cinq ans en avant, ils s'attendaient à ce que la situation sur le marché de l'emploi au Canada soit meilleure, moins bonne ou à peu près la même. Dans l'ensemble, un grand nombre d'entre eux étaient d'avis que la situation sur le marché de l'emploi se dégraderait dans les années à venir, et un certain nombre d'entre eux craignaient que l'automatisation et l'avènement de technologies telles que l'intelligence artificielle (IA) ne viennent réduire le nombre d'emplois offerts aux Canadiens. Parmi le plus petit nombre de participants se disant plus optimistes quant à l'avenir du marché de l'emploi, certains estimaient qu'à mesure que des problèmes comme l'inflation et le coût élevé de la vie s'atténueraient, un plus grand nombre de possibilités d'emploi finiraient par s'offrir aux travailleurs canadiens.

Quant à la question de savoir si le gouvernement du Canada pourrait en faire davantage pour venir en aide aux travailleurs, un grand nombre de participants ont répondu par l'affirmative. Décrivant les mesures supplémentaires que pourrait prendre en ce sens le gouvernement fédéral, les participants ont mentionné certaines initiatives potentielles, dont l'augmentation du nombre de congés de maladie garantis aux travailleurs canadiens, la possibilité pour les travailleurs d'obtenir, à moindre coût, la formation et l'éducation dont ils ont besoin pour exceller dans leur domaine d'expertise, la réduction des impôts payés par les petites entreprises et la rationalisation du processus de reconnaissance des titres de compétences étrangers afin que les nouveaux arrivants puissent plus facilement apporter une contribution immédiate à l'économie canadienne dès leur arrivée.

Avis à long terme concernant la qualité de l'eau potable (Colombie-Britannique, Autochtones des Prairies, Québec, Prairies, provinces de l'Atlantique, Ontario)

Les participants de six groupes ont tenu des discussions portant sur les efforts déployés par le gouvernement du Canada pour garantir un accès à de l'eau potable dans des réserves des Premières Nations. À la question de savoir s'ils avaient récemment vu, lu ou entendu quelque chose à ce sujet, plusieurs participants ont déclaré avoir entendu dire que le gouvernement fédéral prenait des mesures

pour lever les avis concernant la qualité de l'eau potable, mais très peu d'entre eux se souvenaient de détails précis à ce propos.

Les participants se sont vu présenter deux messages de média social potentiels au sujet des avis à long terme concernant la qualité de l'eau potable que le gouvernement du Canada s'emploie actuellement à concevoir. Le premier concept (une vidéo infographique) a été présenté deux fois de suite aux participants. Faisant part de leurs premières réactions, un certain nombre d'entre eux estimaient que ce concept avait été utile en ce qu'il leur avait permis d'avoir une meilleure compréhension de cette problématique, ainsi que de la mesure dans laquelle les avis à long terme concernant la qualité de l'eau potable avaient impacté les communautés autochtones au Canada. Si, en apprenant que le gouvernement fédéral avait levé 83 % de tous les avis existants quelques participants ont salué l'initiative, plusieurs d'entre eux estimaient que l'on pouvait difficilement se réjouir de la performance du gouvernement fédéral dans ce domaine tant que l'accès à de l'eau potable n'était pas garanti dans toutes les communautés autochtones du Canada.

Lorsqu'on leur a demandé si ce concept était, à leur avis, susceptible d'attirer leur attention, bon nombre de participants ont répondu par l'affirmative, certains estimant que la palette de couleurs vives serait particulièrement accrocheuse. Tous les participants du groupe composé d'Autochtones étaient d'avis que cette infographie attirerait leur attention, plusieurs d'entre eux affirmant qu'il s'agissait d'un enjeu qui leur tenait à cœur compte tenu de l'impact qu'il avait sur leurs propres communautés et leurs proches.

À la question de savoir s'ils seraient susceptibles de cliquer sur le lien du site Web en voyant cette publicité, seul un petit nombre d'entre eux ont répondu par l'affirmative. Nombre de participants ont précisé qu'ils préféreraient généralement parcourir les messages sur les réseaux sociaux plutôt que de cliquer sur des liens, et qu'ils ne pensaient pas que des infographies les inciteraient à consulter le site Web. Parmi le petit nombre de participants qui seraient susceptibles de consulter le site Web, la plupart ont indiqué qu'ils étaient curieux d'en savoir plus sur cette question et en particulier, sur les mesures particulières qui ont été prises pour venir en aide à chacune des communautés.

Après avoir pris connaissance de l'infographie, les participants ont été invités à évaluer les progrès réalisés par le gouvernement fédéral dans ce dossier. Les participants étaient à peu près aussi nombreux à estimer que le gouvernement du Canada avait réalisé des progrès considérables en ce qui a trait à la levée des avis à long terme concernant la qualité de l'eau potable que ceux qui estimaient que seuls des progrès modestes avaient été réalisés. Parmi ceux qui estimaient au contraire que d'importants progrès avaient été réalisés, la plupart disaient croire que le gouvernement fédéral s'était fermement engagé à remédier à ce problème et que 83 % des cas résolus concernaient un grand nombre de communautés disposant désormais d'une eau potable de qualité grâce aux efforts qu'il avait déployés.

Après s'être vu présenter une deuxième infographie (une image fixe), la plupart des participants ont émis des commentaires positifs, bon nombre d'entre eux étant d'avis que ce concept présentait de l'information importante en lien avec ces avis à long terme concernant la qualité de l'eau potable de façon claire et directe. Bon nombre d'entre eux ont salué l'inclusion de chiffres et de données statistiques concernant les progrès réalisés par le gouvernement du Canada dans ce dossier, et un

certain nombre d'entre eux jugeant particulièrement efficace la statistique selon laquelle environ un demi-million de personnes avaient désormais accès à de l'eau potable salubre. De même, les participants ont jugé convaincante l'information concernant le nombre de collectivités ayant bénéficié de ces mesures. Quelques-uns d'entre eux ont émis des commentaires positifs concernant l'incorporation de styles et de motifs artistiques dans la conception, estimant qu'il s'agissait d'éléments importants à inclure compte tenu du sujet traité.

À la question de savoir si cette infographie capterait leur attention, la plupart des participants ont répondu par l'affirmative. Un certain nombre d'entre eux ont fait des commentaires positifs sur l'inclusion de points d'information clés dans des bulles, estimant qu'il s'agissait d'un moyen efficace d'indiquer où l'on doit porter son attention en voyant cette infographie. Quelques-uns d'entre eux étaient d'un avis quelque peu différent, estimant que l'infographie tentait de communiquer trop d'informations à la fois et qu'elle pourrait être améliorée en privilégiant un nombre plus restreint de statistiques essentielles.

À la question de savoir s'ils seraient portés à cliquer sur le site Web en voyant cette infographie, un grand nombre d'entre eux ont répondu par l'affirmative, et un certain nombre d'entre eux se sont dit désireux d'en savoir davantage sur les données étayant les statistiques (comme le nombre d'avis levés) présentées dans ce contenu infographique.

À la question de savoir si, dans l'ensemble, il s'agit d'une initiative que le gouvernement du Canada devrait promouvoir, presque tous les participants ont répondu par l'affirmative. La plupart d'entre eux étaient d'avis que ces infographies fournissaient de l'information importante et faisaient preuve de transparence quant à l'ampleur et à la portée de ce problème, ainsi qu'aux progrès réalisés jusqu'à présent pour lever ces avis. Un petit nombre d'entre eux étaient d'un avis quelque peu différent, estimant que, bien qu'il s'agisse d'un problème important sur lequel le gouvernement fédéral devait se concentrer, ils préféreraient que des ressources financières supplémentaires soient consacrées à la levée des avis restants plutôt qu'à une campagne promotionnelle.

Immigration (région métropolitaine de Montréal)

Les participants d'un groupe comprenant des immigrants résidant dans la région métropolitaine de Montréal ont tenu une discussion portant sur l'immigration et le système d'immigration canadien. Lorsqu'on leur a demandé ce qu'ils pensaient du système d'immigration canadien, nombre de participants ont dit croire qu'il avait été mis à rude épreuve, et ce, de façon exponentielle, ces dernières années. On était d'avis qu'en raison du taux d'immigration plus élevé au cours des dernières années, le système d'immigration canadien était devenu saturé et que cela avait entraîné des délais de traitement plus longs en ce qui a trait aux demandes d'immigration et de résidence permanente.

Discutant de la question de savoir comment ils qualifiaient le système d'immigration canadien par rapport à celui d'autres pays, la plupart des participants étaient d'avis que le système canadien figurait parmi les meilleurs au monde. Il a été réaffirmé que, même si le processus d'immigration pouvait être fastidieux et chronophage, il s'agissait d'un système généralement équitable et ouvert à des personnes originaires de toutes les régions du monde. Quelques participants ont exprimé une opinion plus

nuancée, estimant que si le système d'immigration canadien était en général de haut calibre, l'augmentation des taux d'immigration au cours des dernières années ainsi que les modifications jugées fréquentes aux politiques d'immigration avaient eu pour effet de rendre le système moins stable et moins fiable par rapport aux années passées.

Décrivant le rôle qu'avait, selon eux, joué l'immigration dans la société canadienne au fil des ans, presque tous les participants étaient d'avis qu'elle avait eu un impact positif sur de nombreux aspects de la vie au Canada. Plusieurs d'entre eux ont énuméré ce qu'ils considéraient comme étant les avantages économiques de l'immigration. Ces participants estimaient que les immigrants avaient joué un rôle crucial dans le cadre des efforts déployés pour soutenir la main-d'œuvre canadienne, tant dans le passé qu'à l'heure actuelle, et que l'immigration avait largement contribué à assurer la productivité et la solidité de l'économie canadienne. Un certain nombre de participants ont également parlé en termes positifs de la diversification accrue des points de vue et des origines au sein de la population canadienne à laquelle avait positivement contribué l'immigration, estimant que cette dernière avait fait du Canada un pays plus uni et plus inclusif.

Les participants se sont vu informer qu'au cours des dernières années, le gouvernement avait affirmé qu'il cherchait à attirer davantage d'immigrants au Canada afin d'aider le pays à faire face aux pénuries de main-d'œuvre perçues comme ayant été occasionnées par la pandémie de COVID-19. À la question de savoir s'ils estimaient que l'approche que le gouvernement du Canada avait adoptée était la bonne, les participants ont exprimé des avis partagés. Si certains estimaient que l'approche adoptée consistant à augmenter le taux d'immigration pour faire face aux pénuries de main-d'œuvre postpandémiques avait été prudente, plusieurs participants étaient d'un autre avis. Parmi ces derniers, on était d'avis que la préparation requise pour assurer un nombre suffisant de logements, de services (dans les domaines de la santé et de l'éducation) et d'infrastructures au sein des collectivités ne s'était pas avérée suffisante pour faire face aux importants flux migratoires grossissant leurs populations, ce qui avait mis ces secteurs à plus rude épreuve au cours des dernières années.

La plupart des participants ont parlé en termes positifs des mesures que prenait le gouvernement du Canada pour stabiliser le taux d'immigration dans les années à venir. Bon nombre d'entre eux estimaient qu'en réduisant temporairement les taux d'immigration au cours des prochaines années, le gouvernement du Canada allouerait plus de temps aux collectivités pour construire davantage de logements, bâtir des infrastructures supplémentaires et accroître la capacité des secteurs vitaux que sont les soins de santé, l'éducation et les services de garde d'enfants.

Sacs réutilisables (Ontario)

Les participants d'un groupe composé de particuliers résidant en Ontario ont tenu une brève discussion portant sur les sacs réutilisables. Tous ont déclaré qu'ils recouraient régulièrement à des sacs réutilisables dans le cadre de leurs activités quotidiennes. Décrivant ce à quoi leur servaient généralement les sacs réutilisables, les participants ont mentionné un large éventail de fonctions, dont le transport de produits d'épicerie, de repas, de fournitures pour l'école ou le travail, et le rangement d'articles dont des vêtements d'hiver ou d'équipement sportif.



Discutant de la question de savoir s'ils estimaient posséder trop de sacs réutilisables, les participants ont exprimé des avis partagés. Si certains participants considéraient posséder un trop grand nombre de sacs réutilisables, un nombre à peu près équivalent d'entre eux estimaient n'en posséder qu'une quantité modeste. La principale raison invoquée par les participants estimant avoir un trop grand nombre de sacs en leur possession à l'heure actuelle était d'avoir oublié leurs sacs réutilisables en se rendant notamment à l'épicerie, ce qui les avait contraints à en acheter d'autres.

MétéoCAN (locataires de la Colombie-Britannique, immigrants de la région métropolitaine de Montréal)

Les participants de deux groupes ont tenu de brèves discussions portant sur l'application MétéoCAN du gouvernement du Canada. À la question de savoir s'ils connaissaient cette application, très peu ont répondu par l'affirmative. Parmi le petit nombre de participants ayant déclaré en avoir déjà entendu parler, on disait croire qu'elle avait pour principale fonction de fournir aux Canadiens des mises à jour sur les conditions météorologiques et d'émettre d'éventuels avertissements et avis météorologiques dans leurs localités respectives.

Après s'être vu fournir de l'information au sujet de l'application MétéoCAN, bon nombre d'entre eux ont déclaré avoir déjà téléchargé une application météo sur leur appareil mobile et se demandaient en quoi, le cas échéant, cette application était différente des autres applications déjà disponibles à grande échelle. À la question de savoir si le gouvernement du Canada devait développer et promouvoir une application de ce type, aucun participant n'a répondu par l'affirmative, car on estimait que les Canadiens pouvaient déjà se procurer plusieurs applications météo gratuites et fiables et que cela ne constituait pas une priorité sur laquelle le gouvernement fédéral devait se concentrer.

Mot-symbole du gouvernement du Canada (Colombie-Britannique, provinces de l'Atlantique)

Les participants de quatre groupes ont pris part à des discussions portant sur les symboles visuels et les signatures sonores utilisés par le gouvernement fédéral pour s'identifier. À la question de savoir comment ils s'y prendraient pour savoir qu'une information provient du gouvernement du Canada, bon nombre de participants ont mentionné se fier à un logo comportant le mot « Canada » ainsi que le drapeau canadien qui, selon eux, accompagne fréquemment toutes les communications fédérales. Lorsqu'on leur a demandé s'ils trouvaient en général facile de déterminer si une information provient ou non du gouvernement fédéral, la plupart d'entre eux ont répondu par l'affirmative.

En discutant de la question de savoir à quoi ils reconnaîtraient que l'information audio qu'ils entendent provient du gouvernement fédéral, bon nombre d'entre eux ont déclaré se fier à la signature sonore que l'on entend à la fin d'un message audio. Plusieurs pensent également que les communications officielles du gouvernement fédéral se terminaient habituellement par une mention indiquant qu'il s'était agi d'un message du gouvernement du Canada.

Après s'être vu présenter une image du mot-symbole du gouvernement du Canada, tous les participants se souvenaient l'avoir déjà vu, et plusieurs l'ont reconnu comme étant le logo qu'ils

avaient précédemment décrit. En discutant de la signification générale que revêtait, à leurs yeux, le mot-symbole, nombre de participants étaient d'avis qu'il évoquait l'autorité, la confiance et le professionnalisme. Lorsqu'on leur a demandé si ce symbole représentait le gouvernement fédéral, tous ont abondé en ce sens. À la question de savoir ce que le mot-symbole signifiait pour eux personnellement, plusieurs participants ont indiqué l'associer à un sentiment d'appartenance, de sécurité et de fierté nationale, certains d'entre eux mentionnant le sentiment accru de sécurité que leur procurait la vue de ce symbole (surtout lorsqu'ils voyageaient à l'étranger).

Lorsqu'on leur a demandé pourquoi le gouvernement du Canada se servait de ce symbole dans le cadre de ses communications, la plupart des participants étaient d'avis qu'il s'agissait d'un indice visuel cohérent et facilement reconnaissable permettant immédiatement à toute personne de reconnaître qu'une information ou qu'un message émane du gouvernement fédéral. On estimait en outre que le mot-symbole servait à indiquer aux Canadiens que l'information qu'il accompagnait était importante et digne d'attention. À la question de savoir où ils s'attendaient à ce que soit affiché ce symbole, les participants ont répondu qu'il figurerait probablement dans des communications et messages imprimés, dans des publicités télévisées et numériques, dans la signalisation physique et notamment dans des annonces affichées sur des abris d'autobus et sur des panneaux d'affichage, ainsi que sur des immeubles appartenant au gouvernement fédéral ou exploité par ce dernier.

Les participants ont ensuite écouté un enregistrement de la signature sonore du gouvernement du Canada. Tous ont déclaré l'avoir déjà entendue, un certain nombre d'entre eux ayant reconnu qu'elle reprenait les premières mesures de l'hymne national. En discutant des raisons pour lesquelles le gouvernement fédéral utilisait, à leur avis, cette signature sonore dans le cadre de ses communications, bon nombre de participants estimaient que, tout comme le mot-symbole, elle constituait un repère audio facilement identifiable que les Canadiens pouvaient associer au gouvernement du Canada.

Mise à l'essai de concepts publicitaires de l'Agence du revenu du Canada (Autochtones des Prairies, Québec)

Les participants de deux groupes, composés respectivement de personnes résidant au Québec et d'Autochtones résidant dans les Prairies, ont échangé leurs points de vue concernant des concepts publicitaires que l'Agence du revenu du Canada (ARC) s'emploie actuellement à mettre à l'essai. Lorsqu'on leur a demandé s'ils avaient récemment vu, lu ou entendu quoi que ce soit au sujet de soutiens supplémentaires apportés par le gouvernement fédéral aux Canadiens pour les aider à faire face à la hausse du coût de la vie, plusieurs ont déclaré avoir entendu dire que le gouvernement fédéral supprimerait temporairement la taxe sur les produits et services et la taxe de vente harmonisée (TPS/TVH) sur certains articles et services, dont les repas au restaurant et les vêtements pour enfants.

Après s'être vu présenter de l'information au sujet de ce prochain congé fiscal, les participants se sont livrés à un exercice dans le cadre duquel on leur a demandé de faire part de leurs réflexions au sujet d'une série de concepts publicitaires ayant été élaborés pour communiquer de l'information au sujet de ce prochain congé de taxes.

Après avoir pris connaissance du premier concept, un grand nombre d'entre eux étaient d'avis qu'il interpellait surtout les Canadiens élevant actuellement des enfants en bas âge en raison de sa focalisation sur des produits destinés aux nourrissons et aux tout petits, et que de ce fait, ils ne croyaient pas que le concept trouve écho au sein de la population générale. Pour la plupart d'entre eux, le contenu de ce concept n'était pas suffisamment pertinent pour les intéresser et, par conséquent, il était peu probable qu'ils y prêtent attention. Décrivant les moyens par lesquels ils pensaient que ce concept pouvait être amélioré, plusieurs étaient d'avis qu'une palette de couleurs plus attrayante pourrait être utilisée pour capter l'attention de ceux qui prendraient connaissance cette publicité. On était également d'avis qu'en mettant davantage en évidence la gamme d'articles et de services visés par congé de taxes (au lieu de se concentrer principalement sur des articles pour enfants), le concept attirerait davantage l'attention d'un plus grand éventail de Canadiens.

Après s'être vu présenter un deuxième concept publicitaire, les participants ont émis des commentaires pour la plupart positifs. Nombre d'entre eux ont loué le fait que le concept mette en évidence ce qu'ils considéraient comme étant des renseignements clés concernant cette mesure, estimant que cette approche directe s'avérerait efficace pour attirer l'attention du public sur ce congé de taxes et davantage l'y sensibiliser. Lorsqu'on leur a demandé s'ils seraient susceptibles de cliquer sur le lien menant au site Web s'ils prenaient connaissance de ce concept publicitaire, si la plupart ont répondu par l'affirmative, un plus petit nombre d'entre eux n'avaient pas la même opinion. Ces derniers étaient d'avis que le concept fournissait suffisamment de renseignements sur les implications de ce congé de taxes et que, par conséquent, ils ne croyaient pas se sentir éventuellement obligés de chercher à obtenir des détails supplémentaires au sujet de cette initiative.

Mise à l'essai de concepts d'étiquettes pour aliments supplémentés (Colombie-Britannique, Autochtones résidant dans les Prairies, Québec, hommes en emploi de la région du Grand Toronto, villes frontalières, personnes âgées de 65 ans et plus résidant au Québec)

Les participants de six groupes ont pris part à des discussions portant sur les messages et concepts publicitaires conçus par le gouvernement fédéral dans le but de sensibiliser la population à un nouveau symbole qui apparaîtra bientôt sur certains produits alimentaires au Canada afin d'alerter les consommateurs sur les risques sanitaires liés à la consommation de certains ingrédients. Les discussions au sein des groupes composés d'Autochtones résidant dans les Prairies et de membres de la population générale de la Colombie-Britannique (C.-B.) et du Québec se sont centrées sur les messages potentiels conçus par le gouvernement du Canada, tandis que celles des groupes composés de Québécois âgés de 65 ans et plus, de personnes vivant dans des villes frontalières et d'hommes en emploi âgés de 24 à 34 ans résidant dans la région du Grand Toronto (RGT) ont permis l'échange d'opinions concernant ces messages de média social potentiel.

Mise à l'essai de messages sur les aliments supplémentés (Colombie-Britannique, Autochtones résidant dans les Prairies, Québec)

Au moment d'entamer ces discussions, les participants se sont vu informer qu'on leur demanderait d'étudier les messages que Santé Canada s'employait actuellement à concevoir dans le but sensibiliser

la population à un nouveau symbole qui commençait à apparaître sur les emballages de produits alimentaires partout au Canada. Après s'être vu présenter un exemple de ce symbole, très peu de participants ont déclaré l'avoir déjà vu.

Ces derniers se sont ensuite vu fournir des exemples de différents messages de média social potentiels qui avaient été conçus par Santé Canada aux fins de publication sur les médias sociaux et autres plateformes numériques ainsi que dans des contenus infographiques dans le but de mieux faire connaître ce nouveau symbole. Dans l'ensemble, les participants ont favorablement accueilli ces différents messages, un certain nombre d'entre eux indiquant qu'ils avaient désormais acquis une bien meilleure compréhension de la signification de ce symbole et de la façon de s'en au moment de choisir les produits alimentaires qu'ils achètent pour eux-mêmes et pour les membres de leur famille. Plusieurs d'entre eux ont plus particulièrement loué les messages contenant de l'information relative à certains problèmes de santé (maladie du cœur, diabète de type 2 et hypertension artérielle) et étaient d'avis qu'il s'agissait d'un moyen efficace d'informer les Canadiens des risques sanitaires potentiels liés à l'achat et à la consommation de produits alimentaires à teneur élevée en certains nutriments.

Si la plupart des participants estimaient que ces messages étaient clairs et faciles à comprendre, quelques-uns d'entre eux considéraient qu'ils pourraient être améliorés en y incorporant des renseignements plus précis sur les quantités de nutriments comme le sucre et le sodium que l'on peut consommer sans danger, et sur le point à partir duquel le fait de consommer ces ingrédients devrait commencer à les préoccuper. Quelques-uns d'entre eux étaient également d'avis que davantage de renseignements devaient être fournis concernant les normes qui seraient utilisées pour déterminer si un aliment était considéré comme transformé ou non transformé, tandis qu'un petit nombre de participants se demandaient si ce symbole serait apposé sur des produits comme le lait et le fromage qui, bien qu'ils soient plus riches en matières grasses, pourraient être perçus comme éléments essentiels à une saine alimentation.

Potentiels messages de réseau social (homme en emploi de la région du Grand Toronto, villes frontalières, personnes âgées de 65 ans et plus résidant au Québec)

Les participants de trois groupes ont échangé leurs points de vue concernant de potentiels messages de média social (présentés ci-dessous) conçus par le gouvernement fédéral pour informer les Canadiens de ce nouveau symbole. L'ordre dans lequel les messages ont été présentés n'était pas le même pour tous les groupes.

Après s'être vu présenter un concept de média social concernant une série de produits, dont du maïs soufflé, une tablette de chocolat ainsi qu'un contenant de jus, si la plupart des participants ont émis des commentaires positifs, quelques-uns d'entre eux considéraient cette information quelque peu redondante compte tenu du fait qu'ils avaient le sentiment que la plupart des gens savaient déjà qu'une consommation excessive de produits, notamment de chocolat et de maïs soufflé présentait un risque pour la santé. À la question de savoir s'ils comprenaient le message que cherche à communiquer cette publicité, la plupart des participants étaient d'avis qu'il avait pour principal objectif d'informer les

consommateurs que certains produits avaient une teneur élevée en nutriments potentiellement préoccupants pour la santé et qu'un nouveau symbole apparaîtrait bientôt sur les emballages de produits alimentaires pour mettre ce fait en évidence.

Invités à énumérer les aspects du message qui leur avaient plu ou déplu, les participants ont fourni un éventail de réponses. Un certain nombre d'entre eux ont parlé en termes positifs de la variété de produits alimentaires présentés dans ce concept, ainsi que des images, dont ils louaient la vivacité des couleurs. Certains estimaient que les couleurs vives des emballages alimentaires offraient un heureux contraste avec le noir et blanc du texte. En discutant des améliorations qui pourraient être apportées au concept, quelques participants estimaient que le texte devait être rendu plus visible, notamment en mettant en évidence et en augmentant la taille des mots ou des phrases clés pour qu'ils se démarquent davantage par rapport au design général. À la question de savoir si ce message était mémorable ou s'il attirerait leur attention s'ils en prenaient connaissance en ligne, la plupart des participants ont répondu par l'affirmative, nombre d'entre eux réaffirmant l'efficacité avec laquelle les couleurs vives attiraient leur regard sur le design.

Un deuxième concept présentant l'image d'une mère et de son enfant faisant leur épicerie a été présenté aux participants. Avant d'en prendre connaissance, les participants se sont vu informer que l'image présentée serait en définitive animée de manière à imiter un GIF, soit une courte vidéo sans son tournant en boucle sans qu'on ait à appuyer sur « play ». Dans l'ensemble, les réactions à ce concept ont, pour la plupart, été positives, un certain nombre de participants estimant que l'image d'un parent faisant l'épicerie avec son enfant susciterait l'intérêt de nombreux Canadiens, et plus particulièrement de ceux qui ont actuellement des enfants à leur charge.

En discutant de moyens d'améliorer le design, plusieurs participants étaient d'avis que le texte apparaissant au-dessus de l'image pourrait être plus concis et que certains mots ou phrases pourraient être mis en évidence pour les faire ressortir davantage. Si la plupart d'entre eux ont favorablement commenté les images présentant une mère et son enfant, un certain nombre d'entre eux estimaient qu'une image plus dynamique et accrocheuse d'un parent faisant son épicerie avec son enfant aurait pu être employée afin que le concept attire davantage l'attention. Lorsqu'on leur a demandé si cette publicité était susceptible de capter leur attention, si la plupart des participants ont répondu par l'affirmative, très peu d'entre eux prévoyaient de donner suite à ce message ou se prévaloir de ce dernier s'ils devaient en prendre connaissance en naviguant sur Internet.

Les participants se sont également vu présenter comme troisième concept un simulacre de sachet de maïs soufflé sur lequel figurait le symbole de la loupe. La plupart d'entre eux ont positivement réagi à ce concept, bon nombre d'entre eux mentionnant plus précisément le soin avec lequel le sachet de maïs soufflé était mis en évidence comme aspect leur ayant particulièrement plu. Plusieurs d'entre eux étaient d'avis que le dosage entre information et images était bien équilibré, ce qui aiderait les personnes qui seraient exposées au message à mieux en comprendre la teneur.

À la question de savoir si ce message était susceptible de capter leur attention, la plupart des participants ont répondu par l'affirmative, un certain nombre d'entre eux réaffirmant qu'ils seraient



probablement d'abord attirés par le fait que le sachet de maïs soufflé et le nouveau symbole soient si bien en évidence. Quant à savoir s'ils seraient portés à donner suite à ce message ou à s'en prévaloir, si un petit nombre de participants étaient d'avis qu'ils l'enverraient possiblement à des contacts ayant le souci d'une saine alimentation, très peu d'entre eux prévoyaient personnellement d'« aimer » ou de partager le message.

Mise à l'essai d'une vidéo sur les soins palliatifs (propriétaires de la région métropolitaine de Vancouver, sud-ouest de l'Ontario, Praires janvier 2025)

Les participants de trois groupes ont échangé leurs points de vue concernant une vidéo conçue par le gouvernement du Canada portant sur les soins palliatifs. Dans un premier temps, il a été demandé aux participants s'ils avaient actuellement la charge d'une personne ou s'ils connaissaient une personne atteinte d'une maladie grave, dont la sclérose latérale amyotrophique (SLA), la maladie d'Alzheimer, une maladie génétique ou une maladie cardiovasculaire. Dans l'ensemble, les participants déclarant connaître ou avoir la charge d'une personne atteinte d'une maladie grave étaient à peu près aussi nombreux que ceux qui n'en connaissaient pas ou qui n'en avaient pas à leur charge.

Les participants ont ensuite visionné une vidéo portant sur les soins palliatifs produite par le gouvernement fédéral et ont été invités à faire part de leurs impressions initiales. La plupart d'entre eux ont favorablement accueilli la vidéo, estimant qu'elle donnait une image positive et encourageante des soins palliatifs et qu'elle était de nature à rassurer ceux dont les proches doivent recourir à des soins de ce type. Un certain nombre de participants connaissant la réalité d'un proche en soins palliatifs étaient d'un avis quelque peu différent. Ces derniers avaient le sentiment que si le ton de la vidéo était porteur d'espoir, les images présentées ne correspondaient toutefois pas à leur propre vécu expérientiel en matière de soins palliatifs et de soins de longue durée, un certain nombre d'entre eux ayant le sentiment que les établissements de ce type étaient souvent engorgés et que le niveau d'accès à des ressources en soins de santé n'était pas celui décrit dans la vidéo.

En énumérant certains éléments précis de la vidéo qui les avaient séduits, plusieurs participants ont à nouveau loué l'importance qu'accordait la vidéo à faire comprendre que les soins palliatifs n'étaient pas réservés qu'aux personnes âgées ou en fin de vie, et qu'ils sont accessibles aux patients de toutes les tranches d'âge, y compris à ceux qui sont atteints de maladies ou d'affections pouvant être traitées. Le fait que la vidéo mette en lumière diverses activités auxquelles peuvent prendre part les patients en soins palliatifs pendant qu'ils reçoivent des soins ainsi que sur les efforts déployés par les fournisseurs de soins palliatifs pour améliorer la qualité de vie et le bien être psychologique des personnes dont ils ont la charge a également plu à un certain nombre de participants. En discutant des améliorations qui pourraient être apportées à la vidéo, quelques-uns d'entre eux étaient d'avis qu'une plus grande importance devait être accordée à ceux (notamment aux membres de la famille ou aux amis) qui assument le rôle de proche aidant auprès de personnes en soins palliatifs, estimant que ces personnes vivaient des épreuves émotionnelles considérables ainsi que des deuils au cours du processus palliatif.



En discutant des sentiments que la vidéo avait suscités en eux personnellement, bon nombre de participants ont indiqué s'être sentis émus et que la vidéo les avait portés à réfléchir à ce que serait leur vie si leurs propres proches (y compris leurs parents âgés et leurs enfants) nécessitaient des soins palliatifs. À la question de savoir s'ils remarqueraient cette vidéo ou si elle capterait leur attention, les participants ayant répondu par l'affirmative étaient proportionnellement plus nombreux que ceux qui se disaient d'un autre avis. Plusieurs d'entre eux estimaient qu'en raison de l'importance du sujet, des images percutantes et de l'impact émotionnel perçu de la vidéo s'avérerait efficace pour capter leur attention s'ils en prenaient connaissance à la télévision ou en navigant sur leur appareil mobile.

Lorsqu'on leur a demandé s'ils estimaient approprié que le gouvernement du Canada utilise cette voie de communication pour transmettre de l'information sur les soins palliatifs, presque tous les participants ont répondu par l'affirmative. À la question de savoir si, à leur avis, cette vidéo les inciterait à agir, un certain nombre d'entre eux ont indiqué qu'ils souhaiteraient en apprendre davantage sur l'approche palliative en matière de soins et qu'ils seraient plus enclins à prendre contact avec leurs proches atteints de maladies chroniques pour prendre des nouvelles d'eux.

Après s'être vu inviter à proposer des moyens d'améliorer cette vidéo, plusieurs participants estimaient que des efforts plus importants devaient être déployés pour concevoir une trame narrative plus cohérente tout au long de la vidéo et pour raccourcir cette dernière afin de la rendre plus attrayante aux yeux de ceux qui en prennent connaissance en naviguant sur Internet. Un certain nombre d'entre eux étaient également d'avis que davantage de détails devraient être fournis quant aux mesures particulières que prend le gouvernement fédéral pour améliorer la qualité des soins palliatifs au Canada, et d'information concernant les démarches à effectuer pour accéder à des ressources en matière de soins palliatifs dans leurs régions respectives.

COMPLÉMENT D'INFORMATION

The Strategic Counsel

Numéro de contrat : CW2241412

Date d'attribution du contrat : 19 décembre 2022

Valeur du contrat : 1 629 482,60 \$

Résultats détaillés

Chronologie des annonces en décembre 2024 et en janvier 2025

Afin de mieux situer les groupes de discussion dans le contexte des principaux événements survenus au cours du cycle d'établissement de rapport, nous vous présentons ci-après un bref résumé des mois de décembre 2024 et janvier 2025.

- Du 1er au 7 décembre
 - Le 3 décembre. Le gouvernement du Canada annonce l'octroi de plus de 2,6 millions de dollars pour financer sept projets dans les Prairies dans le cadre du Programme d'adaptation aux changements climatiques (PACC) de Ressources naturelles Canada.
 - [Groupe de discussion avec des membres de la population générale de la Colombie-Britannique \(C.-B.\) Le 3 décembre.](#)
 - [Groupes de discussion avec des Autochtones résidant dans les Prairies \(4 décembre\).](#)
 - Le 5 décembre. Le gouvernement du Canada annonce une contribution fédérale de 40 millions de dollars, par l'entremise du Fonds stratégique pour l'innovation (FSI), au projet d'une valeur de 80 millions de dollars d'Aramis Biotechnologies pour aider l'entreprise à développer les vaccins et les produits thérapeutiques à base de plantes et à entamer la mise au point d'un vaccin antigrippal de nouvelle génération.
 - Le 5 décembre. Le gouvernement du Canada annonce un financement de plus de 256,7 millions de dollars pour soutenir huit projets d'énergie propre en Saskatchewan par l'entremise du Fonds pour l'électricité de l'avenir. L'annonce est également faite que dans le cadre de ce financement, 42 millions de dollars seraient consacrés à des projets d'énergie propre dirigés par des Autochtones dans cette province.
 - Le 5 décembre. Le gouvernement du Canada annonce avoir conclu un accord bilatéral de plus de 162 millions de dollars avec le gouvernement de l'Alberta afin d'améliorer l'accès à de nouveaux médicaments pour le traitement de maladies rares triés sur le volet et pour aider à améliorer l'accès aux médicaments existants, à un diagnostic précoce et au dépistage.
 - Le 5 décembre. Le gouvernement du Canada annonce qu'il entend ajouter 324 marques et modèles uniques d'armes à feu de type arme d'assaut à la liste des armes à feu interdites au Canada.
 - [Groupe de discussion avec des membres la population générale du Québec \(5 décembre\).](#)
- Du 8 au 14 décembre
 - Le 10 décembre. Le gouvernement du Canada annonce qu'il doublera la limite de prêt prévue dans le cadre du programme de prêt canadien pour la construction d'un logement accessoire pour la faire passer à 80 000 \$, ce qui permettra aux propriétaires de convertir plus facilement un sous-sol inutilisé en appartement locatif, ou un garage en maison d'allée dans le but d'accroître la densification résidentielle au sein des collectivités canadiennes.

- Groupe de discussion avec des membres de la population générale des Prairies (10 décembre).
- Le 11 décembre. La Banque du Canada annonce qu'elle abaissera le taux d'intérêt directeur à 3,25 %.
- Groupe de discussion avec des membres de la population générale du Canada atlantique (11 décembre).
- Le 12 décembre. Le ministre de l'Environnement et du Changement climatique annonce que le Canada visera à réduire les émissions de 45 à 50 % sous les niveaux de 2005 d'ici 2035, établissant ainsi une cible responsable et ambitieuse qui nous garde sur la voie vers une économie forte et carboneutre.
- Groupe de discussion avec des membres la population générale du Québec (12 décembre).
- Le 13 décembre. Le gouvernement du Canada annonce l'investissement total de plus de 152 millions de dollars dans neuf projets d'électricité propre en Alberta dans le cadre du programme Énergies renouvelables intelligentes et trajectoires d'électrification (ERITE).
- Le 14 décembre. Entrée en vigueur de l'exonération temporaire de la taxe sur les produits et services et la taxe de vente harmonisée (TPS/TVH) du gouvernement fédéral sur des articles essentiels des Fêtes jusqu'au 15 février.
- Du 15 au 21 décembre
 - Le 16 décembre. Le gouvernement du Canada dépose l'Énoncé économique de l'automne 2024 décrivant son plan économique ayant pour objectif de réduire le coût de la vie au quotidien et d'investir dans le type de croissance économique qui favorise l'augmentation des salaires, toujours pour mettre plus d'argent dans les poches des Canadiennes et des Canadiens.
 - Le 16 décembre. Le Conseil canadien des relations industrielles (CCRI) annonce sa décision de mettre fin au mouvement de grève du Syndicat des travailleurs et travailleuses des postes (STTP), ordonnant le retour au travail des employés de Postes Canada et la reprise des activités postales;
 - Le 17 décembre. Le gouvernement du Canada annonce un investissement de 1,3 milliard de dollars pour renforcer la sécurité aux frontières et le système d'immigration canadien. Les mesures annoncées comprennent la détection et la mise en échec du commerce du fentanyl, la mise à disposition de nouveaux outils importants pour les forces de l'ordre, le renforcement de la coordination opérationnelle, l'augmentation du partage d'informations et la réduction au minimum des volumes inutiles aux frontières.
- Du 22 au 31 décembre
 - Le 30 décembre. Le gouvernement du Canada annonce qu'il entend modifier la *Loi de l'impôt sur le revenu* afin de repousser jusqu'au 28 février 2025 la date limite pour rendre les dons admissibles à une aide fiscale pour l'année d'imposition 2024.

- Du 1er au 7 janvier.
 - Le 2 janvier. L'Agence des services frontaliers du Canada (ASFC) annonce son intention de lancer sa première opération de précontrôle en 2025. Dans le cadre de cette initiative conjointe entre le Canada et les États-Unis, des agents des services frontaliers canadiens travailleraient dans une installation partagée au point d'entrée de Cannon Corners, dans l'État de New York, afin de contrôler les voyageurs et les marchandises et de déterminer s'ils sont autorisés à entrer au Canada.
 - Le 3 janvier. Le ministre de la Sécurité publique annonce le lancement d'une série d'exercices dirigés par le gouvernement du Canada en collaboration avec les gouvernements provinciaux et territoriaux visant à renforcer davantage notre capacité à agir et à réagir à des événements et à des situations pouvant survenir de part et d'autre de la frontière.
 - Le 6 janvier. L'annonce est faite que le premier ministre quittera ses fonctions en mars 2025 et que le Parlement sera prorogé jusqu'au 24 mars 2025, période au cours de laquelle un nouveau dirigeant sera sélectionné.
 - Le 7 janvier. Le gouvernement du Canada annonce l'octroi de plus de 11 millions de dollars pour soutenir des projets visant à développer les technologies nécessaires pour renforcer encore davantage le secteur des combustibles propres et alternatifs du Canada.
 - [Groupe de discussion avec des propriétaires de la région métropolitaine de Vancouver \(7 janvier\).](#)
- Du 8 au 14 janvier.
 - [Groupe de discussion avec des locataires résidant en C.-B. Le 8 janvier.](#)
 - [Groupe de discussion avec des immigrants de la région métropolitaine de Montréal \(9 janvier\)](#)
 - Le 13 janvier. Le ministre de la Santé mentale et des Dépendances et ministre associé de la Santé annonce l'octroi d'un financement de plus de 1,3 million de dollars à l'organisation Operation Come Home, basée à Ottawa (Ontario) dont la vocation est d'aider les jeunes de 16 à 25 en situation d'itinérance ou exposés au risque de subir les méfaits liés à l'usage de substances.
 - Le 14 janvier. Le ministre de l'Environnement et du Changement climatique (également responsable de l'Agence de l'eau du Canada) annonce un investissement de plus de 700 000 dollars destinés à cinq projets, situés dans la région du Golden Horseshoe, visant à protéger l'eau douce et à améliorer la qualité de l'eau et la santé de l'écosystème des Grands Lacs.
 - [Groupe de discussion avec des hommes en emploi de 24 à 34 ans résidant dans la Municipalité régionale d'Halifax \(14 janvier\).](#)

- Du 15 au 21 janvier.
 - Le 15 janvier. Le gouvernement du Canada et le gouvernement du Nouveau-Brunswick annoncent un accord bilatéral de plus de 32 millions de dollars pour améliorer l'accès à de nouveaux médicaments sélectionnés pour le traitement des maladies rares et pour soutenir l'amélioration de l'accès aux médicaments existants, au diagnostic précoce et au dépistage.
 - Le 16 janvier. Le gouvernement du Canada annonce avoir négocié avec succès un accord sur la sécurité générale de l'information pour la sécurité industrielle et la défense nationale avec le gouvernement de la Pologne.
 - Groupe de discussion avec des hommes en emploi de 24 à 34 ans résidant dans la région du Grand Toronto (16 janvier).
 - Groupe de discussion avec des membres de la population générale résidant dans des villes frontalières (21 janvier).
 - Groupe de discussion avec des membres de la population générale résidant dans le sud-ouest de l'Ontario (22 janvier).
- Du 22 au 31 janvier.
 - Groupe de discussion avec des membres de la population générale résidant dans le sud-ouest de l'Ontario (22 janvier).
 - Groupe de discussion avec des personnes âgées de 65 ans et plus résidant au Québec (23 janvier)
 - Le 24 janvier. Le gouvernement du Canada annonce avoir conclu un accord bilatéral de plus de 535 millions de dollars avec le gouvernement de l'Ontario pour améliorer l'accès à de nouveaux médicaments sélectionnés pour le traitement des maladies rares et pour soutenir l'amélioration de l'accès aux médicaments existants, au diagnostic précoce et au dépistage.
 - Le 28 janvier. Le gouvernement du Canada annonce qu'il investit 960 000 \$ pour appuyer les activités courantes de la Société fédérale de développement du Bassin de Nickel pour une période de trois ans. Ce financement visera à accroître les efforts en matière de création d'emploi et à stimuler le développement économique dans la région du Grand Sudbury.
 - Le 28 janvier. Le gouvernement du Canada annonce plus de 39 millions de dollars pour lutter contre l'itinérance dans le cadre de l'Initiative de lutte contre l'itinérance hors refuge et les campements.
 - Le 28 janvier. La Commission sur l'ingérence étrangère publie son rapport final relatif à l'Enquête publique sur l'ingérence étrangère dans les processus électoraux et les institutions démocratiques fédéraux.
 - Groupe de discussion avec des membres de la population générale résidant dans les Prairies (28 janvier).

- Le 30 janvier. Le gouvernement du Canada annonce le lancement du Programme pilote d'immigration dans les communautés rurales et le Programme pilote d'immigration dans les communautés francophones. Ces programmes pilotes fourniront à 18 collectivités une voie d'accès à la résidence permanente pour attirer et retenir de nouveaux arrivants qui peuvent occuper des emplois clés et qui veulent vivre à long terme dans ces régions.

Le gouvernement du Canada dans l'actualité (Prairies décembre 2024, provinces de l'Atlantique, Ontario, propriétaires de la région métropolitaine de Vancouver, locataires de la Colombie-Britannique, femmes en emploi âgées de 24 à 34 ans de la Municipalité régionale d'Halifax, hommes en emploi âgés de 24 à 34 ans de la région du Grand Toronto, résidents de villes frontalières, sud-ouest de l'Ontario, personnes âgées de 65 ans et plus, Prairies janvier 2025)

Les participants de douze groupes ont été invités à faire part de ce qu'ils avaient vu, lu ou entendu au sujet du gouvernement du Canada au cours des derniers jours. Un vaste éventail d'annonces et d'initiatives ont été rappelées, dont :

- La suppression temporaire de la taxe sur les produits et services et de la taxe de vente harmonisée (TPS/TVH) sur un vaste éventail d'articles essentiels des Fêtes du 14 décembre au 15 février annoncée par le gouvernement du Canada; un certain nombre de participants se souvenaient en outre d'avoir appris que, début 2025, le gouvernement fédéral entendait verser un montant unique de 250 dollars aux travailleurs canadiens admissibles;
- L'annonce de la Banque du Canada, le 11 décembre 2024, selon laquelle elle entendait abaisser son taux d'intérêt directeur à 3,25 %;
- Le dépôt, le 16 décembre 2024, de l'Énoncé économique de l'automne (EEA) du gouvernement fédéral;
- La fin des moyens de pression exercés par le Syndicat des travailleurs et travailleuses des postes (STTP) à la suite de la décision du Conseil canadien des relations industrielles (CCRI), le 16 décembre 2024, d'ordonner le retour au travail du personnel de Postes Canada et la reprise des opérations postales;
- L'annonce faite par Immigration, Réfugiés et Citoyenneté Canada selon laquelle ce dernier entendrait temporairement réduire ses objectifs en matière d'immigration dans l'objectif de stabiliser la croissance démographique à long terme; dans le cadre de cette initiative, les participants se souvenaient avoir appris que le gouvernement du Canada plafonnerait le nombre de permis d'études délivrés à des étudiants étrangers en 2025 et qu'il réduirait ses objectifs en matière de résidence permanente pour les prochaines années à venir;
- L'annonce du gouvernement du Canada selon laquelle il entend ajouter 324 marques et modèles uniques d'armes à feu de type arme d'assaut à la liste des armes à feu interdites au Canada;



- Le versement trimestriel de la Remise canadienne sur le carbone (RCC) aux Canadiens admissibles, le 15 janvier 2025;
- L'annonce du gouvernement du Canada selon laquelle il entend reporter au 1er janvier 2026 l'augmentation prévue du taux d'inclusion des gains en capital;
- L'annonce du gouvernement fédéral selon laquelle il entend repousser jusqu'au 28 février 2025 la date limite pour rendre les dons admissibles à une aide fiscale pour l'année d'imposition 2024;
- les discussions entre le premier ministre et les premiers ministres des provinces et territoires du Canada concernant la meilleure façon de répondre à l'éventuelle imposition de tarifs douaniers par les États-Unis;
- La publication par La Commission sur l'ingérence étrangère de son rapport final sur l'Enquête publique sur l'ingérence étrangère dans les processus électoraux et les institutions démocratiques fédéraux;
- L'annonce selon laquelle le premier ministre quittera ses fonctions en mars 2025 et le Parlement sera prorogé jusqu'au 24 mars 2025, période au cours de laquelle un nouveau dirigeant sera sélectionné.

Indicateurs économiques (propriétaires de la région métropolitaine de Vancouver, locataires de la Colombie-Britannique, femmes en emploi de la Municipalité régionale d'Halifax âgées de 24 à 34 ans)

Les participants de trois groupes ont tenu des discussions approfondies portant sur des questions relatives aux taux d'intérêt, au taux de croissance économique, au taux de chômage ainsi qu'à l'économie canadienne dans son ensemble.

La question de savoir si, en pensant au gouvernement du Canada dans son ensemble, ils estimaient que celui-ci était essentiellement sur la bonne voie ou qu'il faisait fausse route a été posée aux participants. Dans l'ensemble, ceux qui estimaient que le gouvernement fédéral faisait actuellement fausse route étaient plus nombreux que ceux qui considéraient qu'il était sur la bonne voie ou dont l'opinion était plus incertaine. Sur le plan régional, la plupart des participants du groupe composé de propriétaires de la région métropolitaine de Vancouver estimaient que le gouvernement du Canada était sur la bonne voie, tandis qu'un nombre proportionnellement plus important de participants du groupe composé de locataires résidant en Colombie-Britannique et de femmes en emploi âgées de 24 à 34 ans de la Municipalité régionale d'Halifax (MRH) estimait qu'il faisait fausse route.

Parmi ceux dont les avis étaient plus positifs, on estimait que le gouvernement faisait ce qu'il pouvait pour aider les Canadiens à faire face aux défis liés au taux d'inflation à la hausse ainsi qu'à l'augmentation du coût de la vie au cours des dernières années. Un certain nombre d'entre eux étaient d'avis que de nombreux pays étaient actuellement confrontés à des défis de ce genre à la suite de la pandémie de COVID-19, et ne croyaient pas que les politiques instaurées par le gouvernement du Canada aient pu engendrer ou exacerber les problématiques que sont l'inflation ou la hausse du coût de la vie. Parmi ceux qui étaient d'avis que le gouvernement fédéral faisait fausse route, plusieurs ont cité les difficultés auxquelles ils avaient personnellement été confrontés ces dernières années pour

parvenir à joindre les deux bouts. Un certain nombre d'entre eux, y compris ceux qui estimaient gagner des salaires relativement élevés, considéraient que la vie au Canada était devenue de plus en plus inabordable et que le gouvernement du Canada n'en faisait pas assez pour remédier à ce problème.

À la question de savoir s'ils estimaient que ce dernier était sur la bonne voie en ce qui a trait à sa gestion de l'économie canadienne, la plupart des participants étaient d'avis qu'il faisait fausse route. Plusieurs d'entre eux se disaient préoccupés par le déficit actif du gouvernement fédéral qu'ils considéraient comme ayant été élevés au cours des dernières années et s'inquiétaient de l'impact à long terme que pourrait avoir ce déficit sur la dette nationale. D'autres problèmes économiques ont en outre été mentionnés, dont notamment la valeur actuelle du dollar canadien (CAD), la pénurie de logements abordables dans de nombreuses régions du pays et ce qui était perçu comme une concurrence insuffisante dans des secteurs essentiels comme ceux de l'alimentation et des télécommunications. Parmi le plus petit nombre de participants estimant que le gouvernement du Canada était sur la bonne voie en ce qui concerne l'économie, on était d'avis que, bien que des problèmes économiques comme le coût élevé de la vie soient toujours d'actualité, le gouvernement fédéral en était conscient et prenait des mesures pour y remédier.

À la question de savoir s'ils avaient récemment vu, lu ou entendu quoi que ce soit concernant la décision de la Banque du Canada de réduire les taux d'intérêt, la plupart des participants ont répondu par l'affirmative, plusieurs d'entre eux disant croire que les taux d'intérêt avaient récemment été abaissés. Afin de faciliter la conversation, les participants se sont vu informer que le 11 décembre 2024, la Banque du Canada avait réduit son taux directeur de 50 points de base pour le ramener à 3,25 %. Dans l'ensemble, la plupart des participants considéraient qu'il s'agissait d'un pas dans la bonne direction, estimant qu'une baisse des taux d'intérêt aurait probablement des répercussions positives sur l'économie canadienne et contribuerait à rendre la vie plus abordable pour un certain nombre de ménages. À la question de savoir si cette mesure aurait, selon eux, un impact positif sur leur propre situation financière, plusieurs participants du groupe composé de propriétaires de la région métropolitaine de Vancouver ayant, soit souscrit à un prêt hypothécaire à taux variable, ou devant renouveler leur prêt hypothécaire dans les prochains mois, prévoyaient que ce serait le cas.

S'ils étaient d'avis que des taux d'intérêt moins élevés peuvent stimuler l'économie ou leur faciliter l'obtention d'un prêt hypothécaire à l'avenir, les participants des groupes composés de femmes en emploi résidant dans la Municipalité régionale d'Halifax (MRH) et de locataires résidant en C.-B. étaient peu nombreux à croire que la réduction du taux directeur puisse avoir un impact immédiat sur leurs ménages.

En discutant de la question de savoir s'ils avaient récemment entendu quoi que ce soit au sujet du taux d'inflation au Canada, plusieurs d'entre eux ont répondu par l'affirmative, mais peu d'entre eux se souvenaient de détails précis à ce sujet. Les participants ont fourni un large éventail de prévisions concernant le taux d'inflation actuel, certains estimant qu'il se situait environ à 1 ou 2 pour cent, tandis que d'autres disaient croire qu'il était supérieur à 10 pour cent. En guise d'éclaircissements, les participants se sont vu informer que le taux d'inflation en novembre 2024 était de 1,9 pour cent (comparativement à 2 pour cent en octobre et 1,6 pour cent en septembre) atteignant ainsi l'objectif fixé par la Banque du Canada. Si quelques participants estimaient que cela puisse constituer un pas dans la bonne direction pour l'économie en général, la majorité d'entre eux n'étaient pas d'avis que la



vie soit devenue plus abordable dans leur cas ces derniers temps. Bon nombre d'entre eux disaient croire que le coût des produits essentiels et notamment des produits d'épicerie, avait continué d'augmenter au cours des derniers mois.

À la question de savoir s'ils avaient vu, lu ou entendu quoi que ce soit au sujet de la croissance économique du Canada, très peu de participants ont répondu par l'affirmative. Afin de faciliter la discussion, les participants se sont vu informer de ce qui suit :

La croissance économique se mesure habituellement par le PIB. « PIB » est l'abréviation de « produit intérieur brut ». Le PIB mesure la valeur monétaire de biens et services finaux produits dans un pays au cours d'une période donnée. L'économie canadienne a connu une croissance de 0,3 pour cent au troisième trimestre de 2024. Cela équivaut à un taux de croissance annualisé de 1 pour cent au troisième trimestre, soit un taux inférieur au 1,5 pour cent estimé par la Banque du Canada.

Réagissant à cette information, plusieurs d'entre eux ont exprimé des préoccupations en apprenant que le taux de croissance annualisé de l'économie canadienne était resté en deçà du taux de croissance estimé par la Banque du Canada. Si quelques participants ont qualifié cette nouvelle de positive, la plupart d'entre eux n'étaient pas d'avis que cela puisse avoir une incidence quelconque sur leur propre situation financière. Un petit nombre d'entre eux craignaient qu'un taux de croissance économique moins élevé couplé à des taux d'immigration perçus comme étant plus élevés depuis quelques années aient pour effet de rendre la vie au Canada moins abordable à l'avenir.

Sur la question de savoir quel était, selon eux, le taux de chômage actuel au Canada, la plupart des participants estimaient qu'il était de 5 à 8 %. En guise d'éclaircissements, les participants se sont vu informer que dès novembre 2024, le taux de chômage était de 6,8 pour cent comparativement à 5,4 pour cent en 2023 et à 5,7 pour cent en 2019, avant la pandémie de COVID-19. Plusieurs participants ont qualifié cette information de préoccupante et craignaient que cette situation n'affecte le bien-être financier des Canadiens. Certains d'entre eux se sont dit plus particulièrement préoccupés par l'impact qu'aurait un taux de chômage croissant sur la capacité des jeunes à acquérir une expérience professionnelle significative et à se constituer une assise financière. Plusieurs participants se disaient surpris d'apprendre que le taux de chômage était aussi élevé, et un certain nombre d'entre eux disaient croire que de nombreuses entreprises de leur région cherchaient actuellement à embaucher du personnel, sans parvenir à en trouver. On était d'avis que si de nombreux emplois étaient disponibles, peu d'entre eux offraient un salaire de subsistance ou suffisamment d'avantages sociaux et que par conséquent, aux yeux d'éventuels travailleurs, ces offres n'étaient pas jugées attrayantes. Quelques-uns d'entre eux estimaient que le gouvernement du Canada devait en faire davantage pour créer des emplois et aider les travailleurs à acquérir les connaissances et la formation dont ils ont besoin pour exceller sur le marché du travail actuel.

À la question de savoir si leur opinion sur l'orientation de l'économie canadienne et sur leur propre avenir financier était influencée par l'un ou l'autre de ces indicateurs économiques, bon nombre d'entre eux se sont dit plus pessimistes quant à leur propre situation et à l'économie en général. Plusieurs participants disaient croire que, considérées dans leur ensemble, ces statistiques indiquaient un ralentissement potentiel de l'économie canadienne, et un petit nombre d'entre eux disaient

craindre que cette situation puisse éventuellement entraîner une récession. Quelques-uns d'entre eux se disaient particulièrement préoccupés par le taux de chômage en hausse et craignaient qu'un plus grand nombre de Canadiens perdent leur emploi dans les années à venir en raison des effets conjugués du taux de chômage et de ce qu'ils percevaient comme une automatisation croissante des entreprises. Quant à la question de savoir comment ces indicateurs influençaient leurs propres attentes concernant le coût de la vie dans les années à venir, si la plupart d'entre eux espéraient que la vie au Canada deviendrait plus abordable, peu d'entre eux estimaient qu'il y avait raison de croire que cela se produirait dans un avenir proche.

Relations entre le Canada et les États-Unis (Prairies décembre 2024, provinces de l'Atlantique, Ontario, locataires résidant en Colombie-Britannique, immigrants de la région métropolitaine de Montréal, femmes en emploi âgées de 24 à 34 ans résidant dans la Municipalité régionale d'Halifax, hommes en emploi âgés de 24 à 34 ans de la région du Grand Toronto, villes frontalières, sud-ouest de l'Ontario, personnes âgées de 65 et plus du Québec, Prairies janvier 2025)

Onze groupes ont pris part à des discussions portant sur les relations entre le gouvernement du Canada et les États-Unis (É.-U.). Ces discussions se sont centrées sur les impressions générales des participants au sujet des relations entre le Canada et les États-Unis, de l'imposition éventuelle de tarifs douaniers par les États-Unis sur des produits canadiens, de la sécurité à la frontière canado-américaine, ainsi que des dépenses liées à la défense nationale.

Avant d'entamer leurs discussions, les participants de sept groupes (respectivement composés de membres de la population générale des Prairies [2 groupes], de résidents des provinces de l'Atlantique, de l'Ontario, du sud-ouest de l'Ontario, de villes frontalières, ainsi que de personnes âgées de 65 ans et plus résidant au Québec) ont été invités à choisir un mot ou une phrase résumant leur opinion au sujet des relations actuelles entre le Canada et les États-Unis. Un grand nombre d'entre eux ont choisi des mots à connotation négative comme « tendues », « volatiles », « difficiles », « précaires » et « inquiétantes », tandis que d'autres ont choisi des mots plus ambigus, qualifiant ces relations de « fluides », « incertaines » et de « complexes ». Seuls quelques-uns d'entre eux ont choisi des mots à connotation positive, comme « amicales », « fraternelles » et « harmonisées ».

Impressions générales (Prairies décembre 2024, provinces de l'Atlantique, Ontario)

Les participants de trois groupes ont pris part à des discussions portant sur leurs impressions générales concernant les relations Canada-É.-U et les impacts potentiels des dernières élections américaines sur le Canada dans l'avenir. Ces discussions ont été menées en décembre 2024 avant l'investiture du président américain en janvier 2025. Lorsqu'on leur a demandé quelle était leur impression générale des États-Unis, les participants ont fourni une série de réponses diverses et variées. Plusieurs d'entre eux ont déclaré que, s'ils continuaient à entretenir des relations positives avec les Américains qu'ils connaissaient personnellement, ils avaient le sentiment que la société américaine était de plus en plus divisée concernant un certain nombre d'enjeux sociaux, ce qui avait par conséquent un impact négatif sur l'ensemble des États-Unis. Un certain nombre d'entre eux ont déclaré considérer les États-Unis comme une superpuissance militaire et économique mondiale et estimaient que leurs politiques étaient récemment devenues plus protectionnistes. On était d'avis que cette situation impactait négativement leurs relations avec de proches pays alliés comme le Canada. Quelques participants estimaient que les crimes commis à l'aide d'armes à feu étaient en hausse dans certaines régions des É.-U., et percevaient ce pays comme étant moins accueillant envers les personnes d'origines diverses.

En discutant de l'impact que les résultats des récentes élections américaines pourraient à l'avenir avoir sur le Canada, plusieurs participants se sont dit préoccupés par la potentielle imposition de tarifs douaniers par les États-Unis sur le Canada. Un certain nombre d'entre eux craignaient que les tarifs ne fassent augmenter le coût des produits canadiens et des produits d'importation et n'entraînent des pertes d'emploi à grande échelle dans de nombreux secteurs. Certains participants s'attendaient en outre à ce que les États-Unis exercent une pression accrue sur le Canada pour que celui-ci augmente ses dépenses en matière de défense nationale, étant d'avis que, pour la nouvelle administration américaine, la défense de l'Amérique du Nord constituera une priorité majeure. Quelques-uns d'entre eux se disaient moins préoccupés quant aux répercussions potentielles de l'élection américaine, estimant que, compte tenu de l'interdépendance entre le Canada et les États-Unis (tant sur le plan économique que sociétal), il était peu probable que le prochain gouvernement américain cherche à avoir un impact négatif sur le Canada, car les intérêts des États-Unis s'en trouveraient probablement affectés également.

À la question de savoir si une nouvelle administration américaine pourrait, à leur avis, avoir des retombées positives pour le Canada, un certain nombre d'entre eux ont dit espérer que cette évolution contribue à unir davantage les Canadiens et à les inciter à travailler en collaboration pour relever les défis communs liés aux tarifs douaniers et au commerce. On était d'avis qu'une perturbation des relations commerciales entre le Canada et les États-Unis obligerait probablement le gouvernement canadien à rechercher de nouveaux partenaires commerciaux étrangers. Certains participants estimaient en outre que dans un tel scénario, l'économie canadienne deviendrait à long terme plus résiliente. Quelques-uns d'entre eux étaient également d'avis que le Canada accueillerait un plus grand nombre d'immigrants qualifiés plus susceptibles de préférer le Canada aux États-Unis compte tenu du soutien indéfectible de ce premier à la diversité et à l'inclusion, ce qui générerait d'immenses bénéfices pour le Canada.

À la question de savoir quelles devraient être les principales priorités du gouvernement du Canada dans le cadre de ses futures relations avec les É.-U., les participants ont fourni des réponses diverses et variées. Au nombre de celles-ci :

- L'élaboration d'une politique en matière de commerce et d'économie - de nombreux participants ont cité le commerce et l'économie comme principales priorités du gouvernement fédéral dans le cadre de ses relations avec les É.-U. Plusieurs d'entre eux estimaient que le gouvernement du Canada devait avoir pour principale priorité la protection des travailleurs canadiens, des consommateurs et des entreprises en prévision d'éventuels tarifs douaniers imposés par les États-Unis. On estimait en outre que des efforts soutenus devaient être déployés dans le but d'éviter un impact négatif sur le dollar canadien;
- La défense nationale - plusieurs participants étaient également d'avis que la défense nationale devait constituer une des priorités absolues du gouvernement du Canada, et un certain nombre d'entre eux ont cité les États-Unis comme principaux alliés militaires; on estimait que les É.-U. et le Canada étaient extrêmement interdépendants en matière de défense nationale, et ce, plus particulièrement dans certaines régions, dont l'Arctique et le long des côtes canadiennes, et qu'il faudra soigneusement entretenir cette relation à l'avenir;
- L'immigration - quelques participants s'attendaient à ce que l'immigration figure parmi les principales priorités du gouvernement fédéral dans la gestion de ses relations avec la nouvelle administration américaine. On était d'avis que, si cette dernière devait donner suite aux politiques qu'elle préconise en matière d'immigration, le gouvernement Canada devrait agir avec vigilance et veiller à éviter l'afflux de migrants en situation irrégulière tentant de contourner ces politiques.

Lorsqu'on leur a demandé si, selon eux, le gouvernement du Canada en faisait assez pour protéger et promouvoir les intérêts des Canadiens dans le cadre de ses interactions avec les États-Unis, les participants ne partageant pas cet avis étaient à peu près aussi nombreux que ceux qui se disaient plus incertains ou qui estimaient ne pas en savoir assez à ce sujet pour pouvoir fournir une évaluation objective. Un certain nombre de participants, parmi ceux qui estimaient que le gouvernement fédéral pourrait en faire davantage, étaient d'avis que le Canada était devenu dépendant des États-Unis en matière de commerce et de défense nationale. Compte tenu de l'éventualité d'un relâchement des liens entre le Canada et les États-Unis, on estimait que davantage devait être fait pour renforcer nos relations avec d'autres pays et en établir de nouvelles. Un certain nombre de participants considéraient que le gouvernement fédéral devait en faire davantage pour permettre à l'économie canadienne de devenir plus autosuffisante, notamment en fabriquant davantage de biens et de produits sur le territoire national et en étant moins tributaire d'échanges commerciaux avec les États-Unis.



Tarifs douaniers (Prairies décembre 2024, provinces de l'Atlantique, Ontario, locataires de la Colombie-Britannique, immigrants de la région métropolitaine de Montréal, femmes en emploi de la Municipalité régionale d'Halifax âgées de 24 à 34 ans, hommes en emploi de la région du Grand Toronto âgés de 24 à 34 ans, villes frontalières, sud-ouest de l'Ontario, personnes âgées de 65 et plus du Québec, Prairies janvier 2025)

Les participants de tous les onze groupes ont pris part à des discussions portant sur les potentiels tarifs douaniers que pourraient imposer les É.-U. sur des produits canadiens. Le contenu de ces discussions a changé au fur et à mesure que la situation évoluait en temps réel. Lorsqu'on leur a demandé s'ils avaient vu, lu ou entendu quoi que ce soit au sujet de tarifs douaniers que projetaient d'imposer les États-Unis sur les produits en provenance du Canada, presque tous les participants ont répondu par l'affirmative, plusieurs se souvenant que les États-Unis prévoyaient d'appliquer un tarif douanier de 25 % sur toutes les importations canadiennes dans un avenir rapproché.

Afin de faciliter la discussion, les participants se sont vu présenter de l'information au sujet des tarifs projetés. L'information présentée aux participants a changé à mesure que la situation évoluait :

Le président désigné des États-Unis a récemment annoncé que le gouvernement américain entendait imposer, dès janvier, des tarifs douaniers de 25 pour cent sur les importations canadiennes et mexicaines. (Information présentée aux Prairies en décembre 2024, aux provinces de l'Atlantique, et en Ontario)

Le président élu des États-Unis a récemment annoncé que le gouvernement américain imposerait des tarifs douaniers de 25 pour cent sur les importations canadiennes et mexicaines dès le mois de janvier, à moins que le Canada ne s'attaque au problème des migrants franchissant la frontière depuis le Canada vers les États-Unis ainsi qu'au problème du fentanyl transitant par la frontière. (Information présentée à des locataires de la C.-B., des immigrants de la région métropolitaine de Montréal, des femmes en emploi âgées de 24 à 34 ans de la Municipalité régionale d'Halifax [MRH], des hommes en emploi âgés de 24 à 34 ans de la région du Grand Toronto [RGT])

Les États-Unis ont récemment indiqué que le gouvernement américain étudierait son accord de libre-échange avec le Canada et le Mexique afin de déterminer si les États-Unis devraient continuer à en être partie. Les États-Unis ont également signalé qu'ils pourraient imposer des tarifs douaniers à hauteur de 25 % sur des importations canadiennes et mexicaines, à moins que les deux pays ne prennent les mesures nécessaires pour mettre fin au flux de migrants et au fentanyl franchissant la frontière entre le Canada et les États-Unis. (Information présentée aux participants résidant dans des villes frontalières, dans le sud-ouest de l'Ontario, à des personnes âgées [de 65 ans et plus] résidant au Québec, Prairies janvier 2025)

À la question de savoir ce qu'ils avaient lu, vu ou entendu au sujet de la réponse du Canada aux tarifs projetés, les participants ont fourni un éventail de réponses. Plusieurs d'entre eux ont déclaré avoir appris que le premier ministre avait convoqué les premiers ministres provinciaux et territoriaux du Canada à une réunion pour discuter d'une réponse à ces tarifs et d'une stratégie éventuelle pour y faire face. Un certain nombre d'entre eux se souvenaient avoir appris que le premier ministre s'était récemment rendu aux États-Unis pour discuter avec le président élu de problèmes en lien avec le fentanyl, l'immigration et le commerce.

La quasi-totalité des participants prévoyait que les tarifs entraîneraient à la fois des répercussions négatives sur l'économie canadienne et sur le bien-être financier d'entreprises et de familles canadiennes. Plusieurs d'entre eux estimaient que si ces tarifs devaient être appliqués, des emplois canadiens et américains seraient menacés, notamment dans les secteurs clés que sont la métallurgie et la construction automobile. Plusieurs participants s'attendaient à ce que les tarifs douaniers américains entraînent une augmentation du coût des produits fabriqués au Canada et aux États-Unis ainsi que des dépenses supplémentaires pour de nombreuses entreprises canadiennes dont la chaîne d'approvisionnement dépend de produits américains.

Lorsqu'on leur a demandé s'ils s'attendaient à ce que ces tarifs douaniers les affectent personnellement, la plupart d'entre eux ont répondu par l'affirmative. Bon nombre d'entre eux estimaient que les tarifs douaniers entraîneraient probablement une augmentation du coût de la vie au Canada, et un certain nombre d'entre eux craignaient qu'un nombre croissant de ménages n'éprouvent des difficultés financières. Plusieurs participants se disaient préoccupés par leur propre situation financière, estimant qu'il était déjà difficile de joindre les deux bouts et que les tarifs douaniers risquaient d'exacerber encore davantage ce problème. Certains d'entre eux se disaient plus particulièrement préoccupés par l'impact des tarifs sur le prix des carburants et de l'énergie, notamment en raison de la dépendance réciproque des deux pays quant à leurs besoins énergétiques respectifs. Un certain nombre d'entre eux ont spontanément indiqué (sans qu'on les y invite) qu'ils seraient beaucoup moins susceptibles d'acheter des produits fabriqués aux États-Unis et qu'ils privilégieraient des produits fabriqués dans leur propre région ou localité.

À la question de savoir comment ils souhaiteraient que réagisse le gouvernement fédéral, bon nombre d'entre eux étaient d'avis que si des tarifs lui étaient imposés par les É.-U., le Canada devrait instaurer des contre-tarifs équivalents à ceux mis en place par le gouvernement américain. Un certain nombre de participants estimaient que les contre-mesures tarifaires devaient tout particulièrement viser les exportations de ressources naturelles du Canada (pétrole, gaz naturel, hydroélectricité et bois d'œuvre), dont les États-Unis sont, à leur avis, fortement tributaires à l'heure actuelle. On estimait également d'avis que, devant le constat d'une certaine détérioration de la confiance du Canada à l'égard des É.-U. en tant que principaux partenaires commerciaux, le gouvernement du Canada devait renforcer ses relations avec d'autres partenaires commerciaux importants. Quelques-uns d'entre eux étaient d'un autre avis, estimant que la meilleure approche que pourrait adopter le gouvernement fédéral consisterait à négocier avec les É.-U. afin de trouver un moyen d'éviter ces tarifs potentiels, notamment en tenant compte des préoccupations du gouvernement américain concernant les migrants en situation irrégulière ainsi que le fentanyl entrant aux États-Unis depuis le Canada. À la question de savoir ce que devrait faire, le cas échéant, le gouvernement du Canada pour venir en aide aux entreprises et aux industries impactées par ces éventuels tarifs, un certain nombre de participants étaient d'avis que des mesures pourraient être prises pour octroyer des subventions et accorder des congés de taxes aux secteurs touchés, avec pour objectif principal de veiller à ce que les travailleurs canadiens ne perdent pas leurs emplois.

Quatre groupes, respectivement composés de participants résidant dans des villes frontalières canadiennes, de personnes âgées de 65 ans et plus résidants au Québec, de résidents du sud-ouest de l'Ontario et de membres de la population générale des Prairies (janvier 2025) ont été invités à



répondre à des questions complémentaires concernant les potentiels tarifs douaniers et l'éventuelle réponse à y apporter. En discutant de leur réaction concernant la renégociation de l'Accord Canada-États-Unis-Mexique (ACEUM) souhaitée par les États-Unis, si un certain nombre de participants se disaient ouverts à la négociation d'un nouvel accord, plusieurs d'entre eux craignaient que les États-Unis ne priorisent l'obtention de conditions plus avantageuses desservant davantage leurs propres intérêts, et ce, possiblement aux dépens du Canada. Un certain nombre de participants estimaient qu'un ACEUM renégocié pourrait entraîner une hausse des prix à la consommation pour les Canadiens comme pour les Américains, tandis que d'autres craignaient qu'un processus de négociation litigieux n'entraîne un ralentissement économique au Canada ainsi que des pertes d'emplois au détriment des travailleurs Canadiens.

En discutant des éventuelles réponses que pourraient envisager les gouvernements fédéral, provinciaux et territoriaux à ces tarifs, il a été demandé aux participants des quatre groupes susmentionnés s'ils préféreraient que le gouvernement fédéral prenne les devants, que toutes les provinces et tous les territoires prennent leurs propres initiatives ou que les différents paliers de gouvernement adoptent une approche commune. Dans l'ensemble, la plupart des participants ont indiqué préférer une approche conjointe, nombre d'entre eux estimant qu'il était essentiel que les gouvernements fédéral, provinciaux et territoriaux fassent front commun et travaillent en synergie pour ce qui est de se préparer à ces tarifs et d'y répondre. On estimait qu'il serait essentiel d'inclure les gouvernements provinciaux et territoriaux au processus décisionnel afin d'éclairer le gouvernement du Canada quant aux mesures à prendre, car ces gouvernements auraient probablement une meilleure compréhension des forces et faiblesses propres à leurs compétences respectives. Un plus petit nombre de participants ont exprimé des avis quelque peu différents, estimant qu'il revenait principalement au gouvernement fédéral de coordonner la réponse du Canada aux tarifs. Parmi ces participants, on était d'avis qu'étant donné qu'il s'agissait d'un enjeu international impliquant un autre pays, il revenait au gouvernement du Canada d'agir en tant que principal organe pour coordonner cette réponse, puisqu'il lui incombait de protéger les intérêts de tous les Canadiens. Un grand nombre d'entre eux s'accordaient pour dire qu'il ne revenait pas aux provinces et aux territoires de prendre les devants pour répondre aux tarifs en prenant leurs propres initiatives, un certain nombre d'entre eux estimant que cela témoignerait d'un manque d'unité de la part du Canada.

À la question de savoir s'il était, à leur avis, probable que les États-Unis finissent par imposer des tarifs douaniers sur des produits canadiens, un grand nombre d'entre eux s'attendaient à ce qu'en fin de compte, ces tarifs soient appliqués. Plusieurs d'entre eux estimaient toutefois qu'il était peu probable que ces derniers soient établis à 25 pour cent, estimant que si des tarifs étaient mis en place, ils seraient de l'ordre de 5 à 10 pour cent. Un plus petit nombre de participants s'attendaient à ce que les É.-U. annulent l'application des tarifs, certains d'entre eux ayant le sentiment que l'imposition potentielle de tarifs constituait une tactique de négociation employée par les États-Unis dans le but d'obtenir une balance commerciale plus favorable. Plusieurs d'entre eux n'étaient pas certains de leur opinion au sujet de ces négociations, estimant qu'il était très difficile d'en déterminer le résultat probable.



Pour conclure leur discussion, les participants de ces quatre groupes se sont livrés à un exercice dans le cadre duquel ils se sont vu présenter une liste de mesures potentielles que le gouvernement du Canada pourrait prendre en réponse à d'éventuels tarifs douaniers américains et ont été invités à sélectionner les mesures qui seraient, à leur avis, les plus efficaces. Au nombre de celles-ci :

- *Le Canada impose ses propres tarifs sur les importations américaines;*
- *Le Canada restreint les exportations d'hydroélectricité vers les États-Unis;*
- *Le Canada restreint les exportations de pétrole et de gaz vers les États-Unis;*
- *Le Canada restreint les exportations de minéraux critiques vers les États-Unis;*
- *Le Canada limite l'importation de produits laitiers en provenance des États-Unis;*
- *Le Canada encourage les consommateurs à « acheter canadien » en appui aux entreprises touchées par les tarifs.*

Les participants des groupes composés de personnes âgées résidant au Québec et de membres de la population générale des Prairies se sont vu présenter d'autres formulations relatives à l'initiative du gouvernement du Canada d'imposer ses propres tarifs ainsi que des mesures supplémentaires en lien avec les tarifs ciblés.

- *Le Canada impose ses propres tarifs sur des importations américaines.*
- *Le Canada impose des tarifs sur des articles comme le jus d'orange, le bourbon, et les motocyclettes.*

Dans l'ensemble, c'est la mesure voulant que le Canada impose ses propres tarifs douaniers sur des importations américaines qui a reçu le niveau de soutien le plus élevé de la part des participants. De l'avis général, l'imposition dollar pour dollar de tarifs sur des produits américains constituait la réponse la plus directe que puisse prendre le gouvernement fédéral et celle-ci aurait probablement un impact tangible sur les consommateurs et l'économie américains. Un grand nombre de participants étaient également favorables à la restriction des exportations d'hydroélectricité, de pétrole et de gaz vers les États-Unis, estimant que ces mesures auraient un impact économique négatif immédiat sur les nombreux États américains qui, pour répondre à leurs besoins énergétiques, dépendent actuellement du Canada. Plusieurs participants estimaient également qu'il était important que le gouvernement fédéral encourage les Canadiens à « acheter canadien ». Parmi ceux-ci, on considérait qu'une plus grande importance accordée par les consommateurs à l'achat de produits d'origine locale contribuerait à revigorer les économies locales dans leur région, tout en stimulant l'économie canadienne dans son ensemble. Certains d'entre eux reconnaissaient toutefois qu'il n'était pas toujours possible d'acheter des produits abordables fabriqués au pays et que cette approche ne pourrait être envisagée par tous les ménages. Seul un petit nombre de participants a choisi la mesure visant à restreindre les exportations de minéraux critiques vers les États-Unis, et très peu d'entre eux ont choisi les initiatives visant à restreindre les importations de produits laitiers en provenance des États-Unis ou à imposer des tarifs douaniers ciblant des produits comme le jus d'orange, le bourbon et les motocyclettes.

Sécurité de la frontière (Prairies décembre 2024, locataires de la Colombie-Britannique, femmes en emploi âgées de 24 à 34 ans de la Municipalité régionale d'Halifax, hommes en emploi âgés de 24 à 34 ans de la région du Grand Toronto, villes frontalières, sud-ouest de l'Ontario, personnes âgées de 65 et plus du Québec, Prairies janvier 2025)

Les participants de sept groupes se sont vu poser quelques questions complémentaires concernant la sécurité à la frontière canado-américaine, en se focalisant plus particulièrement sur de prétendus problèmes, comme l'entrée aux États-Unis de migrants clandestins en provenance du Canada et le trafic illégal de fentanyl vers les États-Unis depuis la frontière canado-américaine.

À la question de savoir si, à leur connaissance, le passage de migrants du Canada aux États-Unis constituait un problème majeur, un problème mineur ou ne constituait pas du tout un problème, presque tous les participants estimaient qu'il constituait un problème mineur ou qu'il ne constituait pas du tout un problème. Un certain nombre d'entre eux ont affirmé ne pas du tout avoir été au courant de cette situation, estimant par conséquent qu'il leur était difficile de fournir une réponse éclairée. Si plusieurs d'entre eux étaient d'avis qu'il a pu y avoir quelques cas de migrants clandestins franchissant la frontière du Canada vers les États-Unis au cours des dernières années, aucun participant ne considérait qu'il s'agissait d'un problème omniprésent. Un certain nombre de participants se disaient d'avis qu'il y avait probablement eu un taux semblable (sinon plus élevé) de migrants en situation irrégulière entrant au Canada depuis les États-Unis au cours des dernières années, et qu'il incombait autant au gouvernement américain qu'au gouvernement canadien de répondre à ses préoccupations dans ce dossier.

En discutant de la question de savoir s'ils estimaient que le fentanyl traversant la frontière du Canada vers les États-Unis constituait un problème majeur, la plupart d'entre eux ont de nouveau indiqué ne pas être d'avis que cela constituait un domaine de préoccupation primordial à l'heure actuelle. Si bon nombre d'entre eux considéraient que le fentanyl comme un problème majeur au sein des collectivités canadiennes en raison de la dépendance qu'il crée et du nombre croissant de décès qui lui sont attribuables, les participants se demandaient dans quelle mesure des quantités considérables de fentanyl transitaient vers les États-Unis depuis le Canada. On était d'avis que le fentanyl entrait probablement au Canada et aux États-Unis depuis plusieurs pays et depuis divers points d'entrée. De ce fait, si plusieurs participants estimaient qu'il était important que les responsables de la sécurité aux frontières et les forces de l'ordre sévissent pour enrayer le trafic illégal de cette substance, ils ne croyaient pas que ce problème relève uniquement de la responsabilité du gouvernement du Canada.

Les participants des groupes composés de locataires de la Colombie-Britannique (B.C.), de femmes en emploi âgées de 24 à 34 ans résidant dans la Municipalité régionale d'Halifax (MRH) et d'hommes en emploi âgés de 24 à 34 ans résidant dans la région du Grand Toronto (RGT) se sont vu présenter de l'information complémentaire sur les mesures que le gouvernement du Canada avait récemment proposées pour répondre aux préoccupations liées à la sécurité frontalière et à l'immigration, à savoir :

En réponse à l'annonce du président américain élu, le gouvernement du Canada a récemment annoncé un ensemble de mesures d'aide financière totalisant 1,3 milliard de dollars pour aider à sécuriser la frontière et à renforcer le système d'immigration. Au nombre de ces mesures :



- *un soutien aux forces de l'ordre pour la détection et l'interception de drogues illicites comprenant de nouveaux outils d'intelligence artificielle ainsi que des équipes canines;*
- *le renforcement 24 heures sur 24, 7 jours sur 7 de la surveillance de la frontière canado-américaine incluant l'emploi d'hélicoptères et de drones;*
- *des outils destinés à sévir contre le crime organisé et le trafic de fentanyl avec plus d'efficacité;*
- *un soutien destiné à réduire au minimum les volumes inutiles à la frontière, incluant le pouvoir d'annuler, de modifier ou de suspendre des documents d'immigration afin de pouvoir gérer le nombre de personnes entrant au Canada ou transitant par celui-ci et d'imposer de nouveaux coûts et de nouvelles restrictions aux pays qui ne facilitent pas rapidement le retour de leurs citoyens lorsque ceux-ci enfreignent la législation canadienne en matière d'immigration.*

Lorsqu'on leur a demandé si ces mesures constituaient, selon eux, un pas dans la bonne direction, les participants ayant répondu par l'affirmative étaient plus nombreux que ceux qui se disaient d'un autre avis. Bien qu'un certain nombre d'entre eux aient réaffirmé que ni la migration irrégulière ni le trafic de fentanyl vers les États-Unis par la frontière canado-américaine ne constituaient une préoccupation majeure, plusieurs d'entre eux étaient d'avis que ces mesures s'avéreraient efficaces pour remédier à ces problèmes dans les rares cas où ils se présentaient. On était d'avis que toute mesure prise pour sévir contre le trafic de fentanyl constituait un pas dans la bonne direction, surtout si l'on tient compte de l'impact perçu comme étant grave du fentanyl au sein de nombreuses collectivités canadiennes. Parmi le plus petit nombre de participants se disant d'un autre avis, plusieurs ont exprimé des préoccupations concernant le coût estimatif de 1,3 milliard de dollars (qu'ils considéraient comme étant élevé) que devrait assumer le gouvernement du Canada en adoptant ces mesures. Ces participants estimaient que ces fonds pourraient être plus utilement affectés à la résolution d'autres problèmes importants, dont le coût élevé de la vie et la pénurie perçue de logements abordables.

Dépenses consacrées à la défense nationale (villes frontalières, sud-ouest de l'Ontario, personnes âgées de 65 ans et plus résidant au Québec, Prairies janvier 2025)

Les participants de quatre groupes ont tenu des discussions portant sur les sommes que le gouvernement du Canada consacre à la défense nationale ainsi que sur les récents appels lancés par les États-Unis encourageant le Canada à augmenter ses dépenses dans ce domaine. À la question de savoir s'ils avaient récemment vu, lu ou entendu quoi que ce soit à ce sujet, seul un petit nombre d'entre eux a répondu par l'affirmative. Un certain nombre de ceux qui avaient entendu quelque chose à ce sujet ont dit croire que le gouvernement fédéral avait récemment pris des mesures visant à affecter davantage de ressources financières à la sécurisation de la frontière canado-américaine, et que des discussions avaient eu lieu sur la question de savoir si le gouvernement fédéral devait augmenter ses dépenses globales en matière de sécurité nationale.

Quant à savoir s'ils estimaient que les dépenses du gouvernement canadien en matière de défense nationale étaient excessives, insuffisantes ou appropriées, la plupart des participants étaient d'avis qu'elles étaient insuffisantes à l'heure actuelle. Plusieurs d'entre eux disaient croire que le gouvernement du Canada dépensait actuellement beaucoup moins en matière de défense nationale que ses alliés (en l'occurrence les États-Unis) et qu'il n'en faisait pas assez pour respecter ses

obligations à l'égard d'alliances défensives, dont l'Organisation du traité de l'Atlantique Nord (OTAN). Un certain nombre de participants se souvenaient avoir entendu dire que l'équipement et l'armement dont disposaient les Forces armées canadiennes (FAC) étaient devenus obsolètes et estimaient que davantage devait être fait pour s'assurer que le Canada ait la capacité de se défendre contre des armes modernes et d'autres menaces émergentes, dont de potentielles cyberattaques. Quelques-uns d'entre eux étaient d'avis que, faute d'investissements plus importants en matière de sécurité nationale au cours des dernières décennies, le Canada était devenu trop tributaire d'alliés, et notamment des États-Unis, pour sa protection, et estimaient qu'il fallait prendre des mesures pour accroître l'autonomie du pays à cet égard. Seul un petit nombre de participants étaient d'avis que le montant des dépenses du gouvernement du Canada dans ce domaine était approprié, et très peu d'entre eux estimaient qu'il dépensait trop.

Les participants des groupes composés de résidents de villes frontalières, du sud-ouest de l'Ontario et du Québec se sont vu présenter l'information suivante :

Le gouvernement du Canada s'est engagé à augmenter ses dépenses en matière de défense afin d'atteindre la cible de 2 % de son produit intérieur brut (PIB) préconisée par l'OTAN d'ici 2032. Cette augmentation des dépenses comprendra des investissements visant notamment à moderniser le Commandement de la défense aérospatiale de l'Amérique du Nord, à acquérir de nouveaux équipements, dont des avions de combat à réaction, à renforcer la cybersécurité et à optimiser les efforts de recrutement au sein des Forces armées.

À la question de savoir ce qu'ils pensaient de l'augmentation des dépenses du gouvernement fédéral en matière de défense afin d'atteindre l'objectif de 2 pour cent du PIB fixé par l'OTAN d'ici 2032, la quasi-totalité des participants était d'avis qu'il était important que le Canada atteigne éventuellement cet objectif. D'un autre avis, quelques-uns d'entre eux craignaient qu'une augmentation des dépenses du gouvernement du Canada en matière de défense nationale n'entraîne une diminution du financement destiné à d'autres initiatives importantes, dont le renforcement de l'économie et la réduction du coût de la vie.

Après s'être vu informer que les États-Unis avaient récemment demandé au Canada d'accélérer son échéancier et d'atteindre l'objectif de dépense de l'OTAN en matière de défense avant 2032, les participants de ces groupes se sont vu poser la question de savoir s'ils étaient pour ou contre une augmentation plus rapide des dépenses du gouvernement canadien dans le domaine de la défense. Dans l'ensemble, un plus grand nombre de participants étaient d'avis que le gouvernement fédéral devrait maintenir son objectif actuel, comparativement à ceux qui estimaient que cet échéancier devait être raccourci. Parmi ceux qui étaient d'avis que le gouvernement fédéral devait maintenir son objectif de 2032, bon nombre de participants estimaient qu'une atteinte plus rapide de cet objectif obligerait probablement les Canadiens à payer des taux d'imposition plus élevés et pourrait, de ce fait, placer de nombreux ménages dans une situation financière de plus en plus précaire. Des préoccupations ont également été exprimées concernant l'impact qu'une augmentation plus rapide des dépenses en matière de défense pourrait avoir sur la dette nationale que certains jugeaient déjà élevée à l'heure actuelle. Parmi le plus petit nombre de participants estimant que l'objectif de 2 pour cent du PIB devait être atteint plus tôt, on était d'avis que la défense nationale constituait un enjeu important sur lequel

le gouvernement fédéral devait se concentrer et qu'il était important que le Canada soit prêt à se défendre dans le cas où un conflit armé de grande ampleur éclaterait au cours des prochaines années.

Les participants résidant dans les Prairies se sont vu fournir l'information actualisée suivante après que le gouvernement fédéral ait indiqué qu'il augmenterait ses dépenses en matière de défense nationale :

Le gouvernement du Canada a récemment indiqué qu'il se fixait pour objectif d'augmenter ses dépenses en matière de défense pour atteindre l'objectif de 2 pour cent du PIB fixé par l'OTAN d'ici 2027, soit cinq ans plus tôt que l'échéance précédente de 2032. Cette augmentation des dépenses comprendra des investissements visant notamment à moderniser le Commandement de la défense aérospatiale de l'Amérique du Nord, à acquérir de nouveaux équipements, dont des avions de combat à réaction, à renforcer la cybersécurité et à optimiser les efforts de recrutement au sein des Forces armées.

La plupart des participants ont positivement réagi à cette information, plusieurs d'entre eux estimant que les FAC se verraient ainsi renforcées dans les années à venir et que le système de défense nationale du Canada deviendrait plus robuste dans son ensemble. Un certain nombre d'entre eux estimaient qu'il était important que le gouvernement du Canada respecte dès que possible ses engagements envers l'OTAN relatifs aux dépenses en matière de défense et que cette mesure constituait un pas important dans la bonne direction. Quelques-uns étaient d'un avis différent, estimant qu'une augmentation trop rapide des dépenses liées à la défense nationale pourrait mettre à mal les finances du gouvernement fédéral et entraîner une diminution des fonds alloués à d'autres domaines importants, dont le logement, les soins de santé et l'éducation.

En discutant des domaines spécifiques que le gouvernement fédéral devrait, selon eux, privilégier dans le cadre des efforts qu'il consacre à l'augmentation des dépenses en matière de défense nationale, les participants des quatre groupes ont fourni une série de réponses diverses et variées. Au nombre de celles-ci, la sécurité de l'Arctique, la modernisation de l'armement et des équipements essentiels, l'intensification des efforts de recrutement des FAC et la défense des frontières du Canada contre d'éventuelles menaces extérieures. Plusieurs participants ont tout particulièrement mentionné la cybersécurité comme préoccupation grandissante et étaient d'avis que davantage devait être fait pour s'assurer que le pays est suffisamment préparé pour contrer des pirates informatiques mal intentionnés et d'autres attaques potentielles contre l'infrastructure numérique du Canada. Quelques-uns d'entre eux ont exprimé des avis plus nuancés, estimant que s'il était important que le gouvernement du Canada respecte ses engagements à l'égard de ses alliés en matière de défense, ils espéraient toutefois que ces dépenses accrues seraient consacrées à des efforts de maintien de la paix plutôt qu'à des fins militaires.

Les participants du Québec et des Prairies se sont également vu informer que les États-Unis avaient récemment annoncé qu'ils demanderaient à tous les pays membres de l'OTAN, incluant le Canada, de porter leurs dépenses en matière de défense à 5 pour cent de leur PIB (soit un pourcentage supérieur à celui que tous les pays membres de l'OTAN consacrent actuellement à la défense). Dans l'ensemble, très peu d'entre eux étaient d'avis que cet objectif était réalisable, et aucun d'entre eux ne croyait qu'une augmentation des dépenses de cette ampleur soit possible dans un avenir proche. Si un certain nombre de participants on réaffirmé qu'il était important que le gouvernement fédéral atteigne à

terme son objectif de consacrer 2 pour cent de son PIB à la défense nationale, de l'avis général, toute tentative d'atteindre l'objectif de 5 pour cent suggérés par les É.-U. aurait un impact préjudiciable à l'économie canadienne dans son ensemble.

La question de savoir pourquoi, selon eux, les États-Unis avaient à plusieurs reprises demandé au Canada d'augmenter plus rapidement ses dépenses en matière de défense nationale a été posée aux participants de tous les quatre groupes. Dans l'ensemble, plusieurs d'entre eux étaient d'avis que cela s'expliquait principalement par le fait que les États-Unis avaient le désir croissant de voir le Canada devenir plus autosuffisant à cet égard. Un certain nombre d'entre eux avaient également le sentiment que les États-Unis étaient de plus en plus préoccupés par de potentielles incursions d'adversaires étrangers dans le Nord canadien et qu'ils souhaitaient par conséquent que le gouvernement fédéral investisse davantage pour répondre à cette priorité. Lorsqu'on leur a demandé si le fait que ce soient les États-Unis qui demandent au Canada de dépenser davantage pour sa défense nationale donnait plus d'importance à cette question, très peu d'entre eux ont répondu par l'affirmative. Si bon nombre d'entre eux ont réaffirmé que l'augmentation des dépenses en matière de défense nationale constituait une priorité importante à laquelle il fallait s'attacher, la quasi-totalité des participants estimait que cette décision revenait en définitive au gouvernement du Canada, et qu'elle ne devait pas être influencée par les avis d'autres pays.

Coût de la vie (Colombie-Britannique, Prairies
décembre 2024, provinces de l'Atlantique, Ontario,
propriétaires de la région métropolitaine de
Vancouver, locataires de la Colombie-Britannique,
immigrants de la région métropolitaine de Montréal,
femmes en emploi de la Municipalité régionale
d'Halifax âgées de 24 à 34 ans, hommes en emploi
de la région du Grand Toronto âgés de 24 à 34 ans)

Les participants de neuf groupes ont tenu des discussions portant sur le coût de la vie ainsi que sur les mesures récemment annoncées par le gouvernement fédéral pour rendre la vie plus abordable dans l'intérêt des Canadiens. À la question de savoir comment ils qualifieraient le coût actuel de la vie, presque tous les participants le considéraient comme étant élevé, et bon nombre d'entre eux étaient d'avis que la vie au Canada était devenue de plus en plus inabordable ces derniers temps. Décrivant l'impact du coût de la vie sur leur propre ménage, nombre d'entre eux ont déclaré avoir commencé à adopter des pratiques visant à réduire leurs coûts, notamment en étant à l'affût de soldes et de rabais, en achetant des articles sans nom de marque et moins de produits alimentaires qu'ils considéraient

comme étant plus chers, dont le bœuf ainsi que les fruits et les légumes frais. Plusieurs d'entre eux ont indiqué n'avoir les moyens de s'acheter que des articles essentiels à l'heure actuelle et ont mentionné qu'en raison de la récente augmentation de leurs dépenses mensuelles, il ne leur restait aucun supplément d'argent à disposition ou à mettre de côté. Un certain nombre de participants ont indiqué ne plus s'adonner à certaines activités comme d'aller au restaurant, prendre des vacances, ou à d'autres passe-temps récréatifs parce qu'ils n'avaient maintenant plus les moyens de s'y adonner.

Tous les participants, à l'exception de ceux du groupe composé d'hommes en emploi de la région du Grand Toronto (RGT), se sont vu poser la question de savoir quel devait être le rôle du gouvernement du Canada pour remédier à la hausse du coût de la vie. Les participants ont recensé de nombreux domaines relevant de la responsabilité du gouvernement fédéral, notamment ceux de la politique fiscale et économique du pays, de l'établissement d'un salaire minimum national, de la réglementation des pratiques commerciales d'entreprises afin de s'assurer que celles-ci ne profitent pas des consommateurs canadiens, et de garantir une concurrence suffisante dans les secteurs clés que sont l'alimentation et les télécommunications.

Lorsqu'on leur a demandé comment ils décriraient la performance du gouvernement du Canada en ce qui a trait à la réduction du coût de la vie, bon nombre d'entre eux se sont montrés incertains. Si plusieurs d'entre eux disaient avoir le sentiment que le coût de la vie avait augmenté dans de nombreux pays à la suite de la pandémie de COVID-19, un grand nombre de participants estimaient que le gouvernement fédéral pouvait en faire davantage pour aider les Canadiens dans ce dossier. On était d'avis que bien que le gouvernement fédéral ait pris certaines mesures pour réduire le coût de la vie au cours des dernières années, il s'agissait essentiellement de solutions à court terme et qu'il n'avait pas fait grand-chose pour remédier à ce problème sur le long terme. En discutant de mesures supplémentaires que pourrait prendre le gouvernement fédéral, les participants ont mentionné de potentielles initiatives visant notamment à encourager les employeurs à offrir des salaires plus élevés aux Canadiens, à réduire les dépenses fédérales dans le but de parvenir à un équilibre budgétaire et à réduire les montants que paient les Canadiens en impôts.

Les participants de l'ensemble des neuf groupes se sont vu poser la question de savoir ce qu'ils avaient récemment lu, vu ou entendu à propos de l'aide supplémentaire apportée par le gouvernement aux Canadiens pour faire face à l'augmentation du coût de la vie, dont l'octroi d'un congé de taxes pour tous les Canadiens et le versement d'une remise aux travailleurs canadiens. La quasi-totalité d'entre eux a déclaré avoir entendu parler de ce congé de taxes, bon nombre de participants disant croire que le gouvernement fédéral allait temporairement supprimer la taxe sur les produits et services et la taxe de vente harmonisée (TPS/TVH) à l'achat de nombreux produits pendant une période de deux mois. De même, la plupart des participants avaient entendu parler d'une remise pour les travailleurs canadiens, plusieurs d'entre eux disant croire que le gouvernement du Canada entendait verser des remises de 250 \$ aux travailleurs admissibles au début de l'année 2025. Parmi les autres initiatives visant à aider les Canadiens à faire face au coût de la vie mentionnées, citons le Régime canadien de soins dentaires (RCSD) récemment instauré par le gouvernement fédéral, l'augmentation des paiements versés aux personnes âgées dans le cadre de certains, dont la Sécurité de la vieillesse (SV) et l'octroi de prestations destinées aux familles, dont la Prestation canadienne pour enfants (PCE).



Afin de faciliter la discussion, les participants se sont vu fournir de l'information au sujet des mesures prises par le gouvernement fédéral pour aider les Canadiens à faire face au coût de la vie.

L'information suivante a été présentée aux participants des groupes de discussion tenus en décembre 2024 :

Le gouvernement du Canada a récemment annoncé que pendant deux mois à compter du 14 décembre, il exemptera de la TPS/TVH des articles essentiels, notamment les aliments et collations préparés, les repas au restaurant, la bière et le vin, les vêtements et chaussures pour enfants, les sièges de voiture, les couches, les jouets pour enfants, les livres et casse-têtes, les sapins de Noël, entre autres articles. De plus, les travailleurs canadiens ayant touché un revenu inférieur à 150 000 dollars recevront un chèque au montant de 250 dollars au début du printemps 2025.

Les participants des groupes de discussion tenus en janvier 2025 se sont vu présenter de l'information semblable, mais ne contenant aucun détail concernant le versement de la remise de 250 \$ aux travailleurs Canadiens.

Du 14 décembre 2024 au 15 février 2025, le gouvernement du Canada exonère de la TPS/TVH les articles essentiels tels que les aliments préparés et les collations, les repas au restaurant, la bière et le vin, les vêtements et chaussures pour enfants, les sièges d'auto, les couches, les jouets pour enfants, les livres et les casse-têtes, entre autres.

En faisant part de leurs réactions à cette information, si bon nombre de participants estimaient que ces mesures constituaient un pas dans la bonne direction et s'attendaient à ce qu'elles apportent un certain soutien financier aux Canadiens, la plupart des participants n'étaient pas d'avis qu'elles apporteraient une solution à long terme pour faire face à la hausse du coût de la vie. Plusieurs d'entre eux estimaient que, plutôt que de se limiter à deux mois, le congé de TPS/TVH devrait être maintenu pendant une plus longue période (p. ex. de six mois à un an) afin que l'aide apportée aux Canadiens puisse avoir un impact plus substantiel. Un certain nombre de participants parmi ceux qui n'avaient pas d'enfants ne s'attendaient pas à ce que le congé de TPS/TVH leur soit personnellement très utile, considérant que cette mesure visait avant tout à apporter une aide financière aux familles afin qu'elles puissent se permettre d'acheter des articles essentiels destinés à leurs enfants. Quelques-uns d'entre eux ont exprimé leurs inquiétudes quant aux répercussions potentielles d'une suppression temporaire de la TPS/TVH sur ces produits et se demandaient si cette mesure n'entraînerait pas une perte de revenus pour le gouvernement fédéral. Parmi ceux qui se sont vu fournir de l'information sur le versement potentiel d'une remise de 250 \$ aux travailleurs canadiens admissibles, si la plupart des participants étaient d'avis cet argent apporterait un certain soulagement temporaire, il était généralement admis que le montant de 250 \$ ne suffirait pas à améliorer de façon tangible leur situation financière générale.

Les participants des groupes qui se sont tenus le 14 décembre 2024 après l'entrée en vigueur du congé de TPS/TVH se sont vu poser la question de savoir s'ils avaient remarqué que le coût de leurs achats avait changé durant les semaines qui ont suivi l'instauration de cette mesure. Dans l'ensemble, si certains ont déclaré avoir remarqué que leurs factures à l'épicerie et au restaurant avaient légèrement diminué, très peu d'entre eux estimaient qu'il y avait eu un changement notable en ce qui a trait au montant global de leurs dépenses. À la question de savoir s'ils s'attendaient à ce que ce

congé de taxes leur soit utile ou soit utile à d'autres Canadiens, si quelques-uns d'entre eux étaient d'avis qu'il peut aider certaines entreprises, dont les restaurants et les petits commerces de détail, à attirer davantage de clients, bon nombre de participants ont réaffirmé que cette initiative n'aurait à long terme qu'un impact minime.

Les participants de tous les groupes se sont vu poser la question de savoir si, en pensant à ces mesures du gouvernement fédéral, ils considéraient que dans les efforts qu'il déployait pour faire face au coût de la vie, ce dernier était sur la bonne voie. Les participants ont exprimé une série d'opinions, ceux d'entre eux qui estimaient que le gouvernement du Canada était sur la bonne voie étant à peu près aussi nombreux que ceux dont les opinions étaient plus négatives ou qui se disaient incertains. Parmi les participants qui étaient d'avis que le gouvernement fédéral était sur la bonne voie, bon nombre estimaient que toute mesure visant à faire face au coût de la vie constituait un pas dans la bonne direction et serait utile aux Canadiens. Un certain nombre de participants ont en outre positivement réagi à la mesure visant à réduire les montants de TPS/TVH que paient les Canadiens, quelques-uns d'entre eux étant d'avis que les Canadiens payaient en général trop de taxes à l'heure actuelle. Plusieurs participants parmi ceux qui estimaient que le gouvernement du Canada faisait fausse route ou qui étaient plus indécis étaient d'avis que ces initiatives ne s'avéreraient en définitive que très peu efficaces pour aider les Canadiens à faire face à la hausse du coût de la vie. Parmi ces derniers, on estimait que le gouvernement fédéral devait redoubler d'efforts pour réglementer les comportements des grandes sociétés, notamment en fixant des plafonds sur les montants qu'elles peuvent facturer pour certains articles essentiels comme les produits d'épicerie, le loyer et l'essence.

Marché de l'emploi (femmes en emploi âgées de 24 à 34 ans résidant dans la Municipalité régionale d'Halifax, hommes en emploi âgés de 24 à 34 ans de la région du Grand Toronto)

Les participants de deux groupes, respectivement composés de femmes en emploi âgées de 24 à 34 ans résidant dans la Municipalité régionale d'Halifax (MRH) et d'hommes en emploi âgés de 24 à 34 ans résidant dans la région du Grand Toronto, ont tenu une discussion portant sur le marché de l'emploi dans leur région ainsi qu'au Canada en général. À la question de savoir comment ils qualifieraient la situation actuelle sur le marché de l'emploi, la plupart d'entre eux s'accordaient à dire qu'elle était plutôt déplorable. Plusieurs participants disaient croire que si de nombreux emplois à temps partiel ou contractuels étaient actuellement offerts, les possibilités d'emploi à temps plein offrant à la fois des avantages sociaux suffisants et un salaire de subsistance étaient très rares. Un certain nombre de participants qui effectuaient actuellement des démarches pour changer d'emploi ont indiqué avoir eu beaucoup de difficulté à trouver un emploi bien rémunéré dans leur domaine d'expertise. On était d'avis que même en ayant une possibilité d'emploi prometteuse dans un domaine d'intérêt, le processus d'embauche était souvent assez long et pouvait s'étendre sur une période de six mois à un an. Un certain nombre d'entre eux disaient croire que le marché de l'emploi était devenu de

plus en plus concurrentiel ces dernières années et que même les titulaires d'un diplôme d'études postsecondaires avaient du mal à trouver de l'emploi.

On a demandé aux participants si, en se projetant cinq ans en avant, ils prévoyaient que la situation sur le marché de l'emploi au Canada serait meilleure, moins bonne ou à peu près la même. Dans l'ensemble, un grand nombre d'entre eux étaient d'avis que la situation sur le marché de l'emploi se dégraderait dans les années à venir, et un certain nombre d'entre eux craignaient que l'automatisation et l'avènement de technologies telles que l'intelligence artificielle (IA) ne viennent réduire le nombre d'emplois offerts aux Canadiens. On estimait également que, compte tenu des taux d'immigration perçus comme ayant été élevés ces dernières années, le marché de l'emploi demeurerait hautement concurrentiel dans un avenir prévisible et que le nombre d'emplois bien rémunérés qui seraient offerts ne suffirait pas à répondre aux besoins des travailleurs canadiens. Parmi le plus petit nombre de participants se disant plus optimistes quant à l'avenir du marché de l'emploi, certains estimaient qu'à mesure que des problèmes comme l'inflation et le coût élevé de la vie s'atténueraient, un plus grand nombre de possibilités d'emploi finiraient par s'offrir aux travailleurs canadiens.

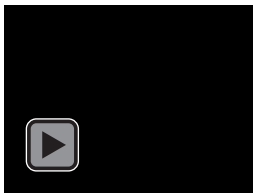
À la question de savoir s'ils estimaient que, dans ses efforts pour créer des emplois de qualité dans l'intérêt des Canadiens, le gouvernement fédéral était sur la bonne voie, bon nombre d'entre eux se sont déclarés indécis, certains estimant que la création d'emplois relevait avant tout de la responsabilité du secteur privé. Quant à la question de savoir si le gouvernement du Canada pourrait en faire davantage pour venir en aide aux travailleurs, un grand nombre de participants ont répondu par l'affirmative. Énumérant les mesures supplémentaires que pourrait prendre en ce sens le gouvernement fédéral, les participants ont mentionné certaines initiatives potentielles, dont l'augmentation du nombre de congés de maladie garantis aux travailleurs canadiens, la possibilité, pour les travailleurs, d'obtenir, à moindre coût, la formation et l'éducation dont ils ont besoin pour exceller dans leur domaine d'expertise, la réduction des montants payés par les petites entreprises en impôts et la rationalisation du processus de reconnaissance des titres de compétences étrangers afin que les nouveaux arrivants puissent plus facilement apporter une contribution immédiate à l'économie canadienne dès leur arrivée.

Avis à long terme concernant la qualité de l'eau potable (Colombie-Britannique, Autochtones des Prairies, Québec, Prairies, provinces de l'Atlantique, Ontario)

Les participants de six groupes ont tenu des discussions portant sur les efforts déployés par le gouvernement du Canada pour garantir un accès à de l'eau potable dans des réserves des Premières Nations. À la question de savoir s'ils avaient récemment vu, lu ou entendu quoi que ce soit à ce propos, plusieurs participants ont déclaré avoir appris que le gouvernement fédéral prenait des

mesures pour lever les avis concernant la qualité de l'eau potable, mais très peu d'entre eux se souvenaient de détails précis à ce sujet. Un petit nombre de membres du groupe composé d'autochtones vivant dans les Prairies ont indiqué que leurs communautés avaient intensifié leurs activités pour résoudre ce problème au cours des dernières années et qu'un plus grand nombre de jeunes choisissaient désormais d'étudier et de travailler dans le domaine du traitement de l'eau.

Les participants se sont ensuite vu présenter deux messages pour média social en lien avec les avis à long terme concernant la qualité de l'eau potable que s'emploie actuellement à concevoir le gouvernement du Canada. Le premier concept (une vidéo infographique) a été présenté deux fois de suite aux participants.



La vidéo commence avec le texte suivant : « *Eau propre, communautés en santé : suivi des progrès réalisés* » sur fond à motif bleu et blanc. La vidéo enchaîne avec une carte du Canada sur laquelle les Territoires du Nord-Ouest et le Yukon apparaissent en bleu clair tandis que les provinces sont représentées en bleu foncé. Des points blancs indiquent tous les avis à long terme concernant la qualité de l'eau potable encore en vigueur, l'Ontario étant la province qui en compte le plus grand nombre. Dans le coin supérieur droit, l'année « 2015 » figure à côté de la statistique « 0 % ». Sous la carte figure le texte suivant : « *Progrès réalisés depuis 2015 pour lever les avis à long terme concernant la qualité de l'eau potable.* » Au fil des ans, le pourcentage augmente de façon constante d'environ 10 % alors que le nombre de points blancs sur les provinces diminue. En 2024, la statistique finale atteint « 83 % », le nombre de points blancs restants ayant considérablement diminué alors que seuls l'Ontario, le Manitoba et la Saskatchewan sont encore touchés. S'ensuit un zoom avant sur la statistique de « 83 % » alors qu'on aperçoit un verre en train d'être rempli d'eau. Le texte apparaissant à l'écran est le suivant : « *83 % des avis à long terme levés, 8 300 foyers touchés dans 93 communautés des Premières Nations en date du 14 novembre 2024.* » La vidéo se termine avec une transition vers le message sur fond bleu et blanc suivant : « *Il existe un plan visant à lever tous les avis à long terme concernant la qualité de l'eau potable restants. En savoir plus sur l'eau propre pour tous.* <https://www.canada.ca/fr/services-autochtones-canada.html>. »

Faisant part de leurs premières réactions, un certain nombre de participants estimaient que ce concept avait été utile en ce qu'il leur avait permis de mieux comprendre cette problématique, ainsi que la mesure dans laquelle les avis à long terme concernant la qualité de l'eau potable avaient impacté des communautés autochtones au Canada. Bon nombre d'entre eux se disaient surpris par le nombre d'avis à long terme concernant la qualité de l'eau potable en vigueur dans des communautés des Premières Nations au début de cette initiative. Quelques-uns d'entre eux ont positivement réagi en apprenant que le gouvernement fédéral avait levé 83 % de tous les avis existants et ont déclaré que cela avait même dépassé leurs attentes. Plusieurs d'entre eux étaient toutefois d'avis que tant que l'on n'aurait pas généralisé l'accès à de l'eau potable de qualité à toutes les communautés autochtones du Canada, il serait difficile d'avoir une opinion positive de la performance du gouvernement fédéral dans ce dossier.

Plusieurs ont parlé en termes positifs de la mise en évidence des différentes régions du Canada dans les graphiques. On était d'avis que ce détail permettait aux Canadiens de mieux comprendre où se situaient les communautés faisant actuellement l'objet d'un avis concernant la qualité de l'eau et combien de communautés étaient touchées dans leur propre région. Quelques participants se demandaient pourquoi le graphique ne comportait aucune information sur les avis concernant la qualité de l'eau au Yukon, dans les Territoires du Nord-Ouest (T.N.-O.) et au Nunavut. Un grand nombre d'entre eux étaient d'avis que la majorité de l'information fournie était trop rapidement présentée et que les destinataires du message auraient du mal à suivre le texte à mesure qu'il apparaîtrait à l'écran. On était également d'avis que de l'information supplémentaire devrait être fournie quant aux mesures particulières que le gouvernement du Canada avait prises pour remédier à ces problèmes, ainsi que l'échéancier prévu pour la levée des 17 pour cent d'avis restants. Un certain nombre de participants estimaient que la musique choisie pour cette publicité était trop rythmée et générique, et ce, à plus forte raison compte tenu de la gravité perçue de ce problème. Il a été suggéré que des dispositions soient plutôt prises pour passer une commande auprès d'un compositeur autochtone afin qu'il conçoive la trame musicale de cette vidéo infographique, car on estimait que cette approche concorderait davantage avec le sujet central de la publicité, à savoir les communautés des Premières Nations.

Lorsqu'on leur a demandé si ce concept était, à leur avis, susceptible d'attirer leur attention, bon nombre de participants ont répondu par l'affirmative, certains d'entre eux estimant que la palette de couleurs vives utilisée serait particulièrement accrocheuse. Tous les participants du groupe composé d'Autochtones étaient d'avis que cette infographie attirerait leur attention, plusieurs d'entre eux affirmant qu'il s'agissait d'un problème qui leur tenait à cœur compte tenu des répercussions qu'il avait sur leurs propres communautés et leurs proches. Un plus petit nombre d'entre eux ont indiqué qu'il était peu probable qu'ils prêtent attention à ce concept s'ils devaient en prendre connaissance en navigant sur la Toile, certains ajoutant qu'ils regarderaient peut-être la publicité pendant quelques secondes avant de passer à un autre message. Quelques participants estimaient que tous les renseignements essentiels (comme p. ex. la statistique 83 pour cent) devraient être présentés au début de la vidéo comme moyen de capter immédiatement l'attention du public et de l'inciter à continuer à la regarder.

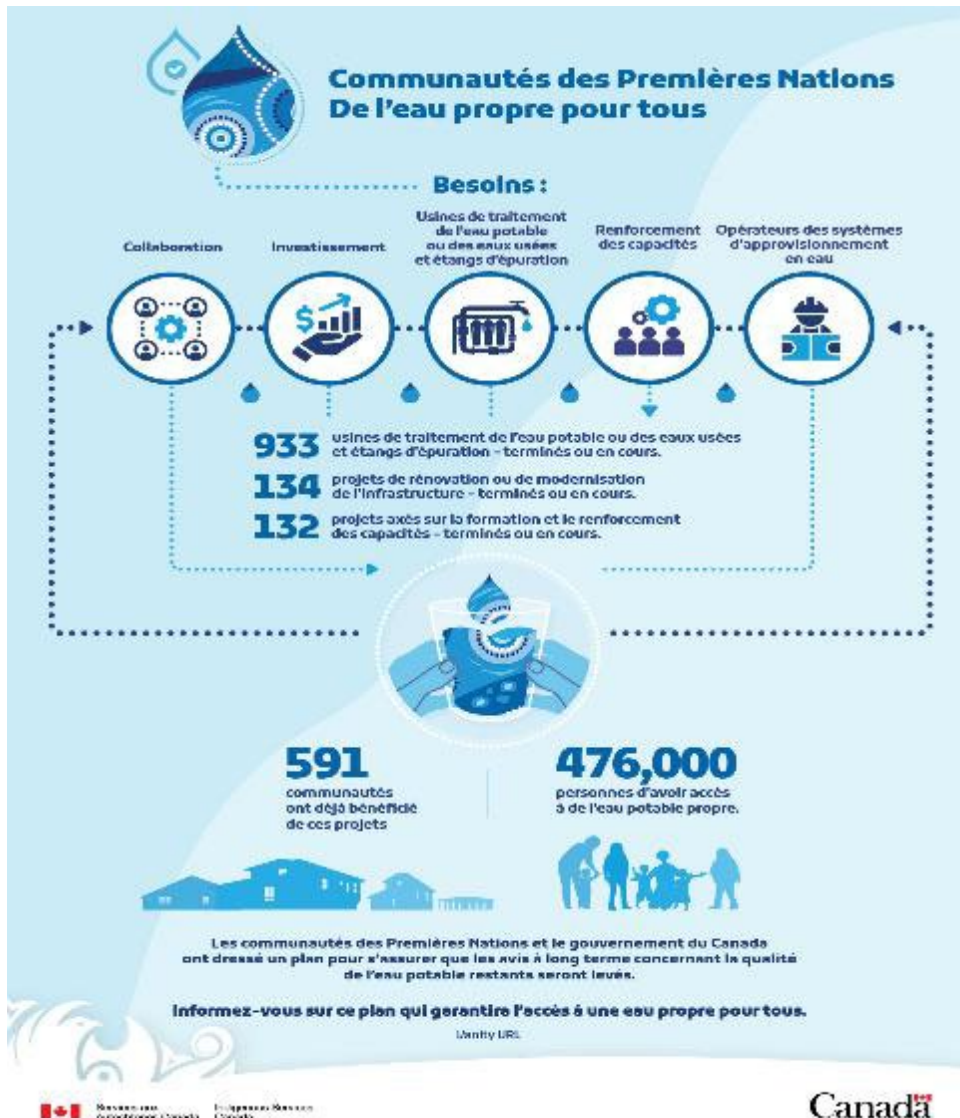
En discutant de la question de savoir quel était, selon eux, le principal message de la publicité, la plupart des participants étaient d'avis qu'elle visait à faire savoir au public que le gouvernement du Canada était conscient du problème des avis à long terme concernant la qualité de l'eau potable et qu'il prenait des mesures pour y remédier. Un certain nombre d'entre eux estimaient en outre que cette vidéo infographique visait à informer le public que le gouvernement du Canada avait levé avec succès les avis concernant la qualité de l'eau potable dans 83 pour cent des communautés autochtones concernées et qu'il poursuivrait, dans les années à venir, ses efforts pour lever les avis restants.

Ayant maintenant visionné cette vidéo infographique, les participants ont été invités à évaluer les progrès réalisés par le gouvernement fédéral dans ce dossier. Les participants considérant que le gouvernement du Canada avait réalisé des progrès considérables pour ce qui est de lever les avis à long terme concernant la qualité de l'eau potable étaient à peu près aussi nombreux que les

participants estimant que seuls des progrès modestes avaient été réalisés. Parmi les participants estimant que d'importants progrès avaient été réalisés, la plupart avaient le sentiment que le gouvernement fédéral s'était fermement engagé à remédier à ce problème et que 83 % des cas résolus concernaient un grand nombre de communautés disposant désormais d'une eau potable salubre grâce aux efforts qu'il avait consentis. Un certain nombre de participants estimant que seuls des progrès limités avaient été réalisés ont réaffirmé que tant que toutes les communautés des Premières Nations n'auraient pas accès à de l'eau potable, ils ne considéreraient pas que ce problème a été suffisamment pris en compte.

À la question de savoir s'ils seraient susceptibles de cliquer sur le lien du site Web en voyant cette publicité, seul un petit nombre d'entre eux ont répondu par l'affirmative. Nombre de participants ont déclaré habituellement préférer parcourir des messages sur les médias sociaux plutôt que de cliquer sur des liens, et qu'ils ne croyaient pas que la vidéo infographique puisse les inciter à consulter le site Web. Parmi le petit nombre de participants qui étaient d'avis qu'ils consulteraient probablement le site Web, la plupart ont indiqué être curieux d'en apprendre davantage sur cette question et, en particulier, sur les mesures particulières qui ont été prises dans chaque communauté. À la question de savoir quel type d'information ils s'attendraient à trouver sur le site Web après avoir visionné cette vidéo, les participants espéraient y trouver des informations concernant les communautés ayant bénéficié d'une assistance, les mesures prises par le gouvernement fédéral pour résoudre ces problèmes, ainsi que le plan et l'échéancier prévus pour la levée des 17 % d'avis restants. Un certain nombre d'entre eux étaient en outre d'avis qu'il faudrait inclure les témoignages de particuliers résidant dans ces communautés décrivant en quoi leur qualité de vie avait été améliorée maintenant qu'ils avaient accès à de l'eau potable de qualité.

Une deuxième infographie a ensuite été présentée aux participants :



Cette dernière contient un message dont le texte est affiché en bleu foncé sur fond bleu clair. Dans la partie supérieure de l'infographie figure le texte suivant : « *Communautés des Premières Nations. De l'eau propre pour tous.* » Plus bas, une section intitulée « *Besoins* » énumérant cinq composantes clés : Collaboration, Investissements, usines de traitement de l'eau potable ou des eaux usées et étangs d'épuration, renforcement des capacités, opérateurs des systèmes d'approvisionnement en eau, chacune des composantes étant représentées par une icône.

Cinq statistiques sont affichées en caractères gras bleus :

- **933** projets de rénovation ou de modernisation des infrastructures - terminés ou en cours.

- **134** usines de traitement de l'eau potable ou des eaux usées et étangs d'épuration - terminés ou en cours.
- **132** projets axés sur la formation et le renforcement des capacités - terminés ou en cours.
- **591** communautés ont déjà bénéficié de ces projets.
- **476 000** personnes ont accès à de l'eau potable propre.

S'ensuit l'énoncé suivant en caractères bleu foncé : *Les communautés des Premières Nations et le gouvernement du Canada ont dressé un plan pour s'assurer que les avis à long terme concernant la qualité de l'eau potable restants seront levés.* Plus bas figure en caractères gras l'appel à l'action suivant : « *Informez-vous sur le plan qui garantira l'accès à une eau propre pour tous* ».

Tout au bas de l'infographie figurent les logos de Services aux Autochtones Canada et du gouvernement du Canada. Le concept comprend des thèmes visuels liés à l'eau, dont une goutte d'eau à motifs au-dessus du message et une illustration de mains tenant un verre d'eau au centre.

La plupart des participants ont favorablement réagi à cette infographie, bon nombre d'entre eux estimant que l'information qu'elle contenait était clairement présentée et facile à comprendre. Bon nombre d'entre eux ont salué l'inclusion de chiffres et de données statistiques concernant les progrès réalisés par le gouvernement du Canada dans ce dossier, un certain nombre d'entre eux jugeant particulièrement efficace la statistique selon laquelle environ un demi-million de particuliers supplémentaires avaient maintenant accès à de l'eau potable salubre. Plusieurs participants jugeaient convaincante l'information concernant le nombre de communautés ayant déjà bénéficié de ces projets. On était d'avis qu'il était important que l'infographie ait souligné que les mesures prises pour lever ces avis s'étaient inscrites dans le cadre d'efforts conjoints entre le gouvernement du Canada et des organisations des Premières Nations et qu'en mettant en œuvre cette initiative, les points de vue et les expériences d'Autochtones avaient été inclus. Quelques-uns d'entre eux ont émis des commentaires positifs concernant l'incorporation de styles et de motifs artistiques autochtones dans la conception, estimant qu'il s'agissait d'éléments importants à inclure compte tenu du sujet traité.

À la question de savoir si cette infographie capterait leur attention, la plupart des participants ont répondu par l'affirmative. Un certain nombre d'entre eux ont émis des commentaires positifs sur l'inclusion de points d'information clés dans des bulles, estimant qu'il s'agissait d'un moyen efficace d'indiquer à quoi on doit prêter attention en voyant cette infographie. Un certain nombre d'entre eux ont en outre réaffirmé que le concept était à leur avis convenablement élaboré et qu'il avait été présenté de manière convaincante et visuellement attrayante. Quelques-uns d'entre eux étaient d'un avis quelque peu différent, estimant que l'infographie tentait de communiquer trop d'informations à la fois et qu'elle pourrait être améliorée en se focalisant sur un nombre plus restreint de statistiques essentielles.

En discutant de la question de savoir quel était, selon eux, le principal message de l'infographie, la plupart des participants étaient d'avis qu'il visait à faire savoir aux Canadiens que le gouvernement du Canada était conscient du problème en lien avec les avis à long terme concernant la qualité de l'eau potable et qu'il prenait des mesures pour y remédier. En discutant des moyens d'améliorer cette infographie, un certain nombre d'entre eux étaient d'avis que davantage pouvait être fait pour

incorporer un plus grand nombre d'illustrations et de symboles visuels autochtones dans la conception visuelle. Il a également été suggéré de varier davantage la taille des polices de caractères afin que les points et informations clés se démarquent du reste du texte.

À la question de savoir s'ils seraient portés à cliquer sur le site Web en voyant cette infographie, un grand nombre de participants ont répondu par l'affirmative, et nombre d'entre eux se disaient désireux d'en apprendre davantage sur les données étayant les statistiques (comme le nombre d'avis levés) qui étaient présentées dans ce contenu infographique. Plusieurs d'entre eux espéraient que le site Web inclurait les témoignages et points de vue de particuliers ayant bénéficié d'une aide dans le cadre de ces efforts, ainsi que de l'information concernant les mesures qui seraient prises pour venir en aide aux communautés dans lesquels des avis concernant la qualité de l'eau potable étaient toujours en vigueur.

À la question de savoir si, dans l'ensemble, il s'agissait d'une initiative que le gouvernement du Canada devrait promouvoir, presque tous les participants ont répondu par l'affirmative. La plupart d'entre eux étaient d'avis que ces infographies fournissaient de l'information importante et faisaient preuve de transparence quant à l'ampleur et à la portée de ce problème, ainsi qu'aux progrès réalisés jusqu'à présent pour y remédier. Un petit nombre d'entre eux étaient d'un avis quelque peu différent, estimant que, bien qu'il s'agisse d'un problème important sur lequel le gouvernement fédéral devait se concentrer, ils préféreraient que des ressources financières supplémentaires soient consacrées à la levée des avis restants plutôt qu'à une campagne promotionnelle.

Immigration (région métropolitaine de Montréal)

Les participants d'un groupe composé d'immigrants résidant dans la région métropolitaine de Montréal ont tenu une discussion portant sur l'immigration et le système d'immigration canadien. Lorsqu'on leur a demandé ce qu'ils pensaient de ce dernier, nombre de participants ont dit croire qu'il avait été mis à rude épreuve, et ce, de façon exponentielle, ces dernières années. On était d'avis qu'en raison du taux d'immigration plus élevé au cours des dernières années, le système d'immigration canadien était devenu saturé et que cela avait entraîné de plus longs délais de traitement en ce qui a trait aux demandes d'immigration et de résidence permanente. Bon nombre de participants étaient d'avis qu'un grand nombre d'immigrants récents et éventuels avaient été confrontés à des difficultés concernant le processus de reconnaissance des titres de compétences étrangers, et qu'il leur était donc difficile d'exercer dans leurs domaines de compétence en arrivant au Canada.

À la question de savoir si leurs opinions concernant le système d'immigration canadien avaient changé au cours des dernières années, plusieurs participants ont répondu par l'affirmative, certains d'entre eux se disant d'avis que l'immigration au Canada était devenue plus permissive et moins réglementée que lorsqu'ils avaient eux-mêmes suivi le processus. Discutant de la question de savoir comment ils qualifiaient le système d'immigration canadien par rapport à celui d'autres pays, la plupart des participants étaient d'avis que le système canadien figurait parmi les meilleurs au monde. Il a été réaffirmé que, même si le processus d'immigration pouvait être fastidieux et chronophage, il s'agissait

d'un système généralement équitable et ouvert à des personnes originaires de toutes les régions du monde. Quelques participants étaient d'un avis plus nuancé, estimant que si le système d'immigration canadien était en général de haut calibre, il était devenu moins stable et moins fiable comparativement aux années précédentes en raison de taux d'immigration plus élevés et de modifications aux politiques d'immigration jugées fréquentes.

Décrivant le rôle qu'avait, selon eux, joué l'immigration dans la société canadienne au fil des ans, presque tous les participants étaient d'avis qu'elle avait eu un impact positif sur de nombreux aspects de la vie au Canada. Plusieurs d'entre eux ont énuméré ce qu'ils considéraient comme étant les avantages économiques de l'immigration. Ces participants estimaient que les immigrants avaient joué un rôle crucial dans le cadre des efforts déployés pour soutenir la main-d'œuvre canadienne, tant dans le passé qu'à l'heure actuelle, et que l'immigration avait largement contribué à faire en sorte que l'économie canadienne demeure productive et concurrentielle. On était également d'avis que les immigrants jouaient un rôle important pour ce qui est de maintenir le taux de natalité du pays et de garantir un nombre suffisant de travailleurs pour remplacer le grand nombre de Canadiens qui prendront leur retraite dans les années à venir. Un certain nombre de participants ont également parlé en termes positifs de la diversification accrue des points de vue et des origines au sein de la population canadienne à laquelle avait positivement contribué l'immigration, estimant que cette diversification avait fait du Canada un pays plus uni et plus inclusif.

Les participants se sont vu informer qu'au cours des dernières années, le gouvernement avait affirmé qu'il cherchait à attirer davantage d'immigrants au Canada afin d'aider le pays à faire face aux pénuries de main-d'œuvre perçues comme ayant été occasionnées par la pandémie de COVID-19. À la question de savoir s'ils estimaient que l'approche que le gouvernement du Canada avait adoptée était la bonne, les participants ont exprimé des avis partagés. Si certains estimaient que l'approche consistant à augmenter le taux d'immigration pour remédier aux pénuries de main-d'œuvre postpandémiques avait été prudente, plusieurs participants étaient d'un autre avis. Parmi ces derniers, on était d'avis que la préparation requise pour assurer un nombre suffisant de logements, de services (dans les domaines de la santé et de l'éducation) et d'infrastructures au sein des collectivités n'avait pas été suffisante pour faire face aux importants flux migratoires grossissant leurs populations, ce qui avait mis ces secteurs à plus rude épreuve au cours des dernières années.

En discutant de ce qu'ils avaient vu, lu ou entendu concernant le récent taux d'immigration au Canada, si un certain nombre de participants estimaient que des mesures avaient été prises pour réduire le taux d'immigration à l'avenir, aucun d'entre eux n'avait connaissance de détails précis à ce sujet. Afin de faciliter la conversation, les participants se sont vu présenter l'information suivante :

Le gouvernement du Canada a récemment annoncé son Plan des niveaux d'immigration ayant pour objectif de stopper la croissance démographique à court terme. Pour ce faire, il réduit le nombre cible de résidents permanents et inclut, pour la première fois, le nombre de résidents temporaires cibles (notamment d'étudiants étrangers et de travailleurs étrangers temporaires), comme suit :

Résidents permanents

De 485 000 en 2024 à :

395 000 en 2025 (soit une réduction de 21 % par rapport à 2024)

380 000 en 2026

365 000 en 2027

Résidents temporaires

D'environ 6 à 7 % de la population du Canada, à 5 % de la population canadienne d'ici la fin de l'année 2026, suivi d'une légère augmentation en 2027.

Étant donné que la quasi-totalité de la croissance démographique du Canada est attribuable à l'immigration, et notamment aux résidents temporaires, la population totale du Canada devrait diminuer très légèrement en 2025 et 2026, avant d'augmenter à nouveau en 2027.

Dans l'ensemble, les participants ont favorablement accueilli cette information. Bon nombre d'entre eux étaient d'avis qu'en réduisant temporairement les taux d'immigration au cours des prochaines années, le gouvernement du Canada donnait plus de temps aux collectivités pour construire davantage de logements et un plus grand nombre d'infrastructures en plus d'accroître la capacité de secteurs vitaux comme ceux des soins de santé, de l'éducation et des services de garde d'enfants. En discutant de mesures supplémentaires que pourrait prendre le gouvernement du Canada en matière d'immigration, un certain nombre de participants estimaient que davantage devait être fait pour encourager les nouveaux arrivants à s'installer dans des régions moins peuplées et plus rurales du pays. On estimait qu'en adoptant cette approche, le gouvernement fédéral contribuerait à remédier aux pénuries perçues de main-d'œuvre (plus particulièrement dans le domaine des soins de santé) dans des régions rurales ainsi qu'à réduire la pression exercée sur les grands centres urbains comme Montréal qui, estimait-on, avaient eu du mal à composer avec des taux d'immigration plus élevés au cours des dernières années.

Sacs réutilisables (Ontario)

Les participants d'un groupe composé de particuliers résidant en Ontario ont tenu une brève discussion portant sur les sacs réutilisables. Tous ont déclaré régulièrement utiliser des sacs réutilisables dans le cadre de leurs activités quotidiennes. En décrivant à quoi leur servaient en général des sacs réutilisables, les participants ont mentionné un vaste éventail d'usages. Au nombre de ceux-ci, citons le transport d'aliments, de repas, de fournitures scolaires ou de bureau, ainsi que le transport de vêtements d'hiver ou d'équipement sportif. À la question de savoir combien de sacs réutilisables ils possédaient à l'heure actuelle, les participants ont fourni des estimations allant de 15 à plus de 100 sacs.

Quant à la question de savoir s'ils estimaient avoir trop de sacs réutilisables en leur possession, les participants ont exprimé des avis partagés. Si certains d'entre eux considéraient posséder un trop grand nombre de sacs réutilisables, un nombre à peu près équivalent d'entre eux estimaient n'en posséder qu'en quantité modeste. Quelques-uns d'entre eux ont indiqué recycler régulièrement les

sacs réutilisables qu'ils accumulaient afin de désencombrer leur maison. La principale raison invoquée par les participants estimant avoir un trop grand nombre de sacs en leur possession à l'heure actuelle était d'avoir oublié leurs sacs réutilisables en se rendant notamment à l'épicerie, ce qui les avait obligés à en acheter d'autres.

MétéoCAN (locataires de la Colombie-Britannique, immigrants de la région métropolitaine de Montréal)

Les participants de deux groupes ont tenu de brèves discussions portant sur l'application MétéoCAN du gouvernement du Canada. À la question de savoir s'ils connaissaient cette application, très peu ont répondu par l'affirmative. Parmi le petit nombre de participants ayant déclaré en avoir déjà entendu parler, on disait croire qu'elle avait pour principale fonction de fournir aux Canadiens des mises à jour concernant la météo et d'émettre d'éventuels avertissements et avis météorologiques dans leurs localités respectives. Quelques-uns d'entre eux ont mentionné avoir installé l'application d'Environnement Canada sur leur appareil mobile, mais se demandaient s'il s'agissait de la même application que celle de MétéoCAN. Afin de faciliter la conversation, les participants se sont vu présenter l'information suivante :

MétéoCAN est une application gratuite pouvant être téléchargée sur votre téléphone, votre tablette ou votre ordinateur qui fournit les prévisions les plus récentes directement depuis la source météorologique officielle du Canada. Il est également possible de recevoir des alertes météorologiques pour n'importe quel endroit au Canada, incluant des notifications personnalisées sur la qualité de l'air et pour la température.

Réagissant à cette information, bon nombre d'entre eux ont déclaré avoir déjà téléchargé une application météo sur leur appareil mobile et se demandaient en quoi, le cas échéant, cette application était différente des autres applications déjà disponibles à grande échelle. À la question de savoir s'ils estimaient nécessaire que le gouvernement du Canada développe et promeuve cette application, aucun participant n'a répondu par l'affirmative. La plupart d'entre eux considéraient qu'étant donné que plusieurs applications gratuites et fiables étaient déjà disponibles, l'application MétéoCAN ne constituait pas une priorité sur laquelle devrait se concentrer le gouvernement fédéral.

Mot-symbole du gouvernement du Canada (Colombie-Britannique, provinces de l'Atlantique)

Les participants de quatre groupes ont participé à des discussions sur les symboles visuels et les signatures sonores dont se sert le gouvernement fédéral pour s'identifier. À la question de savoir comment ils s'y prendraient pour savoir qu'une information provient du gouvernement du Canada, bon nombre de participants ont mentionné se fier à un logo comportant le mot « Canada » ainsi qu'au drapeau canadien qui, selon eux, accompagne toutes les communications fédérales. Parmi les autres indicateurs mentionnés par les participants, citons l'information publiée sur les sites Web du gouvernement du Canada et sur les canaux de médias sociaux ainsi que l'information publiée sur des sites Web dont le nom de domaine est « gc.ca ». Lorsqu'on leur a demandé s'ils trouvaient en général facile de déterminer si une information provenait ou non du gouvernement fédéral, la plupart d'entre eux ont répondu par l'affirmative. Quelques-uns d'entre eux ont toutefois précisé que s'il était en général facile de déterminer qu'une communication provient du gouvernement du Canada, les arnaqueurs en ligne étaient devenus de plus en plus habiles pour reproduire son modèle de communication, ce qui pourrait à l'avenir rendre plus difficile la vérification d'informations officielles.

En discutant de la question de savoir à quoi ils reconnaîtraient que l'information audio qu'ils entendent provient du gouvernement fédéral, bon nombre de participants ont indiqué se fier à la signature sonore que l'on entend à la fin d'un message audio. Plusieurs disaient également que les communications officielles du gouvernement fédéral se terminaient habituellement par une mention indiquant qu'il s'était agi d'un message du gouvernement du Canada. Quelques-uns d'entre eux avaient le sentiment qu'il était plus probable que l'information audio provenant du gouvernement fédéral soit bilingue et présentée à la fois en français et en anglais.

Les participants se sont ensuite vu présenter l'image du mot-symbole du gouvernement du Canada suivante :



Ci-haut, l'image du mot-symbole officiel du Canada. On y aperçoit le mot « Canada » en caractères noirs avec empattement, accompagné d'un petit drapeau canadien placé au-dessus du dernier « a ».

Tous les participants se souvenaient avoir déjà vu ce mot-symbole, bon nombre d'entre eux ayant reconnu qu'il s'agissait du logo qu'ils avaient précédemment décrit. En discutant de la signification générale que revêtait, à leurs yeux, le mot-symbole, nombre de participants étaient d'avis qu'il évoquait l'autorité, la fiabilité et le professionnalisme. Lorsqu'on leur a demandé si ce symbole représentait le gouvernement fédéral, tous ont répondu par l'affirmative. À la question de savoir ce que le mot-symbole signifiait pour eux personnellement, plusieurs participants ont indiqué l'associer à un sentiment d'appartenance, de sécurité et de fierté nationale, certains d'entre eux mentionnant le sentiment accru de sécurité que suscitait en eux la vue de ce symbole (surtout lorsqu'ils voyageaient à l'étranger). On estimait que le mot-symbole avait valeur de symbole neutre et non partisan, qu'il était représentatif de tous les Canadiens dans toutes les régions du pays. Quelques-uns d'entre eux estimaient que le mot-symbole pouvait, dans certains cas, les angoisser ou les stresser, surtout lorsqu'il était accompagné de communications provenant de certains organismes, dont l'Agence du revenu du Canada (ARC).

Lorsqu'on leur a demandé pourquoi le gouvernement du Canada se servait, à leur avis, de ce symbole pour ses communications, la plupart des participants étaient d'avis qu'il s'agissait d'un indice visuel cohérent et facilement reconnaissable permettant immédiatement à toute personne de déterminer qu'une information ou qu'un message provient du gouvernement fédéral. On estimait en outre que le mot-symbole servait à indiquer aux Canadiens que l'information qu'il accompagnait était importante et digne d'attention. À la question de savoir où ils s'attendaient à ce que soit affiché ce symbole, les participants ont répondu qu'il figurerait probablement dans des communications et messages imprimés, dans des publicités télévisées et numériques, dans la signalisation physique et notamment dans des annonces affichées sur des abris d'autobus et sur des panneaux d'affichage, ainsi que sur des immeubles appartenant au gouvernement fédéral ou exploité par ce dernier. En discutant de la question de savoir s'ils faisaient habituellement confiance aux contenus accompagnés du mot-symbole, la plupart d'entre eux ont répondu par l'affirmative. Un petit nombre de participants ont indiqué que, s'ils considéraient généralement dignes de confiance les communications du gouvernement du Canada, ils souhaiteraient malgré tout contre vérifier la véracité de toute information qui pourrait prêter à confusion ou leur paraître surprenante.

Les participants se sont ensuite vu présenter un enregistrement de la signature sonore du gouvernement du Canada :



GoC Musical
Signature.wav

Le clip audio fourni ci-dessus présente la signature sonore du gouvernement du Canada d'une durée approximative de 1,5 seconde et composé des quatre premières notes d'« Ô Canada ».

Tous ont déclaré l'avoir déjà entendue, un certain nombre d'entre eux ayant reconnu qu'elle reprenait les premières mesures de l'hymne national. À la question de savoir où ils avaient précédemment entendu cette signature sonore, bon nombre de participants ont mentionné en avoir pris connaissance

à la télévision et dans des publicités à la radio ainsi que dans des contenus vidéo publiés par le gouvernement du Canada sur certaines plateformes, dont YouTube. En discutant des raisons pour lesquelles le gouvernement fédéral se servait, à leur avis, de cette signature sonore dans le cadre de ses communications, bon nombre de participants estimaient qu'elle constituait un repère audio facilement identifiable que les Canadiens pouvaient associer au gouvernement du Canada.

Mise à l'essai de concepts publicitaires de l'Agence du revenu du Canada (Autochtones des Prairies, Québec)

Les participants de deux groupes respectivement composés de personnes résidant au Québec et d'Autochtones résidant dans les Prairies ont échangé leurs points de vue concernant des concepts publicitaires que l'Agence du revenu du Canada (ARC) s'emploie actuellement à mettre à l'essai. Dans un premier temps, les participants se sont vu poser la question de savoir s'ils avaient récemment, vu, lu ou entendu quoi que soit au sujet d'aides supplémentaires fournies aux Canadiens par le gouvernement fédéral pour les aider à faire face à la hausse du coût de la vie. Plusieurs d'entre eux ont déclaré avoir appris que le gouvernement fédéral exonérerait temporairement certains articles et services de la taxe sur les produits et services et la taxe de vente harmonisée (TPS/TVH), incluant les repas au restaurant et les vêtements pour enfants. Un petit nombre de participants du Québec se souvenait en outre avoir entendu dire que les Canadiens se verraient éventuellement verser des paiements de 250 \$ dans les mois à venir. Afin de faciliter la discussion, les participants se sont vu présenter l'information suivante :

Le gouvernement du Canada a récemment annoncé que pendant deux mois à compter du 14 décembre, la TPS/TVH sera exonérée sur des articles essentiels, notamment sur les aliments et collations préparés, les repas au restaurant, la bière et le vin, les vêtements et chaussures pour enfants, les sièges de voiture, les couches, les jouets pour enfants, les livres et casse-têtes, les sapins de Noël, entre autres articles.

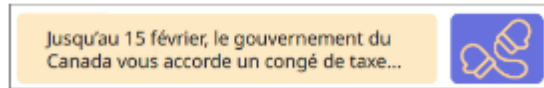
Les participants ont ensuite été invités à faire part de leurs réflexions au sujet d'une série de concepts publicitaires ayant été conçus pour communiquer de l'information au sujet de ce prochain congé de taxes. Le premier concept présenté aux participants était le suivant :



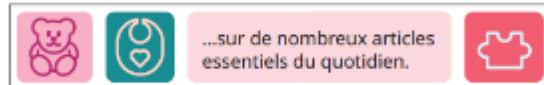
Ensemble de concept icônes

Publicité mobile

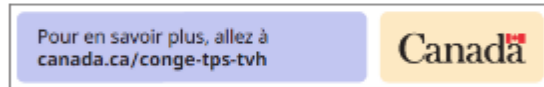
cadre 1



cadre 2



cadre 3



Publication sur médias sociaux



Publicité web



Il s'agit d'une image sur laquelle figure un ensemble de concepts d'icônes destinés à la publication de messages de l'ARC. Voici une description des icônes :

Publicité mobile

- Cadre 1 : **Texte** : « *Jusqu'au 15 février, le gouvernement du Canada vous accorde un congé de taxe...* » **Icônes** : Gants pour bébé en bleu et jaune.
- Cadre 2 : **Texte** : « *... sur de nombreux articles essentiels du quotidien.* » **Icônes** : Un ours en rose et rose, une bavette en jaune et vert et des pièces de casse-tête en blanc et rouge.
- Cadre 3 : **Texte** : « *Pour en savoir plus, allez à canada.ca/conge-tps-tvh.* » Logo du gouvernement du Canada à droite.

Publication pour média social

- **Texte** : « *Jusqu'au 15 février, le gouvernement du Canada vous accorde un congé de taxe sur de nombreux articles essentiels du quotidien.* »
- **Icônes** entourant le texte : Des gants pour bébé en bleu et jaune, un ours en rose clair et foncé, une tasse à café en beige et rouge, une fourchette et un couteau en bleu et jaune, des pièces de casse-tête en rouge et blanc, une bavette en vert et jaune. Logo du gouvernement du Canada au bas du texte.

Publicité Web

- **Texte :** « Jusqu'au 15 février, le gouvernement du Canada vous accorde un congé de taxe sur de nombreux articles essentiels du quotidien. » « Pour en savoir plus, allez à canada.ca/conge-tps-tvh. » Icônes entourant le texte : Pièces de casse-tête en rouge et blanc, fourchette et couteau en jaune et bleu, bavette en vert et jaune, ourson en rose, gants pour bébé en bleu et jaune. Logo du Gouvernement du Canada au bas du texte.

En faisant part de leurs réactions générales à ce concept, un grand nombre d'entre eux étaient d'avis qu'il traitait uniquement de produits destinés aux nourrissons et aux tout petits, et que de ce fait, ils ne croyaient pas que le concept trouve écho auprès de la population générale. À la question de savoir si ce concept capterait leur attention, très peu de participants ont répondu par l'affirmative. De l'avis général, le contenu de ce concept n'était pas suffisamment pertinent pour les y intéresser et, par conséquent, il était peu probable qu'ils y prêtent attention.

Lorsqu'on leur a demandé quel était, selon eux, le principal message de ce concept, la plupart des participants étaient d'avis qu'il avait pour but d'informer les parents qu'ils bénéficieraient d'un congé de TPS/TVH temporaire sur l'achat de bon nombre d'articles du quotidien achetés pour leurs enfants ainsi que sur d'autres articles essentiels des Fêtes. Si la plupart d'entre eux estimaient que le concept était relativement clair et facile à comprendre, un petit nombre d'entre eux ont fait part d'une certaine confusion concernant l'utilisation d'icônes et se demandaient s'il s'agissait des seuls articles qui seraient exonérés de taxes ou s'il s'agissait de quelques articles sélectionnés parmi un plus grand nombre d'articles et de services qui seraient visés par ce congé de taxes. En discutant de la question de savoir s'ils seraient, à leur avis, susceptibles de cliquer sur le lien vers le site Web en voyant ce concept publicitaire, très peu de participants ont répondu par l'affirmative.

Décrivant les moyens par lesquels ils pensaient que ce concept pouvait être amélioré, plusieurs étaient d'avis qu'une palette de couleurs plus attrayante pourrait être utilisée pour capter l'attention de ceux qui prendraient connaissance cette publicité. On était également d'avis qu'en mettant davantage en évidence la gamme d'articles et de services visés par congé de taxes (au lieu de se concentrer principalement sur des articles pour enfants), le concept attirerait davantage l'attention d'un plus grand éventail de Canadiens.

Les participants se sont ensuite vu présenter les autres icônes suivants :

Icônes alternatives



Icônes actuelles



Figurent sur cette image les icônes (en noir et blanc) d'un livre, d'un oursin, d'un biberon, de couches pour bébé, d'un casse-tête, d'un couteau et d'une fourchette, d'une tasse à café, de blocs de construction et de chaussures pour enfants.

À la question de savoir si ces icônes étaient, à leur avis, plus attrayants que les icônes utilisées pour le concept d'origine, bon nombre de participants ont indiqué préférer les icônes représentant une tasse à café, une fourchette, des mitaines et un livre, estimant qu'elles susciteraient l'intérêt d'un plus large éventail de consommateurs.

Les participants se sont ensuite vu présenter le deuxième concept publicitaire suivant :



Ensemble de concept images

Publicité mobile

cadre 1

Jusqu'au 15 février, le gouvernement du Canada vous accorde un congé de taxe...



cadre 2

sur de nombreux articles essentiels du quotidien. Pour en savoir plus, allez à canada.ca/conge-tps-tvh

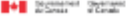
Canada

Publication sur médias sociaux

Congé de TPS/TVH \$

Jusqu'au 15 février, le gouvernement du Canada vous accorde un congé de taxe sur de nombreux articles essentiels du quotidien.



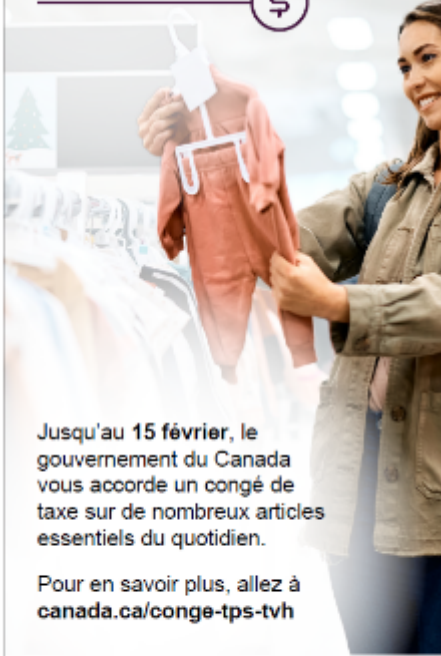
 Canada

Publicité web

Congé de TPS/TVH \$

Jusqu'au 15 février, le gouvernement du Canada vous accorde un congé de taxe sur de nombreux articles essentiels du quotidien.

Pour en savoir plus, allez à canada.ca/conge-tps-tvh



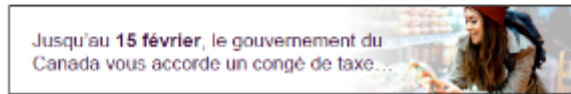
Canada



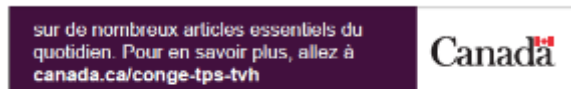
Ensemble de concept images

Publicité mobile

cadre 1



cadre 2



Publication sur médias sociaux



Publicité web



Il s'agit de l'image d'un ensemble de concepts photo pour d'éventuels messages de l'ARC. Voici une description des icônes :

Publicité mobile

- Cadre 1 :
 - **Texte** : « Jusqu'au 15 février, le gouvernement du Canada vous accorde un congé de taxe... »
 - **Image** : Une femme portant un bonnet d'hiver rouge et un manteau beige examinant un produit alimentaire préemballé dans une épicerie.
- Cadre 2 :
 - **Texte** : « ... sur de nombreux articles essentiels du quotidien. » « Pour en savoir plus, allez à canada.ca/conge-tps-tvh. »
 - **Arrière-plan** : une bannière violet foncé avec texte en blanc. Logo du gouvernement du Canada à droite.

Publication pour média social

- **En-tête** : « Congé de TPS/TVH. » **Texte** : « Jusqu'au 15 février, le gouvernement du Canada vous accorde un congé de taxe sur de nombreux articles essentiels du quotidien. » « Pour en savoir plus, allez à canada.ca/conge-tps-tvh. »

canada.ca/conge-tps-tvh. » **Image :** Une femme portant un bonnet d'hiver rouge et un manteau beige examinant un produit alimentaire préemballé dans une épicerie en souriant. Logo du gouvernement du Canada au bas du texte.

Publicité Web

- **En-tête :** « *Congé de TPS/TVH.* » **Texte :** « *Jusqu'au 15 février, le gouvernement du Canada vous accorde un congé de taxe sur de nombreux articles essentiels du quotidien.* » « *Pour en savoir plus, allez à canada.ca/conge-tps-tvh.* » **Image en arrière-plan :** Une femme portant un bonnet d'hiver rouge et un manteau beige examinant un produit alimentaire préemballé dans une épicerie en souriant. Logo du Gouvernement du Canada au bas du texte.

Ce concept a suscité des réactions pour la plupart positives de la part des participants. Nombre d'entre eux ont salué le fait que le concept mette clairement en évidence ce qu'ils considéraient comme étant les renseignements essentiels liés à cette mesure, estimant qu'il s'agissait d'un moyen efficace d'attirer l'attention du public sur ce congé de taxes et de l'y sensibiliser. En décrivant ce qu'ils considéraient comme étant le principal message de ce concept, la plupart des participants ont compris qu'il visait à faire savoir aux Canadiens qu'ils bénéficieraient d'un congé de taxes sur certains articles pour enfants et autres articles essentiels des Fêtes. Un certain nombre d'entre eux étaient également d'avis que le message que tentait de transmettre le concept publicitaire était que le gouvernement fédéral s'engageait fermement à fournir une aide financière supplémentaire au Canada pendant la saison des Fêtes à venir.

Lorsqu'on leur a demandé si ce concept était susceptible de capter leur attention, tous les participants ont répondu par l'affirmative. En discutant de la question de savoir s'il y avait des aspects du concept qui, à leur avis, manquaient de clarté ou prêtaient à confusion, quelques-uns d'entre eux se demandaient si ce concept (une fois publié) prévoirait un lien sur lequel cliquer pour s'informer davantage au sujet de cette initiative. En discutant de la question de savoir s'ils seraient, à leur avis, susceptibles de cliquer sur le lien vers le site Web en prenant connaissance de ce concept, très peu de participants ont répondu par l'affirmative. Parmi le plus petit nombre d'entre eux qui ne croyaient pas se rendre sur le site Web, on estimait que le concept fournissait déjà des renseignements assez clairs sur les implications de ce congé de taxes et qu'il serait donc peu probable qu'ils aient besoin d'information supplémentaire au sujet de cette initiative.

Les participants se sont ensuite vu présenter plusieurs messages de rechange pouvant éventuellement être utilisés pour ce concept. Au nombre de ceux-ci :

- *Message n° 1 - « Jusqu'au 15 février, le gouvernement du Canada vous accorde un congé de taxe sur de nombreux articles essentiels du quotidien. » « Pour en savoir plus, allez à canada.ca/conge-tps-tvh. » (Message présenté aux résidents des Prairies)*
- *Message n° 2 - Ne manquez pas le congé de TPS/TVH, accordé jusqu'au 15 février 2025! Pour découvrir quels articles de votre liste d'achats sont admissibles, allez à canada.ca/conge-tps-tvh.*
- *Message n° 3 - Profitez du congé de TPS/TVH jusqu'au 15 février 2025! Pour en savoir plus sur les articles admissibles, allez à canada.ca/conge-tps-tvh.*

- *Message n° 4 - Mettez la TPS/TVH sur pause jusqu'au 15 février 2025! Pour en savoir plus sur les articles admissibles, allez à canada.ca/conge-tps-tvh.*
- *Message n° 5 - Bénéficiez d'un congé de taxe sur de nombreux articles essentiels du quotidien et plus encore jusqu'au 15 février 2025. Découvrez les articles admissibles à canada.ca/conge-tps-tvh. (Message présenté uniquement aux résidents des Prairies)*

À la question de savoir si l'un ou l'autre de ces messages conviendraient davantage à ce concept, bon nombre des participants du groupe composé de résidents des Prairies ont dit préférer l'énoncé n° 2, estimant que le fait qu'il vise essentiellement à encourager les gens à se renseigner sur les moyens de réaliser des économies grâce au congé de taxes plairait à bon nombre de Canadiens. Au nombre des participants du groupe composé de résidents du Québec à qui un ensemble plus restreint de messages a été présenté, beaucoup ont exprimé une préférence pour l'énoncé n°3 et un certain nombre d'entre eux étaient d'avis qu'il s'agissait du message le plus clair. Un petit nombre d'entre eux ont exprimé une préférence pour l'énoncé n° 4, estimant qu'il fournissait avec efficacité l'information nécessaire sans expressément encourager les gens à dépenser.

Mise à l'essai de concepts d'étiquettes pour aliments supplémentés (Colombie-Britannique, Autochtones résidant dans les Prairies, Québec, hommes en emploi de la région du Grand Toronto, villes frontalières, personnes âgées de 65 ans et plus résidant au Québec)

Les participants de six groupes ont pris part à des discussions portant sur les messages et concepts publicitaires conçus par le gouvernement fédéral dans le but de sensibiliser la population à un nouveau symbole qui apparaîtra bientôt sur certains produits alimentaires au Canada afin d'alerter les consommateurs sur les risques sanitaires liés à la consommation de certains ingrédients. Les discussions au sein des groupes composés d'Autochtones résidant dans les Prairies et de membres de la population générale de la Colombie-Britannique (C.-B.) et du Québec se sont centrées sur les messages potentiels conçus par le gouvernement du Canada, tandis que celles des groupes composés de Québécois âgés de 65 ans et plus, de personnes vivant dans des villes frontalières et d'hommes en emploi âgés de 24 à 34 ans résidant dans la région du Grand Toronto (RGT) ont permis l'échange d'opinions concernant ces messages de média social potentiel.



Mise à l'essai de messages sur les aliments supplémentés (Colombie-Britannique, Autochtones résidant dans les Prairies, Québec)

Avant d'entamer ces discussions, les participants se sont vu informer qu'on leur demanderait d'étudier les messages que Santé Canada s'employait actuellement à concevoir dans le but sensibiliser la population à un nouveau symbole qui commencerait à apparaître sur les emballages d'aliments partout au Canada. Dans un premier temps, les participants se sont vu présenter un échantillon du nouveau symbole :

Unclassified / Non classifié



L'image présente un simulacre de sac de maïs soufflé au caramel. Sur le sac, une étiquette bien visible de Santé Canada, mise en évidence par l'icône d'une loupe. L'étiquette indique que le produit est « élevé en gras saturés, en sucres et en sodium ». L'information figurant sur l'étiquette est présentée à la fois en français et en anglais.

À la question de savoir s'ils avaient déjà vu ce symbole auparavant, très peu de participants ont répondu par l'affirmative. Les participants se sont ensuite vu présenter des exemples de messages conçus par Santé Canada qui pourraient éventuellement être publiés sur les médias sociaux, sur d'autres plateformes numériques ou dans des infographies, et demander de faire part de leurs opinions. Le premier message présenté aux participants était le suivant :

Un nouveau symbole commence à apparaître sur le devant de certains aliments et boissons.

- *Le symbole sur le devant de l'emballage est noir et blanc et comporte une loupe servant à capter votre attention.*
- *Il peut vous aider à identifier les aliments à teneur élevée en gras saturés, sucres ou sodium, qui sont des nutriments préoccupants pour la santé.*

Vous verrez les mots « Élevé en » accompagnés de gras sat., de sucres »,de sodium, ou d'une combinaison de ces nutriments à limiter.

Vous verrez les mots « Santé Canada » au bas du symbole pour indiquer que le gouvernement l'exige.

Bien que de nombreux aliments et boissons devront afficher le symbole à partir de 2026, on le trouve déjà sur certains emballages.

Invités à décrire, dans leurs propres mots, ce que ce message tentait de communiquer, la plupart des participants étaient d'avis qu'il visait à informer les Canadiens qu'un nouveau symbole allait bientôt figurer sur les aliments de produits alimentaires à teneur élevée en sodium, en sucre et en gras trans, et qu'il s'agissait d'un symbole qu'il était important de surveiller. Un certain nombre d'entre eux étaient d'avis que ce message visait également à informer les Canadiens de l'importance de faire des choix éclairés au moment d'acheter des produits d'épicerie et que ce symbole pourrait leur servir de guide pour les aider à atteindre cet objectif.

En discutant de la question de savoir s'ils avaient appris quelque chose de ces messages, un certain nombre de participants ont affirmé maintenant savoir qu'à compter de 2026, ce symbole figurerait sur le devant de tous les emballages d'aliments visés par cette exigence, et que grâce à ces messages, ils saisissaient maintenant mieux la signification de ce symbole. Si la plupart d'entre eux jugeaient que le message était relativement clair et facile à comprendre, quelques participants se demandaient si ce symbole ne figurerait que sur les emballages d'aliments à haute teneur en certains ingrédients ou s'il figurerait sur tous les emballages d'aliments. Un petit nombre de participants se demandaient également quels calculs serviraient à déterminer si un aliment était riche en certains nutriments (comme le sucre), et si ces normes se conformeraient aux limites quotidiennes qui avaient déjà été établies pour ces ingrédients.

En discutant de ce que l'on entendait à leur avis par « nutriments préoccupants pour votre santé » la plupart d'entre eux considéraient que cela concernait certains produits alimentaires contenant des nutriments, qui, lorsque consommés en grandes quantités, pouvaient avoir des effets néfastes sur la santé. Quelques participants estimaient que cette formulation prêtait quelque peu à confusion sachant que la consommation de nutriments était en général bénéfique et ont suggéré d'envisager l'utilisation du mot « ingrédients » dans les messages au lieu du mot « nutriments ». À la question de savoir ce que la mention « nutriments à limiter » signifiait à leurs yeux, un grand nombre de participants ont dit croire que cela concernait les ingrédients devant être consommés avec modération et qui, lorsque consommés en grande quantité, peuvent causer des problèmes de santé.

Lorsqu'on leur a demandé laquelle de ces deux formulations ils préféraient, un plus grand nombre d'entre eux se sont prononcés en faveur de « nutriments préoccupants pour votre santé ». Bon

nombre d'entre eux estimaient que la formulation « nutriments préoccupants pour votre santé » envoyait un message plus fort et que, des deux formulations, c'était celle qui était la plus susceptible d'inciter les consommateurs à prendre le temps de réfléchir aux produits qu'ils achetaient. Parmi le plus petit nombre de participants préférant la formulation « nutriments à limiter », on estimait que cela décrivait avec plus de précision le risque pour la santé que posent ces ingrédients et que certains pourraient croire que « nutriments préoccupants pour votre santé » signifie que consommer n'importe quelle quantité de nutriments, et notamment de sucre, de sodium et de gras trans, peut avoir des effets néfastes sur la santé.

Le deuxième message présenté aux participants était le suivant :

Santé Canada a mis au point le symbole sur le devant des emballages pour vous aider à identifier rapidement et facilement les aliments et les boissons à teneur élevée en gras saturés, en sucres ou en sodium, afin que vous puissiez faire des choix alimentaires éclairés.

- *La consommation régulière d'aliments à teneur élevée en gras saturés, en sucres ou en sodium peut augmenter votre risque de maladies cardiaques, de diabète de type 2 et d'hypertension artérielle. En suivant le Guide alimentaire canadien, vous pouvez faire des choix alimentaires sains et réduire ainsi votre risque de développer ces maladies.*
- *Vous pouvez utiliser le nouveau symbole sur le devant de l'emballage pour comparer rapidement les produits d'une même catégorie d'aliments. Par exemple, vous pouvez comparer l'étiquette de différentes céréales ou de différentes soupes pour faire un choix éclairé.*

À la question de savoir ce que ce message tentait de communiquer, bon nombre de participants estimaient qu'il visait à aider les consommateurs à mieux comprendre comment interpréter ce symbole lorsqu'ils l'aperçoivent sur les emballages de produits alimentaires et comment utiliser cette information pour faire des choix plus sains et éclairés lorsqu'ils s'approvisionnent en produits d'épicerie. Un certain nombre d'entre eux estimaient que l'inclusion d'informations liées à certains problèmes de santé comme le diabète de type 2 et l'hypertension artérielle constituait un moyen efficace de renseigner les Canadiens sur les risques liés à l'achat et à la consommation de produits alimentaires à teneur élevée en certains nutriments. À la question de savoir s'ils avaient tiré des enseignements de cette information, un certain nombre d'entre eux ont indiqué avoir acquis une meilleure compréhension des risques précis pour la santé que peut poser la consommation de certains ingrédients, et qu'il serait donc plus probable qu'ils choisissent des produits alimentaires plus sains. Si la plupart des participants estimaient que ces messages étaient clairs et faciles à comprendre, quelques-uns d'entre eux étaient d'avis qu'ils pourraient inclure des renseignements plus précis sur les quantités de nutriments, et notamment de sucre et de sodium ne posant pas de danger pour la santé, estimant qu'il serait en outre dangereux que des particuliers se mettent à éviter de consommer ces ingrédients du tout au tout.

Le troisième message présenté aux participants était le suivant :

Santé Canada exige le symbole sur des aliments et des boissons ayant une teneur élevée en nutriments à limiter (gras saturés, sucres, sodium).

Certains aliments n'auront pas besoin d'afficher un symbole sur le devant de leur emballage. En voici quelques raisons :

- *Cet aliment présente des avantages en matière de protection de la santé, comme les fruits et légumes, les noix et les œufs.*
- *Il n'est pas nécessaire de fournir des informations nutritionnelles sur cet aliment, comme les morceaux entiers de viande crue sans ingrédients ajoutés.*
- *Le symbole peut sembler redondant, notamment sur les emballages de sucre et de sel.*

En décrivant ce que ce message tentait, à leur avis, de communiquer, la plupart des participants estimaient qu'il visait à fournir des précisions supplémentaires aux Canadiens concernant les types de produits alimentaires sur lesquels ce symbole apparaîtra (ou pas). On était d'avis que le message visait également à faire comprendre aux consommateurs que ce symbole ne serait pas requis sur les produits alimentaires naturels (tels que les fruits et légumes) et qu'il figurerait principalement sur les aliments à forte teneur en nutriments, sur les aliments transformés et sur les produits alimentaires contenant des additifs ou des agents de conservation. À la question de savoir s'ils avaient des questions concernant ce message ou des suggestions quant aux améliorations qui pourraient y être apportées, quelques participants estimaient que davantage d'informations auraient pu être fournies concernant les normes qui seraient appliquées pour déterminer si un aliment est transformé ou non. Un petit nombre d'entre eux se demandaient également si ce symbole serait apposé sur des produits comme le lait et le fromage qui, bien que plus riches en matières grasses, pourraient être perçus comme des éléments essentiels à une saine alimentation.

En discutant de ce qu'on entendait, selon eux, par « avantages en matière de protection de la santé », la quasi-totalité des participants était d'avis que cela concernait les aliments qui, lorsque consommés, ont un effet bénéfique sur leur santé. On était d'avis que cette mention concernait les aliments frais, et notamment les fruits et légumes ainsi que les aliments à teneur élevée en nutriments et minéraux essentiels. Lorsqu'on leur a demandé à quoi ils pensaient en entendant le terme « morceaux entiers de viande crue », la plupart des participants étaient d'avis que cela concernait la viande fraîche provenant d'un boucher ou d'une ferme et qui n'a fait l'objet d'aucune transformation quelle qu'elle soit.

Les participants résidant en C.-B. et dans les Prairies se sont également vu présenter une version de rechange du troisième message dans lequel la formulation d'une phrase a été modifiée en remplaçant : « *Il ne sera pas nécessaire qu'un symbole figure sur le devant de l'emballage de certains aliments* » par « *Une fois pleinement implanté en 2026, il ne sera pas nécessaire qu'un symbole figure sur le devant de l'emballage de certains aliments* ». Dans l'ensemble, les participants ayant exprimé une préférence pour la formulation initiale étaient à peu près aussi nombreux que ceux qui préféraient la version facultative. Parmi ceux qui disaient préférer la formulation initiale, on était d'avis qu'il

s'agissait d'un moyen plus direct de présenter cette information, un certain nombre de participants considérant que la formulation de rechange pour « une fois pleinement implanté » était plutôt vague. Parmi les participants à qui la formulation alternative a plu, on a estimé que la date de 2026 fournissait de l'information plus concrète à savoir quand les Canadiens pourraient s'attendre à voir ce symbole dans les épiceries.

Potentiels messages de média social (homme en emploi de la région du Grand Toronto, villes frontalières, personnes âgées de 65 ans et plus résidant au Québec)

Les participants de trois groupes ont échangé leurs points de vue concernant de potentiels messages de média social (présentés ci-dessous) conçus par le gouvernement fédéral pour informer les Canadiens de ce nouveau symbole. L'ordre dans lequel les messages ont été présentés n'était pas le même pour tous les groupes.

Unclassified / Non classifié

Message pour les médias sociaux



L'infographie est un simulacre de message de média social de « Canadiens en santé ». Le message comprend une case cochée et l'icône du drapeau canadien. Le libellé principal du message est le suivant : « Un nouveau symbole de loupe apparaît déjà sur certains aliments emballés. Il vous aide à reconnaître les aliments à teneur élevée en gras saturés, en sucres ou en sodium. » Suit le lien hypertexte en bleu suivant : canada.ca/etiquetage-devant-emballage sous ce lien, on aperçoit l'image d'un sachet de maïs soufflé. Une nouvelle étiquette figure sur le devant de l'emballage dans la partie supérieure du sac, qui est agrandie à droite. L'étiquette agrandie comporte le symbole d'une loupe noire et blanche et le texte en caractères gras suivant :

- « Élevé en/High in sodium »
- « Santé Canada/Health Canada »

À la droite de l'image, on peut lire l'énoncé en caractères gras noirs suivants : « Nouveau symbole pour les aliments emballés à teneur élevée en gras sat., en sucres ou en sodium. »

Invités à faire part de leurs réactions générales à ce concept, la plupart des participants ont émis des commentaires positifs estimant qu'il était important que le gouvernement fédéral fournisse de l'information de ce type aux Canadiens. Quelques-uns d'entre eux étaient toutefois d'avis que cette information était redondante, car ils avaient le sentiment que la plupart des gens savaient déjà qu'une consommation excessive de produits comme les tablettes de chocolat pouvait comporter des risques pour la santé. On était également d'avis qu'en plus de sensibiliser les Canadiens aux risques que présentent des produits alimentaires, Santé Canada devrait également commencer par prendre des mesures pour réduire la quantité d'ingrédients et d'additifs autorisés dans les produits alimentaires canadiens. À la question de savoir s'ils comprenaient le message véhiculé par cette publicité, la plupart des participants étaient d'avis qu'il avait pour principal objectif d'informer les consommateurs que certains produits avaient une teneur élevée en nutriments potentiellement préoccupants et qu'un nouveau symbole apparaîtrait bientôt sur les emballages de produits alimentaires pour le signaler. Quant à la question de savoir s'ils avaient tiré des enseignements de ce message, si la plupart des participants n'étaient on répondu par la négative, quelques-uns d'entre eux ont indiqué maintenant savoir qu'il existait un compte « Canadiens en santé » auquel ils pouvaient s'abonner sur les médias sociaux.

Invités à énumérer les aspects du message qui leur avaient plu ou déplu, les participants ont fourni un éventail de réponses. Un certain nombre d'entre eux ont parlé en termes positifs de la variété de produits alimentaires présentés dans ce concept, ainsi que des images, dont ils louaient la vivacité des couleurs. Certains estimaient que les couleurs vives des emballages alimentaires offraient un heureux contraste avec le noir et blanc du texte. En discutant des améliorations qui pourraient être apportées au concept, quelques participants estimaient que le texte devait être rendu plus visible, notamment en mettant en évidence et en augmentant la taille des mots ou des phrases clés afin qu'ils se démarquent davantage par rapport au design général.

À la question de savoir si ce message était mémorisable ou s'il attirerait leur attention s'ils en prenaient connaissance en ligne, la plupart des participants ont répondu par l'affirmative, nombre d'entre eux réaffirmant l'efficacité avec laquelle les couleurs vives attiraient leur regard sur le design. Lorsqu'on leur a demandé s'ils donneraient suite à ce message après en avoir pris connaissance sur une plateforme de média social, si un petit nombre de participants ont indiqué qu'ils le transmettraient à des amis ou à des membres de leur famille que cela pourrait intéresser, très peu d'entre eux s'attendaient à « l'aimer » ou à le partager.

Les participants se sont ensuite vu présenter un deuxième concept. Avant d'en prendre connaissance, les participants se sont vu informer que l'image présentée serait en définitive animée de manière à imiter un GIF, soit une courte vidéo sans son tournant en boucle sans qu'on ait à appuyer sur « play ».

Message pour les médias sociaux



L'infographie est un simulacre de message de média social de Canadiens en santé. Le message comprend une case cochée et l'icône du drapeau canadien. Le libellé principal du message est le suivant : « *Prêtez attention au nouveau symbole incluant une loupe et les mots « Élevé en », qui se trouve déjà sur certains aliments emballés. Ce nouveau symbole peut vous aider à reconnaître les aliments à teneur élevée en gras saturés, en sucres ou en sodium.* » Suit le lien hypertexte en bleu suivant : canada.ca/etiquetage-devant-emballage. Sous le texte figure l'image d'un sachet de maïs soufflé, d'une bouteille de jus et d'une tablette de chocolat. Une nouvelle étiquette figure sur le devant de l'emballage dans la partie supérieure du sac, qui est agrandie à droite. L'étiquette agrandie comporte le symbole d'une loupe noire et blanche et le texte en caractères gras suivant :

- « **Élevé en/High in gras sat./sat fat, sucres/sugars** »
- « **Santé Canada/Health Canada** »

À la droite de l'image, on peut lire l'énoncé en caractères gras noirs suivants : « **Nouveau symbole pour les aliments emballés à teneur élevée en gras sat., en sucres ou en sodium.** »

Les réactions à ce concept ont, pour la plupart, été positives, un certain nombre de participants, estimant que l'image d'un parent faisant l'épicerie avec son enfant susciterait l'intérêt de nombreux Canadiens, et plus particulièrement de ceux qui ont des enfants à leur charge. Un plus petit nombre d'entre eux étaient d'un autre avis, estimant que l'image accompagnant le message n'était pas assez originale et qu'il était peu probable qu'elle capte leur attention s'ils en prenaient connaissance en naviguant sur Internet. Quelques participants ont en outre émis des commentaires concernant la petite taille du texte utilisée pour ce concept, estimant qu'il leur serait plus difficile d'assimiler l'information transmise par la publicité s'ils en prenaient connaissance sur les médias sociaux. On estimait en outre que l'image pourrait perdre de son sérieux ou de l'importance aux yeux de ceux qui en prendraient connaissance en ligne si elle était convertie en GIF.

À la question de savoir s'il comprenait le message de ce concept, la plupart des participants ont répondu par l'affirmative. Invités à en préciser l'objet, la plupart d'entre eux étaient d'avis qu'il visait à informer les Canadiens de l'apparition d'un nouveau symbole sur les emballages de produits alimentaires pour les aider à choisir des produits sains au moment de décider des produits alimentaires à acheter pour leur usage personnel ou pour les membres de leur famille. Un certain nombre de participants estimaient que le concept avait expressément été élaboré dans le but de séduire les parents de jeunes enfants soucieux ou n'étant pas certains de garantir une alimentation suffisamment nutritive à leurs enfants.

En discutant de moyens d'améliorer le design, plusieurs participants étaient d'avis que le texte apparaissant au-dessus de l'image pourrait être plus concis et que certains mots ou phrases pourraient être mis en évidence pour les mettre davantage en exergue. Si la plupart d'entre eux ont favorablement commenté l'imagerie présentant une mère et son enfant, un certain nombre d'entre eux estimaient qu'une image plus dynamique et accrocheuse d'un parent faisant son épicerie avec son enfant aurait pu être utilisée pour que le concept attire davantage l'attention. Quelques-uns d'entre eux étaient en outre d'avis que le message pourrait comprendre davantage d'information concernant les différents nutriments préoccupants et les risques qui y sont associés. Lorsqu'on leur a demandé si cette publicité était susceptible de capter leur attention, si la plupart des participants ont répondu par l'affirmative, très peu d'entre eux prévoyaient de donner suite à ce message ou de se prévaloir de ce dernier s'ils devaient en prendre connaissance en naviguant sur Internet.

Les participants se sont ensuite vu présenter un troisième concept.

Unclassified / Non classifié

Message pour les médias sociaux


Canadiens en santé

Une consommation régulière d'aliments à teneur élevée en gras saturés, en sucres ou en sodium peut augmenter votre risque de maladie du cœur, de diabète de type 2 et d'hypertension.

Un nouveau symbole peut vous aider à reconnaître les aliments emballés à teneur élevée en gras saturés, en sucres ou en sodium. Servez-vous-en pour comparer rapidement des produits alimentaires semblables, comme des soupes en conserve, afin de vous aider à faire des choix éclairés.
canada.ca/etiquetage-devant-emballage



Élevé en / High in
Gras sat. / Sat fat
Sucres / Sugars
Sodium

Nouveau symbole
pour les aliments
emballés à teneur
élevée en gras sat.,
en sucres ou en
sodium

L'infographie est un simulacre de message de média social de Canadiens en santé. Le message comprend une case cochée et l'icône du drapeau canadien. Le libellé principal du message est le suivant : *Une consommation régulière d'aliments à teneur élevée en gras saturés, en sucres ou en sodium peut augmenter votre risque de maladies du cœur, de diabète de type 2 et d'hypertension. Un nouveau symbole peut vous aider à reconnaître les aliments emballés à teneur élevée en gras saturés, en sucres ou en sodium. Servez-vous-en pour comparer rapidement des produits alimentaires semblables, comme des soupes en conserve, afin de vous aider à faire des choix éclairés.* Suit le lien hypertexte en bleu suivant : canada.ca/etiquetage-devant-emballage. Sous le lien figure l'image d'une personne faisant son épicerie dans une rangée en compagnie de son enfant. On aperçoit une loupe à gauche accompagnant le texte suivant :

- « Élevé en/High in gras sat./sat fat, sucres/sugars ».
- « Santé Canada/Health Canada »

À la droite de l'image, on peut lire l'énoncé en caractères gras et noirs suivants : « Nouveau symbole pour les aliments emballés à teneur élevée en gras sat., en sucres ou en sodium. »

La plupart d'entre eux ont positivement réagi à ce concept, bon nombre d'entre eux mentionnant plus précisément le soin avec lequel le sachet de maïs soufflé était mis en évidence comme aspect leur ayant particulièrement plu. Plusieurs d'entre eux étaient d'avis que le dosage entre information et images était convenablement équilibré, ce qui rendrait le message plus compréhensible pour ceux qui en prendraient connaissance. Un certain nombre d'entre eux ont fait remarquer qu'après avoir vu cette publicité, ils seraient probablement plus susceptibles de vérifier les ingrédients énumérés sur les produits alimentaires qu'ils achètent. Parmi les participants dont les réactions ont été moins positives, on était d'avis que l'information fournie était quelque peu redondante, compte tenu du fait qu'ils estimaient que la plupart des gens savaient déjà que des produits comme du maïs soufflé pouvaient avoir des effets néfastes sur la santé. Un petit nombre d'entre eux étaient également d'avis que ce message doit provenir de Santé Canada plutôt que de Canadiens en santé, estimant que Santé Canada était généralement perçu comme étant plus officiel et faisant davantage autorité en la matière. Il a également été suggéré que l'incorporation d'éléments conceptuels comme des émojis pourrait aider à rendre le contenu plus attrayant et évocateur, et ce plus particulièrement aux yeux de jeunes Canadiens.

À la question de savoir si ce message était susceptible de capter leur attention, la plupart des participants ont répondu par l'affirmative, un certain nombre d'entre eux réaffirmant qu'ils seraient probablement d'abord attirés par le fait que le sachet de maïs soufflé et le nouveau symbole soient si bien en évidence. Quant à savoir s'ils seraient portés à donner suite à ce message ou à s'en prévaloir, si un petit nombre de participants étaient d'avis qu'ils l'enverraient possiblement à des contacts ayant le souci d'une saine alimentation, très peu d'entre eux prévoyaient personnellement d'« aimer » ou de partager le message.

Mise à l'essai d'une vidéo sur les soins palliatifs (propriétaires de la région métropolitaine de Vancouver, sud-ouest de l'Ontario, Prairies janvier 2025)

Les participants de trois groupes ont échangé leurs points de vue concernant une vidéo conçue par le gouvernement du Canada portant sur les soins palliatifs. Dans un premier temps, il a été demandé aux participants s'ils avaient actuellement la charge d'une personne ou s'ils connaissaient une personne atteinte d'une maladie grave, dont la sclérose latérale amyotrophique (SLA), la maladie d'Alzheimer, une maladie génétique ou une maladie cardiovasculaire. Dans l'ensemble, les participants déclarant connaître ou avoir la charge d'une personne atteinte d'une maladie grave étaient à peu près aussi nombreux que ceux qui n'en connaissaient pas ou qui n'en avaient pas à leur charge.

Les participants se sont ensuite vu présenter une vidéo portant sur les soins palliatifs produite par le gouvernement fédéral, et ont été invités à faire part de leurs impressions initiales. Les participants du groupe de résidents des Prairies se sont vu présenter une version légèrement différente de la vidéo présentée aux deux autres groupes. La vidéo a été présentée deux fois de suite.

Veuillez noter qu'aucune version française de la vidéo n'est disponible. Le concept présenté dans la vidéo n'a été développé et mis à l'essai qu'en anglais. Il n'existe donc pas de concept équivalent en français.

La vidéo débute avec le plan d'un travailleur de la santé prodiguant des soins à un patient, et enchaîne avec un fond blanc sur lequel s'affiche le texte « *Une approche palliative aux SOINS consiste à améliorer la qualité de vie,* » qui est également lu à haute voix en surimpression vocale. S'ensuit la scène d'une mère et de son fils se promenant en forêt accompagnée du texte suivant : « *est un engagement à vous aider à vivre pleinement votre vie...* » S'ensuit la scène d'une autre mère et de son fils partageant un repas dans une cuisine, accompagnée du texte « *...où que vous soyez.* ». On passe ensuite à la scène de deux frères jouant du piano et d'une femme aidant son père âgé à accomplir sa routine matinale, accompagnée du texte suivant « *Elle peut débiter à n'importe quel âge et à n'importe quel stade d'une grave maladie...* ». On enchaîne avec un fond blanc sur lequel s'affiche le message suivant : « *...même pendant des traitements à but curatif.* » S'ensuit la scène d'une travailleuse de la santé poussant une patiente en fauteuil roulant tout en parlant à une femme, accompagnée du texte suivant : « *Des discussions s'amorcent tôt afin de comprendre la maladie...* » On aperçoit ensuite la travailleuse de la santé en train d'aider le patient à se mettre au lit alors que s'affiche le texte suivant : « *...de gérer les symptômes et de se préparer pour la suite des choses.* » On aperçoit ensuite une femme en pleine discussion émotionnelle virtuelle ainsi que le texte suivant expliquant qu'« *Une approche palliative renforce le soutien aux personnes endeuillées et répond à leurs besoins émotionnels et spirituels.* » S'ensuit un montage de familles prenant soin de leurs proches et passant du temps ensemble alors que s'affiche l'énoncé suivant : « *Elle consiste à déterminer ce qui vous importe le plus.* » On passe ensuite à un fond blanc sur lequel s'affiche la phrase suivante : « *Une approche palliative aux SOINS...* » avant de passer à la scène d'un père jouant dans une piscine avec son tout petit alors qu'une voix hors champ ajoute : « *consiste à faire en sorte que chaque instant compte.* » La vidéo se termine avec le texte de l'appel à l'action suivant s'affichant à l'écran sur fond blanc : « *Renseignez-vous au sujet d'une approche palliative aux soins et des dispositions à prendre pour accéder à de l'information et à de l'aide.* Canada.ca/soins-palliatifs, » suivi du logo, du mot-symbole et de la signature du Canada. Il convient de noter que les participants des groupes

composés de propriétaires de la région métropolitaine de Vancouver et de résidents du sud-ouest de l'Ontario ne se sont pas vu présenter l'appel à l'action.

La plupart d'entre eux ont favorablement accueilli la vidéo, estimant qu'elle donnait une image positive et encourageante des soins palliatifs et qu'elle était de nature à rassurer ceux dont les proches doivent recourir à des soins de ce type. Un certain nombre de participants connaissant la réalité d'un proche en soins palliatifs étaient d'un avis quelque peu différent. Certains d'entre eux avaient le sentiment que si le ton de la vidéo était porteur d'espoir, les images présentées ne correspondaient toutefois pas à leur propre vécu expérientiel en matière de soins palliatifs et de soins de longue durée, un certain nombre d'entre eux ayant l'impression que les établissements de ce type étaient souvent engorgés et que le niveau d'accès à des ressources en soins de santé n'était pas celui décrit dans la vidéo. Plusieurs participants ont déclaré avoir trouvé assez difficiles à regarder les images d'enfants en soins palliatifs et étaient d'avis qu'elles seraient émotionnellement éprouvantes pour bon nombre de membres du public. On était toutefois également d'avis que l'inclusion d'enfants dans cette vidéo constituait un moyen efficace de faire comprendre que les soins palliatifs n'étaient pas uniquement réservés aux personnes âgées ou nécessitant des soins de fin de vie.

En énumérant certains éléments précis de la vidéo qui les avaient séduits, plusieurs participants ont à nouveau loué l'importance qu'accordait la vidéo à faire comprendre que les soins palliatifs n'étaient pas réservés qu'aux personnes âgées ou en fin de vie, et qu'ils sont accessibles aux patients de toutes les tranches d'âge, y compris à ceux qui sont atteints de maladies ou d'affections pouvant être traitées. Le fait que la vidéo mette en lumière diverses activités auxquelles peuvent prendre part les patients en soins palliatifs pendant qu'ils reçoivent des soins ainsi que sur les efforts déployés par les fournisseurs de soins palliatifs pour améliorer la qualité de vie et le bien être psychologique des personnes dont ils ont la charge a également plu à un certain nombre de participants. À ce propos, l'importance de faire en sorte que chaque instant compte sur laquelle la vidéo met l'accent a particulièrement plu à quelques-uns d'entre eux. En discutant des améliorations qui pourraient être apportées à la vidéo, quelques-uns d'entre eux étaient d'avis qu'une plus grande importance devait être accordée à ceux (notamment aux membres de la famille ou aux amis) qui assument le rôle de proche aidant auprès de personnes en soins palliatifs, estimant que ces personnes vivaient des épreuves émotionnelles considérables ainsi que des deuils au cours du processus palliatif.

À la question de savoir quel était, selon eux, le message principal de cette vidéo, la plupart des participants étaient d'avis qu'il visait à informer les Canadiens et les personnes atteintes d'une maladie nécessitant des soins de ce type pouvaient obtenir de l'aide. Plusieurs d'entre eux estimaient également que la vidéo s'attachait à sensibiliser les Canadiens à l'approche palliative des soins et à leur faire comprendre que les soins palliatifs étaient une forme de soins englobant tous les aspects de la vie et visant à améliorer la qualité de vie dans son ensemble. Tout en percevant également le message général de la vidéo comme étant axé sur la transmission de plus amples renseignements au sujet de l'approche palliative aux soins, un certain nombre de personnes ont exprimé leur confusion quant à savoir si l'objectif global de la vidéo était de fournir aux téléspectateurs de l'information générale sur ce type de soins ou d'encourager celles et ceux dont des proches sont souffrants à faire davantage appel aux ressources en soins palliatifs disponibles dans leur région.



En discutant des sentiments que la vidéo avait suscités en eux personnellement, bon nombre de participants ont indiqué s'être sentis émus et que la vidéo les avait portés à réfléchir à ce que serait leur vie si leurs propres proches (y compris leurs parents âgés et leurs enfants) nécessitaient des soins palliatifs. Un certain nombre de participants déjà familiarisés avec le système de soins palliatifs ont souligné que la vidéo avait également fait resurgir des souvenirs de leurs proches décédés. Quelques-uns d'entre eux ont qualifié de doux-amer le contenu de la vidéo, estimant que même si cette dernière avait pour objectif d'être réconfortante de par son ton, le sujet des soins était assez triste et difficile à assimiler. À la question de savoir en quoi la vidéo avait influé sur leur perception des soins palliatifs, de l'approche palliative aux soins et au deuil, la plupart des participants ont déclaré avoir une vision positive des soins palliatifs et estimer qu'il était important d'informer la population des ressources dont elle et leurs proches pouvaient se prévaloir.

À la question de savoir s'ils remarqueraient cette vidéo ou si elle capterait leur attention, les participants ayant répondu par l'affirmative étaient proportionnellement plus nombreux que ceux qui se disaient d'un autre avis. Plusieurs d'entre eux estimaient qu'en raison de l'importance du sujet, des images percutantes et de l'impact émotionnel perçu de la vidéo s'avérerait efficace pour capter leur attention s'ils en prenaient connaissance à la télévision ou en navigant sur leur appareil mobile. Parmi les quelques participants n'étant pas d'avis que la vidéo attirerait leur attention, plusieurs ont indiqué que leur manque d'expérience personnelle en matière de soins palliatifs était la principale raison pour laquelle la vidéo ne serait probablement pas susceptible de retenir leur attention. Quelques-uns d'entre eux estimaient que les images d'enfants en soins palliatifs leur étaient trop pénibles à regarder et qu'elles les inciteraient donc moins à prêter attention à cette vidéo.

Lorsqu'on leur a demandé si certains éléments de la vidéo prêtaient, selon eux, à confusion ou manquaient de clarté, un certain nombre des participants étaient d'avis que les différents extraits vidéo utilisés pour la publicité étaient trop courts et mal agencés et que des efforts devraient être déployés pour rendre le fil conducteur de la vidéo plus cohérent. Certains d'entre eux considéraient également que la vidéo était trop longue, estimant que les membres du public qui en prendraient connaissance sur les médias sociaux ou sur des plateformes comme YouTube seraient, par conséquent, plus susceptibles de la sauter ou de l'ignorer. Quelques-uns d'entre eux estimaient que le langage utilisé dans la vidéo (y compris des termes comme « recherche qualitative ») était trop complexe et que davantage pouvait être fait pour simplifier le dialogue de sorte que la vidéo soit plus accessible à un plus grand éventail de Canadiens.

Lorsqu'on leur a demandé s'ils estimaient approprié que le gouvernement du Canada utilise cette voie de communication pour transmettre de l'information sur les soins palliatifs, presque tous les participants ont répondu par l'affirmative. Plusieurs d'entre eux ont à nouveau indiqué être d'avis que la vidéo traitait d'un sujet très important et qu'il était essentiel que le gouvernement fédéral sensibilise les Canadiens aux ressources en soins palliatifs qui étaient à leur disposition et à celle de leurs proches. À la question de savoir si, à leur avis, cette vidéo les inciterait à agir, un certain nombre d'entre eux ont indiqué qu'ils souhaiteraient en apprendre davantage sur l'approche palliative en matière de soins et qu'ils seraient plus enclins à prendre contact avec leurs proches atteints de maladies chroniques pour prendre des nouvelles d'eux.

À la question de savoir comment cette vidéo pourrait être améliorée, plusieurs participants estimaient que des efforts plus importants devaient être déployés pour concevoir une trame narrative plus cohérente tout au long de la vidéo et pour raccourcir cette dernière afin de la rendre plus attrayante aux yeux de ceux qui en prennent connaissance sur Internet. Un certain nombre d'entre eux étaient également d'avis que davantage de détails devraient être fournis quant aux mesures particulières que prend le gouvernement fédéral pour améliorer la qualité des soins palliatifs au Canada, et d'information concernant les démarches à effectuer pour accéder à des ressources en matière de soins palliatifs dans leurs régions respectives.

Annexes

Annexe A - Questionnaires de recrutement

Questionnaire de recrutement française – décembre

Bureau du Conseil privé Questionnaire de recrutement – décembre 2024 Groupes en français

Résumé des consignes de recrutement

- Groupes tenus en ligne.
- Durée prévue de chaque rencontre : deux heures.
- Recrutement de huit participants.
- Incitatifs de 125 \$ par personne, versés aux participants par transfert électronique après la rencontre.

Caractéristiques des groupes de discussion :

GROUPE	DATE	HEURE (HNE)	HEURE (LOCALE)	LIEU	COMPOSITION DU GROUPE	MODÉRATEUR
3	Jeudi Dec 5 th	6:00-8:00 PM	6:00-8:00 PM (HNE)	Quebec	Population générale	MP

Questionnaire de recrutement

INTRODUCTION

Bonjour, je m'appelle **[NOM DU RECRUTEUR]**. Je vous téléphone du Strategic Counsel, une entreprise nationale de recherche sur l'opinion publique, pour le compte du gouvernement du Canada. / Hello, my name is **[RECRUITER NAME]**. I'm calling from The Strategic Counsel, a national public opinion research firm, on behalf of the Government of Canada

Préférez-vous continuer en français ou en anglais? / Would you prefer to continue in English or French?
[CONTINUER DANS LA LANGUE PRÉFÉRÉE]

NOTER LA LANGUE ET CONTINUER

Français **CONTINUER**

Anglais **PASSER AU QUESTIONNAIRE ANGLAIS**

Nous organisons, pour le compte du gouvernement du Canada, une série de groupes de discussion vidéo en ligne afin d'explorer des questions d'actualité qui intéressent les Canadiens.

La rencontre prendra la forme d'une table ronde animée par un modérateur expérimenté. Les participants recevront un montant d'argent en remerciement de leur temps.

Votre participation est entièrement volontaire et toutes vos réponses seront confidentielles. Nous aimerions simplement connaître vos opinions : personne n'essaiera de vous vendre quoi que ce soit ou de promouvoir des produits. Notre rapport sur cette série de groupes de discussion n'attribuera aucun commentaire à une personne en particulier.

Avant de vous inviter à participer, je dois vous poser quelques questions qui nous permettront de former des groupes suffisamment diversifiés. Puis-je vous poser quelques questions?

Oui **CONTINUER**
Non **REMERCIER ET CONCLURE**

QUESTIONS DE SÉLECTION

1. Est-ce que vous ou une personne de votre ménage avez travaillé pour l'un des types d'organisations suivants au cours des cinq dernières années?

Une société d'études de marché	REMERCIER ET
CONCLURE	
Une agence de commercialisation, de marque ou de publicité	REMERCIER ET
CONCLURE	
Un magazine ou un journal	REMERCIER ET
CONCLURE	
Un ministère ou un organisme gouvernemental fédéral, provincial ou territorial	REMERCIER ET
CONCLURE	
Un parti politique	REMERCIER ET
CONCLURE	
Dans les relations publiques ou les relations avec les médias	REMERCIER ET
CONCLURE	
Dans le milieu de la radio ou de la télévision	REMERCIER ET
CONCLURE	
Non, aucune de ces réponses	CONTINUER

- 1a. **POUR TOUS LES LIEUX** : Êtes-vous un ou une employé(e) retraité(e) du gouvernement du Canada?

Oui **REMERCIER ET CONCLURE**
Non **CONTINUER**

2. Quelle est la langue officielle du Canada que vous parlez principalement aujourd'hui?

Anglais **REMERCIER ET CONCLURE**
Français **CONTINUER**
Autre [Préciser ou non la langue, selon les besoins de l'étude] **REMERCIER ET CONCLURE**
Préfère ne pas répondre **REMERCIER ET CONCLURE**

3. Dans quelle ville habitez-vous?

LIEU	VILLES	
Québec	Les villes peuvent notamment comprendre (mais ne sont pas limité à) : Montréal, Gatineau, Ville de Québec, Saguenay, Sherbrooke, Trois-Rivières, Saint-Jérôme, Chicoutimi – Jonquière, Saint-Jean-sur-Richelieu, Chateauguay, Drummondville, Granby, Saint-Hyacinthe, Longueuil, Estrie, Mauricie, Montérégie, Laurentides. ASSURER UN BON MÉLANGE. PAS PLUS DE DEUX PERSONNES DE CHAQUE VILLE.	CONTINUER – GROUPE 3
RÉPONSE SPONTANÉE Préfère ne pas répondre		REMERCIER ET CONCLURE

4. Depuis combien de temps habitez-vous à [INSÉRER LE NOM DE LA VILLE]? **NOTER LE NOMBRE D'ANNÉES.**

Moins de deux ans	REMERCIER ET CONCLURE
Deux ans ou plus	CONTINUER
Ne sais pas/Préfère ne pas répondre	REMERCIER ET CONCLURE

5. Seriez-vous prêt/prête à m'indiquer votre tranche d'âge dans la liste suivante?

Moins de 18 ans	SI POSSIBLE, DEMANDER À PARLER À UNE PERSONNE DE 18 ANS OU PLUS ET REFAIRE L'INTRODUCTION. SINON, REMERCIER ET CONCLURE.
18 à 24 ans	CONTINUER
25 à 29 ans	
30 à 34 ans	
35 à 44 ans	
45 à 49 ans	
50 à 54 ans	
55 ans ou plus	
RÉPONSE SPONTANÉE Préfère ne pas répondre	REMERCIER ET CONCLURE

ASSURER UNE BONNE REPRÉSENTATION D'ÂGES DANS CHAQUE GROUPE, S'IL Y A LIEU.

6. **POUR TOUS LES LIEUX** Êtes-vous actuellement propriétaire ou locataire de votre résidence principale?
ECLAIRCISSEMENT AU BESOIN : Vous êtes considéré comme propriétaire même si vous avez une dette hypothécaire active.

Propriétaire	CONTINUER
Locataire	
RÉPONSE SPONTANÉE Habitant au domicile parentale	
RÉPONSE SPONTANÉE Autre, veuillez préciser :	
RÉPONSE SPONTANÉE Ne sais pas/Préfère ne pas répondre	REMERCIER ET CONCLURE

ASSURER UN BON MÉLANGE.

- 6a. **POUR TOUS LES LIEUX** Parmi les choix suivants, lequel décrit le mieux la résidence dont vous êtes actuellement [propriétaire/locataire]?

Condo	CONTINUER
Appartement	CONTINUER
Maison unifamiliale	CONTINUER
Maison en rangée	CONTINUER
Maison jumelée	CONTINUER
Maison mitoyenne	CONTINUER
Autre, veuillez préciser : _____	CONTINUER

ASSURER UN BON MÉLANGE.

7. Est-ce que vous connaissez le concept du « groupe de discussion » ?
- Oui **CONTINUER**
Non **EXPLIQUER QUE :** « un groupe de discussion se compose de six à huit participants et d'un modérateur. Au cours d'une période de deux heures, les participants sont invités à discuter d'un éventail de questions reliées au sujet abordé ».
8. Dans le cadre du groupe de discussion, on vous demandera de participer activement à une conversation. En pensant à la manière dont vous interagissez lors de discussions en groupe, quelle note vous donneriez-vous sur une échelle de 1 à 5 si 1 signifie « j'ai tendance à ne pas intervenir et à écouter les autres parler » et 5, « je suis habituellement une des premières personnes à parler »?
- 1-2 **REMERCIER ET CONCLURE**
3-5 **CONTINUER**
9. Étant donné que ce groupe se réunira en ligne, vous aurez besoin, pour participer, d'un accès Internet haut débit et d'un ordinateur muni d'une caméra Web, d'un microphone et d'un haut-parleur en bon état de marche. **CONFIRMER LES POINTS CI-DESSOUS. METTRE FIN À L'APPEL SI NON À L'UN DES TROIS.**

Le participant a accès à Internet haut débit
Le participant a un ordinateur avec caméra Web

10. Avez-vous utilisé des logiciels de réunion en ligne tels que Zoom, Webex, Microsoft Teams, Google Hangouts/Meet, etc., au cours des deux dernières années?

Oui **CONTINUER**
Non **CONTINUER**

11. Sur une échelle de 1 à 5 signifie que vous n'êtes pas du tout habile et 5 que vous êtes très habile, comment évaluez-vous votre capacité à utiliser seul(e) les plateformes de réunion en ligne?

1-2 **REMERCIER ET CONCLURE**
3-5 **CONTINUER**

12. Au cours de la discussion, vous pourriez devoir lire ou visionner du matériel affiché à l'écran, ou faire des exercices en ligne comme ceux qu'on trouve dans les sondages. On vous demandera aussi de participer activement à la discussion en ligne à l'aide d'une caméra Web. Pensez-vous avoir de la difficulté, pour une raison ou une autre, à lire les documents ou à participer à la discussion par vidéo?

CONCLURE L'ENTRETIEN SI LE RÉPONDANT SIGNALE UN PROBLÈME DE VISION OU D'AUDITION, UN PROBLÈME DE LANGUE PARLÉE OU ÉCRITE, S'IL CRAINT DE NE POUVOIR COMMUNIQUER EFFICACEMENT, SI L'UTILISATION D'UNE CAMÉRA WEB LUI POSE PROBLÈME, OU SI VOUS, EN TANT QU'INTERVIEWEUR, AVEZ DES DOUBTES QUANT À SA CAPACITÉ DE PARTICIPER EFFICACEMENT AUX DISCUSSIONS.

13. Avez-vous déjà participé à un groupe de discussion, à une entrevue ou à un sondage organisé à l'avance en contrepartie d'une somme d'argent?

Oui **CONTINUER**
Non **PASSER À LA Q.17**

14. À quand remonte le dernier groupe de discussion auquel vous avez participé?

À moins de six mois **REMERCIER ET CONCLURE**
À plus de six mois **CONTINUER**

15. À combien de groupes de discussion avez-vous participé au cours des cinq dernières années?

0 à 4 groupes **CONTINUER**
5 groupes ou plus **REMERCIER ET CONCLURE**

16. Quel était leur sujet, et vous rappelez-vous pour qui ou pour quelle organisation ces groupes étaient organisés?

TERMINER SI LE SUJET EST SEMBLABLE OU IDENTIQUE, OU SI L'ORGANISATION NOMMÉE EST LE GOUVERNEMENT DU CANADA



CRITÈRES DE RECRUTEMENT SUPPLÉMENTAIRES

Il me reste quelques dernières questions avant de vous donner les détails du groupe de discussion, comme l'heure et la date.

17. Laquelle des catégories suivantes décrit le mieux le revenu annuel total de votre ménage en 2023 – c'est-à-dire le revenu cumulatif de l'ensemble des membres de votre ménage avant impôt?

Moins de 20 000 \$	CONTINUER
20 000 \$ à moins de 40 000 \$	CONTINUER
40 000 \$ à moins de 60 000 \$	CONTINUER
60 000 \$ à moins de 80 000 \$	CONTINUER
80 000 \$ à moins de 100 000 \$	CONTINUER
100 000 \$ à moins de 150 000 \$	CONTINUER
150 000 \$ ou plus	CONTINUER
RÉPONSE SPONTANÉE : Préfère ne pas répondre	REMERCIER ET CONCLURE

ASSURER UN BON MÉLANGE, S'IL Y A LIEU.

18. Lequel ou lesquels des groupes raciaux ou culturels suivants vous décrivent le mieux? (Plusieurs choix possibles)

Blanc
Sud-asiatique (p. ex., indien, pakistanais, sri-lankais)
Chinois
Noir
Latino-américain
Philippin
Arabe
Asiatique du sud-est (p. ex., vietnamien, cambodgien, thaïlandais)
Coréen ou japonais
Autochtone
Autre groupe racial ou culturel (préciser)

RÉPONSE SPONTANÉE : Préfère ne pas répondre

ASSURER UN BON MÉLANGE.

19. Quel est le niveau de scolarité le plus élevé que vous avez atteint?

École primaire
Études secondaires partielles
Diplôme d'études secondaires ou l'équivalent
Certificat ou diplôme d'apprenti inscrit ou d'une école de métiers
Certificat ou diplôme d'un collège, cégep ou autre établissement non universitaire
Certificat ou diplôme universitaire inférieur au baccalauréat
Baccalauréat



Diplôme d'études supérieur au baccalauréat

RÉPONSE SPONTANÉE : Préfère ne pas répondre

ASSURER UN BON MÉLANGE.

20. **[NE PAS DEMANDER]** Sexe **NOTER SELON VOTRE OBSERVATION.**

Homme

Femme

ASSURER UNE PROPORTION ÉGALE D'HOMMES ET DE FEMMES DANS CHAQUE GROUPE.

21. Parmi les choix suivants, lequel décrit le mieux le secteur d'activité dans lequel vous travaillez?

Métier de la construction ou métier spécialisé	TOUS LES GROUPES - CONTINUER
Administrations publiques	
Agriculture, foresterie, pêche et chasse	
Arts, spectacle et loisirs	
Autres services, sauf les administrations publiques	
Commerce de détail	
Commerce de gros	
Extraction minière, exploitation en carrière, et extraction de pétrole et de gaz	
Fabrication	
Finance et assurances	
Gestion de sociétés et d'entreprises	
Hébergement et services de restauration	
Industrie de l'information et industrie culturelle	
Services administratifs, services de soutien, services de gestion des déchets et services d'assainissement	
Services d'enseignement	
Services immobiliers et services de location et de location à bail	
Services professionnels, scientifiques et techniques	
Services publics	
Soins de santé et assistance sociale	
Transport et entreposage	
Sans emploi	
Aux études à temps plein	
À la retraite	
Autre situation ou autre secteur; veuillez préciser :	

ASSURER UNE BONNE REPRÉSENTATION DES TYPES D'EMPLOI DANS CHAQUE GROUPE. PAS PLUS DE DEUX RÉPONDANTS PAR SECTEUR D'ACTIVITÉ. PAS D'ÉTUDIANTS ÉTRANGERS.

22. La discussion sera enregistrée sur bandes audio et vidéo, strictement aux fins de la recherche. Les enregistrements aideront nos chercheurs à rédiger leur rapport. Est-ce que vous consentez à ce qu'on vous enregistre sur bandes audio et vidéo?



Oui **CONTINUER À L'INVITATION**
Non **REMERCIER ET CONCLURE**

INVITATION

J'aimerais vous inviter à ce groupe de discussion en ligne, qui aura lieu le **[DONNER LA DATE ET L'HEURE EN FONCTION DU NO DE GROUPE INDIQUÉ DANS LE TABLEAU, PAGE 1]**. La discussion durera deux heures et vous recevrez 125 \$ pour votre participation. Ce montant vous sera envoyé par transfert électronique après la tenue du groupe de discussion.

Veuillez noter que des observateurs du gouvernement du Canada pourraient être présents au groupe et que la discussion sera enregistrée sur bande vidéo. En acceptant de participer, vous donnez votre consentement à ces modalités.

Est-ce que vous accepteriez de participer?

Oui **CONTINUER**
Non **REMERCIER ET CONCLURE**

Puis-je avoir votre nom complet, le numéro de téléphone où vous êtes le plus facile à joindre et votre adresse électronique, si vous en avez une, pour vous envoyer les détails au sujet du groupe?

Nom :

Numéro de téléphone :

Adresse courriel :

Vous recevrez un courrier électronique du **[INSÉRER LE NOM DU RECRUTEUR]** expliquant comment rejoindre le groupe en ligne. Si la connexion au système vous pose des difficultés, veuillez en aviser notre équipe de soutien technique à : support@thestrategiccounsel.com.

Nous vous prions de vous mettre en ligne au moins 15 minutes avant l'heure prévue, afin d'avoir le temps de vous installer et d'obtenir l'aide de notre équipe de soutien en cas de problèmes techniques. Veuillez également redémarrer votre ordinateur avant de vous joindre au groupe.

Vous pourriez devoir lire des documents au cours de la discussion. Si vous utilisez des lunettes, assurez-vous de les avoir à portée de main durant la rencontre. Vous aurez également besoin d'un stylo et de papier pour prendre des notes.

Ce rendez-vous est un engagement ferme. Si vous pensez ne pas pouvoir participer pour des raisons personnelles ou professionnelles, veuillez m'en aviser dès maintenant et nous conserverons votre nom pour une étude ultérieure. Enfin, si jamais vous n'êtes pas en mesure de participer, veuillez nous prévenir le plus rapidement possible au **[1-800-xxx-xxxx]** pour que nous puissions trouver quelqu'un pour vous remplacer.

Merci de votre temps.

RECRUTEMENT FAIT PAR : _____ **DATE DU RECRUTEMENT :** _____

Questionnaire de recrutement française – janvier

Bureau du Conseil privé Questionnaire de recrutement – janvier 2025 Groupes en français

Résumé des consignes de recrutement

- Groupes tenus en ligne.
- Durée prévue de chaque rencontre : deux heures.
- Recrutement de huit participants.
- Incitatifs de 125 \$ par personne, versés aux participants par transfert électronique après la rencontre.

Caractéristiques des groupes de discussion :

GROUPE	DATE	HEURE (HNE)	HEURE (LOCALE)	LIEU	COMPOSITION DU GROUPE	MODÉRATEUR
3	Jeudi Jan 9 th	6:00-8:00 PM	6:00-8:00 PM (HNE)	Grande région de Montréal	Immigrants	MP
8	Jeudi Jan 23 rd	6:00-8:00 PM	6:00-8:00 PM (HNE)	Québec	Personnes âgées	MP

Questionnaire de recrutement

INTRODUCTION

Bonjour, je m'appelle **[NOM DU RECRUTEUR]**. Je vous téléphone du Strategic Counsel, une entreprise nationale de recherche sur l'opinion publique, pour le compte du gouvernement du Canada. / Hello, my name is **[RECRUITER NAME]**. I'm calling from The Strategic Counsel, a national public opinion research firm, on behalf of the Government of Canada

Préféreriez-vous continuer en français ou en anglais? / Would you prefer to continue in English or French?
[CONTINUER DANS LA LANGUE PRÉFÉRÉE]

NOTER LA LANGUE ET CONTINUER

Français **CONTINUER**

Anglais **PASSER AU QUESTIONNAIRE ANGLAIS**

Nous organisons, pour le compte du gouvernement du Canada, une série de groupes de discussion vidéo en ligne afin d'explorer des questions d'actualité qui intéressent les Canadiens.

La rencontre prendra la forme d'une table ronde animée par un modérateur expérimenté. Les participants recevront un montant d'argent en remerciement de leur temps.

Votre participation est entièrement volontaire et toutes vos réponses seront confidentielles. Nous aimerions simplement connaître vos opinions : personne n'essaiera de vous vendre quoi que ce soit ou de promouvoir des produits. Notre rapport sur cette série de groupes de discussion n'attribuera aucun commentaire à une personne en particulier.

Avant de vous inviter à participer, je dois vous poser quelques questions qui nous permettront de former des groupes suffisamment diversifiés. Puis-je vous poser quelques questions?

Oui **CONTINUER**
Non **REMERCIER ET CONCLURE**

QUESTIONS DE SÉLECTION

1. Est-ce que vous ou une personne de votre ménage avez travaillé pour l'un des types d'organisations suivants au cours des cinq dernières années?

Une société d'études de marché	REMERCIER ET
CONCLURE	
Une agence de commercialisation, de marque ou de publicité	REMERCIER ET
CONCLURE	
Un magazine ou un journal	REMERCIER ET
CONCLURE	
Un ministère ou un organisme gouvernemental fédéral, provincial ou territorial	REMERCIER ET
CONCLURE	
Un parti politique	REMERCIER ET
CONCLURE	
Dans les relations publiques ou les relations avec les médias	REMERCIER ET
CONCLURE	
Dans le milieu de la radio ou de la télévision	REMERCIER ET
CONCLURE	
Non, aucune de ces réponses	CONTINUER

1a. POUR TOUS LES LIEUX : Êtes-vous un ou une employé(e) retraité(e) du gouvernement du Canada?

Oui **REMERCIER ET CONCLURE**
Non **CONTINUER**

2. Quelle est la langue officielle du Canada que vous parlez principalement aujourd'hui?

Anglais **REMERCIER ET CONCLURE**
Français **CONTINUER**
Autre [Préciser ou non la langue, selon les besoins de l'étude] **REMERCIER ET CONCLURE**
Préfère ne pas répondre **REMERCIER ET CONCLURE**

3. Dans quelle ville habitez-vous?

LIEU	VILLES	
Grande région de Montréal	Les villes peuvent notamment comprendre : Montréal, Laval, Longueuil, Terrebonne, Brossard, Saint-Jérôme, Blainville, Mirabel, Dollard-des-Ormeaux PAS PLUS DE DEUX PARTICIPANTS DE LA VILLE DE MONTRÉAL. ASSURER UNE BONNE REPRÉSENTATION DES VILLES DANS CHAQUE LIEU.	CONTINUER – GROUPE 3
Québec	Les villes peuvent notamment comprendre (mais ne sont pas limité à) : Montréal, Gatineau, Ville de Québec, Saguenay, Sherbrooke, Trois-Rivières, Saint-Jérôme, Chicoutimi – Jonquière, Saint-Jean-sur-Richelieu, Chateauguay, Drummondville, Granby, Saint-Hyacinthe, Longueuil, Estrie, Mauricie, Montérégie, Laurentides. ASSURER UN BON MÉLANGE. PAS PLUS DE DEUX PERSONNES DE CHAQUE VILLE.	CONTINUER – GROUPE 8
RÉPONSE SPONTANÉE Préfère ne pas répondre		REMERCIER ET CONCLURE

4. Depuis combien de temps habitez-vous à [INSÉRER LE NOM DE LA VILLE]? **NOTER LE NOMBRE D'ANNÉES.**

Moins de deux ans	REMERCIER ET CONCLURE
Deux ans ou plus	CONTINUER
Ne sais pas/Préfère ne pas répondre	REMERCIER ET CONCLURE

5. Seriez-vous prêt/prête à m'indiquer votre tranche d'âge dans la liste suivante?



Moins de 18 ans	SI POSSIBLE, DEMANDER À PARLER À UNE PERSONNE DE 18 ANS OU PLUS ET REFAIRE L'INTRODUCTION. SINON, REMERCIER ET CONCLURE.
18 à 24 ans	SI GROUPE 8 – REMERCIER ET CONCLURE POUR TOUS LES AUTRES – CONTINUER
25 à 29 ans	
30 à 34 ans	
35 à 44 ans	
45 à 49 ans	
50 à 54 ans	
55 à 59 ans	
60 à 64 ans	CONTINUER
65 ans ou plus	
RÉPONSE SPONTANÉE Préfère ne pas répondre	REMERCIER ET CONCLURE

ASSURER UNE BONNE REPRÉSENTATION D'ÂGES DANS CHAQUE GROUPE, S'IL Y A LIEU.

6. POUR TOUS LES LIEUX Êtes-vous actuellement propriétaire ou locataire de votre résidence principale?
ECLAIRCISSEMENT AU BESOIN : Vous êtes considéré comme propriétaire même si vous avez une dette hypothécaire active.

Propriétaire	CONTINUER
Locataire	
RÉPONSE SPONTANÉE Habitant au domicile parentale	
RÉPONSE SPONTANÉE Autre, veuillez préciser :	
RÉPONSE SPONTANÉE Ne sais pas/Préfère ne pas répondre	REMERCIER ET CONCLURE

ASSURER UN BON MÉLANGE.

6a. POUR TOUS LES LIEUX Parmi les choix suivants, lequel décrit le mieux la résidence dont vous êtes actuellement [propriétaire/locataire]?

Condo	CONTINUER
Appartement	CONTINUER
Maison unifamiliale	CONTINUER
Maison en rangée	CONTINUER
Maison jumelée	CONTINUER
Maison mitoyenne	CONTINUER
Autre, veuillez préciser : _____	CONTINUER

ASSURER UN BON MÉLANGE.

7. DEMANDER SEULEMENT POUR LE GROUPE 3 Êtes-vous né(e) au Canada?

Oui **REMERCIER ET CONCLURE**



Non **PASSER À LA Q7a.**

RÉPONSE SPONTANÉE, préfère ne pas répondre **REMERCIER ET CONCLURE**

7a. DEMANDER SEULEMENT POUR LE GROUPE 3 Depuis combien d'années habitez-vous au Canada?

Moins de 5 ans	CONTINUER – GROUPE 3
5 ans à moins de 10 ans	
10 ans à moins de 20 ans	
20 ans à moins de 30 ans	
30 ans ou plus	
Ne sais pas/Préfère ne pas répondre	REMERCIER ET CONCLURE

8. Est-ce que vous connaissez le concept du « groupe de discussion » ?

Oui **CONTINUER**

Non **EXPLIQUER QUE** : « *un groupe de discussion se compose de six à huit participants et d'un modérateur. Au cours d'une période de deux heures, les participants sont invités à discuter d'un éventail de questions reliées au sujet abordé* ».

9. Dans le cadre du groupe de discussion, on vous demandera de participer activement à une conversation. En pensant à la manière dont vous interagissez lors de discussions en groupe, quelle note vous donneriez-vous sur une échelle de 1 à 5 si 1 signifie « j'ai tendance à ne pas intervenir et à écouter les autres parler » et 5, « je suis habituellement une des premières personnes à parler »?

1-2 **REMERCIER ET CONCLURE**

3-5 **CONTINUER**

10. Étant donné que ce groupe se réunira en ligne, vous aurez besoin, pour participer, d'un accès Internet haut débit et d'un ordinateur muni d'une caméra Web, d'un microphone et d'un haut-parleur en bon état de marche. **CONFIRMER LES POINTS CI-DESSOUS. METTRE FIN À L'APPEL SI NON À L'UN DES TROIS.**

Le participant a accès à Internet haut débit

Le participant a un ordinateur avec caméra Web

11. Avez-vous utilisé des logiciels de réunion en ligne tels que Zoom, Webex, Microsoft Teams, Google Hangouts/Meet, etc., au cours des deux dernières années?

Oui **CONTINUER**

Non **CONTINUER**

12. Sur une échelle de 1 à 5 signifie que vous n'êtes pas du tout habile et 5 que vous êtes très habile, comment évaluez-vous votre capacité à utiliser seul(e) les plateformes de réunion en ligne?



- 1-2 **REMERCIER ET CONCLURE**
3-5 **CONTINUER**

13. Au cours de la discussion, vous pourriez devoir lire ou visionner du matériel affiché à l'écran, ou faire des exercices en ligne comme ceux qu'on trouve dans les sondages. On vous demandera aussi de participer activement à la discussion en ligne à l'aide d'une caméra Web. Pensez-vous avoir de la difficulté, pour une raison ou une autre, à lire les documents ou à participer à la discussion par vidéo?

CONCLURE L'ENTRETIEN SI LE RÉPONDANT SIGNALE UN PROBLÈME DE VISION OU D'AUDITION, UN PROBLÈME DE LANGUE PARLÉE OU ÉCRITE, S'IL CRAINT DE NE POUVOIR COMMUNIQUER EFFICACEMENT, SI L'UTILISATION D'UNE CAMÉRA WEB LUI POSE PROBLÈME, OU SI VOUS, EN TANT QU'INTERVIEWEUR, AVEZ DES DOUBTES QUANT À SA CAPACITÉ DE PARTICIPER EFFICACEMENT AUX DISCUSSIONS.

14. Avez-vous déjà participé à un groupe de discussion, à une entrevue ou à un sondage organisé à l'avance en contrepartie d'une somme d'argent?

- Oui **CONTINUER**
Non **PASSER À LA Q.18**

15. À quand remonte le dernier groupe de discussion auquel vous avez participé?

- À moins de six mois **REMERCIER ET CONCLURE**
À plus de six mois **CONTINUER**

16. À combien de groupes de discussion avez-vous participé au cours des cinq dernières années?

- 0 à 4 groupes **CONTINUER**
5 groupes ou plus **REMERCIER ET CONCLURE**

17. Quel était leur sujet, et vous rappelez-vous pour qui ou pour quelle organisation ces groupes étaient organisés?

TERMINER SI LE SUJET EST SEMBLABLE OU IDENTIQUE, OU SI L'ORGANISATION NOMMÉE EST LE GOUVERNEMENT DU CANADA

CRITÈRES DE RECRUTEMENT SUPPLÉMENTAIRES

Il me reste quelques dernières questions avant de vous donner les détails du groupe de discussion, comme l'heure et la date.

18. Laquelle des catégories suivantes décrit le mieux le revenu annuel total de votre ménage en 2024 – c'est-à-dire le revenu cumulatif de l'ensemble des membres de votre ménage avant impôt?

Moins de 20 000 \$	CONTINUER
20 000 \$ à moins de 40 000 \$	CONTINUER
40 000 \$ à moins de 60 000 \$	CONTINUER



60 000 \$ à moins de 80 000 \$	CONTINUER
80 000 \$ à moins de 100 000 \$	CONTINUER
100 000 \$ à moins de 150 000 \$	CONTINUER
150 000 \$ ou plus	CONTINUER
RÉPONSE SPONTANÉE : Préfère ne pas répondre	REMERCIER ET CONCLURE

ASSURER UN BON MÉLANGE, S'IL Y A LIEU.

19. Lequel ou lesquels des groupes raciaux ou culturels suivants vous décrivent le mieux? (Plusieurs choix possibles)

- Blanc
- Sud-asiatique (p. ex., indien, pakistanais, sri-lankais)
- Chinois
- Noir
- Latino-américain
- Philippin
- Arabe
- Asiatique du sud-est (p. ex., vietnamien, cambodgien, thaïlandais)
- Coréen ou japonais
- Autochtone
- Autre groupe racial ou culturel (préciser)

RÉPONSE SPONTANÉE : Préfère ne pas répondre

ASSURER UN BON MÉLANGE.

20. Quel est le niveau de scolarité le plus élevé que vous avez atteint?

- École primaire
- Études secondaires partielles
- Diplôme d'études secondaires ou l'équivalent
- Certificat ou diplôme d'apprenti inscrit ou d'une école de métiers
- Certificat ou diplôme d'un collège, cégep ou autre établissement non universitaire
- Certificat ou diplôme universitaire inférieur au baccalauréat
- Baccalauréat
- Diplôme d'études supérieur au baccalauréat

RÉPONSE SPONTANÉE : Préfère ne pas répondre

ASSURER UN BON MÉLANGE.

21. [NE PAS DEMANDER] Sexe **NOTER SELON VOTRE OBSERVATION.**

- Homme
- Femme

ASSURER UNE PROPORTION ÉGALE D'HOMMES ET DE FEMMES DANS CHAQUE GROUPE.

22. Parmi les choix suivants, lequel décrit le mieux le secteur d'activité dans lequel vous travaillez?



Métier de la construction ou métier spécialisé	TOUS LES GROUPES - CONTINUER
Administrations publiques	
Agriculture, foresterie, pêche et chasse	
Arts, spectacle et loisirs	
Autres services, sauf les administrations publiques	
Commerce de détail	
Commerce de gros	
Extraction minière, exploitation en carrière, et extraction de pétrole et de gaz	
Fabrication	
Finance et assurances	
Gestion de sociétés et d'entreprises	
Hébergement et services de restauration	
Industrie de l'information et industrie culturelle	
Services administratifs, services de soutien, services de gestion des déchets et services d'assainissement	
Services d'enseignement	
Services immobiliers et services de location et de location à bail	
Services professionnels, scientifiques et techniques	
Services publics	
Soins de santé et assistance sociale	
Transport et entreposage	
Sans emploi	
Aux études à temps plein	
À la retraite	
Autre situation ou autre secteur; veuillez préciser :	

ASSURER UNE BONNE REPRÉSENTATION DES TYPES D'EMPLOI DANS CHAQUE GROUPE. PAS PLUS DE DEUX RÉPONDANTS PAR SECTEUR D'ACTIVITÉ. PAS D'ÉTUDIANTS ÉTRANGERS.

23. La discussion sera enregistrée sur bandes audio et vidéo, strictement aux fins de la recherche. Les enregistrements aideront nos chercheurs à rédiger leur rapport. Est-ce que vous consentez à ce qu'on vous enregistre sur bandes audio et vidéo?

Oui **CONTINUER À L'INVITATION**
Non **REMERCIER ET CONCLUREE**

INVITATION

J'aimerais vous inviter à ce groupe de discussion en ligne, qui aura lieu le **[DONNER LA DATE ET L'HEURE EN FONCTION DU NO DE GROUPE INDIQUÉ DANS LE TABLEAU, PAGE 1]**. La discussion durera deux heures et vous recevrez 125 \$ pour votre participation. Ce montant vous sera envoyé par transfert électronique après la tenue du groupe de discussion.



Veuillez noter que des observateurs du gouvernement du Canada pourraient être présents au groupe et que la discussion sera enregistrée sur bande vidéo. En acceptant de participer, vous donnez votre consentement à ces modalités.

Est-ce que vous accepteriez de participer?

Oui
Non

CONTINUER
REMERCIER ET CONCLURE

Puis-je avoir votre nom complet, le numéro de téléphone où vous êtes le plus facile à joindre et votre adresse électronique, si vous en avez une, pour vous envoyer les détails au sujet du groupe?

Nom :

Numéro de téléphone :

Adresse courriel :

Vous recevrez un courrier électronique du [INSÉRER LE NOM DU RECRUTEUR] expliquant comment rejoindre le groupe en ligne. Si la connexion au système vous pose des difficultés, veuillez en aviser notre équipe de soutien technique à : support@thestrategiccounsel.com.

Nous vous prions de vous mettre en ligne au moins 15 minutes avant l'heure prévue, afin d'avoir le temps de vous installer et d'obtenir l'aide de notre équipe de soutien en cas de problèmes techniques. Veuillez également redémarrer votre ordinateur avant de vous joindre au groupe.

Vous pourriez devoir lire des documents au cours de la discussion. Si vous utilisez des lunettes, assurez-vous de les avoir à portée de main durant la rencontre. Vous aurez également besoin d'un stylo et de papier pour prendre des notes.

Ce rendez-vous est un engagement ferme. Si vous pensez ne pas pouvoir participer pour des raisons personnelles ou professionnelles, veuillez m'en aviser dès maintenant et nous conserverons votre nom pour une étude ultérieure. Enfin, si jamais vous n'êtes pas en mesure de participer, veuillez nous prévenir le plus rapidement possible au [1-800-xxx-xxxx] pour que nous puissions trouver quelqu'un pour vous remplacer.

Merci de votre temps.

RECRUTEMENT FAIT PAR : _____

DATE DU RECRUTEMENT : _____

Questionnaire de recrutement anglais – décembre

Privy Council Office Recruiting Script – December 2024 English Groups

Recruitment Specifications Summary

- Groups conducted online.
- Each group is expected to last for two hours.
- Recruit 8 participants.
- Incentives will be \$125 per person and will be sent to participants via e-transfer following the group.

Specifications for the focus groups are as follows:

Group	Date	Time (EST)	Local Time	Location	Composition	Moderator
1	Tues, Dec 3 rd	9:00-11:00 PM	7:00-9:00 (MST) 6:00-8:00 (PST)	British Columbia	General Population	MP
2	Wed, Dec 4 th	8:00-10:00 PM	7:00-9:00 (CST) 6:00-8:00 (MST)	Prairies	Indigenous Peoples	DN
4	Tues, Dec 10 th	8:00-10:00 PM	7:00-9:00 (CST) 6:00-8:00 (MST)	Prairies	General Population	TBW
5	Wed, Dec 11 th	5:00-7:00 PM	6:00-8:00 (AST) 6:30-8:30 (NST)	Atlantic Canada (NS, NB, PEI, NL)	General Population	DN
6	Thurs, Dec 12 th	6:00-8:00 PM	6:00-8:00 (EST)	Ontario	General Population	MP

Recruiting Script

INTRODUCTION

Hello, my name is **[RECRUITER NAME]**. I'm calling from The Strategic Counsel, a national public opinion research firm, on behalf of the Government of Canada. / Bonjour, je m'appelle **[NOM DU RECRUTEUR]**. Je vous téléphone du Strategic Counsel, une entreprise nationale de recherche sur l'opinion publique, pour le compte du gouvernement du Canada.

Would you prefer to continue in English or French? / Préférez-vous continuer en français ou en anglais?

[CONTINUE IN LANGUAGE OF PREFERENCE]

RECORD LANGUAGE

English **CONTINUE**

French **SWITCH TO FRENCH SCREENER**

On behalf of the Government of Canada, we're organizing a series of online video focus group discussions to explore current issues of interest to Canadians.

The format is a "round table" discussion, led by an experienced moderator. Participants will be given a cash honorarium in appreciation of their time.

Your participation is completely voluntary, and all your answers will be kept confidential. We are only interested in hearing your opinions - no attempt will be made to sell or market you anything. The report that is produced from the series of discussion groups we are holding will not contain comments that are attributed to specific individuals.

But before we invite you to attend, we need to ask you a few questions to ensure that we get a good mix/variety of people in each of the groups. May I ask you a few questions?

Yes **CONTINUE**
No **THANK AND END**

SCREENING QUESTIONS

1. Have you, or has anyone in your household, worked for any of the following types of organizations in the last 5 years?

A market research firm	THANK AND END
A marketing, branding, or advertising agency	THANK AND END
A magazine or newspaper	THANK AND END
A federal/provincial/territorial government department or agency	THANK AND END
A political party	THANK AND END
In public/media relations	THANK AND END
In radio/television	THANK AND END
No, none of the above	CONTINUE

1a. IN ALL LOCATIONS: Are you a retired Government of Canada employee?

Yes **THANK AND END**
No **CONTINUE**

2. In which city do you reside?

LOCATION	CITIES	
British Columbia	Cities could include (but are not limited to): Vancouver, Kamloops, Chilliwack, City of Victoria, Maple Ridge, New Westminster, Prince George, Port Coquitlam, North Vancouver, Abbotsford, Burnaby, Coquitlam, Richmond, Surrey, Delta, Langley, White	CONTINUE – GROUP 1

	Rock, Chilliwack, Mission, Hope, Maple Ridge, New Westminster, Port Moody, Kelowna, Penticton, Fort St. John ENSURE A GOOD MIX ACROSS THE REGION.	
Prairies	Cities include (but are not limited to): <u>Saskatchewan</u>: Saskatoon, Regina, Prince Albert, Moose Jaw, Swift Current, Yorkton, North Battleford, Warman, Weyburn, Estevan. <u>Manitoba</u>: Winnipeg, Brandon, Steinbach, Winkler, Portage la Prairie, Thompson, Selkirk, Morden. <u>Alberta</u>: Calgary, Edmonton, Red Deer, Lethbridge, Airdrie, Fort McMurray, Medicine Hat, Grande Prairie, Spruce Grove, Fort Saskatchewan, Chestermere, Beaumont, Camrose, Stony Plain, Sylvan Lake. ENSURE A MINIMUM OF 2 PARTICIPANTS FROM EACH PROVINCE. NO MORE THAN 1 FROM EACH CITY. ENSURE A GOOD MIX OF CITIES ACROSS THE REGION. INCLUDE THOSE RESIDING IN LARGER AND SMALLER COMMUNITIES.	CONTINUE – GROUP 2
Prairies	Cities include (but are not limited to): <u>Saskatchewan</u>: Saskatoon, Regina, Prince Albert, Moose Jaw, Swift Current, Yorkton, North Battleford, Warman, Weyburn, Estevan. <u>Manitoba</u>: Winnipeg, Brandon, Steinbach, Winkler, Portage la Prairie, Thompson, Selkirk, Morden. <u>Alberta</u>: Calgary, Edmonton, Red Deer, Lethbridge, Airdrie, Fort McMurray, Medicine Hat, Grande Prairie, Spruce Grove, Fort Saskatchewan, Chestermere, Beaumont, Camrose, Stony Plain, Sylvan Lake. ENSURE A MINIMUM OF 2 PARTICIPANTS FROM EACH PROVINCE. NO MORE THAN 1 FROM EACH CITY. ENSURE A GOOD MIX OF CITIES ACROSS THE REGION. INCLUDE THOSE RESIDING IN LARGER AND SMALLER COMMUNITIES.	CONTINUE – GROUP 4

Atlantic Canada (NS, NB, NL, PEI)	Cities/regions could include (but are not limited to): <u>Nova Scotia:</u> Halifax, Cape Breton-Sydney, New Glasgow, Glace Bay, Truro, Kentville, Sydney Mines, Amherst, Bridgewater <u>New Brunswick:</u> Greater Moncton Area, Greater Saint John Area, Quispamsis – Rothesay, Dieppe, Miramichi, Edmundston, Fredericton, Saint John <u>Newfoundland & Labrador:</u> St. John's, Corner Brook, Conception Bay, Mount Pearl, Labrador City, Grand Falls-Windsor, Paradise <u>Prince Edward Island:</u> Charlottetown, Charlottetown Region, Summerside ENSURE A GOOD MIX OF CITIES/REGIONS ACROSS PROVINCES. NO MORE THAN 2 FROM EACH PROVINCE.	CONTINUE – GROUP 5
Ontario	Cities/regions could include (but are not limited to): <u>Major Centres: Population of 300,000+</u> Toronto, Ottawa-Gatineau, Mississauga, Brampton, Hamilton <u>Mid-size Centres: Population of 100,000 – 300,000</u> Barrie, Brantford, Cambridge, Chatham-Kent, Guelph, Kingston, Kitchener, London, Milton, St. Catharines-Niagara, Sudbury, Waterloo, Windsor <u>Small Centres: Population of <30,000</u> Keswick-Elmhurst Beach, Bolton, Midland, Alliston, Fergus, Collingwood, Lindsay, Owen Sound, Brockville, Wasaga Beach, Cobourg, Tillsonburg, Valley East, Pembroke, Smiths Falls, Simcoe, Strathroy, Port Colborne, Fort Erie, Amherstburg ENSURE A GOOD MIX OF MAJOR/MID-SIZE/SMALL CENTRES ACROSS THE REGION.	CONTINUE – GROUP 6
VOLUNTEERED Prefer not to answer		THANK AND END

2a. How long have you lived in [INSERT CITY]? **RECORD NUMBER OF YEARS.**

Less than two years	THANK AND END
Two years or more	CONTINUE
Don't know/Prefer not to answer	THANK AND END

3. Would you be willing to tell me in which of the following age categories you belong?

Under 18 years of age	IF POSSIBLE, ASK FOR SOMEONE OVER 18 AND REINTRODUCE. OTHERWISE THANK AND END.
18-24	CONTINUE
25-29	
30-34	
35-44	
45-49	
50-54	
55+	
VOLUNTEERED Prefer not to answer	THANK AND END

ENSURE A GOOD MIX WHERE APPLICABLE.

4. ASK ALL GROUPS Do you own or rent your current residence? **IF ASKED/CLARIFICATION REQUIRED:** You are considered a homeowner even if you have outstanding debt that you owe on your mortgage loan.

Own	CONTINUE
Rent	
VOLUNTEERED Living at home	
VOLUNTEERED Other, please specify:	
VOLUNTEERED Don't know/not sure	THANK AND END

ENSURE A GOOD MIX WHERE APPLICABLE.

4a. ASK ALL GROUPS Which of the following best describes the residence you currently [own/rent]?

Condo	CONTINUE
Semi detached	CONTINUE
Fully detached	CONTINUE
Apartment	CONTINUE
Single family home	CONTINUE
Townhome	CONTINUE
Other, please specify: _____	CONTINUE

ENSURE A GOOD MIX WHERE APPLICABLE.

5. ASK ONLY IF GROUP 2 Do you identify as Indigenous?
Yes **CONTINUE TO Q5a.**



No **THANK AND END**
VOLUNTEERED Prefer not to answer **THANK AND END**

5a. **ASK ONLY IF GROUP 2** Do you identify as...?

First Nations **CONTINUE**
Métis **CONTINUE**
Inuit **CONTINUE**
None of the above **THANK AND END**

6. Are you familiar with the concept of a focus group?

Yes **CONTINUE**
No **EXPLAIN THE FOLLOWING** *"a focus group consists of six to eight participants and one moderator. During a two-hour session, participants are asked to discuss a wide range of issues related to the topic being examined."*

7. As part of the focus group, you will be asked to actively participate in a conversation. Thinking of how you engage in group discussions, how would you rate yourself on a scale of 1 to 5 where 1 means 'you tend to sit back and listen to others' and 5 means 'you are usually one of the first people to speak'?

1-2 **THANK AND END**
3-5 **CONTINUE**

8. As this group is being conducted online, in order to participate you will need to have high-speed Internet and a computer with a working webcam, microphone and speaker. **RECRUITER TO CONFIRM THE FOLLOWING. TERMINATE IF NO TO EITHER.**

Participant has high-speed access to the Internet
Participant has a computer/webcam

9. **ASK ALL GROUPS** Have you used online meeting software, such as Zoom, Webex, Microsoft Teams, Google Hangouts/Meet, etc., in the last two years?

Yes **CONTINUE**
No **CONTINUE**

10. **ASK ALL GROUPS** How skilled would you say you are at using online meeting platforms on your own, using a scale of 1 to 5, where 1 means you are not at all skilled, and 5 means you are very skilled?

1-2 **THANK AND END**
3-5 **CONTINUE**

11. **ASK ALL GROUPS** During the discussion, you could be asked to read or view materials on screen and/or participate in poll-type exercises online. You will also be asked to actively participate online using a webcam. Can you think of any reason why you may have difficulty reading the materials or participating by video?
TERMINATE IF RESPONDENT OFFERS ANY REASON SUCH AS SIGHT OR HEARING PROBLEM, A WRITTEN OR



VERBAL LANGUAGE PROBLEM, A CONCERN WITH NOT BEING ABLE TO COMMUNICATE EFFECTIVELY, ANY CONCERNS WITH USING A WEBCAM OR IF YOU AS THE INTERVIEWER HAVE A CONCERN ABOUT THE PARTICIPANT'S ABILITY TO PARTICIPATE EFFECTIVELY.

12. Have you ever attended a focus group discussion, an interview or survey which was arranged in advance and for which you received a sum of money?

Yes **CONTINUE**
No **SKIP TO Q.16**

13. How long ago was the last focus group you attended?

Less than 6 months ago **THANK AND END**
More than 6 months ago **CONTINUE**

14. How many focus group discussions have you attended in the past 5 years?

0-4 groups **CONTINUE**
5 or more groups **THANK AND END**

15. On what topics were they and do you recall who or what organization the groups were being undertaken for?

TERMINATE IF ANY ON SIMILAR/SAME TOPIC OR GOVERNMENT OF CANADA IDENTIFIED AS ORGANIZATION
ADDITIONAL RECRUITING CRITERIA

Now we have just a few final questions before we give you the details of the focus group, including the time and date.

16. What is the highest level of formal education that you have completed?

Grade 8 or less
Some high school
High school diploma or equivalent
Registered Apprenticeship or other trades certificate or diploma
College, CEGEP or other non-university certificate or diploma
University certificate or diploma below bachelor's level
Bachelor's degree
Post graduate degree above bachelor's level
VOLUNTEERED Prefer not to answer **THANK AND END**
ENSURE A GOOD MIX.

17. ASK ALL GROUPS Which of the following best describes the industry/sector in which you are currently employed?

Accommodation and Food Services
 Administrative and Support, Waste Management and Remediation Services
 Agriculture, Forestry, Fishing and Hunting
 Arts, Entertainment and Recreation
 Automotive
 Construction
 Educational Services
 Finance & Insurance
 Health Care
 Social Assistance
 Information and Cultural Industries
 Management of Companies and Enterprises
 Manufacturing
 Mining, Quarrying, and Oil and Gas Extraction
 Other Services (except Public Administration)
 Professional, Scientific and Technical Services
 Public Administration
 Real Estate and Rental and Leasing
 Retail Trade
 Transportation and Warehousing
 Utilities
 Wholesale Trade
 Unemployed
 Full Time Student
 Retired
 Other, please specify: _____

ENSURE A GOOD MIX BY TYPE OF EMPLOYMENT IF APPLICABLE. NO MORE THAN TWO PER SECTOR. NO MORE THAN 2 WHO ARE UNEMPLOYED. NO INTERNATIONAL STUDENTS IN ANY GROUPS.

18. ASK ALL GROUPS Which of the following categories best describes your total household income in 2023?
 That is, the total income of all persons in your household combined, before taxes?

Under \$20,000	CONTINUE
\$20,000 to just under \$40,000	
\$40,000 to just under \$60,000	
\$60,000 to just under \$80,000	
\$80,000 to just under \$100,000	
\$100,000 to just under \$125,000	
\$100,000 to just under \$150,000	
\$150,000 and above	THANK AND END
VOLUNTEERED Prefer not to answer	

ENSURE A GOOD MIX WHERE APPLICABLE.

19. DO NOT ASK IF GROUP 2 Which of the following racial or cultural groups best describes you? (multi-select)



White/Caucasian
South Asian (e.g., East Indian, Pakistani, Sri Lankan)
Chinese
Black
Latin American
Filipino
Arab
Southeast Asian (e.g., Vietnamese, Cambodian, Thai)
Korean or Japanese
Indigenous
Other (specify)
VOLUNTEERED Prefer not to answer **THANK AND END**
ENSURE A GOOD MIX.

20. [DO NOT ASK] Gender RECORD BY OBSERVATION.

Male	CONTINUE
Female	CONTINUE

ENSURE A GOOD MIX BY GENDER IN EACH GROUP WHERE APPLICABLE.

21. The focus group discussion will be audio-taped and video-taped for research purposes only. The taping is conducted to assist our researchers in writing their report. Do you consent to being audio-taped and video-taped?

Yes **CONTINUE TO INVITATION**
No **THANK AND END**

INVITATION

I would like to invite you to this online focus group discussion, which will take place the evening of **[INSERT DATE/TIME BASED ON GROUP # IN CHART ON PAGE 1]**. The group will be two hours in length and you will receive \$125 for your participation following the group via an e-transfer.

Please note that there may be observers from the Government of Canada at the group and that the discussion will be videotaped. By agreeing to participate, you have given your consent to these procedures.

Would you be willing to attend?

Yes **CONTINUE**
No **THANK AND END**

May I please have your full name, a telephone number that is best to reach you at as well as your e-mail address if you have one so that I can send you the details for the group?

Name:



Telephone Number:

E-mail Address:

You will receive an e-mail from **[INSERT RECRUITER]** with the instructions to login to the online group. Should you have any issues logging into the system specifically, you can contact our technical support team at support@thestrategiccounsel.com.

We ask that you are online at least 15 minutes prior to the beginning of the session in order to ensure you are set up and to allow our support team to assist you in case you run into any technical issues. We also ask that you restart your computer prior to joining the group.

You may be required to view some material during the course of the discussion. If you require glasses to do so, please be sure to have them handy at the time of the group. Also, you will need a pen and paper in order to take some notes throughout the group.

This is a firm commitment. If you anticipate anything preventing you from attending (either home or work-related), please let me know now and we will keep your name for a future study. If for any reason you are unable to attend, please let us know as soon as possible at **[1-800-xxx-xxxx]** so we can find a replacement.

Thank you very much for your time.

RECRUITED BY: _____

DATE RECRUITED: _____

Questionnaire de recrutement anglais – janvier

Privy Council Office Recruiting Script – January 2025 English Groups

Recruitment Specifications Summary

- Groups conducted online.
- Each group is expected to last for two hours.
- Recruit 8 participants.
- Incentives will be \$125 per person and will be sent to participants via e-transfer following the group.

Specifications for the focus groups are as follows:

Group	Date	Time (EST)	Local Time	Location	Composition	Moderator
1	Tues, Jan 7 th	9:00-11:00 PM	6:00-8:00 (PST)	Greater Vancouver Area	Homeowners	MP
2	Wed, Jan 8 th	9:00-11:00 PM	6:00-8:00 (PST) 7:00-9:00 (MST)	British Columbia	Renters	DN
4	Tues, Jan 14 th	5:00-7:00 PM	6:00-8:00 (AST)	Halifax Regional Municipality	Employed Women 24-34	DN
5	Thurs, Jan 16 th	6:00-8:00 PM	6:00-8:00 (EST)	Greater Toronto Area	Employed Men 24-34	MP
6	Tues, Jan 21 st	7:00-9:00 PM	7:00-9:00 (EST) 5:00-7:00 (MST) 4:00-6:00 (PST)	Border Cities	General Population	DN
7	Wed, Jan 22 nd	6:00-8:00 PM	6:00-8:00 (EST)	Southwestern Ontario	General Population	DN
9	Tues, Jan. 28 th	8:00-10:00 PM	7:00-9:00 (CST) 6:00-8:00 (MST)	Prairies	General Population	TBW

Recruiting Script

INTRODUCTION

Hello, my name is [RECRUITER NAME]. I'm calling from The Strategic Counsel, a national public opinion research firm, on behalf of the Government of Canada. / Bonjour, je m'appelle [NOM DU RECRUTEUR]. Je vous téléphone du Strategic Counsel, une entreprise nationale de recherche sur l'opinion publique, pour le compte du gouvernement du Canada.



Would you prefer to continue in English or French? / Préférez-vous continuer en français ou en anglais?
[CONTINUE IN LANGUAGE OF PREFERENCE]

RECORD LANGUAGE

English **CONTINUE**

French **SWITCH TO FRENCH SCREENER**

On behalf of the Government of Canada, we're organizing a series of online video focus group discussions to explore current issues of interest to Canadians.

The format is a "round table" discussion, led by an experienced moderator. Participants will be given a cash honorarium in appreciation of their time.

Your participation is completely voluntary, and all your answers will be kept confidential. We are only interested in hearing your opinions - no attempt will be made to sell or market you anything. The report that is produced from the series of discussion groups we are holding will not contain comments that are attributed to specific individuals.

But before we invite you to attend, we need to ask you a few questions to ensure that we get a good mix/variety of people in each of the groups. May I ask you a few questions?

Yes **CONTINUE**

No **THANK AND END**

SCREENING QUESTIONS

1. Have you, or has anyone in your household, worked for any of the following types of organizations in the last 5 years?

A market research firm

THANK AND END

A marketing, branding, or advertising agency

THANK AND END

A magazine or newspaper

THANK AND END

A federal/provincial/territorial government department or agency

THANK AND END

A political party

THANK AND END

In public/media relations

THANK AND END

In radio/television

THANK AND END

No, none of the above

CONTINUE

1a. IN ALL LOCATIONS: Are you a retired Government of Canada employee?

Yes **THANK AND END**

No **CONTINUE**

2. In which city do you reside?

LOCATION	CITIES	
Greater Vancouver Area	Cities include: Vancouver, Burnaby, Surrey, Richmond, Coquitlam, Delta, New Westminster, Port Coquitlam, North Vancouver ENSURE A GOOD MIX.	CONTINUE – GROUP 1
British Columbia	Cities could include (but are not limited to): Vancouver, Kamloops, Chilliwack, City of Victoria, Maple Ridge, New Westminster, Prince George, Port Coquitlam, North Vancouver, Abbotsford, Burnaby, Coquitlam, Richmond, Surrey, Delta, Langley, White Rock, Chilliwack, Mission Hope, Maple Ridge, New Westminster, Port Moody ENSURE A GOOD MIX ACROSS THE REGION.	CONTINUE – GROUP 2
Halifax Regional Municipality	Cities include (but are not limited to): Halifax, Dartmouth, Bedford, Sackville, Timberlea, Eastern Passage, Cole Harbour, Spryfield ENSURE A GOOD MIX ACROSS THE REGION. NO MORE THAN 2 FROM THE CITY OF HALIFAX.	CONTINUE – GROUP 4
Greater Toronto Area	Cities include: City of Toronto, Durham (Ajax, Clarington, Brock, Oshawa, Pickering, Whitby), Halton (Burlington, Halton Hills, Oakville, Milton), Peel (Brampton, Caledon, Mississauga), York (Markham, Vaughan, Richmond Hill, Newmarket, Aurora, King) ENSURE A GOOD MIX ACROSS THE REGION. NO MORE THAN 2 FROM THE CITY OF TORONTO OR PER REGION/COUNTY.	CONTINUE – GROUP 5
Border Cities	Cities include (but are not limited to):	CONTINUE – GROUP 6

	<u>Ontario</u>: Windsor, Sault Ste. Marie, Niagara Falls, Fort Erie, Thunder Bay <u>Quebec (Eastern Townships)</u>: Hemmingford, Stanstead, Magog <u>Alberta</u>: Lethbridge, Crowsnest Pass, Cardston <u>British Columbia</u>: Vancouver, Surrey, Blainville ENSURE A GOOD MIX.	
Southwestern Ontario	Cities include: Windsor, London, Chatham-Kent, Sarnia, Stratford, Kitchener-Waterloo, Cambridge, Guelph, Brantford, Sarnia-Lambton ENSURE A GOOD MIX ACROSS THE REGION.	CONTINUE – GROUP 7
Prairies	Cities include (but are not limited to): <u>Saskatchewan</u>: Saskatoon, Regina, Prince Albert, Moose Jaw, Swift Current, Yorkton, North Battleford, Warman, Weyburn, Estevan. <u>Manitoba</u>: Winnipeg, Brandon, Steinbach, Winkler, Portage la Prairie, Thompson, Selkirk, Morden. <u>Alberta</u>: Calgary, Edmonton, Red Deer, Lethbridge, Airdrie, Fort McMurray, Medicine Hat, Grande Prairie, Spruce Grove, Fort Saskatchewan, Chestermere, Beaumont, Camrose, Stony Plain, Sylvan Lake. ENSURE A MINIMUM OF 2 PARTICIPANTS FROM EACH PROVINCE. NO MORE THAN 1 FROM EACH CITY. INCLUDE THOSE RESIDING IN LARGER AND SMALLER COMMUNITIES.	CONTINUE – GROUP 9
VOLUNTEERED Prefer not to answer		THANK AND END

2a. How long have you lived in [INSERT CITY]? **RECORD NUMBER OF YEARS.**

Less than two years	THANK AND END
Two years or more	CONTINUE
Don't know/Prefer not to answer	THANK AND END

3. Would you be willing to tell me in which of the following age categories you belong?

Under 18 years of age	IF POSSIBLE, ASK FOR SOMEONE OVER 18 AND REINTRODUCE. OTHERWISE THANK AND END.
18-23	IF GROUP 4 & GROUP 5 – THANK AND END FOR ALL OTHERS – CONTINUE
24-34	CONTINUE
24-34	IF GROUP 4 & GROUP 5 – THANK AND END FOR ALL OTHERS – CONTINUE
35-43	
44-49	
50-59	
60-64	
65+	
[Volunteered] Prefer not to answer	THANK AND END

ENSURE A GOOD MIX WHERE APPLICABLE. GROUP 4 AND GROUP 5 WILL BE COMPOSED ENTIRELY OF THOSE AGED 18-34.

4. **ASK ONLY IF GROUP 4 AND GROUP 5** How would you identify your gender?

Female	IF GROUP 4 – CONTINUE TO Q4a. IF GROUP 5 – THANK AND END
Male	IF GROUP 5 – CONTINUE TO Q4a. IF GROUP 4 – THANK AND END
Other	THANK AND END

4a. **ASK ONLY IF GROUP 4 AND GROUP 5** How would you describe your employment status?

Working full-time (35+ hours per week)	
--	--



Working part-time (<35 hours per week)	CONTINUE GROUP 4 AND GROUP 5
Self-employed	
Unemployed, but looking for work	THANK AND END
A student attending school full-time	
Retired	
Not in the workforce (e.g. full-time homemaker, unemployed, not looking for work)	
Other, please specify	
Prefer not to answer	

SKUEW TO THOSE EMPLOYED FULL-TIME.

5. ASK ALL GROUPS Do you own or rent your current residence? **IF ASKED/CLARIFICATION REQUIRED:** You are considered a homeowner even if you have outstanding debt that you owe on your mortgage loan.

Own	IF GROUP 2 – THANK AND END FOR ALL OTHERS - CONTINUE
Rent	IF GROUP 1 – THANK AND END FOR ALL OTHERS - CONTINUE
VOLUNTEERED Living at home:	IF GROUP 1 OR GROUP 2 – THANK AND END FOR ALL OTHERS – CONTINUE
VOLUNTEERED Other, please specify:	
VOLUNTEERED Don't know/not sure:	THANK AND END

ENSURE A GOOD MIX WHERE APPLICABLE.

5a. ASK ALL GROUPS Which of the following best describes the residence you currently [own/rent]?

Condo	CONTINUE
Semi detached	CONTINUE
Fully detached	CONTINUE
Apartment	CONTINUE
Single family home	CONTINUE
Townhome	CONTINUE
Other, please specify: _____	CONTINUE

ENSURE A GOOD MIX WHERE APPLICABLE.

6. Are you familiar with the concept of a focus group?

Yes	CONTINUE
No	EXPLAIN THE FOLLOWING “a focus group consists of six to eight participants and one moderator. During a two-hour session, participants are asked to discuss a wide range of issues related to the topic being examined.”



7. As part of the focus group, you will be asked to actively participate in a conversation. Thinking of how you engage in group discussions, how would you rate yourself on a scale of 1 to 5 where 1 means 'you tend to sit back and listen to others' and 5 means 'you are usually one of the first people to speak'?

1-2 **THANK AND END**
3-6 **CONTINUE**

8. As this group is being conducted online, in order to participate you will need to have high-speed Internet and a computer with a working webcam, microphone and speaker. **RECRUITER TO CONFIRM THE FOLLOWING. TERMINATE IF NO TO EITHER.**

Participant has high-speed access to the Internet
Participant has a computer/webcam

9. ASK ALL GROUPS Have you used online meeting software, such as Zoom, Webex, Microsoft Teams, Google Hangouts/Meet, etc., in the last two years?

Yes **CONTINUE**
No **CONTINUE**

10. ASK ALL GROUPS How skilled would you say you are at using online meeting platforms on your own, using a scale of 1 to 5, where 1 means you are not at all skilled, and 5 means you are very skilled?

1-2 **THANK AND END**
3-5 **CONTINUE**

11. ASK ALL GROUPS During the discussion, you could be asked to read or view materials on screen and/or participate in poll-type exercises online. You will also be asked to actively participate online using a webcam. Can you think of any reason why you may have difficulty reading the materials or participating by video? **TERMINATE IF RESPONDENT OFFERS ANY REASON SUCH AS SIGHT OR HEARING PROBLEM, A WRITTEN OR VERBAL LANGUAGE PROBLEM, A CONCERN WITH NOT BEING ABLE TO COMMUNICATE EFFECTIVELY, ANY CONCERNS WITH USING A WEBCAM OR IF YOU AS THE INTERVIEWER HAVE A CONCERN ABOUT THE PARTICIPANT'S ABILITY TO PARTICIPATE EFFECTIVELY.**

12. Have you ever attended a focus group discussion, an interview or survey which was arranged in advance and for which you received a sum of money?

Yes **CONTINUE**
No **SKIP TO Q.16**

13. How long ago was the last focus group you attended?

Less than 6 months ago **THANK AND END**
More than 6 months ago **CONTINUE**

14. How many focus group discussions have you attended in the past 5 years?



0-4 groups **CONTINUE**
5 or more groups **THANK AND END**

15. On what topics were they and do you recall who or what organization the groups were being undertaken for?

TERMINATE IF ANY ON SIMILAR/SAME TOPIC OR GOVERNMENT OF CANADA IDENTIFIED AS ORGANIZATION
ADDITIONAL RECRUITING CRITERIA

Now we have just a few final questions before we give you the details of the focus group, including the time and date.

16. What is the highest level of formal education that you have completed?

Grade 8 or less
Some high school
High school diploma or equivalent
Registered Apprenticeship or other trades certificate or diploma
College, CEGEP or other non-university certificate or diploma
University certificate or diploma below bachelor's level
Bachelor's degree
Post graduate degree above bachelor's level

VOLUNTEERED Prefer not to answer **THANK AND END**
ENSURE A GOOD MIX.

17. ASK ALL GROUPS Which of the following best describes the industry/sector in which you are currently employed?

Accommodation and Food Services
Administrative and Support, Waste Management and Remediation Services
Agriculture, Forestry, Fishing and Hunting
Arts, Entertainment and Recreation
Automotive
Construction
Educational Services
Finance & Insurance
Health Care
Social Assistance
Information and Cultural Industries
Management of Companies and Enterprises
Manufacturing
Mining, Quarrying, and Oil and Gas Extraction
Other Services (except Public Administration)
Professional, Scientific and Technical Services
Public Administration
Real Estate and Rental and Leasing



Retail Trade
Transportation and Warehousing
Utilities
Wholesale Trade
Unemployed
Full Time Student
Retired
Other, please specify: _____

ENSURE A GOOD MIX BY TYPE OF EMPLOYMENT IF APPLICABLE. NO MORE THAN TWO PER SECTOR. NO MORE THAN 2 WHO ARE UNEMPLOYED WHERE APPLICABLE. NO INTERNATIONAL STUDENTS IN ANY GROUPS.

18. ASK ALL GROUPS Which of the following categories best describes your total household income in 2024?
That is, the total income of all persons in your household combined, before taxes?

Under \$20,000	CONTINUE
\$20,000 to just under \$40,000	
\$40,000 to just under \$60,000	
\$60,000 to just under \$80,000	
\$80,000 to just under \$100,000	
\$100,000 to just under \$125,000	
\$100,000 to just under \$150,000	
\$150,000 and above	THANK AND END
VOLUNTEERED Prefer not to answer	

ENSURE A GOOD MIX WHERE APPLICABLE.

19. Which of the following racial or cultural groups best describes you? (multi-select)

White/Caucasian
South Asian (e.g., East Indian, Pakistani, Sri Lankan)
Chinese
Black
Latin American
Filipino
Arab
Southeast Asian (e.g., Vietnamese, Cambodian, Thai)
Korean or Japanese
Indigenous
Other (specify)

VOLUNTEERED Prefer not to answer **THANK AND END**

ENSURE A GOOD MIX.

20. [DO NOT ASK] Gender **RECORD BY OBSERVATION.**

Male	CONTINUE
Female	CONTINUE

ENSURE A GOOD MIX BY GENDER IN EACH GROUP WHERE APPLICABLE.

21. The focus group discussion will be audio-taped and video-taped for research purposes only. The taping is conducted to assist our researchers in writing their report. Do you consent to being audio-taped and video-taped?

Yes **CONTINUE TO INVITATION**

No **THANK AND END**

INVITATION

I would like to invite you to this online focus group discussion, which will take place the evening of **[INSERT DATE/TIME BASED ON GROUP # IN CHART ON PAGE 1]**. The group will be two hours in length and you will receive \$125 for your participation following the group via an e-transfer.

Please note that there may be observers from the Government of Canada at the group and that the discussion will be videotaped. By agreeing to participate, you have given your consent to these procedures.

Would you be willing to attend?

Yes **CONTINUE**

No **THANK AND END**

May I please have your full name, a telephone number that is best to reach you at as well as your e-mail address if you have one so that I can send you the details for the group?

Name:

Telephone Number:

E-mail Address:

You will receive an e-mail from **[INSERT RECRUITER]** with the instructions to login to the online group. Should you have any issues logging into the system specifically, you can contact our technical support team at support@thestrategiccounsel.com.

We ask that you are online at least 15 minutes prior to the beginning of the session in order to ensure you are set up and to allow our support team to assist you in case you run into any technical issues. We also ask that you restart your computer prior to joining the group.

You may be required to view some material during the course of the discussion. If you require glasses to do so, please be sure to have them handy at the time of the group. Also, you will need a pen and paper in order to take some notes throughout the group.



THE
**STRATEGIC
COUNSEL**

This is a firm commitment. If you anticipate anything preventing you from attending (either home or work-related), please let me know now and we will keep your name for a future study. If for any reason you are unable to attend, please let us know as soon as possible at **[1-800-xxx-xxxx]** so we can find a replacement.

Thank you very much for your time.

RECRUITED BY: _____

DATE RECRUITED: _____

Annexe B – Guides de discussion

Guide du modérateur français – décembre

GUIDE DU MODÉRATEUR - DOCUMENT MAÎTRE DÉCEMBRE 2024

INTRODUCTION (10 minutes) Tous les lieux

- Le modérateur ou la personne responsable du soutien technique doit faire savoir aux participantes et aux participants qu'un stylo et du papier seront nécessaires afin de prendre des notes et d'écrire quelques réflexions au sujet des pièces de communication que nous leur montrerons plus tard au cours de la discussion.

MOT-SYMBOLE « CANADA » (20 minutes) Colombie-Britannique, Canada atlantique

- Lorsque vous remarquez des informations du gouvernement du Canada (en ligne, sur papier, sur des panneaux d'affichage, à la télévision, etc.), comment savez-vous qu'elles proviennent du gouvernement du Canada?
 - Est-il clair pour vous que ces informations proviennent du gouvernement du Canada? Pourquoi? Pourquoi pas?
 - SI NON : Pouvez-vous me donner un exemple d'un cas où vous avez eu des doutes?
- Lorsque vous *entendez* de l'information, à la radio par exemple, comment savez-vous qu'elle provient du gouvernement du Canada?
 - Où entendez-vous habituellement cette information? À la radio? À la télévision?
 - Y a-t-il des énoncés ou des sons particuliers qui sont utilisés pour indiquer que l'information provient du gouvernement du Canada?

Affichez le mot-symbole « Canada » à l'écran

- Avez-vous déjà vu ce symbole? Si c'est le cas, où l'avez-vous vu?

J'aimerais vous demander ce que ce symbole signifie en général et ce qu'il signifie pour vous personnellement.

- Alors, pour commencer, quelle est la signification générale de ce symbole? A-t-il une autre signification?
 - SI CE N'EST PAS MENTIONNÉ : Pensez-vous que le mot-symbole représente le gouvernement du Canada? Pourquoi? Si ce n'est pas le cas, pourquoi?

- Et que signifie ce symbole pour *vous*, personnellement?
 - AU BESOIN : À quoi avez-vous le plus tendance à associer ce symbole? Quels *sentiments* suscite-t-il? Pourquoi?
 - Ce symbole suscite-t-il des impressions ou des idées positives ou négatives? Pourquoi?
- Pourquoi pensez-vous que le gouvernement du Canada utilise ce symbole dans ses communications et les informations qu'il publie?
- Où vous attendez-vous à trouver ce symbole affiché?
- SI LES MOTS « CONFIANCE », « CRÉDIBILITÉ » ET « CERTITUDE » N'ONT PAS DÉJÀ ÉTÉ MENTIONNÉS, POSER LA QUESTION SUIVANTE : Lorsque vous remarquez ce symbole, faites-vous confiance à l'information qui l'accompagne? Êtes-vous certain que l'information est crédible? Pourquoi? Si ce n'est pas le cas, pourquoi?

Faites jouer les 4 premières notes du « Ô Canada » (signature musicale)

- Avez-vous déjà entendu cette signature musicale? Si c'est le cas, d'où provenait-elle?
- Le gouvernement du Canada utilise cette signature musicale dans ses communications. Pourquoi pensez-vous qu'il l'utilise?

COÛT DE LA VIE (20-30 minutes) Colombie-Britannique, Prairies, Canada atlantique, Ontario

J'aimerais maintenant changer de sujet pour parler du coût de la vie...

- Comment qualifieriez-vous le coût de la vie actuel?
 - Prairies, Ontario Quels impacts, le cas échéant, le coût de la vie a-t-il eus sur votre ménage?
- Comment décririez-vous la performance du gouvernement du Canada pour ce qui est de la gestion du coût de la vie.
- Prairies, Ontario Selon vous, quel est le rôle du gouvernement du Canada en matière de réduction du coût de la vie?
 - Comment qualifieriez-vous sa performance en matière de réduction du coût de la vie?
- Avez-vous récemment vu, lu ou entendu quoi que ce soit au sujet d'aides supplémentaires du fournies par le gouvernement du Canada pour aider les Canadiens à faire face à l'augmentation du coût de la vie?
 - SI OUI: Qu'avez-vous récemment vu, lu ou entendu à ce sujet?

- **Prairies, Ontario** SI NON: De quelle façon aimeriez-vous que le gouvernement du Canada apporte un soutien supplémentaire pour aider les Canadiens à gérer l'augmentation du coût de la vie?
- Avez-vous entendu quoi que ce soit au sujet d'un allègement fiscal pour tous les Canadiens et d'un remboursement pour les travailleurs canadiens?

Le gouvernement du Canada a récemment annoncé que pendant deux mois à compter du 14 décembre, la TPS/TVH sera exonérée sur les produits essentiels, à savoir les aliments préparés et les collations, les repas au restaurant, la bière et le vin, les vêtements et chaussures pour enfants, les sièges de voiture, les couches, les jouets pour enfants, les livres et casse-têtes, les sapins de Noël, entre autres articles. De plus, tous les travailleurs canadiens qui ont touché un revenu inférieur à 150 000 dollars recevront une remise de 250 dollars au début du printemps 2025.

- Quelles sont vos réactions à cette mesure?
 - **Colombie-Britannique, Canada atlantique** - Pensez-vous que cela vous aidera à faire face au coût de la vie?
 - **Prairies, Ontario** - En pensant à certains des articles que nous avons mentionnés, qui seront exempts de taxes et notamment aux aliments préparés et aux collations, au repas au restaurant, etc., quelle exemption sera, à votre avis, la plus avantageuse pour les Canadiens? Pourquoi?
 - **Prairies, Ontario** - La remise de 250 dollars vous avantagera-t-elle personnellement ou avantagera-t-elle une personne que vous connaissez?
 - **Prairies, Ontario** - DEMANDER AU BESOIN : Pensez-vous que cela vous aidera à faire face au coût de la vie?
- Avez des questions au sujet de ce nouveau congé fiscal et de cette nouvelle remise?
- Lorsque vous pensez à ce congé fiscal sur les ventes et à la Remise pour les travailleurs canadiens, le Canada est-il davantage sur la mauvaise voie ou sur la bonne voie lorsqu'il s'agit de faire face au problème de l'augmentation du coût de la vie?

ÉTIQUETTES D'ALIMENTS SUPPLÉMENTÉS - MISE À L'ESSAI DE MESSAGES (35 minutes) **Colombie-Britannique, Autochtones résidant dans les Prairies, Québec**

Nous allons maintenant passer en revue certains messages que le gouvernement du Canada s'emploie actuellement à concevoir et qui pourraient être incorporés à des publicités. Santé Canada souhaite porter un nouveau symbole que l'on commence à voir sur les étiquettes à l'attention des Canadiens q d'aliments.

Je vais d'abord vous montrer le nouveau symbole à l'écran.

Afficher la première diapositive sur laquelle figure un emballage d'aliment simulé.

- Est-ce que quelqu'un parmi vous a vu ce nouveau symbole en faisant ses courses dernièrement?

Pour sensibiliser la population, Santé Canada a conçu des messages qui seront utilisés dans les médias sociaux et pour d'autres publications de sensibilisation, et notamment des contenus Web et des infographies, et souhaite donc à ce stade obtenir vos suggestions sur le libellé de ces messages.

Nous souhaitons vraiment centrer notre discussion sur les messages, et non sur la conception du symbole en tant que tel. Après que vous aurez vu chaque message, nous vous poserons une série de questions.

Afficher le message n° 1 à l'écran

- Pouvez-vous me dire, en vos propres mots, quel est l'objet de ce message?
- Que vous a-t-il appris?
- Y a-t-il des parties du message ou des mots qui manquent de clarté ou qui portent à confusion?
 - Avez-vous des suggestions sur les moyens de l'améliorer?
- Que signifie selon vous le terme « nutriments préoccupants pour votre santé »?
- Que signifie le terme « nutriments à limiter » d'après vous?
- Si l'on compare ces deux termes : « nutriments préoccupants pour votre santé » et « nutriments à limiter », lequel préférez-vous? Pourquoi?

Afficher le message n° 2 à l'écran

- Pouvez-vous me dire, en vos propres mots, quel est l'objet de ce message?
- Que vous a-t-il appris?
- Y a-t-il des parties du message ou des mots qui manquent de clarté ou qui portent à confusion?

- Avez-vous des suggestions sur les moyens de l'améliorer?

Afficher le message n° 3 à l'écran

- Pouvez-vous me dire, en vos propres mots, quel est l'objet de ce message?
- Que vous a-t-il appris?
- Y a-t-il des parties du message ou des mots qui manquent de clarté ou qui portent à confusion?
 - Avez-vous des suggestions sur les moyens de l'améliorer?
- Que signifie, selon vous, le terme « avantages en matière de protection de la santé »?
- À quoi pensez-vous en entendant le terme « morceaux entiers de viande crue »?

Afficher le message facultatif n° 3 à l'écran

Il s'agit du même message que vous avez vu sur la diapo précédente, mais avec un choix de rechange pour l'une des phrases. La différence entre les deux messages est surlignée en jaune et illustrée dans une comparaison côte à côte.

- Quel message préférez-vous? Pourquoi?

AVIS À LONG TERME CONCERNANT LA QUALITÉ DE L'EAU (30 minutes) Colombie-Britannique, Autochtones résidant dans les Prairies, Québec, Prairies, Canada atlantique, Ontario

- Avez-vous, vu, lu ou entendu quoi que ce soit au sujet de mesures que le gouvernement du Canada a prises pour garantir un accès à de l'eau potable propre dans les réserves des Premières Nations?
 - SI OUI : Qu'avez-vous, vu, lu ou entendu à ce sujet?
- Êtes-vous au courant d'efforts déployés par le gouvernement du Canada pour lever les avis à long terme concernant la qualité de l'eau potable dans les réserves?

Nous allons maintenant examiner deux messages de média social potentiels liés aux avis à long terme concernant la qualité de l'eau potable que le gouvernement du Canada s'emploie actuellement à concevoir.

AFFICHER À L'ÉCRAN — INFOGRAPHIE 1A

- Quelle est votre impression générale de cette illustration?
- Capterait-elle votre attention? Pourquoi ou pourquoi pas?
- Quel est, selon vous, le message qui se dégage de cette illustration?
 - Y avait-il quelque chose à propos du contenu de ce message qui portait à confusion ou qui manquait de clarté?
 - Comment ce message pourrait-il être amélioré?
- Est-ce que quelque chose vous a surpris au sujet de ce message?
 - Avez-vous appris quelque chose?
- Maintenant que vous en avez pris connaissance, comment qualifieriez-vous les progrès réalisés par le gouvernement du Canada dans ce dossier?
 - DEMANDER AU BESOIN : Diriez-vous qu'il a fait beaucoup de progrès, un peu de progrès, aucun progrès, ou qu'il a empiré les choses?
- Cliqueriez-vous sur le lien du site Web? Pourquoi ou pourquoi pas?
- Si vous voyiez ce message et qu'il vous redirigeait vers un site Web, quelles informations vous attendriez-vous à trouver sur ce site?

AFFICHER À L'ÉCRAN – INFOGRAPHIE 2

- Quelle est votre impression générale de cette illustration?
- Capterait-elle votre attention? Pourquoi ou pourquoi pas?
- Comporte-t-elle des mots ou des données que vous trouvez particulièrement convaincants?
 - Certains de ces mots ou données posent-ils problème? Pourquoi?
- Quel est, selon vous, le message qui se dégage de cette illustration?
 - Y avait-il quelque chose à propos du contenu de ce message qui portait à confusion ou qui manquait de clarté?
 - Comment ce message pourrait-il être amélioré?

- Est-ce que quelque chose vous a surpris au sujet de ce message?
 - Avez-vous appris quelque chose?
- Cliqueriez-vous sur le lien menant au site Web? Pourquoi ou pourquoi pas?
- Si vous voyiez ce message et qu'il vous redirigeait vers un site Web, quelles informations vous attendriez-vous à y trouver?
- Dans l'ensemble, pensez-vous que ce soit quelque chose que le gouvernement du Canada doive promouvoir?

CONCEPTS PUBLICITAIRES DE L'ARC - CONGÉ DE TAXES TPS/TVH (35 minutes) Autochtones résidant dans les Prairies, Québec

Passons maintenant à un autre sujet...

- Avez-vous récemment vu, lu ou entendu quoi que ce soit au sujet d'aides supplémentaires fournies par le gouvernement du Canada pour aider les Canadiens à faire face à l'augmentation du coût de la vie?
 - SI OUI: Qu'avez-vous lu, vu, ou entendu à ce sujet?
- Avez-vous entendu quoi que ce soit au sujet d'un congé de taxe pour tous les Canadiens?

Le gouvernement du Canada a récemment annoncé que, pendant deux mois à compter du 14 décembre 2024, il exemptera de la TPS et de la TVH des produits de première nécessité et notamment les aliments et collations préparés, les repas au restaurant, la bière et le vin, les vêtements et chaussures pour enfants, les sièges de voiture, les couches, les jouets, les livres et casse-tête, les sapins et arbres décoratifs de Noël, entre autres.

- Avez-vous des questions concernant ce nouveau congé de taxe?

Nous allons maintenant examiner deux concepts publicitaires liés à ce nouveau congé de taxe et nous recueillerons ensuite vos commentaires à leur sujet.

[NOTE À L'INTENTION DU MODÉRATEUR ET DU RESPONSABLE DU SOUTIEN TECHNIQUE : VEUILLEZ ALTERNER L'ORDRE DANS LEQUEL LES CONCEPTS SONT PRÉSENTÉS AUX PARTICIPANTS AFIN D'ÉVITER TOUT BIAIS INTRODUIT PAR L'ORDRE DES RÉPONSES D'UN GROUPE À L'AUTRE]

AFFICHER À L'ÉCRAN – Concept n° 1 (iconographie)

- Quelle est votre impression générale de ce concept?
- Capterait-il votre attention? Pourquoi ou pourquoi pas?
- Quel est, selon vous, le message qui se dégage de ce concept?
- Y avait-il quelque chose qui portait à confusion ou qui manquait de clarté?
- Comment ce message pourrait-il être amélioré?
- Que pensez-vous des icônes utilisées pour ce concept?
- Cliqueriez-vous sur le lien menant au site Web? Pourquoi ou pourquoi pas?

Nous aimerions avoir votre avis concernant quelques différents choix d'icônes pour cette publicité.

AFFICHER À L'ÉCRAN – Choix d'icônes

- Parmi ces icônes, y en a-t-il que vous trouvez plus attrayantes que d'autres?
 - Quelle icône préférez-vous?

AFFICHER À L'ÉCRAN – Concept n° 2 (salade préparée) et concept de rechange n° 2 (mère effectuant ses courses) côte à côte.

- Quelle est votre impression générale de ce concept?
- Capterait-il votre attention? Pourquoi ou pourquoi pas?
- Quel est, selon vous, le message qui se dégage de ce concept?
- Y avait-il quelque chose qui portait à confusion ou qui manquait de clarté?
- Comment ce concept pourrait-il être amélioré?
- Cliqueriez-vous sur le lien menant au site Web? Pourquoi ou pourquoi pas?

Nous aimerions maintenant avoir votre avis sur différents choix de messages pour cette publicité.

Québec

AFFICHER À L'ÉCRAN – Choix de messages

1. Ne manquez pas le congé de TPS/TVH, accordé jusqu'au 15 février 2025! Pour découvrir quels articles de votre liste d'achats sont admissibles, allez à **canada.ca/conge-tps-tvh**.
2. Profitez du congé de TPS/TVH jusqu'au 15 février 2025! Pour en savoir plus sur les articles admissibles, allez à **canada.ca/conge-tps-tvh**.
3. Mettez la TPS/TVH sur pause jusqu'au 15 février 2025! Pour en savoir plus sur les articles admissibles, allez à **canada.ca/conge-tps-tvh**.

Autochtones résidant dans les Prairies

AFFICHER À L'ÉCRAN – Choix de messages

1. Jusqu'au 15 février, le gouvernement du Canada vous accorde un congé de taxe sur de nombreux articles essentiels du quotidien. Pour en savoir plus, allez à **canada.ca/conge-tps-tvh**.
 2. Ne manquez pas le congé de TPS/TVH, accordé jusqu'au 15 février 2025! Pour découvrir quels articles de votre liste d'achats sont admissibles, allez à **canada.ca/conge-tps-tvh**.
 4. Profitez du congé de TPS/TVH jusqu'au 15 février 2025! Pour en savoir plus sur les articles admissibles, allez à **canada.ca/conge-tps-tvh**.
 5. Mettez la TPS/TVH sur pause jusqu'au 15 février 2025! Pour en savoir plus sur les articles admissibles, allez à **canada.ca/conge-tps-tvh**.
 5. Bénéficiez d'un congé de taxe sur de nombreux articles essentiels du quotidien et plus encore jusqu'au 15 février 2025. Découvrez les articles admissibles à **canada.ca/conge-tps-tvh**.
- Y a-t-il des messages plus efficaces que d'autres? Pourquoi ou pourquoi pas?
 - Quel choix de message préférez-vous?

LE GOUVERNEMENT DU CANADA DANS L'ACTUALITÉ / RELATIONS CANADA-ÉTATS-UNIS (30-35 minutes) Prairies, Canada atlantique, Ontario

- **Prairies, Canada atlantique** - Qu'avez-vous vu, lu ou entendu au sujet du gouvernement du Canada au cours des derniers jours?
 - **Prairies, Canada atlantique** - Où avez-vous vu, lu ou entendu cela?

J'aimerais maintenant me concentrer sur le prochain volet de notre discussion portant sur les relations entre le Canada et les États-Unis ...

- En un mot, comment décririez-vous les relations actuelles entre le Canada et les États-Unis??

En pensant à la récente élection aux États-Unis...

NOTE À L'ATTENTION DU MODÉRATEUR : Veuillez orienter la discussion de manière à éviter tout commentaire sur une personne en particulier; l'accent doit être mis sur des éléments tels que les impacts, les préoccupations, les espoirs, etc.

- Quels seront, à votre avis, les impacts notables de cette élection pour le Canada?
 - DEMANDER : Le commerce, le coût de la vie, l'emploi et l'immigration pourraient-ils en être impactés?
- Avez-vous de quelconques préoccupations? Y a-t-il quelque chose à propos de cette élection que trouvez positif?
- Avez-vous vu lu ou entendu quoi que ce soit au sujet de tarifs douaniers proposés par les États-Unis sur tous les produits canadiens exportés aux États-Unis?
 - Où avez-vous vu, lu ou entendu cela?

FOURNIR LES ÉCLAIRCISSEMENTS SUIVANTS : Le président désigné des États-Unis a récemment annoncé que le gouvernement américain entendait imposer, dès janvier, des tarifs douaniers de 25 pour cent sur les importations canadiennes et mexicaines.

- Qu'avez-vous entendu, le cas échéant, concernant la réponse du Canada aux tarifs douaniers proposés sur tous les produits canadiens exportés aux États-Unis?
- Comment décririez-vous votre impression générale des États-Unis?
 - Quels sont les facteurs qui influent le plus sur votre opinion?
- Lorsque vous pensez aux relations entre le Canada et les États-Unis, quels sont, selon vous, ses principaux intérêts ?
 - AU BESOIN : Par exemple : le commerce, l'économie, l'emploi, le coût de la vie, la sécurité frontalière, l'immigration
- Estimez-vous que le gouvernement du Canada en fait assez pour protéger et promouvoir les intérêts du Canada dans ses relations avec les États-Unis?

- IF NO: What can it do to help protect and advance Canadian interests?
- En pensant à la relation qu'entretient le Canada avec les États-Unis, quels sont les enjeux auxquels le gouvernement du Canada devrait accorder la plus haute priorité? Pourquoi?

LE GOUVERNEMENT DU CANADA DANS L'ACTUALITÉ (5 minutes) Ontario

- Qu'avez-vous vu, lu ou entendu au sujet du gouvernement du Canada au cours des derniers jours?
 - Où avez-vous vu, lu ou entendu cela?

SACS RÉUTILISABLES (10 minutes) Ontario

J'aimerais maintenant vous poser des questions au sujet des sacs réutilisables...

- Combien d'entre vous possédez des sacs réutilisables? Levez- la main.
 - D'après vous, combien de sacs réutilisables possédez-vous environ?
 - Estimez-vous en avoir trop?
 - SI OUI : Comment se fait-il que vous en ayez autant?
 - À quoi vous servent vos sacs réutilisables?
 - AU BESOIN : Vous en servez-vous pour faire votre épicerie, d'autres types de courses ou à tout autres fins?

CONCLUSION (5 minutes) Tous les lieux

- Avant de conclure, y a-t-il autre chose que vous souhaiteriez dire au gouvernement fédéral? Il peut s'agir de précisions sur les sujets abordés aujourd'hui ou d'un sujet que vous jugez important, mais dont nous n'avons pas discuté

Guide du modérateur français – janvier

GUIDE DU MODÉRATEUR - DOCUMENT MAÎTRE JANVIER 2025

INTRODUCTION (10 minutes) Tous les lieux

- Le modérateur ou la personne responsable du soutien technique doit faire savoir aux participantes et aux participants qu'un stylo et du papier seront nécessaires afin de prendre des notes et d'écrire quelques réflexions au sujet des pièces de communication que nous leur montrerons plus tard au cours de la discussion.

LE GOUVERNEMENT DU CANADA DANS L'ACTUALITÉ (5 minutes) Propriétaires de la région métropolitaine de Vancouver, locataires résidant en Colombie-Britannique, immigrants résidant dans la région métropolitaine de Montréal, femmes en emploi âgées de 24 à 34 ans résidant dans la Municipalité régionale d'Halifax, hommes en emploi âgés de 24 à 34 ans de la région du Grand Toronto, résidents de villes frontalières, sud-ouest de l'Ontario, personnes âgées de 65 ans et plus résidant au Québec, Prairies

- Qu'avez-vous vu, lu ou entendu au sujet du gouvernement du Canada au cours des derniers jours?
 - Où avez-vous vu, lu ou entendu cela?

ECONOMIC INDICATORS (35 minutes) Propriétaires de la région métropolitaine de Vancouver, locataires résidant en Colombie-Britannique, femmes en emploi âgées de 24 à 34 ans résidant dans la Municipalité régionale d'Halifax

- Lorsque vous pensez au Canada en tant que tel, estimez-vous qu'il est en général sur la bonne voie ou sur la mauvaise voie?
 - Qu'est-ce qui vous fait dire cela?
- Et en matière de création d'emplois? Lorsque vous pensez au Canada en tant que tel, estimez-vous qu'il est en général sur la bonne voie ou sur la mauvaise voie?
 - Qu'est-ce qui vous fait dire cela?

- Avez-vous vu, lu ou entendu quelque chose récemment au sujet de la Banque du Canada et de la réduction de son taux d'intérêt directeur? [NOTE AU MODÉRATEUR : Le 11 décembre 2024, la Banque du Canada a réduit son taux directeur de 50 points de base, le ramenant à 3,25 %
 - SI OUI : Qu'en pensez-vous ?
 - De quelle façon cela pourrait-il affecter, le cas échéant, votre ménage?

- Qu'en est-il du taux d'inflation au Canada? Avez-vous récemment vu, lu ou entendu quoi que ce soit au sujet du recul du taux d'inflation au Canada ? [NOTE AU MODÉRATEUR : Le taux d'inflation en novembre 2024 était de 1,9 pour cent comparativement à 2 pour cent en octobre et 1,6 pour cent en septembre, atteignant ainsi l'objectif fixé par la Banque du Canada.]
 - SI OUI : Quelles sont vos réflexions et vos réactions au sujet de cette nouvelle?
 - Avez-vous remarqué des changements dans votre vie quotidienne en raison de l'inflation?

- Qu'en est-il du taux de croissance économique au Canada?
 - SI OUI : Quelles sont vos réflexions et vos réactions au sujet de cette nouvelle?
 - SI NON, LE MODÉRATEUR DONNERA DES INFORMATIONS SUR LE PIB ET FOURNIRA UNE BRÈVE EXPLICATION : PIB signifie produit intérieur brut. Le PIB mesure la valeur monétaire des biens et services finaux produits dans un pays au cours d'une période donnée. L'économie canadienne a connu une croissance de 0,3 pour cent au troisième trimestre de 2024. Cela équivaut à un taux de croissance annualisé de 1 pour cent au troisième trimestre, soit un taux inférieur au 1,5 pour cent estimé par la Banque du Canada.
 - Que vous disent, le cas échéant, les chiffres en matière de croissance économique sur votre bien-être économique futur ?

- Qu'en est-il du taux de chômage au Canada?
 - SI OUI : Quelles sont vos réflexions et réactions au sujet de cette nouvelle?
 - SI NON : Le taux de chômage se situe actuellement à 6,6 %, comparativement à 5,4 % en 2023, et 5,7 % en 2019, avant la pandémie. Que pensez-vous de cette information?

- Certains de ces indicateurs – taux d'intérêt, taux d'inflation, taux de croissance économique ou taux de chômage — ont-ils un impact sur votre perception de l'orientation que prend l'économie et de votre propre avenir financier?
 - Qu'en est-il de vos attentes concernant le coût de la vie? Pour quelle raison?

COÛT DE LA VIE (15-30 minutes) Propriétaires de la région métropolitaine de Vancouver, locataires résidant en Colombie-Britannique, femmes en emploi âgées de 24 à 34 ans résidant dans la Municipalité régionale d'Halifax, immigrants résidant dans la région métropolitaine de Montréal, hommes en emploi âgés de 24 à 34 ans de la région du Grand Toronto

J'aimerais maintenant changer de sujet pour parler du coût de la vie...

- Propriétaires de la région métropolitaine de Vancouver, locataires résidant en Colombie-Britannique, immigrants résidant dans la région métropolitaine de Montréal - Comment qualifieriez-vous le coût de la vie actuel?
 - Propriétaires de la région métropolitaine de Vancouver, locataires résidant en Colombie-Britannique, immigrants résidant dans la région métropolitaine de Montréal - Quels impacts, le cas échéant, le coût de la vie a-t-il eus sur votre ménage?
- Propriétaires de la région métropolitaine de Vancouver, locataires résidant en Colombie-Britannique, immigrants résidant dans la région métropolitaine de Montréal - Selon vous, quel est le rôle du gouvernement du Canada en matière de réduction du coût de la vie?
 - Propriétaires de la région métropolitaine de Vancouver, locataires résidant en Colombie-Britannique, immigrants résidant dans la région métropolitaine de Montréal - Comment qualifieriez-vous sa performance en matière de réduction du coût de la vie?
- Femmes en emploi âgées de 24 à 34 ans résidant dans la Municipalité régionale d'Halifax - Comment décririez-vous la performance du gouvernement Canada pour ce qui est de sa gestion du coût de la vie ?
- Propriétaires de la région métropolitaine de Vancouver, locataires résidant en Colombie-Britannique, femmes en emploi âgées de 24 à 34 ans résidant dans la Municipalité régionale d'Halifax immigrants résidant dans la région métropolitaine de Montréal - Avez-vous récemment vu, lu ou entendu quoi que ce soit au sujet d'aides supplémentaires du fournies par le gouvernement du Canada pour aider les Canadiens à faire face à l'augmentation du coût de la vie?
 - Propriétaires de la région métropolitaine de Vancouver, locataires résidant en Colombie-Britannique, femmes en emploi âgées de 24 à 34 ans résidant dans la Municipalité régionale d'Halifax immigrants résidant dans la région métropolitaine de Montréal - SI OUI: Qu'avez-vous récemment vu, lu ou entendu à ce sujet?
 - Propriétaires de la région métropolitaine de Vancouver, locataires résidant en Colombie-Britannique, immigrants résidant dans la région métropolitaine de Montréal - SI NON: De quelle façon aimeriez-vous que le gouvernement du Canada apporte un soutien supplémentaire pour aider les Canadiens à gérer l'augmentation du coût de la vie?

- Avez-vous entendu quoi que ce soit au sujet d'un allègement fiscal pour tous les Canadiens?

Du 14 décembre 2024 au 15 février 2025, le gouvernement du Canada exonère de la TPS/TVH les produits essentiels tels que les aliments préparés et les collations, les repas au restaurant, la bière et le vin, les vêtements et les chaussures pour enfants, les sièges d'auto, les couches, les jouets pour enfants, les livres et les casse-tête, entre autres.

- Quelles sont vos réactions à cette mesure?
 - Avez-vous constaté ce changement lors d'achats que vous avez effectués au cours des quelques dernières semaines?
 - SI OUI : Pour quels types d'achats avez-vous constaté un changement?
 - DEMANDER AU BESOIN : Ce congé de taxe vous a-t-il aidé à faire face au coût de la vie?
 - Propriétaires de la région métropolitaine de Vancouver, locataires résidant en Colombie-Britannique, immigrants résidant dans la région métropolitaine de Montréal - Croyez-vous qu'il aidera d'autres Canadiens à y faire face?
- En pensant à ce congé de taxes de vente, le gouvernement du Canada est-il davantage sur la bonne voie ou sur la mauvaise voie pour ce qui est des mesures qu'il prend pour alléger le coût de la vie?

MISE À L'ESSAI D'UNE VIDÉO SUR LES SOINS PALLIATIFS (30 minutes) Propriétaires de la région métropolitaine de Vancouver, sud-ouest de l'Ontario, Prairies

J'aimerais maintenant changer de sujet pour parler de soins de santé...

- Y a-t-il quelqu'un parmi vous qui connaît ou a à charge une personne atteinte d'une maladie grave? Il peut s'agir, entre autres, de la SLA, de la maladie d'Alzheimer, de maladies génétiques ou de maladies cardiovasculaires.

Je vais vous présenter une vidéo du gouvernement du Canada portant sur les soins palliatifs, après quoi nous discuterons de vos réactions à son sujet. N'hésitez pas à noter les aspects de la vidéo qui vous plaisent ou vous déplaisent, ainsi que tout autres caractéristiques. Nous allons visionner la vidéo deux fois, et ensuite nous en discuterons.

- Quelle est votre impression générale de cette vidéo?
 - En quoi cette vidéo vous plaît-elle, le cas échéant?
 - En quoi cette vidéo vous déplaît-elle, le cas échéant? Pourquoi?
- Quel est le message principal que vous avez retenu?
- Quels sentiments cette publicité suscite-t-elle en vous?

- Quels sentiments suscite-t-elle en vous au sujet des soins palliatifs, une approche palliative aux soins et au deuil. Pourquoi?
- Remarqueriez-vous cette vidéo? Attirerait-elle votre attention?
 - Est-elle mémorable? Pourquoi ou pourquoi pas?
- Y a-t-il certains éléments de la vidéo qui prêtaient à confusion ou qui manquaient de clarté? Quoi?
- Y a-t-il des aspects de la vidéo qui vous ont surpris (avez-vous appris quelque chose)?
- À votre avis, est-il approprié que le gouvernement du Canada utilise cette voie de communication pour transmettre de l'information sur les soins palliatifs, une approche palliative aux soins et au deuil? Pourquoi ou pourquoi pas?
- Si vous voyiez cette vidéo, vous inciterait-elle à faire quelque chose? Pourquoi ou pourquoi pas?
 - SI OUI : Que vous inciterait-elle à faire?
- Avez-vous des suggestions sur les moyens d'améliorer la vidéo?

APPLICATION MétéoCAN (10 minutes) Locataires résidant en Colombie-Britannique, immigrants résidant dans la région métropolitaine de Montréal

Passons à un autre sujet...

- Quelqu'un parmi vous connaît-il l'application MétéoCAN du gouvernement du Canada?
 - SI OUI : Que savez-vous à son sujet?
 - L'avez-vous déjà téléchargée?

LE MODÉRATEUR FOURNIRA LES DÉTAILS SUIVANTS : MétéoCAN est une application gratuite pouvant être téléchargée sur votre téléphone, votre tablette ou votre ordinateur qui fournit les prévisions les plus récentes directement depuis la source météorologique officielle du Canada. Il est également possible de recevoir des alertes météorologiques pour n'importe quel endroit au Canada, incluant des notifications personnalisées sur la qualité de l'air et pour la température.

- Quelles sont vos réflexions immédiates au sujet de cette application?
- S'agit-il d'une application que devrait développer et promouvoir le gouvernement du Canada? Pourquoi ou pourquoi pas?

RELATIONS CANADA-ÉTATS-UNIS (15-60 minutes) Locataires résidant en Colombie-Britannique, immigrants résidant dans la région métropolitaine de Montréal, femmes en emploi âgées de 24 à 34 ans résidant dans la Municipalité régionale d'Halifax, hommes en emploi âgés de 24 à 34 ans de la région du Grand Toronto, résidents de villes frontalières, sud-ouest de l'Ontario, personnes âgées de 65 ans et plus résidant au Québec, Prairies

- Résidents de villes frontalières, sud-ouest de l'Ontario, personnes âgées de 65 ans et plus résidant au Québec, Prairies - En un mot, comment décririez-vous les relations Canada-États-Unis à l'heure actuelle?
- Qu'avez-vous entendu récemment au sujet des relations entre le Canada et les États-Unis?
- Locataires résidant en Colombie-Britannique, immigrants résidant dans la région métropolitaine de Montréal, femmes en emploi âgées de 24 à 34 ans résidant dans la Municipalité régionale d'Halifax, hommes en emploi âgés de 24 à 34 ans de la région du Grand Toronto, personnes âgées de 65 ans et plus résidant au Québec, Prairies - Avez-vous vu, lu ou entendu quoi que ce soit au sujet des tarifs douaniers proposés sur tous les produits canadiens exportés aux États-Unis?
 - Locataires résidant en Colombie-Britannique, immigrants résidant dans la région métropolitaine de Montréal, femmes en emploi âgées de 24 à 34 ans résidant dans la Municipalité régionale d'Halifax, hommes en emploi âgés de 24 à 34 ans de la région du Grand Toronto, personnes âgées de 65 ans et plus résidant au Québec, Prairies - SI OUI : Qu'avez vous vu, lu ou entendu à ce sujet?

Locataires résidant en Colombie-Britannique, immigrants résidant dans la région métropolitaine de Montréal, femmes en emploi âgées de 24 à 34 ans résidant dans la Municipalité régionale d'Halifax, hommes en emploi âgés de 24 à 34 ans de la région du Grand Toronto - LE MODÉRATEUR FOURNIRA LES ÉCLAIRCISSEMENTS SUIVANTS : Le président élu des États-Unis a récemment annoncé que le gouvernement américain imposerait des tarifs douaniers de 25 % sur les importations canadiennes et mexicaines dès le mois de janvier, à moins que le Canada ne s'attaque au problème des migrants franchissant la frontière entre le Canada et les États-Unis, ainsi qu'au problème du fentanyl transitant par la frontière.

- Résidents de villes frontalières, sud-ouest de l'Ontario, personnes âgées de 65 ans et plus résidant au Québec, Prairies - Avez-vous vu, lu ou entendu quoi que ce soit au sujet des États-Unis réévaluant ses relations commerciales avec le Canada et le Mexique?
 - Résidents de villes frontalières, sud-ouest de l'Ontario, personnes âgées de 65 ans et plus résidant au Québec, Prairies - SI OUI : Qu'avez vous vu, lu ou entendu à ce sujet?
 - Résidents de villes frontalières, sud-ouest de l'Ontario, personnes âgées de 65 ans et plus résidant au Québec, Prairies - SI CE N'EST PAS MENTIONNÉ : Peut-

être avez-vous entendu parler de l'éventuelle imposition de tarifs douaniers sur des produits canadiens exportés aux États-Unis?

Résidents de villes frontalières, sud-ouest de l'Ontario, personnes âgées de 65 ans et plus résidant au Québec, Prairies - LE MODÉRATEUR FOURNIRA LES ÉCLAIRCISSEMENTS SUIVANTS : Les États-Unis ont récemment indiqué que le gouvernement américain étudierait son accord de libre-échange avec le Canada et le Mexique afin de déterminer si les États-Unis devraient continuer à en faire partie. Les États-Unis ont également signalé qu'ils pourraient imposer des tarifs douaniers à hauteur de 25 % sur des importations canadiennes et mexicaines, à moins que les deux pays ne prennent les mesures nécessaires pour mettre fin au flux de migrants et au fentanyl franchissant la frontière entre le Canada et les États-Unis.

- **Résidents de villes frontalières, sud-ouest de l'Ontario, personnes âgées de 65 ans et plus résidant au Québec, Prairies -** Que pensez-vous du fait que les États-Unis souhaitent réviser l'accord de libre-échange (également connu sous le nom d'Accord Canada-États-Unis-Mexique)?
 - **Résidents de villes frontalières, sud-ouest de l'Ontario, personnes âgées de 65 ans et plus résidant au Québec, Prairies -** Cela vous inquiète-t-il?
 - **Résidents de villes frontalières, sud-ouest de l'Ontario, personnes âgées de 65 ans et plus résidant au Québec, Prairies -** Y voyez-vous des avantages pour le Canada?
- **Résidents de villes frontalières -** Comment préféreriez-vous que les gouvernements fédéral et provinciaux gèrent d'éventuels enjeux commerciaux, dont les droits de douane, entre le Canada et les États-Unis? Le gouvernement fédéral devrait-il prendre les devants, les deux pays devraient-ils travailler en collaboration, ou revient-il à chaque province d'élaborer sa propre stratégie? Pourquoi dites-vous cela?
 - **Résidents de villes frontalières -** En quoi ces différentes approches vous préoccupent-elles, le cas échéant?

Sud-ouest de l'Ontario, personnes âgées de 65 ans et plus résidant au Québec, Prairies - NOTE À L'ATTENTION DU MODÉRATEUR : Prière de centrer la discussion sur la stratégie plus générale liée au commerce et aux tarifs douaniers (plutôt que sur la migration et le fentanyl).

- **Sud-ouest de l'Ontario, personnes âgées de 65 ans et plus résidant au Québec, Prairies -** Plus précisément, comment préféreriez-vous que les gouvernements provinciaux et fédéral agissent en ce qui concerne le traitement d'enjeux commerciaux comme les tarifs douaniers entre le Canada et les États-Unis? Le gouvernement fédéral devrait-il prendre les devants, les deux pays devraient-ils travailler en collaboration, ou revient-il à chaque province d'élaborer sa propre stratégie? Pourquoi dites-vous cela?
 - **Sud-ouest de l'Ontario, personnes âgées de 65 ans et plus résidant au Québec, Prairies -** En quoi ces différentes approches vous préoccupent-elles, le cas échéant?

- **Sud-ouest de l'Ontario, personnes âgées de 65 ans et plus résidant au Québec, Prairies** - Dans quelle mesure est-il, selon vous, probable que les États-Unis finissent par imposer des tarifs douaniers sur des produits canadiens?
- À votre avis, en quoi l'imposition éventuelle, par les États-Unis, de tarifs douaniers sur des produits canadiens impacterait-elle l'économie canadienne?
 - Et en quoi vous impacterait-elle personnellement?
- **Immigrants résidant dans la région métropolitaine de Montréal** - Quelle devrait être la réponse du gouvernement du Canada concernant ces tarifs douaniers?
- **Locataires résidant en Colombie-Britannique, femmes en emploi âgées de 24 à 34 ans résidant dans la Municipalité régionale d'Halifax, hommes en emploi âgés de 24 à 34 ans de la région du Grand Toronto, résidents de villes frontalières** - À votre connaissance, le franchissement, par des migrants, de la frontière du Canada vers les États-Unis constitue-t-il un problème majeur, un problème mineur ou un problème qui n'en est pas vraiment un?
 - **Locataires résidant en Colombie-Britannique, femmes en emploi âgées de 24 à 34 ans résidant dans la Municipalité régionale d'Halifax, , hommes en emploi âgés de 24 à 34 ans de la région du Grand Toronto, résidents de villes frontalières** - Et le fentanyl qui transite par la frontière du Canada vers les États-Unis?
- **Locataires résidant en Colombie-Britannique, femmes en emploi âgées de 24 à 34 ans résidant dans la Municipalité régionale d'Halifax, hommes en emploi âgés de 24 à 34 ans de la région du Grand Toronto** - Qu'avez-vous appris, le cas échéant, au sujet de la réponse du Canada aux tarifs douaniers projetés sur tous les produits canadiens exportés vers les États-Unis?

Locataires résidant en Colombie-Britannique, femmes en emploi de la Municipalité régionale d'Halifax âgées de 24 à 34 ans, hommes en emploi de la région du Grand Toronto âgés de 24 à 34 ans

LE MODÉRATEUR FOURNIRA DES ÉCLAIRCISSEMENTS et AFFICHERA CE QUI SUIT À L'ÉCRAN :

En réponse à l'annonce du président américain élu, le gouvernement du Canada a récemment annoncé un ensemble de mesures d'aide financière totalisant 1,3 milliards de dollars pour aider à sécuriser la frontière et à renforcer le système d'immigration. Au nombre de ces mesures :

- un soutien au forces de l'ordre pour la détection et l'interception de drogues illicites comprenant de nouveaux outils d'intelligence artificielle ainsi que des équipes canines;
- le renforcement 24 heures sur 24, 7 jours sur 7 de la surveillance de la frontière canado-américaine incluant l'emploi d'hélicoptères et de drones.

- des outils destinés à sévir contre le crime organisé et le trafic de fentanyl avec plus d'efficacité;
 - un soutien destiné à réduire au minimum les volumes inutiles à la frontière, incluant le pouvoir d'annuler, de modifier ou de suspendre des documents d'immigration afin de pouvoir gérer le nombre de personnes entrant au Canada ou transitant par celui-ci et d'imposer de nouveaux coûts et de nouvelles restrictions aux pays qui ne facilitent pas rapidement le retour de leurs citoyens lorsque que ceux-ci enfreignent la législation canadienne en matière d'immigration.
- Locataires résidant en Colombie-Britannique, femmes en emploi âgées de 24 à 34 ans résidant dans la Municipalité régionale d'Halifax, hommes en emploi âgés de 24 à 34 ans de la région du Grand Toronto - Ces mesures constituent-elles, selon vous, un pas dans la bonne direction ou dans la mauvaise direction?
 - Locataires résidant en Colombie-Britannique, femmes en emploi âgées de 24 à 34 ans résidant dans la Municipalité régionale d'Halifax, hommes en emploi âgés de 24 à 34 ans de la région du Grand Toronto - À votre avis, que devrait encore faire le gouvernement fédéral pour l'instant?
 - Locataires résidant en Colombie-Britannique, femmes en emploi âgées de 24 à 34 ans résidant dans la Municipalité régionale d'Halifax, hommes en emploi âgés de 24 à 34 ans de la région du Grand Toronto - Comment souhaiteriez-vous que le gouvernement du Canada réponde si ces tarifs étaient imposés?
 - Locataires résidant en Colombie-Britannique, femmes en emploi âgées de 24 à 34 ans résidant dans la Municipalité régionale d'Halifax, hommes en emploi âgés de 24 à 34 ans de la région du Grand Toronto - Le Canada devrait-il riposter en imposant des tarifs sur les produits américains? Pourquoi ou pourquoi pas?
 - Locataires résidant en Colombie-Britannique, femmes en emploi âgées de 24 à 34 ans résidant dans la Municipalité régionale d'Halifax - Que devrait faire, le cas échéant, le gouvernement fédéral pour venir en aide aux secteurs d'activités affectés? Pourquoi dites-vous cela?
 - Hommes en emploi âgés de 24 à 34 ans de la région du Grand Toronto - Si ces tarifs sont imposés, prévoyez-vous y répondre en modifiant vos habitudes de consommation? [DEMANDER: en achetant davantage de produits locaux, en évitant les produits américains, etc.]
 - Résidents de villes frontalières, sud-ouest de l'Ontario, personnes âgées de 65 ans et plus résidant au Québec, Prairies - Quelle devrait être la réponse du Canada si les États-Unis imposaient des tarifs douaniers sur les produits canadiens destinés aux États-Unis?

Résidents de villes frontalières, sud-ouest de l'Ontario, personnes âgées de 65 ans et plus résidant au Québec, Prairies - Je vais vous montrer une liste de mesures que pourrait prendre le Canada en réponse aux tarifs imposés par les États-Unis.

Résidents de villes frontalières, sud-ouest de l'Ontario
AFFICHER À L'ÉCRAN

- Le Canada impose ses propres tarifs sur les importations américaines.
- Le Canada restreint les exportations d'hydroélectricité vers les États-Unis.
- Le Canada restreint les exportations de pétrole et de gaz naturel vers les États-Unis.
- Le Canada restreint les exportations de minéraux critiques vers les États-Unis.
- Le Canada limite l'importation de produits laitiers en provenance des États-Unis.
- Le Canada encourage les consommateurs à « acheter canadien » en appui aux entreprises touchées par les tarifs.

Personnes âgées de 65 ans et plus résidant au Québec, Prairies
AFFICHER À L'ÉCRAN

- Le Canada impose des tarifs douaniers "dollar pour dollar" sur les importations américaines.
- Le Canada impose des tarifs douaniers sur des produits comme le jus d'orange, le bourbon et les motocyclettes.
- Le Canada restreint les exportations d'hydroélectricité vers les États-Unis.
- Le Canada restreint les exportations de pétrole et de gaz naturel vers les États-Unis.
- Le Canada restreint les exportations de minéraux critiques vers les États-Unis.
- Le Canada limite l'importation de produits laitiers en provenance des États-Unis.
- Le Canada encourage les consommateurs à « acheter canadien » en appui aux entreprises touchées par les tarifs.

Résidents de villes frontalières, sud-ouest de l'Ontario - J'aimerais d'abord recueillir vos commentaires à cette liste de réponses potentielles de la part du gouvernement du Canada.

- Résidents de villes frontalières, sud-ouest de l'Ontario - Parmi ces réponses, y en a-t-il avec lesquelles vous êtes particulièrement en accord ou en désaccord? Si oui, pourquoi?
- Résidents de villes frontalières, sud-ouest de l'Ontario - SI AUCUNE RÉPONSE N'EST FOURNIE SPONTANÉMENT : Êtes-vous d'accord ou en désaccord avec la mesure consistant à restreindre les exportations de pétrole et de gaz?

Résidents de villes frontalières, sud-ouest de l'Ontario, personnes âgées de 65 ans et plus résidant au Québec, Prairies - **SONDAGE** : J'aimerais maintenant procéder à un sondage. Je vous demanderais de choisir les mesures qui seront, à votre avis, les plus efficaces pour convaincre les États-Unis d'abolir les tarifs douaniers. Vous pouvez choisir un maximum de 2 mesures. Si vous êtes d'avis qu'aucune mesure ne serait efficace, sélectionnez « Aucune mesure ne serait efficace. » (le dernier choix de réponse).

NOTE AU MODÉRATEUR – Une fois le sondage terminé, examiner les résultats et poser la question suivante :

- Résidents de villes frontalières, sud-ouest de l'Ontario, personnes âgées de 65 ans et plus résidant au Québec, Prairies - À votre avis, pourquoi l', le, la [insérer la mesure choisie] est-il ou est-elle plus efficace que d'autres mesures?
- Personnes âgées de 65 ans et plus résidant au Québec, Prairies - À votre connaissance, le franchissement, par des migrants, de la frontière du Canada vers les États-Unis constitue-t-il un problème majeur, un problème mineur ou un problème qui n'en est pas vraiment un?
 - Personnes âgées de 65 ans et plus résidant au Québec, Prairies - Et le fentanyl qui transite par la frontière du Canada vers les États-Unis?

Résidents de villes frontalières, sud-ouest de l'Ontario, personnes âgées de 65 ans et plus résidant au Québec, Prairies - Pour finir, j'aimerais aborder un autre aspect des relations Canada-États-Unis, à savoir à combien s'élèvent les dépenses de notre pays en matière de défense nationale.

- Résidents de villes frontalières, sud-ouest de l'Ontario, personnes âgées de 65 ans et plus résidant au Québec, Prairies - Est-ce que quelqu'un parmi vous a lu, entendu ou vu quoi que ce soit à ce sujet récemment?
 - Résidents de villes frontalières, sud-ouest de l'Ontario, personnes âgées de 65 ans et plus résidant au Québec, Prairies - SI OUI : Qu'avez-vous, vu, lu ou entendu à ce sujet?
- Résidents de villes frontalières, sud-ouest de l'Ontario, personnes âgées de 65 ans et plus résidant au Québec, Prairies - Selon vous, le Canada dépense-t-il trop, trop peu ou un montant à peu près convenable en matière de défense nationale? Pourquoi êtes-vous de cet avis?

Résidents de villes frontalières, sud-ouest de l'Ontario, personnes âgées de 65 ans et plus résidant au Québec - Le gouvernement du Canada s'est engagé à augmenter ses dépenses en matière de défense afin d'atteindre l'engagement de 2 % du PIB voulu par l'OTAN d'ici 2032. Cette augmentation des dépenses comprendra des investissements visant notamment à moderniser le Commandement de la défense aérospatiale de l'Amérique du Nord (NORAD), à acquérir de nouveaux équipements, dont des avions de combat à réaction, à renforcer la cybersécurité, et à optimiser les efforts de recrutement dans les Forces armées.

Prairies - Le gouvernement du Canada a récemment indiqué qu'il se fixait pour objectif d'augmenter ses dépenses en matière de défense pour atteindre l'objectif de 2 pour cent du PIB fixé par l'OTAN d'ici 2027, soit cinq ans plus tôt que l'échéance précédente de 2032. Cette augmentation des dépenses comprendra des investissements visant notamment à moderniser le Commandement de la défense aérospatiale de l'Amérique du Nord (NORAD), à acquérir de nouveaux équipements, dont des avions de combat à réaction, à renforcer la cybersécurité, et à optimiser les efforts de recrutement dans les Forces armées.

- **Résidents de villes frontalières, sud-ouest de l'Ontario, personnes âgées de 65 ans et plus résidant au Québec** - Que pensez-vous de l'augmentation des dépenses du Canada en matière de défense pour atteindre la cible de 2 % du PIB d'ici 2032?
- **Prairies** - Que pensez-vous de l'augmentation des dépenses du Canada en matière de défense pour atteindre la cible de 2 % du PIB d'ici 2027?
 - **Résidents de villes frontalières, sud-ouest de l'Ontario, personnes âgées de 65 ans et plus résidant au Québec, Prairies** Y a-t-il des domaines qui, selon vous, devraient être priorités?
 - **Résidents de villes frontalières, sud-ouest de l'Ontario, personnes âgées de 65 ans et plus résidant au Québec, Prairies** Que pensez-vous de l'échéancier que s'est fixé le Canada pour atteindre cet objectif?

Résidents de villes frontalières, sud-ouest de l'Ontario - Les États-Unis ont récemment appelé le Canada à raccourcir son échéancier et à atteindre l'objectif de l'OTAN en matière de défense avant 2032.

Personnes âgées de 65 ans et plus résidant au Québec, Prairies - Les États-Unis ont récemment déclaré qu'ils demanderaient à tous les pays de l'OTAN, y compris le Canada, de porter leurs dépenses de défense à 5 % de leur PIB. À titre indicatif, cela équivaldrait à des dépenses en matière de défense supérieures à celles de tous les pays de l'OTAN à l'heure actuelle.

- **Résidents de villes frontalières, sud-ouest de l'Ontario** - Êtes-vous pour ou contre une augmentation plus rapide des dépenses du Canada en matière de défense? Pourquoi ou pourquoi pas?
- **Personnes âgées de 65 ans et plus résidant au Québec, Prairies** - Êtes-vous pour ou contre une augmentation des dépenses du Canada à 5 % de son PIB? Pourquoi ou pourquoi pas?
- **Résidents de villes frontalières, sud-ouest de l'Ontario, personnes âgées de 65 ans et plus résidant au Québec, Prairies** - Pourquoi les États-Unis, appellent-ils, à votre avis, le Canada à augmenter ses dépenses en matière de défense?

- **Résidents de villes frontalières, sud-ouest de l'Ontario, personnes âgées de 65 ans et plus résidant au Québec, Prairies** - Croyez-vous qu'il s'agisse d'un enjeu plus important du fait que ce soient les États-Unis qui appellent le Canada à dépenser plus?

IMMIGRATION (45 minutes) **Immigrants résidant dans la région métropolitaine de Montréal**

Passons maintenant à une discussion sur l'immigration au Canada.

- Comment qualifieriez-vous le système d'immigration canadien?
- Votre opinion sur ce système d'immigration a-t-elle changé avec le temps?
 - SI OUI : En quoi a-t-elle changé? Veuillez expliquer ce qui a influencé votre opinion.
- Comment compareriez-vous le système d'immigration canadien avec celui d'autre pays? Veuillez expliquer pourquoi.
- Globalement, quel rôle, le cas échéant, l'immigration a-t-elle joué dans la société canadienne au fil des ans?
 - Quels ont été les impacts les plus importants de l'immigration au Canada au fil des ans? Ont-ils été surtout négatifs ou positifs? Veuillez expliquer pourquoi.
 - AU BESOIN SEULEMENT : Pourrait-il s'agir des impacts sur l'économie, la société ou l'identité canadienne?

Ces dernières années, le gouvernement fédéral a déclaré qu'il essayait d'attirer davantage d'immigrants au Canada afin de remédier à la pénurie de main-d'œuvre consécutive à la pandémie.

- Que pensez-vous de cette approche? S'agit-il de quelque chose que le gouvernement devait faire ou ne devait pas faire?
 - Quels ont été les impacts, qu'ils soient positifs ou négatifs, de cette approche?
- Quels sont aujourd'hui les impacts les plus importants de l'immigration au Canada?
 - DEMANDER SEULEMENT AU BESOIN : Les impacts sur le logement, les soins de santé et les services sociaux?
- Qu'avez-vous récemment vu, lu ou entendu au sujet du gouvernement du Canada et des taux d'immigration? Que pensez-vous de ce que vous avez entendu à ce sujet?

AFFICHER À L'ÉCRAN :

Le gouvernement du Canada a récemment annoncé son Plan des niveaux d'immigration ayant pour objectif de stopper la croissance démographique à court terme. Pour ce faire, il réduit le nombre cible de résidents permanents et inclut, pour la première fois, le nombre cible de résidents temporaires (notamment d'étudiants étrangers et de travailleurs étrangers temporaires), comme suit :

Résidents permanents

De 485 000 en 2024 à :

- 395 000 en 2025 (soit une réduction de 21 % par rapport à 2024)
- 380 000 en 2026
- 365 000 en 2027

Résidents temporaires

D'environ 6 à 7 % de la population du Canada, à 5 % de la population canadienne d'ici la fin de l'année 2026, suivi d'une légère augmentation en 2027.

Étant donné que la quasi-totalité de la croissance démographique du Canada est due à l'immigration, et notamment aux résidents temporaires, cela signifie que la population totale du Canada devrait diminuer très légèrement en 2025 et 2026, avant d'augmenter à nouveau en 2027.

- Quelles sont vos réactions à cela?
 - Plus précisément, que pensez-vous de la décision de réduire le nombre d'immigrants pour freiner la croissance démographique?
 - La décision de réduire le nombre d'immigrants aura-t-elle d'autres impacts sur le Canada? Au sein de votre collectivité?
- Êtes-vous d'avis qu'il s'agissait de la bonne décision à prendre? Pourquoi ou pourquoi pas? Veuillez expliquer.
- Pourquoi pensez-vous que le gouvernement du Canada a pris cette décision?
- Quelles autres initiatives souhaiteriez-vous que prenne le gouvernement du Canada en matière d'immigration?

MARCHÉ DE L'EMPLOI (20 minutes) Femmes en emploi âgées de 24 à 34 ans résidant dans la Municipalité régionale d'Halifax, hommes en emploi âgés de 24 à 34 ans de la région du Grand Toronto

Lorsque nous vous avons invité(e), vous avez indiqué que vous travaillez actuellement. J'aimerais donc orienter la discussion vers le marché du travail.

- Comment évalueriez-vous la situation sur le marché de l'emploi à l'heure actuelle? Diriez-vous qu'elle est bonne, mauvaise ou ni bonne ni mauvaise? Pourquoi êtes-vous de cet avis?
 - Selon vous, est-ce facile ou difficile de trouver un emploi dans le domaine qui vous intéresse?
 - Avez-vous rencontré des défis ou des obstacles lors de votre recherche d'emploi ou dans le cadre de votre travail?
 - SI OUI : Quels ont été certains de ces défis ou obstacles?
- En vous projetant dans cinq ans, pensez-vous que le marché du travail au Canada sera meilleur, moins bon ou à peu près le même? Pourquoi?
 - SI MOINS BON: Qu'est-ce qui vous rendrait plus optimiste?
- Diriez-vous que le gouvernement du Canada est sur la bonne voie ou sur la mauvaise voie pour ce qui est de créer des emplois bien rémunérés au Canada? Et pour ce qui est de venir en aide aux travailleurs?
 - Que devrait faire le gouvernement du Canada pour les aider?

ÉTIQUETTES D'ALIMENTS SUPPLÉMENTÉS — MISE À L'ESSAI DE MESSAGES (35 minutes) Hommes en emploi âgés de 24 à 34 ans résidant dans la région du Grand Toronto, résidents de villes frontalières, personnes âgées de 65 ans et plus

J'aimerais maintenant aborder un autre sujet et passer en revue quelques messages destinés aux médias sociaux que le gouvernement du Canada s'emploie actuellement à élaborer en rapport avec un symbole nutritionnel apposé sur le devant d'emballages de produits alimentaires. Nous allons passer en revue les messages un à la fois, après quoi nous discuterons ensemble de vos réactions.

[LE MODÉRATEUR PASSERA EN REVUE CHAQUE MESSAGE UN À LA FOIS. APRÈS CHAQUE MESSAGE, LE MODÉRATEUR POSERA LES QUESTIONS QUI SUIVENT. IL EST À NOTER QUE L'IMAGE ACCOMPAGNANT LE PREMIER MESSAGE SERA ANIMÉE (prière de se reporter à la note surlignée en bleu ci-dessous qui devra être lue à voix haute aux participants avant que le message ne soit affiché).]

LE MODÉRATEUR FERA EN SORTE DE CENTRER LA DISCUSSION SUR LES COMMUNICATIONS/IMAGES CONTENUES DANS LES MESSAGES POUR MÉDIAS SOCIAUX PLUTÔT QUE SUR LE SYMBOLE LUI-MÊME (LE SYMBOLE AINSI QUE SON DESIGN SONT DÉFINITIFS)

L'ordre dans lequel les messages ont été présentés aux participants n'était pas le même dans chaque groupe.

Afficher à l'écran le message pour médias sociaux accompagné de l'image d'un simulacre de sac de maïs soufflé, de tablette de chocolat et de jus.

- Quelle est votre réaction générale à ce message sur les médias sociaux?
- Avez-vous compris le message?
 - Y avait-il quelque chose à propos de ce message qui portait à confusion ou qui manquait de clarté? En quoi portait-il à confusion ou manquait-il de clarté?
 - Comment ce message pourrait-il être amélioré?
- Avez-vous appris quelque chose?
- En quoi ce message vous plaît-il, le cas échéant? En quoi ce message vous déplaît-il, le cas échéant? Pourquoi?
- Le remarqueriez-vous ou attirerait-il votre attention?
 - Est-il mémorable? Pourquoi ou pourquoi pas?
- Si vous voyiez ce message sur les médias sociaux, y réagiriez-vous d'une manière ou d'une autre?
 - SI OUI : L' « aimeriez-vous », ou le partageriez-vous? Pourquoi ou pourquoi pas?
 - SI OUI : Le « commenteriez-vous »? Si oui, qu'écririez-vous comme commentaire?
 - SI NON : Pourquoi pas?

Afficher à l'écran le message pour médias sociaux dans lequel on voit une femme et un enfant faisant leurs courses.

Dans ce message pour médias sociaux, l'image affichée sera animée afin d'imiter un GIF, c'est-à-dire une courte vidéo sans son tournant en boucle sans qu'il soit nécessaire d'appuyer sur « play ».

- Quelle est votre réaction générale à ce message sur les médias sociaux?
- Avez-vous compris le message?
 - Y avait-il quelque chose à propos de ce message qui portait à confusion ou qui manquait de clarté? En quoi portait-il à confusion ou manquait-il de clarté?
 - Comment ce message pourrait-il être amélioré?
- Avez-vous appris quelque chose?

- En quoi ce message vous plaît-il, le cas échéant? En quoi ce message vous déplaît-il, le cas échéant? Pourquoi?
- Le remarqueriez-vous ou attirerait-il votre attention?
 - Est-il mémorable? Pourquoi ou pourquoi pas?
- Si vous voyiez ce message sur les médias sociaux, y réagiriez-vous d'une manière ou d'une autre?
 - SI OUI : L'« aimeriez-vous », ou le partageriez-vous? Pourquoi ou pourquoi pas?
 - SI OUI : Le « commenteriez-vous »? Si oui, quel serait votre commentaire?
 - SI NON : Pourquoi pas?

Afficher à l'écran le message pour médias sociaux accompagné de l'image d'un simulacre de sac de maïs soufflé.

- Quelle est votre réaction générale à ce message sur les médias sociaux?
- Avez-vous compris le message?
 - Y avait-il quelque chose à propos de ce message qui portait à confusion ou qui manquait de clarté? En quoi portait-il à confusion ou manquait-il de clarté?
 - Comment ce message pourrait-il être amélioré?
- Avez-vous appris quelque chose?
- En quoi ce message vous plaît-il, le cas échéant? En quoi ce message vous déplaît-il, le cas échéant? Pourquoi?
- Le remarqueriez-vous ou attirerait-il votre attention?
 - Est-il mémorable? Pourquoi ou pourquoi pas?
- Si vous voyiez ce message sur les médias sociaux, y réagiriez-vous d'une manière ou d'une autre?
 - SI OUI : L'« aimeriez-vous », ou le partageriez-vous? Pourquoi ou pourquoi pas?
 - SI OUI : Le « commenteriez-vous »? Si oui, quel serait votre commentaire?
 - SI NON : Pourquoi pas?

CONCLUSION (5 minutes) Tous les lieux

- Avant de conclure, y a-t-il autre chose que vous souhaiteriez dire au gouvernement fédéral? Il peut s'agir de précisions sur les sujets abordés aujourd'hui ou d'un sujet que vous jugez important, mais dont nous n'avons pas discuté.

Guide du modérateur anglais – décembre

MASTER MODERATOR'S GUIDE DECEMBER 2024

INTRODUCTION (10 minutes) All Locations

- Moderator or technician should let participants know that they will need pen and paper in order to take some notes, jot down some thoughts around some material that we will show them later in the discussion.

CANADA WORDMARK (20 minutes) British Columbia, Atlantic Canada

- When you notice information from the Government of Canada (online, on paper, on billboards, on TV, etc.), how do you know it is from the Government of Canada?
 - Is it clear to you that this is information that comes from the Government of Canada? Why? Why not?
 - IF NO: Can you give me an example of an instance when you weren't sure?
- When you *hear* information, on the radio for instance, how do you know it's from the Government of Canada?
 - Where do you typically hear this information? Radio? TV?
 - Are there specific statements or sounds that are used to identify the information is from the Government of Canada?

Show the "Canada" wordmark ON SCREEN

- Have you seen this symbol before? If so, where?

I want to ask you what this symbol means in general and also what it means to you personally.

- So, first: what does this symbol mean in general? Is there anything else?
 - IF NOT MENTIONED: Do you think this symbol represents the Government of Canada? Why? Why not?
- And, what does this symbol mean to you personally?
 - PROBE IF NECESSARY: What are you most likely to associate this symbol with? How does it make you *feel*? Why?
 - Does the symbol represent positive or negative feelings/ideas? Why?
- Why do you think the Government of Canada uses this symbol in its

communications/information?

- Where do you expect this symbol to be displayed?
- IF TRUST/CREDIBILITY/CONFIDENCE NOT MENTIONED, ASK: When you notice this symbol, do you trust the information that comes along with it? Do you have confidence that the information is credible? Why? Why not?

Play first 4 notes of O-Canada (musical signature)

- Have you heard this jingle before? If so, where?
- The Government of Canada uses this jingle in its communications. Why do you think they do that?

COST OF LIVING (20-30 minutes) British Columbia, Prairies, Atlantic Canada, Ontario

Now I'd like to shift the conversation by talking about the cost of living...

- How would you describe the current cost of living?
 - Prairies, Ontario What impacts, if any, has it had on you or your household?
- British Columbia, Atlantic Canada In your view, how would you describe the Government of Canada's performance in addressing the cost of living?
- Prairies, Ontario In your view, what is the Government of Canada's role when it comes to addressing the cost of living?
 - Prairies, Ontario How would you describe their performance in addressing the cost of living?
- Have you recently seen, read, or heard anything about the Government of Canada providing additional support to help Canadians with the rising cost of living?
 - IF YES: What have you heard?
 - Prairies, Ontario IF NO: How would you like to see the Government of Canada provide additional support to help Canadians manage the rising cost of living?
- Have you heard anything about the Government of Canada providing a tax break for all Canadians and a rebate for working Canadians?

The Government of Canada recently announced that for 2 months starting December 14, 2024, it will exempt the GST/HST on essentials like prepared foods and snacks, restaurant meals, beer and wine, children's clothing and footwear, car seats, diapers, children's toys, books and puzzles, and Christmas

trees, among others. Additionally, working Canadians who earned up to \$150,000 will receive a \$250 cheque in early spring 2025.

- What are your reactions to this?
 - **British Columbia, Atlantic Canada** Do you think it will help you with the cost of living?
 - **Prairies, Ontario** Thinking about some of the things that we mentioned that will be tax exempt, such as prepared foods and snacks, restaurant meals, etc., which do you think will have the greatest impact? Why?
 - **Prairies, Ontario** Will the rebate of \$250 have an impact on you, or someone you know?
 - **Prairies, Ontario** PROMPT AS NEEDED: Do you think it will help you with the cost of living?
- Do you have any questions relating to this new tax break and rebate?
- When you think about this sales tax break and the working Canadians' rebate, is the Government of Canada more on the wrong track or the right track when it comes to addressing the cost of living?

SUPPLEMENTED FOOD LABEL – MESSAGE TESTING (35 minutes) **British Columbia, Prairies**
Indigenous Peoples, Quebec

We are now going to review some messaging that is currently being developed by the Government of Canada which could be incorporated into advertising. Health Canada wants to raise awareness about a new symbol we are starting to see on food labels.

To begin, I will show you the new symbol on screen.

Show the first slide with a mock food package

- Has anyone seen this new symbol when shopping for food recently?

To raise awareness, Health Canada developed messages that will be used for social media and in other awareness material such as web content and infographics, so they want to get your input on the wording at this point.

We really want to focus our discussion on the messages, and not the design of the symbol itself. After each message, we will go through a series of questions.

Show Message #1 on screen

- Can you tell me, in your own words, what the message is trying to say?
- What did you learn?
- Are there any parts of the message or any words that are unclear or confusing?
 - Do you have any suggestions on how it could be improved?
- What does “nutrients of concern to your health” mean to you?
- What does “nutrients to limit” mean to you?
- If we compare those two terms: “nutrients of concern to your health” and “nutrients to limit”, which do you prefer? Why?

Show Message #2 on screen

- Can you tell me, in your own words, what the message is trying to say?
- What did you learn?
- Are there any parts of the message or any words that are unclear or confusing?
 - Do you have any suggestions on how it could be improved?

Show Message #3 on screen

- Can you tell me, in your own words, what the message is trying to say?
- What did you learn?
- Are there any parts of the message or any words that are unclear or confusing?
 - Do you have any suggestions on how it could be improved?
- What does “health protection benefits” mean to you?
- What do you think of when you see the words “whole cuts of raw meat”?

British Columbia, Prairies Indigenous Peoples

Show Alternative Message #3 on screen

This is the same message you just saw in the previous slide, but with an alternative option for one of the sentences. The difference is highlighted in yellow in a side-by-side comparison.

- Which message do you prefer? Why?

LONG TERM DRINKING WATER ADVISORIES (30 minutes) British Columbia, Prairies Indigenous Peoples, Quebec, Prairies, Atlantic Canada, Ontario

- Have you seen, read, or heard anything about actions the Government of Canada has taken to ensure access to clean drinking water on First Nations reserves?
 - IF YES: What have you seen, read, or heard?
- Have you heard about Government of Canada efforts to lift long-term drinking water advisories on reserves?

We are now going to review two potential social media posts related to long-term drinking water advisories that are currently being developed by the Government of Canada.

SHOW ON SCREEN – INFOGRAPHIC 1A

- What is your overall reaction to this graphic?
- Would it capture your attention? Why or why not?
- What is the message that you understand from the graphic?
 - Was anything confusing or unclear?
 - How could it be improved?
- Did anything surprise you?
 - Did you learn anything?
- Now that you've seen this, how would you rate the progress the Government of Canada has made on this issue?
 - PROMPT AS NEEDED: Would you say they've made a lot of progress, a bit, none, or have they made things worse?

- Would you click to the website? Why or why not?
- If you saw this and it directed you to a website, what information would you expect to find on the website?

SHOW ON SCREEN – INFOGRAPHIC 2

- What is your overall reaction to this graphic?
- Would it capture your attention? Why or why not?
- Are there any specific words or statistics that you find compelling?
 - Are any problematic? Why?
- What is the message that you understand from the graphic?
 - Was anything confusing or unclear?
 - How could it be improved?
- Did anything surprise you?
 - Did you learn anything?
- Would you click to the website? Why or why not?
- If you saw this and it directed you to a website, what information would you expect to find on the website?
- Overall, do you think that this is something the Government of Canada should be promoting?

CRA CREATIVE CONCEPTS – GST/HST TAX BREAK (35 minutes) Prairies Indigenous Peoples, Quebec

Shifting topics...

- Have you recently seen, read, or heard anything about the Government of Canada providing additional support to help Canadians with the rising cost of living?
 - IF YES: What have you heard?
- Have you heard anything about the Government of Canada providing a tax break for all Canadians?

Recently, the Government of Canada announced that for 2 months starting December 14, 2024, it will exempt the GST/HST on essentials like prepared foods and snacks, restaurant meals, beer and wine, children's clothing and footwear, car seats, diapers, children's toys, books and puzzles, and Christmas trees, among others.

- Do you have any questions relating to this new tax break?

We are now going to review two advertising concepts related to this new tax break and discuss your thoughts about them.

[NOTE TO MODERATOR AND TECHNICIAN: PLEASE ALTERNATE THE ORDER OF THE CONCEPTS PRESENTED TO PARTICIPANTS TO AVOID ORDER BIAS FROM ONE GROUP TO THE NEXT]

SHOW ON SCREEN – Concept #1 (Iconography)

- What is your overall reaction to this concept?
- Would it capture your attention? Why or why not?
- What is the message that you understand from the concept?
- Was anything confusing or unclear?
- How could it be improved?
- How do you feel about the icons used in this concept?
- Would you click to the website? Why or why not?

We'd like to get your opinion on a few different options for the icons in this ad.

SHOW ON SCREEN – Alternative icons

- Do any of these appeal more to you?
 - Which of these do you prefer?

SHOW ON SCREEN – Concept #2 (prepared salad) and alternative Concept #2 (shopping mom), side by side

- What is your overall reaction to this concept?
- Would it capture your attention? Why or why not?
- What is the message that you understand from the concept?
- Was anything confusing or unclear?
- How could it be improved?
- Would you click to the website? Why or why not?

Now we'd like your opinion on a few different options for the message in the ad.

Quebec

SHOW ON SCREEN – Alternative messages

3. Save with the GST/HST break until February 15, 2025! Find out which items on your shopping list qualify at canada.ca/gst-hst-break.
3. Take advantage of the GST/HST break until February 15, 2025! Learn more about which items qualify at canada.ca/gst-hst-break.
6. Hit pause on the GST/HST until February 15, 2025! To learn which items qualify visit canada.ca/gst-hst-break.

Prairies Indigenous Peoples

SHOW ON SCREEN – Alternative messages

2. Until February 15th, the Government of Canada is giving you a tax break on many everyday essentials. Learn more at canada.ca/gst-hst-break.
4. Save with the GST/HST break until February 15, 2025! Find out which items on your shopping list qualify at canada.ca/gst-hst-break.
4. Take advantage of the GST/HST break until February 15, 2025! Learn more about which items qualify at canada.ca/gst-hst-break.

7. Hit pause on the GST/HST until February 15, 2025! To learn which items qualify visit canada.ca/gst-hst-break.
 6. Get a tax break on many everyday essentials and more until February 15, 2025. Learn what items qualify at canada.ca/gst-hst-break.
- Do any of these work better? Why or why not?
 - Which option do you prefer?

GOVERNMENT OF CANADA IN THE NEWS/CANADA-US RELATIONS (30-35 minutes) **Prairies, Atlantic Canada, Ontario**

- **Prairies, Atlantic Canada** What have you seen, read, or heard about the Government of Canada in the last few days?
 - **Prairies, Atlantic Canada** Where did you read, see, or hear this news?

Now I'd like to focus the next part of our discussion on the relationship between Canada and the United States...

- In one word, how would you describe the current relationship between Canada and the United States?

Thinking about the recent election in the United States ...

NOTE TO MODERATOR: Please steer conversation away from commentary about any individual; the focus should be on things like impacts, concerns/optimism, etc.

- What do you think the impacts will be, notably for Canada?
 - PROBE: What about possible impacts on the cost of living, jobs, and/or immigration
- Do you have any concerns? Anything you're feeling positive about?
- Have you seen, read, or heard anything about the proposed tariffs on all products coming from Canada and going to the United States?
 - What have you seen, read, or heard?

CLARIFY: Recently, the President-elect of the United States announced that the American Government would impose 25% tariffs on Canadian and Mexican imports as early as January.

- What, if anything, have you heard regarding Canada's response to the proposed tariffs on all products coming from Canada and going to the United States?
- How would you describe your overall impression of the United States?
 - What factors influence your view the most?
- When thinking about Canada's relationship with the United States, what do you think are Canada's most important interests?
 - IF NEEDED: For example: trade, the economy, jobs, the cost of living, border security, immigration
- Do you feel that the Government of Canada is doing enough to protect and advance Canadian interests when dealing with the United States?
 - IF NO: What can it do to help protect and advance Canadian interests?
- When thinking about Canada's relationship with the United States, what issues do you believe should be the highest priorities for the Government of Canada? Why?

GOVERNMENT OF CANADA IN THE NEWS (5 minutes) Ontario

- What have you seen, read, or heard about the Government of Canada in the last few days?
 - Where did you read, see, or hear this news?

REUSABLE BAGS (10 minutes) Ontario

Now I'd like to ask you about reusable bags ...

- By a show of hands, how many of you have reusable bags?
 - Roughly how many reusable bags do you think you have?
 - Do you think you have too many?
 - IF YES: How did you end up with that many?
 - What do you do with your reusable bags?

IF NEEDED: Do you use them for grocery shopping, other kinds of shopping, or any other way?

CONCLUSION (5 minutes) All Locations

- Before we close, is there anything else you would like to say to the federal government? It can be an additional point related to anything we discussed today or it could be something you think is important but wasn't discussed.

Guide du modérateur anglais - janvier

MASTER MODERATOR GUIDE JANUARY 2025

INTRODUCTION (10 minutes) All Locations

- Moderator or technician should let participants know that they will need pen and paper in order to take some notes, jot down some thoughts around some material that we will show them later in the discussion.

GOVERNMENT OF CANADA IN THE NEWS (5 minutes) Greater Montreal Area, Greater Toronto Area Employed Men Aged 24-34, Border Cities, Southwestern Ontario, Quebec Seniors Aged 65+, Prairies

- What have you seen, read, or heard about the Government of Canada in the last few days?
 - Where did you read, see, or hear this news?

GOVERNMENT OF CANADA IN THE NEWS/ECONOMIC INDICATORS (5-35 minutes) Greater Vancouver Area Homeowners, British Columbia Renters, Halifax Regional Municipality Employed Women Ages 24-34

- What have you seen, read, or heard about the Government of Canada in the last few days?
 - Where did you read, see, or hear this news?
- When you think of the Government of Canada as a whole, do you think it is generally on the right track or the wrong track?
 - What makes you say that?
- And what about when it comes to the economy? Do you think the Government of Canada is generally on the right track or the wrong track?
 - What makes you say that?
- Have you seen, read, or heard anything recently about the Bank of Canada cutting interest rates?
[NOTE TO MODERATOR: On December 11, 2024, the Bank of Canada cut its key policy rate by 50 basis points to 3.25%.]
 - IF YES: What are your thoughts on this?
 - How do you think it might affect your household, if at all?

- What about the inflation rate in Canada? Have you seen, read, or heard anything recently about the inflation rate easing in Canada? [NOTE TO MODERATOR: The inflation rate was at 1.9% in November 2024, compared to 2% in October and 1.6% in September, hitting the Bank of Canada's set target.]
 - IF YES: What are your thoughts and reactions to this news?
 - Have you noticed any changes in your daily life due to inflation?
- What about the economic growth rate in Canada?
 - IF YES: What are your thoughts and reactions to this news?
 - IF NO, MODERATOR TO SHARE INFORMATION ON GDP AND PROVIDE A BRIEF EXPLANATION: GDP stands for Gross Domestic Product. It measures the monetary value of final goods and services produced in a country in a given period of time. The Canadian economy grew 0.3% in the third quarter of 2024. This translates to a 1% annualized growth rate in the third quarter, lower than the Bank of Canada's 1.5% estimate.
 - What, if anything, do economic growth numbers tell you about your future economic wellbeing?
- What about the unemployment rate in Canada?
 - IF YES: What are your thoughts and reactions to this news?
 - IF NO: The unemployment rate is currently 6.8% (as of November 2024), compared to 5.4% in 2023, or 5.7% in 2019 before the pandemic. What are your thoughts about this information?
- Do any of these indicators – interest rates, inflation rates, economic growth rates, or unemployment rates – have an impact on how you feel about the direction of the economy and your own financial future?
 - What about your expectations around the cost of living? Why is that?

COST OF LIVING (15-30 minutes) Greater Vancouver Area Homeowners, British Columbia Renters, Halifax Regional Municipality Employed Women Ages 24-34, Greater Montreal Area Immigrants, Greater Toronto Area Employed Men Aged 24-34

Now I'd like to shift the conversation by talking about the cost of living...

- Greater Vancouver Area Homeowners, British Columbia Renters, Greater Montreal Area Immigrants How would you describe the current cost of living?

- Greater Vancouver Area Homeowners, British Columbia Renters, Greater Montreal Area Immigrants What impacts, if any, has it had on you or your household?
- Greater Vancouver Area Homeowners, British Columbia Renters, Greater Montreal Area Immigrants In your view, what is the Government of Canada's role when it comes to addressing the cost of living?
 - Greater Vancouver Area Homeowners, British Columbia Renters, Greater Montreal Area Immigrants How would you describe their performance in addressing the cost of living?
- Halifax Regional Municipality Employed Women Ages 24-34 How would you describe the Government of Canada's performance in addressing the cost of living?
- Greater Vancouver Area Homeowners, British Columbia Renters, Halifax Regional Municipality Employed Women Ages 24-34, Greater Montreal Area Have you recently seen, read, or heard anything about the Government of Canada providing additional support to help Canadians with the rising cost of living?
 - Greater Vancouver Area Homeowners, British Columbia Renters, Halifax Regional Municipality Employed Women Ages 24-34, Greater Montreal Area IF YES: What have you heard?
 - Greater Vancouver Area Homeowners, British Columbia Renters, Greater Montreal Area IF NO: How would you like to see the Government of Canada provide additional support to help Canadians manage the rising cost of living?
- Have you heard anything about the Government of Canada providing a tax break for all Canadians?

Starting December 14, 2024, until February 15, 2025, the Government of Canada is exempting the GST/HST on essentials like prepared foods and snacks, restaurant meals, beer and wine, children's clothing and footwear, car seats, diapers, children's toys, and books and puzzles, among others.

- What are your reactions to this?
 - Have you noticed this change in your purchases over the past few weeks?
 - IF YES: In what types of purchases have you noticed a change?
 - PROMPT AS NEEDED: Has it done anything to help you with the cost of living?
 - Greater Vancouver Area Homeowners, British Columbia Renters, Greater Montreal Area Do you think it will help other Canadians with the cost of living?
- When you think about this sales tax break, is the Government of Canada more on the wrong track or the right track when it comes to addressing the cost of living?

PALLIATIVE CARE VIDEO TESTING (30 minutes) Greater Vancouver Area Homeowners, Southwestern Ontario, Prairies

Now, I'd like to shift the conversation and talk about health care ...

- Does anyone here know or care for someone living with a serious illness? This could include ALS, Alzheimer, genetic diseases, and cardiovascular diseases to name a few.

I'm going to show you a video from the Government of Canada about palliative care and then we'll discuss your reactions to it. Please feel free to take notes about your likes and dislikes, and other characteristics about it. We'll watch the video twice, and then we'll discuss it.

- What is your overall reaction to this video?
 - What, if anything, do you like?
 - What, if anything, do you dislike? Why?
- What did you take away as the main message?
- How does this video make you feel?
 - How does it make you feel about palliative care, a palliative approach to care, and/or grief? Why?
- Would you notice this video? Would it capture your attention?
 - Is it memorable? Why or why not?
- Was anything confusing or unclear? How so?
- Did anything surprise you (i.e., did you learn anything)?
- As far as you're concerned, is it appropriate to communicate about palliative care, a palliative approach to care, and/or grief in this way? Why or why not?
- If you saw this video, would it motivate you to do anything? Why or why not?
 - IF YES: What would you be motivated to do?
- Do you have any suggestions on how the video could be improved?

WEATHERCAN APP (10 minutes) British Columbia Renters, Greater Montreal Area Immigrants

Switching topics ...

- Is anyone familiar with the Government of Canada's WeatherCAN app?
 - IF YES: What do you know about it?
 - Have you downloaded it before?

MODERATOR TO PROVIDE DETAILS: The WeatherCAN app is a free application you can download on your phone, tablet or computer that has the latest forecast information directly from Canada's official weather source. You can also get weather alerts for anywhere in Canada, including custom air quality and temperature notifications.

- What are your initial reactions and thoughts about this app?
- Is this something the Government of Canada should be developing and promoting? Why/Why not?

CANADA-UNITED STATES RELATIONS (15-60 minutes) British Columbia Renters, Greater Montreal Area Immigrants, Halifax Regional Municipality Employed Women Aged 24-34, Greater Toronto Area, Employed Men Aged 24-34, Border Cities, Southwestern Ontario, Quebec Seniors Aged 65+, Prairies

Now I'd like to focus the next part of our discussion on the relationship between Canada and the United States...

- Border Cities, Southwestern Ontario, Quebec Seniors Aged 65+, Prairies In one word, how would you describe the Canada-U.S. relationship today?
- What have you heard recently about the relationship between Canada and the US?
- British Columbia Renters, Greater Montreal Area Immigrants, Halifax Regional Municipality Employed Women Aged 24-34, Greater Toronto Area, Employed Men Aged 24-34, Quebec Seniors Aged 65+, Prairies Have you seen, read, or heard anything about the proposed tariffs on all products coming from Canada and going to the United States?
 - British Columbia Renters, Greater Montreal Area Immigrants, Halifax Regional Municipality Employed Women Aged 24-34, Greater Toronto Area, Employed Men Aged 24-34, Quebec Seniors Aged 65+, Prairies IF YES: What have you seen, read, or heard?
 - Prairies IF NOT MENTIONED: What about possible tariffs on products coming from Canada and going to the United States?

British Columbia Renters, Greater Montreal Area Immigrants, Halifax Regional Municipality Employed Women Aged 24-34, Greater Toronto Area, Employed Men Aged 24-34 MODERATOR TO CLARIFY: Recently, the President-elect of the United States announced that the American Government would

impose 25% tariffs on Canadian and Mexican imports as early as January, unless Canada addresses migrants crossing from Canada to the US, as well as fentanyl crossing the border.

- **Border Cities, Southwestern Ontario** Have you seen, read, or heard anything about the U.S. evaluating its trade relations with Canada and Mexico?
 - **Border Cities, Southwestern Ontario** IF YES: What have you seen, read, or heard?
 - **Border Cities, Southwestern Ontario** IF NOT MENTIONED: What about possible tariffs on products coming from Canada and going to the United States?

Border Cities, Southwestern Ontario, Quebec Seniors Aged 65+, Prairies MODERATOR TO CLARIFY: Recently, the United States indicated that the American Government will look into its free trade deal with Canada and Mexico to determine whether or not the United States should continue to participate in this deal. The United States has also signalled that it may impose tariffs as high as 25% on Canadian and Mexican imports, unless Canada addresses migrants crossing from Canada to the U.S., as well as fentanyl crossing the border.

- **Border Cities, Southwestern Ontario, Quebec Seniors Aged 65+, Prairies** What do you think about the U.S. looking into the free trade deal (otherwise known as the Canada-United States-Mexico Agreement)?
 - **Border Cities, Southwestern Ontario, Quebec Seniors Aged 65+, Prairies** Do you have any concerns?
 - **Border Cities, Southwestern Ontario, Quebec Seniors Aged 65+, Prairies** Do you see any benefits for Canada?
- **Border Cities** How would you prefer the provincial and federal governments handle potential trade issues, such as tariffs, between Canada and the United States? Should the federal government take the lead, should they work together, or should each province manage its own strategy? Why do you say that?
 - **Border Cities** What concerns, if any, do you have about these different approaches?

Southwestern Ontario, Quebec Seniors Aged 65+, Prairies NOTE TO MODERATOR: Please focus this area of discussion on the broader strategy related to trade and tariffs (rather than migration and fentanyl).

- **Southwestern Ontario, Quebec Seniors Aged 65+, Prairies** Specifically, to handle trade issues, such as tariffs between Canada and the United States, how would you prefer the provincial and federal governments react? Should the federal government take the lead, should they work together, or should each province manage its own strategy? Why do you say that?
 - **Southwestern Ontario, Quebec Seniors Aged 65+, Prairies** What concerns, if any, do you have about these different approaches?

- **Border Cities, Southwestern Ontario, Quebec Seniors Aged 65+, Prairies** How likely do you think it is that the U.S. will end up imposing tariffs on Canadian goods?
- If such tariffs were to be imposed, what do you think the impact would be on Canada's economy?
 - What about for you, personally?
- **Greater Montreal Area Immigrants** How do you think the Government of Canada should respond?
- **British Columbia Renters, Halifax Regional Municipality Employed Women Ages 24-34, Greater Toronto Area Employed Men Aged 24-34, Border Cities** As far as you know, is the crossing of migrants from Canada to the US a major issue, minor issue, or not really an issue at all?
 - **British Columbia Renters, Halifax Regional Municipality Employed Women Ages 24-34, Greater Toronto Area Employed Men Aged 24-34, Border Cities** What about fentanyl crossing the border from Canada to the US?
- **British Columbia Renters, Halifax Regional Municipality Employed Women Ages 24-34, Greater Toronto Area Employed Men Aged 24-34** What, if anything, have you heard regarding Canada's response to the proposed tariffs on all products coming from Canada and going to the United States?

British Columbia Renters, Halifax Regional Municipality Employed Women Ages 24-34, Greater Toronto Area Employed Men Aged 24-34

MODERATOR TO CLARIFY AND SHARE THE BELOW ON SCREEN

In response to the American President-elect's announcement, the Government of Canada recently announced a \$1.3 billion package to help secure the border and strengthen the immigration system. The package includes:

- Support for law enforcement for detecting and intercepting illegal drugs, including new Artificial Intelligence (AI) tools and canine teams;
- Strengthening 24/7 surveillance of the Canada-US border, including helicopters and drones;
- Tools that target organized crime and fentanyl trafficking more effectively; and
- Support for reducing unnecessary border volumes, including the ability to cancel, change, or suspend immigration documents to manage the number of people coming or transiting through Canada and imposing new costs and restrictions on countries that do not rapidly facilitate the return of their citizens when they are in violation of Canadian immigration law.

- **British Columbia Renters, Halifax Regional Municipality Employed Women Ages 24-34, Greater Toronto Area Employed Men Aged 24-34** Are these measures a step in the right direction or wrong direction?
- **British Columbia Renters, Halifax Regional Municipality Employed Women Ages 24-34, Greater Toronto Area Employed Men Aged 24-34** What else do you think the federal government should do for now?
- **British Columbia Renters, Halifax Regional Municipality Employed Women Ages 24-34, Greater Toronto Area Employed Men Aged 24-34** How would you want the Government of Canada to respond if these tariffs were imposed?
 - **British Columbia Renters, Halifax Regional Municipality Employed Women Ages 24-34, Greater Toronto Area Employed Men Aged 24-34** Should Canada retaliate with tariffs on American goods? Why/why not?
 - **British Columbia Renters, Halifax Regional Municipality Employed Women Ages 24-34** What should the federal government do to support affected industries, if anything? Why do you say that?
- **Toronto Area Employed Men Aged 24-34** If these tariffs are imposed, do you think you would change your purchasing habits in response? [PROBE FOR: purchasing more locally produced goods, avoiding American products, etc.]
- **Border Cities, Southwestern Ontario, Quebec Seniors Aged 65+, Prairies** How should Canada respond, if the United States imposes tariffs on products coming from Canada and going to the United States?

Border Cities, Southwestern Ontario, Quebec Seniors Aged 65+, Prairies I'm going to show you a list of actions Canada could take in response to the U.S. imposing tariffs.

Border Cities, Southwestern Ontario
SHOW ON SCREEN

- Canada imposes its own tariffs on American imports.
- Canada restricts hydroelectricity exports to the U.S.
- Canada restricts oil and gas exports to the U.S.
- Canada restricts critical mineral exports to the U.S.
- Canada limits dairy imports from the U.S.
- Canada encourages consumers to "buy Canadian" to support businesses affected by tariffs

Quebec Seniors Aged 65+, Prairies
SHOW ON SCREEN

- Canada imposes dollar-for-dollar tariffs on American imports.
- Canada imposes targeted tariffs on items like orange juice, bourbon, and motorcycles.
- Canada restricts hydroelectricity exports to the U.S.
- Canada restricts oil and gas exports to the U.S.
- Canada restricts critical mineral exports to the U.S.
- Canada limits dairy imports from the U.S.
- Canada encourages consumers to "buy Canadian" to support businesses affected by tariffs.

Border Cities, Southwestern Ontario First, I would like to get your reaction to this list of possible responses by the Government of Canada.

- **Border Cities, Southwestern Ontario** Are there any that you particularly support or oppose? If so, why?
- **Border Cities, Southwestern Ontario** IF NOT RAISED ORGANICALLY: What about restricting oil and gas exports?

Border Cities, Southwestern Ontario, Quebec Seniors Aged 65+, Prairies **POLL:** Now I'd like to conduct a poll. I'd like you to choose which measures you think would be the most effective in convincing the United States to drop tariffs. You can select up to 2. If you don't think any measure would be effective, please select "None would be effective." (the last option).

NOTE TO MODERATOR – *After the poll has closed, review results and ask the following:*

- **Border Cities, Southwestern Ontario, Quebec Seniors Aged 65+, Prairies** In your opinion, why is [insert measure chosen] more effective than the other measures?
- **Quebec Seniors Aged 65+, Prairies** As far as you know, is the crossing of migrants from Canada to the U.S. a major issue, minor issue, or not really an issue at all?
 - **Quebec Seniors Aged 65+, Prairies** What about fentanyl crossing the border from Canada to the U.S.?

Border Cities, Southwestern Ontario, Quebec Seniors Aged 65+, Prairies Finally, I would like to cover one other aspect of the Canada-U.S. relationship which is how much our country spends on national defence.

- **Border Cities, Southwestern Ontario, Quebec Seniors Aged 65+, Prairies** Has anyone heard, read or seen anything about this topic lately?

- **Border Cities, Southwestern Ontario, Quebec Seniors Aged 65+, Prairies** IF YES: What have you seen, read, or heard?
 - **Border Cities, Southwestern Ontario, Quebec Seniors Aged 65+, Prairies** In your view, does Canada spend too little, too much, or about the right amount on national defence? Why do you feel this way?

Border Cities, Southwestern Ontario, Quebec Seniors Aged 65+ The Government of Canada has committed to increase its defense spending to meet NATO's target of 2% of GDP by 2032. This increase in spending will include investments in areas like modernizing NORAD (otherwise known as North American Aerospace Defence Command) for Arctic security, purchasing new equipment like fighter jets, and improving cybersecurity and recruitment efforts for the Armed Forces.

Prairies The Government of Canada has recently indicated that it would aim to increase defence spending to meet NATO's target of 2% of GDP by 2027, which is five years ahead of its previous timeline of 2032. This increase in spending will include investments in areas like modernizing NORAD (otherwise known as North American Aerospace Defence Command) for Arctic security, purchasing new equipment like fighter jets, and improving cybersecurity and recruitment efforts for the Armed Forces.
 - **Border Cities, Southwestern Ontario, Quebec Seniors Aged 65+** How do you feel about Canada increasing its defense spending to meet NATO's 2% of GDP target by 2032?
 - **Prairies** How do you feel about Canada increasing its defence spending to meet NATO's 2% of GDP target by 2027?
 - **Border Cities, Southwestern Ontario, Quebec Seniors Aged 65+, Prairies** Are there specific areas that you think should be prioritized? Why do you feel this way?
 - **Border Cities, Southwestern Ontario, Quebec Seniors Aged 65+, Prairies** What are your thoughts on the timeline Canada has set to reach this target?
- Border Cities, Southwestern Ontario** Recently, there have been requests in the United States for Canada to shorten its timeline and meet NATO's defence spending target before 2032.
- Quebec Seniors Aged 65+, Prairies** Recently, the United States said they will ask all countries in NATO, including Canada, to increase spending on defence to 5% of GDP. For context, this would be more than any country in NATO currently spends on defence.
- **Border Cities, Southwestern Ontario** Do you support or oppose Canada increasing its defence spending more quickly? Why/why not?
 - **Quebec Seniors Aged 65+, Prairies** Do you support or oppose Canada increasing its defence spending to 5% of GDP? Why/why not?

- **Border Cities, Southwestern Ontario, Quebec Seniors Aged 65+, Prairies** Why do you think there have been requests in the United States for Canada to increase its defence spending more quickly?
- **Border Cities, Southwestern Ontario, Quebec Seniors Aged 65+, Prairies** Do you think the US calling on Canada to spend more makes this issue more important? Why/why not?

IMMIGRATION (45 minutes) Greater Montreal Area Immigrants

Let's move on to a discussion about immigration in Canada.

- How do you feel about Canada's immigration system?
- Have your views on the immigration system changed over time?
 - IF YES: How so? Please explain what influenced your views.
- How do you think the Canadian immigration system compares to other countries? Please explain.
- Overall, what role, if any, has immigration played in Canadian society over the years?
 - What have been the biggest impacts of immigration in Canada over the years? Are these mostly positive or negative? Please explain.
 - ONLY AS NEEDED: What about for the Canadian economy, society, or identity?

In recent years, the federal government has said it tried to attract more immigrants to Canada to help deal with the labour shortage post-pandemic.

- What do you think of this approach? Is it something the government should or shouldn't have done?
 - What were the impacts, positive or negative, of this approach?
- What are the biggest impacts of immigration in Canada today?
 - ONLY AS NEEDED: What about on housing, healthcare, and social services?
- What have you seen, read, or heard about the Government of Canada and immigration rates lately? What do you think about what you heard?

SHOW ON SCREEN

The Government of Canada recently announced its Immigration Levels Plan to pause population growth in the short term. To do so, it is reducing the targeted number of permanent residents and

including, for the first time, the targeted number of temporary residents (specifically international students and temporary foreign workers), as follows:

Permanent residents

From 485,000 in 2024, down to:

- 395,000 in 2025 (a 21% reduction, compared to 2024)
- 380,000 in 2026
- 365,000 in 2027

Temporary Residents

From approximately 6-7% of Canada's population, down to 5% of Canada's population by the end of 2026, followed by a modest increase in 2027.

Since almost all of Canada's population growth comes from immigration, and notably temporary residents, this means that Canada's total population is expected to decline very slightly in 2025 and 2026, before growing again in 2027.

- What are your reactions to this?
 - Specifically, what do you think about the decision to reduce the number of immigrants to pause population growth?
 - Are there any other impacts the decision to reduce the number of immigrants will have on Canada? On your community?
- Do you think this was the right decision to make? Why/ why not? Please explain.
- Why do you think the Government of Canada made this decision?

What else, if anything, would you like to see from the Government of Canada when it comes to immigration?

JOB MARKET (20 minutes) Halifax Regional Municipality Employed Women Ages 24-34, Greater Toronto Area Employed Men Aged 24-34

When we invited you here, you indicated you are currently working. So, I'd like to shift the focus to the job market now.

- How would you rate the state of the job market right now? Is it good, poor, or somewhere in between? Why do you feel this way?
 - How easy has it been to find a job in the field you're interested in?

- Have there been any challenges/barriers you've encountered when searching for work or while you've been working?
 - IF YES: What have some of these challenges/barriers been?
- Thinking five years into the future, do you imagine the Canadian job market will be worse, better, or the same? Why?
 - IF WORSE: What would make you more optimistic?
- Would you say the Government of Canada is on the right track or wrong track when it comes to creating good jobs in Canada? What about when it comes to supporting workers?
 - What should the Government of Canada do to help?

SUPPLEMENTED FOOD LABEL – MESSAGE TESTING (35 minutes) Greater Toronto Area Employed Men Aged 24-34, Border Cities, Quebec Seniors Aged 65+

Shifting topics, we are now going to review a few social media posts that are currently being developed by the Government of Canada related to a nutrition symbol on the front of packaged foods.. We will review each post one at a time, and then we will discuss your reactions together.

[MODERATOR TO REVIEW EACH POST ONE AT A TIME. AFTER EACH POST, THE MODERATOR WILL PROBE WITH THE FOLLOWING QUESTIONS. NOTE THAT THE IMAGE IN THE THIRD POST WILL BE ANIMATED (please refer to note highlighted in blue below which should be read aloud to participants in advance of showing the post).]

Border Cities, MODERATOR TO FOCUS THE DISCUSSION ON THE MESSAGES/IMAGES IN THE SOCIAL MEDIA POSTS RATHER THAN THE SYMBOL ITSELF (THE SYMBOL AND ITS DESIGN ARE FINAL).

[Order in which the social media posts were shown to participants varied in each group.]

Display social media post with mock popcorn, chocolate bar and juice on screen.

- What is your overall reaction to this social media post?
- Did you understand the message?
 - Was anything confusing or unclear? How so?
 - How could it be improved?
- Did you learn anything?
- What, if anything, do you like? What, if anything, do you dislike? Why?

- Would you notice it/Would it capture your attention?
 - Is it memorable? Why or why not?
- If you saw this social media post, would you interact with it in any way?
 - IF YES: Would you “like” it or “share” it if you saw it on social media? Why or why not?
 - IF YES: Would you “comment”? If so, what would you write?
 - IF NO: Why not?

Display social media post with woman and child grocery shopping on screen

I’m now going to display the third social media post. Note that the image shown will be animated to mimic a GIF, which is essentially a short soundless video that will loop continuously and doesn’t require anyone to press play.

- What is your overall reaction to this social media post?
- Did you understand the message?
 - Was anything confusing or unclear? How so?
 - How could it be improved?
- Did you learn anything?
- What, if anything, do you like? What, if anything, do you dislike? Why?
- Would you notice it/Would it capture your attention?
 - Is it memorable? Why or why not?
- If you saw this social media post, would you interact with it in any way?
 - IF YES: Would you “like” it or “share” it if you saw it on social media? Why or why not?
 - IF YES: Would you “comment”? If so, what would you write?
 - IF NO: Why not?

Display social media post with mock popcorn product on screen

- What is your overall reaction to this social media post?
- Did you understand the message?

- Was anything confusing or unclear? How so?
 - How could it be improved?
- Did you learn anything?
- What, if anything, do you like? What, if anything, do you dislike? Why?
- Would you notice it/Would it capture your attention?
 - Is it memorable? Why or why not?
- If you saw this social media post, would you interact with it in any way?
 - IF YES: Would you “like” it or “share” it if you saw it on social media? Why or why not?
 - IF YES: Would you “comment”? If so, what would you write?
 - IF NO: Why not?

CONCLUSION (5 minutes) All Locations

- Before we close, is there anything else you would like to say to the federal government? It can be an additional point related to anything we discussed today or it could be something you think is important but wasn’t discussed.

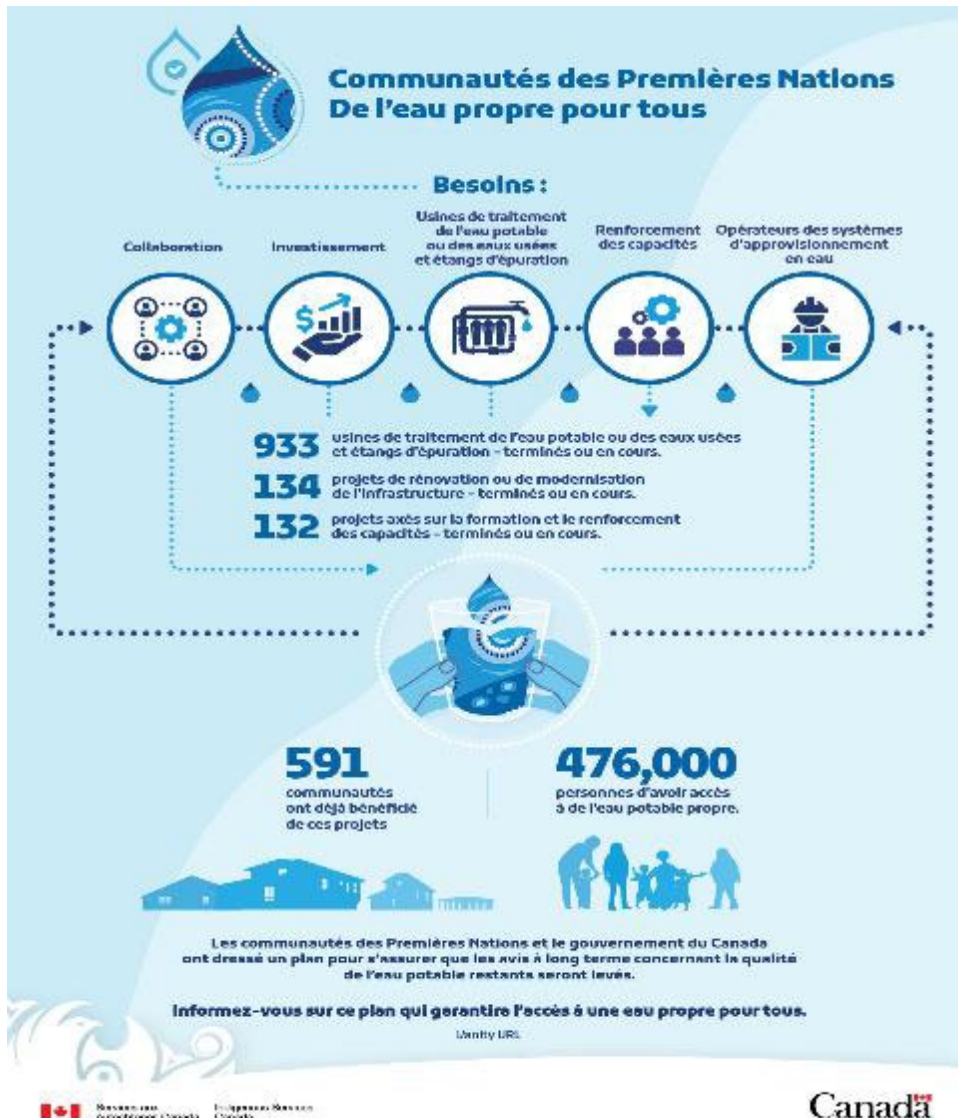
Annexe C – Mise à l’essai de concepts publicitaires

Les avis à long terme concernant la qualité de l'eau potable



Infographic 1A - FR
v02.mp4

La vidéo commence avec le texte suivant : « *Eau propre, communautés en santé : suivi des progrès réalisés* » sur fond à motif bleu et blanc. La vidéo enchaîne avec une carte du Canada sur laquelle les Territoires du Nord-Ouest et le Yukon apparaissent en bleu clair tandis que les provinces sont représentées en bleu foncé. Des points blancs indiquent tous les avis à long terme concernant la qualité de l'eau potable encore en vigueur, l'Ontario étant la province qui en compte le plus grand nombre. Dans le coin supérieur droit, l'année « 2015 » figure à côté de la statistique « 0 % ». Sous la carte figure le texte suivant : « *Progrès réalisés depuis 2015 pour lever les avis à long terme concernant la qualité de l'eau potable.* » Au fil des ans, le pourcentage augmente de façon constante d'environ 10 % alors que le nombre de points blancs sur les provinces diminue. En 2024, la statistique finale atteint « 83 % », le nombre de points blancs restants ayant considérablement diminué alors que seuls l'Ontario, le Manitoba et la Saskatchewan sont encore touchés. S'ensuit un zoom avant sur la statistique de « 83 % » alors qu'on aperçoit un verre en train d'être rempli d'eau. Le texte apparaissant à l'écran est le suivant : « *83 % des avis à long terme levés, 8 300 foyers touchés dans 93 communautés des Premières Nations en date du 14 novembre 2024.* » La vidéo se termine avec une transition vers le message sur fond bleu et blanc suivant : « *Il existe un plan visant à lever tous les avis à long terme concernant la qualité de l'eau potable restants. En savoir plus sur l'eau propre pour tous.* » <https://www.canada.ca/fr/services-autochtones-canada.html> »



Cette dernière contient un message dont le texte est affiché en bleu foncé sur fond bleu clair. Dans la partie supérieure de l'infographie figure le texte suivant : « *Communautés des Premières Nations. De l'eau propre pour tous.* » Plus bas, une section intitulée « *Besoins* » énumérant cinq composantes clés : Collaboration, Investissements, usines de traitement de l'eau potable ou des eaux usées et étangs d'épuration, renforcement des capacités, opérateurs des systèmes d'approvisionnement en eau, chacune des composantes étant représentées par une icône.

Cinq statistiques sont affichées en caractères gras bleus :

- **933** projets de rénovation ou de modernisation des infrastructures - terminés ou en cours.

- **134** usines de traitement de l'eau potable ou des eaux usées et étangs d'épuration - terminés ou en cours.
- **132** projets axés sur la formation et le renforcement des capacités - terminés ou en cours.
- **591** communautés ont déjà bénéficié de ces projets.
- **476 000** personnes ont accès à de l'eau potable propre.

S'ensuit l'énoncé suivant en caractères bleu foncé : *Les communautés des Premières Nations et le gouvernement du Canada ont dressé un plan pour s'assurer que les avis à long terme concernant la qualité de l'eau potable restants seront levés.* Plus bas figure en caractères gras l'appel à l'action suivant : « *Informez-vous sur le plan qui garantira l'accès à une eau propre pour tous* ».

Tout au bas de l'infographie figurent les logos de Services aux Autochtones Canada et du gouvernement du Canada. Le concept comprend des thèmes visuels liés à l'eau, dont une goutte d'eau à motifs au-dessus du message et une illustration de mains tenant un verre d'eau au centre.

Mot-symbole du gouvernement du Canada



Ci-haut, l'image du mot-symbole officiel du Canada. On y aperçoit le mot « Canada » en caractères noirs avec empattement, accompagné d'un petit drapeau canadien placé au-dessus du dernier « a ».

Signature musicale du gouvernement du Canada



GoC Musical
Signature.wav

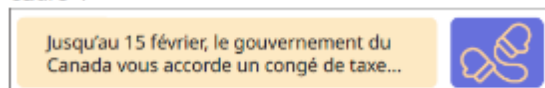
Le clip audio fourni ci-dessus présente la signature sonore du gouvernement du Canada d'une durée approximative de 1,5 seconde et composé des quatre premières notes d'« Ô Canada ».

Mise à l'essai de concepts publicitaires de l'Agence du revenu du Canada

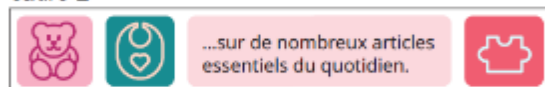
Ensemble de concept icônes

Publicité mobile

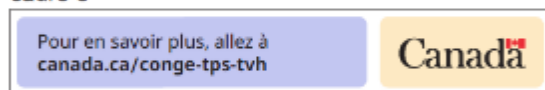
cadre 1



cadre 2



cadre 3



Publication sur médias sociaux



Publicité web



Il s'agit d'une image sur laquelle figure un ensemble de concepts d'icônes destinés à la publication de messages de l'ARC. Voici une description des icônes :

Publicité mobile

- Cadre 1 : **Texte** : « Jusqu'au 15 février, le gouvernement du Canada vous accorde un congé de taxe... » **Icônes** : Gants pour bébé en bleu et jaune.
- Cadre 2 : **Texte** : « ... sur de nombreux articles essentiels du quotidien. » **Icônes** : Un ourson en rouge et rose, une bavette en jaune et vert et des pièces de casse-tête en blanc et rouge.
- Cadre 3 : **Texte** : « Pour en savoir plus, allez à canada.ca/conge-tps-tvh. » Logo du gouvernement du Canada à droite.

Publication pour média social

- **Texte** : « Jusqu'au 15 février, le gouvernement du Canada vous accorde un congé de taxe sur de nombreux articles essentiels du quotidien. »



- **Icônes** entourant le texte : Des gants pour bébé en bleu et jaune, un ourson en rose clair et foncé, une tasse à café en beige et rouge, une fourchette et un couteau en bleu et jaune, des pièces de casse-tête en rouge et blanc, une bavette en vert et jaune. Logo du gouvernement du Canada au bas du texte.

Publicité Web

- **Texte** : « Jusqu'au 15 février, le gouvernement du Canada vous accorde un congé de taxe sur de nombreux articles essentiels du quotidien. » « Pour en savoir plus, allez à canada.ca/conge-tps-tvh. » Icônes entourant le texte : Pièces de casse-tête en rouge et blanc, fourchette et couteau en jaune et bleu, bavette en vert et jaune, ourson en rose, gants pour bébé en bleu et jaune. Logo du Gouvernement du Canada au bas du texte.

Icônes alternatives



Icônes actuelles



Figurent sur cette image les icônes (en noir et blanc) d'un livre, d'un ourson, d'un biberon, de couches pour bébé, d'un casse-tête, d'un couteau et d'une fourchette, d'une tasse à café, de blocs de construction et de chaussures pour enfants.



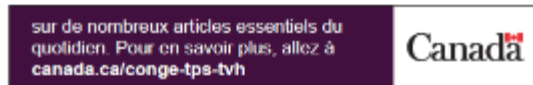
Ensemble de concept images

Publicité mobile

cadre 1



cadre 2



Publication sur médias sociaux



Publicité web



Il s'agit de l'image d'un ensemble de concepts photo pour d'éventuels messages de l'ARC. Voici une description des icônes :

Publicité mobile

- Cadre 1 :
 - **Texte** : « Jusqu'au 15 février, le gouvernement du Canada vous accorde un congé de taxe... »
 - **Image** : Une femme vêtue d'une veste marronne tient des vêtements pour bébés dans un magasin.
- Cadre 2 :
 - **Texte** : « ... sur de nombreux articles essentiels du quotidien. » « Pour en savoir plus, allez à canada.ca/conge-tps-tvh. »
 - **Arrière-plan** : une bannière violet foncé avec texte en blanc. Logo du gouvernement du Canada à droite.

Publication pour média social

- **En-tête** : « Congé de TPS/TVH. » **Texte** : « Jusqu'au 15 février, le gouvernement du Canada vous accorde un congé de taxe sur de nombreux articles essentiels du quotidien. » « Pour en savoir plus, allez à canada.ca/conge-tps-tvh. »



canada.ca/conge-tps-tvh. » **Image :** Une femme vêtue d'une veste marronne tient des vêtements pour bébés dans un magasin.

Publicité Web

- **En-tête :** « *Congé de TPS/TVH.* » **Texte :** « *Jusqu'au 15 février, le gouvernement du Canada vous accorde un congé de taxe sur de nombreux articles essentiels du quotidien.* » « *Pour en savoir plus, allez à canada.ca/conge-tps-tvh.* » **Image en arrière-plan :** Une femme vêtue d'une veste marronne tient des vêtements pour bébés dans un magasin.

Ensemble de concept images

Publicité mobile

cadre 1

Jusqu'au **15 février**, le gouvernement du Canada vous accorde un congé de taxe...

cadre 2

sur de nombreux articles essentiels du quotidien. Pour en savoir plus, allez à canada.ca/conge-tps-tvh

Canada

Publication sur médias sociaux

Congé de TPS/TVH



Jusqu'au **15 février**, le gouvernement du Canada vous accorde un congé de taxe sur de nombreux articles essentiels du quotidien.

Le gouvernement du Canada
Le gouvernement du Canada

Canada

Publicité web

Congé de TPS/TVH



Jusqu'au **15 février**, le gouvernement du Canada vous accorde un congé de taxe sur de nombreux articles essentiels du quotidien.

Pour en savoir plus, allez à canada.ca/conge-tps-tvh

Canada

Il s'agit de l'image d'un ensemble de concepts photo pour d'éventuels messages de l'ARC. Voici une description des icônes :

Publicité mobile

- Cadre 1 :

- **Texte :** « Jusqu'au 15 février, le gouvernement du Canada vous accorde un congé de taxe...
Image : Une femme portant un bonnet d'hiver rouge et un manteau beige examinant un produit alimentaire préemballé dans une épicerie.
- Cadre 2 :
 - **Texte :** ... sur de nombreux articles essentiels du quotidien. » « Pour en savoir plus, allez à canada.ca/conge-tps-tvh. » **Arrière-plan :** une bannière violet foncé avec texte en blanc. Logo du gouvernement du Canada à droite.

Publication pour média social

- **En-tête :** « Congé de TPS/TVH. » **Texte :** « Jusqu'au 15 février, le gouvernement du Canada vous accorde un congé de taxe sur de nombreux articles essentiels du quotidien. » « Pour en savoir plus, allez à canada.ca/conge-tps-tvh. » **Image :** Une femme portant un bonnet d'hiver rouge et un manteau beige examinant un produit alimentaire préemballé dans une épicerie en souriant. Logo du gouvernement du Canada au bas du texte.

Publicité Web

- **En-tête :** « Congé de TPS/TVH. » **Texte :** « Jusqu'au 15 février, le gouvernement du Canada vous accorde un congé de taxe sur de nombreux articles essentiels du quotidien. » « Pour en savoir plus, allez à canada.ca/conge-tps-tvh. » **Image en arrière-plan :** Une femme portant un bonnet d'hiver rouge et un manteau beige examinant un produit alimentaire préemballé dans une épicerie en souriant. Logo du Gouvernement du Canada au bas du texte.

Mise à l'essai de messages sur les aliments supplémentés

Unclassified / Non classifié



L'image présente un simulacre de sac de maïs soufflé au caramel. Sur le sac, une étiquette bien visible de Santé Canada, mise en évidence par l'icône d'une loupe. L'étiquette indique que le produit est « élevé en gras saturés, en sucres et en sodium ». L'information figurant sur l'étiquette est présentée à la fois en français et en anglais.

Message pour les médias sociaux



L'infographie est un simulacre de message de média social de « Canadiens en santé ». Le message comprend une case cochée et l'icône du drapeau canadien. Le libellé principal du message est le suivant : « *Un nouveau symbole de loupe apparaît déjà sur certains aliments emballés. Il vous aide à reconnaître les aliments à teneur élevée en gras saturés, en sucres ou en sodium.* » Suit le lien hypertexte en bleu suivant : canada.ca/etiquetage-devant-emballage sous ce lien, on aperçoit l'image d'un sachet de maïs soufflé. Une nouvelle étiquette figure sur le devant de l'emballage dans la partie supérieure du sac, qui est agrandie à droite. L'étiquette agrandie comporte le symbole d'une loupe noire et blanche et le texte en caractères gras suivant :

- « *Élevé en/High in sodium* »
- « *Santé Canada/Health Canada* »

À la droite de l'image, on peut lire l'énoncé en caractères gras noirs suivants : « **Nouveau symbole pour les aliments emballés à teneur élevée en gras sat., en sucres ou en sodium.** »



Message pour les médias sociaux



L'infographie est un simulacre de message de média social de Canadiens en santé. Le message comprend une case cochée et l'icône du drapeau canadien. Le libellé principal du message est le suivant : « *Prêtez attention au nouveau symbole incluant une loupe et les mots « Élevé en », qui se trouve déjà sur certains aliments emballés. Ce nouveau symbole peut vous aider à reconnaître les aliments à teneur élevée en gras saturés, en sucres ou en sodium.* » Suit le lien hypertexte en bleu suivant : canada.ca/etiquetage-devant-emballage. Sous le texte figure l'image d'un sachet de maïs soufflé, d'une bouteille de jus et d'une tablette de chocolat. Une nouvelle étiquette figure sur le devant de l'emballage dans la partie supérieure du sac, qui est agrandie à droite. L'étiquette agrandie comporte le symbole d'une loupe noire et blanche et le texte en caractères gras suivant :

- « *Élevé en/High in gras sat./sat fat, sucres/sugars* »
- « *Santé Canada/Health Canada* »

Message pour les médias sociaux



L'infographie est un simulacre de message de média social de Canadiens en santé. Le message comprend une case cochée et l'icône du drapeau canadien. Le libellé principal du message est le suivant : *Une consommation régulière d'aliments à teneur élevée en gras saturés, en sucres ou en sodium peut augmenter votre risque de maladies du cœur, de diabète de type 2 et d'hypertension. Un nouveau symbole peut vous aider à reconnaître les aliments emballés à teneur élevée en gras saturés, en sucres ou en sodium. Servez-vous-en pour comparer rapidement des produits alimentaires semblables, comme des soupes en conserve, afin de vous aider à faire des choix éclairés.* Suit le lien hypertexte en bleu suivant : canada.ca/etiquetage-devant-emballage. Sous le lien figure l'image d'une personne faisant son épicerie dans une rangée en compagnie de son enfant. On aperçoit une loupe à gauche accompagnant le texte suivant :

- « Élevé en/High in gras sat./sat fat, sucres/sugars ».
- « Santé Canada/Health Canada »

À la droite de l'image, on peut lire l'énoncé en caractères gras et noirs suivants : « Nouveau symbole pour les aliments emballés à teneur élevée en gras sat., en sucres ou en sodium. »

Mise à l'essai d'une vidéo sur les soins palliatifs

Veuillez noter qu'aucune version française de la vidéo n'est disponible. Le concept présenté dans la vidéo n'a été développé et mis à l'essai qu'en anglais. Il n'existe donc pas de concept équivalent en français.

La vidéo débute avec le plan d'un travailleur de la santé prodiguant des soins à un patient, et enchaîne avec un fond blanc sur lequel s'affiche le texte « *Une approche palliative aux SOINS consiste à améliorer la qualité de vie,* » qui est également lu à haute voix en surimpression vocale. S'ensuit la scène d'une mère et de son fils se promenant en forêt accompagnée du texte suivant : « *est un engagement à vous aider à vivre pleinement votre vie...* » S'ensuit la scène d'une autre mère et de son fils partageant un repas dans une cuisine, accompagnée du texte « *...où que vous soyez.* ». On passe ensuite à la scène de deux frères jouant du piano et d'une femme aidant son père âgé à accomplir sa routine matinale, accompagnée du texte suivant « *Elle peut débiter à n'importe quel âge et à n'importe quel stade d'une grave maladie...* ». On enchaîne avec un fond blanc sur lequel s'affiche le message suivant : « *...même pendant des traitements à but curatif.* » S'ensuit la scène d'une travailleuse de la santé poussant une patiente en fauteuil roulant tout en parlant à une femme, accompagnée du texte suivant : « *Des discussions s'amorcent tôt afin de comprendre la maladie...* » On aperçoit ensuite la travailleuse de la santé en train d'aider le patient à se mettre au lit alors que s'affiche le texte suivant : « *...de gérer les symptômes et de se préparer pour la suite des choses.* » On aperçoit ensuite une femme en pleine discussion émotionnelle virtuelle ainsi que le texte suivant expliquant qu'« *Une approche palliative renforce le soutien aux personnes endeuillées et répond à leurs besoins émotionnels et spirituels.* » S'ensuit un montage de familles prenant soin de leurs proches et passant du temps ensemble alors que s'affiche l'énoncé suivant : « *Elle consiste à déterminer ce qui vous importe le plus.* » On passe ensuite à un fond blanc sur lequel s'affiche la phrase suivante : « *Une approche palliative aux SOINS...* » avant de passer à la scène d'un père jouant dans une piscine avec son tout petit alors qu'une voix hors champ ajoute : « *consiste à faire en sorte que chaque instant compte.* » La vidéo se termine avec le texte de l'appel à l'action suivant s'affichant à l'écran sur fond blanc : « *Renseignez-vous au sujet d'une approche palliative aux soins et des dispositions à prendre pour accéder à de l'information et à de l'aide. Canada.ca/soins-palliatifs,* » suivi du logo, du mot-symbole et de la signature du Canada. Il convient de noter que les participants des groupes composés de propriétaires de la région métropolitaine de Vancouver et de résidents du sud-ouest de l'Ontario ne se sont pas vu présenter l'appel à l'action.